

Athènes : la culture sans l'Europe

De notre envoyée spéciale

Athènes. — C'était devant le Parthéon, sur le « rocher sacré » de l'Acropole, à l'heure encore chaude d'un de ces couchers de soleil grecs où, entre ciel et pierres, on oublie le chaos de la ville et du monde. C'était un de ces lieux qu'ont chantés de tous les temps les plus grands noms de la littérature européenne. Et puis, c'était l'été et la consécration d'Athènes comme « capitale culturelle de l'Europe ». Tout était donc rassemblé, si on l'avait voulu, pour une célébration solennelle ou pour une grandiloquente mise en scène. Or, rien ne se passa ou fort peu.

« Il existe d'autres lieux où sont d'autres sources de notre culture. Il y aura d'autres fêtes, mais rien ne sera plus beau, plus neuf que cette fois-ci », dit M. Mitterrand en guise de remerciements pour ses hôtes grecs, dont M^{me} Méline Mercouri, ministre de la culture, organisatrice de cette soirée. Mais le président de la République, dans ce discours bref et improvisé, était plus convaincant en saluant l'été, « le solstice de l'espérance, sommet de l'année, lorsque les fruits sont mûrs et les moissons à couper », plutôt qu'en évoquant, au détour d'une phrase, « l'an 1 d'une Europe nouvelle ».

Lorsque naquit l'idée de cette manifestation, en 1983, au cours d'une réunion des dix ministres européens de la culture, rassemblés pour la première fois à l'initiative de M. Jack Lang, on pouvait peut-être imaginer du côté français qu'une Europe nouvelle était en gestation, et que ce 21 juin 1985 en marquerait l'avènement sur le plan culturel. Mais, dans ce site imposant, vendredi, l'Europe semblait se chercher et la culture aussi.

Le président de la République grecque, M. Sartzetakis, et le premier ministre, M. Papandréou, évoquèrent l'un et l'autre l'Antiquité, son influence sur les autres cultures occidentales, les origines de la démocratie, mais ils ne firent que cela, et M. Mitterrand gère plus. Du coup, toute cette cérémonie qui n'avait de sens que tourné vers l'avenir, c'était à la fois trop et trop peu. Trop peu, la présence des seuls ministres de la culture d'une quinzaine de pays, hormis M. Mitterrand et le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, dès lors qu'on avait annoncé jusqu'au dernier moment la venue de chefs d'Etat européens. Trop peu aussi le groupe de choristes émergeant des buissons de l'Acropole pour donner une trop brève œuvre de Xenakis, le spectacle folklorique et le feu d'artifice, dès lors qu'on baptisait Athènes « capitale culturelle de l'Europe ».

M^{me} Mercouri avait pris le parti de la simplicité, faute de moyens peut-être, faute de pouvoir compter sur des artistes grecs qui ont tendance à prendre le large pour aller s'exprimer ailleurs, ou bien, encore, tout simplement, faute de temps, trois semaines à peine après des élections dont l'issue avait été incertaine et qui ont mobilisé pendant plusieurs mois tout l'appareil politique. Bref, le spectacle de ces enfants vêtus de blanc, posés comme des oiseaux sur les marches du Parthéon et entonnant dans le désordre l'Ode au Soleil, était touchant, mais il n'était vraisemblablement pas à la hauteur des ambitions que l'on avait initialement nourries pour cette soirée.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 16.)

La longue brouille Fabius-Jospin

Le premier ministre juge « artificiel » et « inopportun » le conflit qui l'oppose au premier secrétaire du Parti socialiste



« Nous nous téléphonons très aisément chaque fois que c'est nécessaire. Il peut me joindre quand il veut. Il me parle chaque fois que je le demande. » Épatant, ce téléphone qui permettait, il y a quatre mois encore, à la franche camaraderie socialiste de s'exprimer librement entre le premier secrétaire du Parti et le chef du gouvernement ! M. Jospin expliquait alors, le 24 février au « Club de la presse » d'Europe 1, que tout allait pour le mieux dans la grande maison socialiste, que Laurent Fabius et lui maintenaient un « excellent contact » à la fois « psychologique » et « amical ». Entre-temps, on a découvert un cadavre dans un placard de la salle commune. La ligne, peu à peu gagnée par la friture, est aujourd'hui coupée.

Le week-end dernier, Laurent Fabius a tenté de joindre Lionel Jospin au téléphone. Le premier secrétaire du Parti socialiste a joué les introuvables. Tout était dit, déjà, entre les deux hommes. Tout a été dit, depuis, dans une lettre de sept pages que le premier secrétaire du PS a rédigée seul, dans son coin, à l'intention des membres du comité directeur de son Parti. M. Fabius, sans com-

munication téléphonique préalable, en a eu copie jeudi soir, au terme de la réception champêtre qu'il avait organisée dans les jardins de Matignon. M. Jospin, qui était passé par là en coup de vent — « Comment vas-tu ? », « Ça va, ça va ! » — ne lui en avait pas dit mot.

Le cadavre du placard, lorsque les cadenas ont sauté, était en état de décomposition avancée. Dans le même temps qu'il broyait à l'envers son idylle — cet « excellent climat psychologique » et « amical » — avec M. Fabius, M. Jospin

expliquait déjà qu'il n'était pas question que la campagne des élections législatives fût conduite par « un autre que le premier secrétaire du Parti socialiste », de « l'extérieur », en quelque sorte. Déjà — c'était pendant la campagne des élections cantonales de mars — M. Fabius commençait à dessiner les contours d'un « rassemblement républicain ». Il est vrai qu'il ne s'agissait alors que de brandir la menace d'un danger d'extrême droite.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(Lire la suite et l'article d'ALAIN ROLLAT page 6.)

Avec ce numéro

LE MONDE ROUSSILLON

Automobile, vitesse et sécurité

L'érosion des plages françaises

IL Y A TRENTE-CINQ ANS

La Corée du Nord attaque le Sud

(Page 2)

ITALIE

La course au Quirinal

(Pages 4 et 5)

LIBAN

Le face-à-face des deux Beyrouth

(Page 6)

ÉTATS-UNIS

Les jeux du libéralisme musclé

(Page 7)

SIDA : l'inquiétude des médecins

Trente-quatre spécialistes recommandent au gouvernement d'informer les donneurs de sang à risque pour limiter l'extension de la maladie

M. Laurent Fabius avait assorti sa décision de rendre obligatoire le test de dépistage du SIDA chez tous les donneurs de sang d'une interrogation : faut-il communiquer les résultats de ces tests aux donneurs ? Dans un rapport remis le 30 mai au secrétaire d'Etat à la Santé, trente-quatre spécialistes français de la transfusion sanguine et du SIDA répondent par l'affirmative.

Pour ces experts, il n'est pas question de cacher aux donneurs de sang (quatre millions de dons par an) le risque qu'ils courent, et qu'ils peuvent faire courir, s'ils ont été en contact avec le virus de cette maladie mortelle, incurable pour l'instant.

Au-delà de cette importante prise de position qui ne va pas sans poser de graves problèmes d'ordre éthique, les rapporteurs ne cachent pas leur inquiétude face à l'extension de l'épidémie de SIDA. Ils craignent en particulier que, du fait de la langue incertaine de la maladie et du non-suivi des receveurs de sang, on ait parfois sous-estimé l'importance du mal. Par ailleurs, certaines études font apparaître qu'au sein de certains groupes à risques, les hémophiles en particulier, plus de 90 % des personnes auraient été en contact avec le virus du SIDA.

C'est pourquoi ils proposent la mise en place, le plus rapidement possible, d'un impressionnant dis-

positif d'information, et de prévention. Cela va du gel de certains stocks de produits sanguins à usage thérapeutique, fabriqués avant la mise en place du dépistage systématique des dons de sang, jusqu'à la création de structures de consultations ouvertes au public. Ces mesures d'ordre essentiellement pratique doivent s'accompagner d'un important effort de recherche.

Selon le rapport, « le recueil, le suivi de l'exploitation épidémiologique des informations chez les donneurs et les receveurs de produits sanguins à l'échelle nationale est le préalable indispensable à l'évaluation et au succès des mesures préventives et thérapeutiques ».

La publication d'un tel rapport, dont nous donnons par ailleurs les principaux points, ne doit pas induire la confusion : le don du sang n'expose en aucune façon au risque de transmission du SIDA. Plus encore, toutes les mesures préconisées par ces experts ne peuvent qu'inciter les personnes qui n'appartiennent pas aux groupes à risque (homosexuels et utilisateurs de drogues par voie intraveineuse) à donner un peu de leur sang. Cette précision prend tout son sens au moment où paraît aux Etats-Unis un sondage faisant apparaître que pour 26 % des personnes interrogées le don de sang expose au risque du SIDA.

F. N.

(Lire nos informations page 24.)

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

Comment être catalan ?

Les conseillers régionaux d'appartenance à la région Languedoc-Roussillon ont décidé de boycotter la réunion qu'ils devaient tenir lundi 24 juin, à Montpellier, avec M. Mitterrand, à l'occasion du onzième voyage régional du chef de l'Etat. Le président de la République visitera, lundi et mardi, les cinq départements du Languedoc-Roussillon : le Gard, la Lozère, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales et l'Aude.

Si Montesquieu revenait et qu'il s'avisa d'écrire des « Lettres catalanes », il n'aurait pas à chercher longtemps, y compris en Roussillon, avant de rencontrer un Français moyen prompt à s'exclamer : « Mais comment peut-on être Catalan ? »

Un Catalan, bien des gens vous le diront, ce n'est pas fréquentable : ça ne parle pas, ça gueule ; ça a toujours raison ; ça s'agitte autant que la

tramontane ; mais ce n'est jamais que du vent ; ça se dit évoué et ça processionne dans les rues pour Pâques avec une cagoule sur la tête ; ça prétend jouer au rugby mais ça ne va pas plus loin que la castagne ; ça rêve d'autonomie et ça se lance à fond dans la course aux subventions ; ça n'aime pas la France ; ça déteste l'Espagne ; ça ne voit pas plus loin que le bout du Canigou. Bref, ça se croit le centre du monde, alors que c'est tout juste l'extrême bout de l'Hexagone, un petit coin

poussiéreux, nubié même des vedettes de la météo.

Ah ! qu'il serait beau le Roussillon, qu'il ferait bon y vivre s'il n'y avait ces foutus Catalans. Vous en jugerez vous-même, monsieur le président de la République, si, par la grâce de la tramontane, le ciel est propre mardi. Lorsque votre hélicoptère, entre mer et garrigues, effranchera les Corbières, rien ne pourra détacher votre regard de cette montagne bleutée qui garde encore, tout en haut, le blanc souvenir d'un hiver rigoureux, l'éclatant Canigou. Tout paraît petit, bas, rampant, à côté de lui. Il scrute les Albères, si belles pourtant dans le moucoument de ces vers multiples qui les entraînent au fond de la Méditerranée.

BERNARD REVEL.

(Lire la suite page 14, ainsi que pages 11 à 14 notre supplément sur le LANGUEDOC-ROUSSILLON.)



Le Monde RÉCIONS

Un tour de France avec nos correspondants (Page 19)

Dates

RENDEZ-VOUS

Samedi 22 juin. - Canada : Conseil national du Parti québécois.

Dimanche 23 juin. - Début de la tournée européenne du vice-président américain, M. Bush (Rome, Bonn, La Haye, Bruxelles, Genève, Paris et Londres).

Lundi 24 juin. - Italie : Election présidentielle.

Mardi 25 juin. - Varsovie : Réunion annuelle des dirigeants du COMECON.

Mercredi 26 juin. - 40^e anniversaire de l'ONU.

Jeudi 27 juin. - Zimbabwe : Elections générales.

Vendredi 28 juin. - Conseil européen à Milan (jusqu'au 29).

Dimanche 30 juin. - Zaïre : 25^e anniversaire de l'indépendance.

SPORTS

Dimanche 23 juin. - Automobile : Grand Prix de formule 1 de Detroit ; Moto : Grand Prix d'Espagne de motocross ; Athlétisme : Grand Prix de Reykjavik ; Ski : Journée nationale (portes ouvertes des clubs).

Lundi 24 juin. - Tennis : tournoi de Wimbledon (jusqu'au 7 juillet).

Jeudi 27 juin. - Golf : open de Monaco (jusqu'au 30 juin).

Vendredi 28 juin. - Cyclisme : Tour de France (jusqu'au 21 juillet).

Samedi 29 juin. - Athlétisme : match Grèce-Bretagne - France-Tchécoslovaquie.

IL Y A TRENTE-CINQ ANS

La Corée du Nord attaque le Sud

Il y a trente-cinq ans, le dimanche 25 juin 1950, les troupes nord-coréennes franchissent le 38^e parallèle et pénètrent en Corée du Sud. On croit d'abord à un incident de frontière, mais très vite on se rend compte qu'il s'agit d'une invasion. Les deux tiers de l'armée nord-coréenne, quelque 90 000 hommes avec des blindés, y sont engagés. Deux divisions et un régiment foncent par la vallée d'Uijonghu vers la capitale Séoul qu'ils prennent trois jours plus tard. L'opinion mondiale, effarée, se demande si c'est un simple feu de cheminée ou le commencement du grand incendie.

Depuis 1947, avec le rejet par les Russes du plan Marshall, la rupture entre les anciens alliés n'a fait que s'accroître. L'échec du plan de désarmement Baruch, le coup de Prague et la soviétisation de l'Europe orientale, la crise de Berlin et la constitution de l'alliance atlantique par le traité de Washington (4 avril 1949) font s'opposer désormais deux blocs antagonistes.

L'Europe reste l'enjeu principal de l'affrontement. La Chine est devenue communiste sans que les Etats-Unis aient fait de gros efforts pour l'en empêcher. La Corée ne semble pas le point le plus sensible de la ligne de fracture, bien que sa partition reflète celle du monde et du petit pays, qu'on a comparé à la Pologne, est bien, selon le dicton, « une crevette égarée dans une bataille de baleines ».

Dominiée pendant des siècles par la Chine, la Corée en a été libérée à la fin du siècle dernier pour devenir l'enjeu de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, avant de tomber sous le joug nippon et de devenir la tête de pont sur le continent de l'Empire du Soleil Levant.

Le «vieillard terrible»

Dès 1943, les grandes puissances ont envisagé son indépendance après une période où elle serait gouvernée par une commission alliée sous mandat international. Mais à la fin de la guerre, Russes et Américains l'occupent et, pour désarmer les troupes japonaises, se répartissent deux zones de part et d'autre d'une ligne de démarcation fixée au 38^e parallèle. Celle-ci ne tarde guère à devenir une frontière politique et idéologique.

Lorsque les Américains proposent, en octobre 1947, la tenue d'élections sur l'ensemble du territoire, sous le contrôle des Nations unies, les Russes les refusent dans leur secteur où ils installent au pouvoir Kim Il Sung, ancien guérillero antijaponais au passé mystérieux. Elles ont lieu au Sud, malgré le boycottage et les manœuvres d'intimidation des communistes. Syngman Rhee, de son nom coréen Yi Seung Man, un chrétien de culture occidentale, vétéran de la résistance au Japon, en sort vainqueur et devient président de la « République de Corée » proclamée le 15 août 1948, tandis qu'au Nord est instaurée, le 9 septembre, la « République populaire et démocratique ».

Cette division de leur pays ne peut être considérée par les Coréens comme définitive. Chacun des Parlements élus de part et d'autre prétend représenter le peuple coréen tout entier. Le problème est de savoir quand et comment se réalisera la réunification.

Les Russes décident, en janvier 1949, de retirer leurs troupes,

imités peu après par les Américains qui laissent ainsi Nordistes et Sudistes face à face. Des incidents éclatent, laissant présager un conflit, tandis que s'accroît le déséquilibre en faveur du régime de Kim Il Sung.

Avec un territoire plus étendu et une population moins nombreuse (9 millions d'habitants), le Nord possède la majeure partie de la capacité industrielle du pays. Son armée est équipée par les Soviétiques de chars T 34, d'artillerie lourde et de 150 avions, chasseurs Yak et bombardiers Ilyouchine. Elle est entraînée par plusieurs milliers de conseillers russes et s'est renforcée de 30 000 Coréens retour de Chine où ils ont combattu aux côtés des communistes de Mao. Au printemps de 1950, elle dispose de 135 000 réguliers et d'unités de milice.

Au Sud, les Américains font preuve d'une singulière réserve à l'égard de leurs protégés. Syng-

Man Rhee aux Philippines, « il doit être bien clair que personne ne peut garantir les autres régions du Pacifique contre une attaque militaire ». L'impression contribue sans doute à la décision des chefs communistes d'opérer la réunification par la force.

Si les motivations de Kim Il Sung, aspirant à devenir le héros de l'unité retrouvée de la patrie, sont évidentes, celles de Staline, ainsi que sa responsabilité dans l'initiative, sont moins claires. Le « génial stratège » a-t-il voulu éprouver la capacité de réaction des Etats-Unis ou un pari risqué ? Ou bien a-t-il cherché à provoquer un abaissement de la garde pour les détourner de l'Europe ? L'hypothèse qu'il ait été débordé par le camarade nord-coréen a également été évoquée.

Dans ses Souvenirs, Krouchtchev affirme que Kim Il Sung a eu l'idée de l'invasion et que Staline n'aurait acquiescé qu'avec

Unis (...). L'élément principal de toute politique vis-à-vis de l'URSS doit être un endiguement à long terme, patient mais vigilant et ferme des tendances expansionnistes de la Russie ».

En janvier 1950, alors que la trahison du physicien Fuchs révèle l'existence d'un espionnage atomique au profit de l'URSS quelques mois après le premier essai nucléaire de celle-ci, Truman ordonne la construction de la bombe à hydrogène. En avril, le Conseil national de sécurité qu'il préside décide une augmentation du budget militaire et de l'aide aux nations alliées. Pourtant, ses adversaires républicains l'accusent de « mollesse » à l'égard des communistes et en particulier de ceux-ci en refusant une assistance massive à Tchiang Kat-cek.

On est à la veille du maccarthysme, mais il est vrai que la déshérence a été amère lorsque Mao, considéré par tant de spécialistes américains, militaires ou diplomates, comme un réformateur agreste vertueux, a été rangé sans réserve du côté de la Russie avec laquelle il a signé, le 14 février 1950 un traité d'assistance mutuelle en cas d'agression « du Japon ou d'un Etat allié du Japon ».

Toujours est-il que la surprise qu'éprouvent, à l'époque, les Américains devant l'attaque nord-coréenne ne laisse pas d'étonner. Des concentrations de troupes et l'évacuation de la population paysanne vivant sur la frange nord du 38^e parallèle auraient pu en laisser prévoir l'imminence. Il semble que la CIA, créée depuis trois ans seulement du commandement du Sud-Est asiatique de MacArthur, aient été incapables de les déceler, ou de les interpréter.

En apprenant la nouvelle, Truman doit rapidement se décider. Dès les premières heures, il s'avère en effet que l'armée de Syngman Rhee est incapable de contraindre l'invasion. Le manque d'armes lourdes et de blindés pèse lourdement dans la bataille, et le moral des soldats sud-coréens s'effondre. Les Etats-Unis ne sauraient accepter l'écrasement de la Corée du Sud qu'ils protègent. Ce serait une défaite grave et un encouragement à d'autres agressions.

L'«amère petite guerre»

Dès le 27 juin, Truman engage les forces navales et aériennes des Etats-Unis, mais c'est insuffisant, et Séoul tombe le surlendemain. Le 30, il engage les forces terrestres. Il a en outre décidé de protéger Formose contre une éventuelle attaque de la Chine populaire en envoyant la VII^e flotte dans le détroit de renfort de la défense des Philippines, et d'aider la France en Indochine, mettant ainsi en pratique l'« endiguement ».

Autour du président, c'est l'approbation de l'intervention. Son secrétaire général, Trygve Lie, dit : « C'est une guerre déclarée contre les Nations unies par la Corée du Nord ». Après avoir en vain lancé un appel au cessez-le-feu, le Conseil de sécurité adopte une résolution américaine demandant aux membres de l'Organisation d'intervenir par les armes afin de sauver la Corée et la paix.

Pour la première fois s'applique le principe de la sécurité collec-

tive, un des fondements essentiels de l'ONU. Pour la première fois également, une instance internationale décide des sanctions militaires. Seize pays, dont la France, participent à la constitution d'une force dont le commandement est confié au général MacArthur.

La décision a pu être prise en l'absence de l'URSS, qui n'a donc pu opposer son veto. Membre permanent du Conseil de sécurité, elle refuse en effet de séger parce que le faustuil de la Chine est occupé par le représentant de Tchiang Kat-cek. Pris à leur propre piège, les Soviétiques contestent la régularité de la résolution et accusent l'ONU d'être une filiale des Etats-Unis, mais il est trop tard.

Refusant leurs bons offices, ils s'abstiennent cependant d'intervenir et, dès le début juillet, le monde a le sentiment que l'affaire restera circonscrite : il y a une guerre, mais ce n'est pas la guerre. Du moins pour le moment, car le conflit n'est plus strictement coréen et traduit l'opposition des deux blocs. Le danger d'extension demeure et se matérialisera lorsque MacArthur lancera sa contre-offensive qui l'emmènera à envahir la Corée du Nord jusqu'à la frontière mandchoue.

Se sentant menacés, les Chinois, qui se bernaient jusqu'à là à des avertissements verbaux, se jettent dans la bataille pour une autre guerre, plus particulièrement sino-américaine. Leurs masses de « volontaires » bousculeront les forces de MacArthur au point que celui-ci, craignant un désastre, enverra l'aviation de bombes atomiques sur la Chine. Le protocole présumptueux sera limogé par le président Truman, et le front finira par se stabiliser.

Lorsque, après d'interminables négociations à Panmunjon, l'accord de cessez-le-feu sera signé, le 27 juillet 1953, ce sera en quelque sorte un retour à la case départ : Corée du Nord et Corée du Sud restent encore séparées par le 38^e parallèle.

Entre-temps, il y aura eu deux millions et demi de morts et de blessés et, pour la Corée, des dommages considérables. « L'Amère petite guerre », selon le mot d'Averell Harriman, fait planer sur le monde la menace du champignon atomique. Pour les Américains, c'est la première fois qu'un conflit armé où ils sont engagés ne s'achève pas par une victoire. Ce ne sera pas la dernière.

Cette « action de police », ainsi qu'il est arrivé à Truman, de la qualifier, leur a coûté près de trente mille morts et, pires contradictions manifestes, dans leur engagement entre idéalisme et réalisme, préfigure la guerre du Vietnam.

PHILIPPE FRANCHINI.

Voir

- André Fontaine : Histoire de la guerre froide. Fayard-Pocket.
- Claude Delmas : Corée 1950, proxénète de la guerre froide.
- Joseph C. Goulden : Korea, the United Story of the War, New York Times Books.

PRÉCISION. - A propos de l'article consacré à la visite de Léval à Moscou en 1935 (Le Monde daté 26-27 mai), un lecteur, M. B. Simeon, nous fait observer qu'après ce dernier n'était pas encore « chef de la diplomatie du Reich », le ministre allemand des affaires étrangères étant encore à l'époque von Neurath.



MOUL

Le sang-froid de Truman

L'homme du Middle-West a jusqu'alors fait preuve d'un sang-froid de joueur de poker dans toutes les crises de l'après-guerre. D'une intelligence tout intuitive, il a confiance en soi et il est déterminé dans ses choix. Réfléchi contre toute attente en 1948, il croit plus que jamais irrédicible l'antagonisme entre le bloc soviétique et le bloc occidental, et adhère à la doctrine de l'« endiguement » que définit George Kennan : « Nous sommes en présence d'une force politique fanatiquement convaincue qu'il ne peut exister de modus vivendi permanent avec les Etats-

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75247 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Siles.

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) versent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les monts propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 1,10 \$; Grèce, 50 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DA ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,20 F. ; Yougoslavie, 110 ml.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

JACQUES TOUBON

animé par
Alexandre BALOUD

en direct sur

RTL

André PASSERON
et Thomas FERENCZI (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

سكنا من الأصل

1350

le Sud

Etranger

LES OTAGES DE BEYROUTH

LA MANIFESTATION A L'AÉROPORT LIBANAIS

Des slogans « à l'iranienne » et des propos plus modérés

De notre correspondant

Beyrouth. — A son dixième jour, l'affaire des otages américains semble être au point mort. Le chef d'Amal, M. Nabî Berri, commence à monter de son laver les mains, déclarant que si les Etats-Unis ou Israël ne satisfont pas son exigence de libération des détenus libanais du camp d'Atlit, il sera contraint d'abandonner son rôle de médiateur sans pouvoir donner la moindre garantie. Mais on n'en est pas là et, ainsi que l'a saisi M. Berri, les otages, pour l'instant, sont bien traités et se portent très bien. L'un d'eux, qui souffre de troubles cardiaques, pourrait être relâché et rapatrié incessamment. Selon certaines sources, une négociation secrète serait actuellement menée pour trouver une solution acceptable.

Une manifestation d'appui à l'opération d'est dévolue à l'aéroport de Beyrouth aux cris de « mort aux Etats-Unis » et de « Khomény est notre chef, marchons sur Jérusalem ». Un des orateurs — était-ce l'un des deux pirates de l'air initial ? — qui ont harangué la foule, a affirmé : « Nous sommes le peuple des déshérités qui a défait les puissants de la terre, nous avons réussi à bouter hors de chez nous ceux qui étaient venus nous envahir sous le couvert de la force multination-

nale. C'est là l'un des thèmes du Hezbollah (parti de Dieu). Toutefois, il a dit aussi : « Nous voulons une solution pacifique, sans verser de sang américain, mais nous n'abandonnerons pas notre exigence de libération des libanais détenus en Israël ». Malgré les slogans lancés au nom du guide de la révolution iranienne, ses porteurs, les femmes en tchador, et d'autres détails donnant à ce rassemblement l'allure « iranienne », propre aux Hezbollah, d'autres indices donnent à penser que les manifestants sont proches d'Amal.

Si, au niveau des chefs, Hezbollah et Amal sont des formations distinctes et concurrentes, leurs « bases » sont très proches et, souvent, difficiles à distinguer pour ne pas dire confondues, les mêmes militants pouvant soutenir à l'occasion l'un ou l'autre des deux grands mouvements chiites.

La « grève sunnite »

Le guide des Hezbollah, Cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, a assuré ne pas être impliqué dans le détournement de l'avion de la TWA : « Je n'ai pas été consulté, et je ne pense pas avoir un rôle à jouer », a-t-il dit, ajoutant : « Si les choses prennent leur cours naturel et si les intérêts de tous sont garantis, alors j'aurai la liberté d'ac-

tion nécessaire pour faire pression sur tous les amis, à l'intérieur et à l'extérieur d'Amal, afin de régler pacifiquement cette affaire. »

Tandis qu'à l'aéroport tout proche, les chiites se préoccupaient de « leur » affaire, à Beyrouth-Ouest même, la population sunnite d'avait d'attention que pour « sa » grève contre l'hégémonie des milices, en l'occurrence Amal et la sixième brigade de l'armée, forces toutes des chiites.

Des miliciens chiites en armes — d'ailleurs publiquement désavoués par Amal, dont le commandement a annoncé avoir décidé de « ne pas s'opposer à la grève » — ont tenté de faire ouvrir les boutiques, allant jusqu'à marquer certains rideaux baissés d'un « X » annonciateur de représailles. Toutefois, la grève a été largement suivie dans la (demi) ville, qui reste fascieusement sunnite, en dépit de l'afflux des chiites et de la prépondérance militaire. Il n'y a pas eu de heurt, juste quelques incidents mineurs. De nombreux sit-in ont été organisés dans des mosquées des quartiers sunnites, et le premier ministre, M. Rachid Karamé, tout modéré qu'il soit, a participé à l'un d'eux, en haranguant la foule. Mais il n'y a pas eu de débordement sous forme de manifestation de rue.

LUCIEN GEORGE.

Le président Reagan réaffirme sa détermination face aux « barbares primitifs »

Le président Ronald Reagan a réaffirmé, vendredi 21 juin, à Dallas (Texas), sa « détermination » de ne pas céder face aux terroristes, qu'il a qualifiés de « barbares primitifs ».

Il a ajouté, lors du discours devant le congrès annuel du Lions Club International, qu'il continuait d'agir avec la « retenue appropriée » face à la crise des quarante otages américains détenus à Beyrouth.

Le président a évoqué la prise d'otages des passagers du Boeing 727 de TWA, la mort des six Américains dans un attentat, mercredi soir, à San-Salvador et l'attentat de mercredi à l'aéroport de Francfort. Il a réaffirmé que le terrorisme constitue une « menace contre la civilisation » et « n'est pas simplement un problème intérieur » américain.

« Les tueurs au Salvador ne sont pas différents des autres auteurs de ces actes inhumains. Je peux leur promettre à tous qu'ils ne réussiront jamais à affaiblir notre détermination à résister au terrorisme », a déclaré M. Reagan après avoir prononcé un discours consacré à son projet de réforme fiscale.

« Nous considérons ces assassinats, ces détournements et ces enlèvements comme une attaque contre toute la civilisation occidentale par des barbares primitifs », a-t-il ajouté.

L'ancien président Jimmy Carter a rompu vendredi le silence qu'il s'était imposé sur l'affaire des otages de Beyrouth, en demandant aux Américains d'« apporter au prési-

dent Reagan leur soutien total et leurs encouragements ».

« Je sais par expérience personnelle combien il est difficile de résoudre la prise en otages et la détermination à l'égard d'Américains innocents », a déclaré dans un communiqué M. Carter, dont la présidence avait été empoisonnée par l'affaire des otages de l'ambassade américaine de Téhéran.

La Maisoa-Blanche a, d'autre part, démenti une information du New York Times indiquant que le gouvernement américain disait ca privé à certains pays dont il cherche l'aide pour résoudre la crise — notamment la Suisse, l'Autriche et la Suède — qu'Israël libérerait les chiites peu après une éventuelle libération des otages américains.

« La seule chose que nous demandons à d'autres gouvernements est de faire pression sur Berri et sur le gouvernement libanais pour obtenir la libération (des Américains). Nous ne faisons aucune déclaration — publique ou privée — à d'autres pays concernant ce que pourrait faire Israël », a déclaré le porte-parole de la présidence, M. Larry Speakes.

D'autre part, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, et le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, ont eu, vendredi soir, une entrevue téléphonique concernant l'affaire.

M. Pérès a félicité l'administration américaine pour « son attitude ferme ». Pour sa part, le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a lancé un appel

aux « pays du monde libre » pour la « création d'un front uni de lutte anti-terroriste ». « Il faut adopter une position sans faiblesse, sans compromis, contre le terrorisme international », a souligné M. Shamir, lors d'une réunion publique à Haïfa, dans le nord d'Israël.

M. Perez de Cuellar : « De la lâcheté »

Aux Nations unies, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a lancé vendredi un appel aux terroristes détenus à Beyrouth, en leur demandant de les libérer sans condition.

« En tant qu'être humain, a déclaré M. Perez de Cuellar, j'ai un sentiment de honte. Ce que les terroristes font de par le monde, et particulièrement au Liban, en Amérique centrale, en Allemagne et au Népal, n'est pas seulement un crime, mais de la lâcheté. »

Faisant référence à l'affaire de Beyrouth, M. Perez de Cuellar a ajouté : « Une fois de plus, je dis aux terroristes : comprenez que vos otages sont des innocents. L'impression que vous donnez est que vous êtes des lâches s'en prenant non à des coupables mais à des gens innocents. »

Le secrétaire général a indiqué qu'il avait « présenté des idées » au gouvernement américain et aux autres gouvernements pour faciliter un règlement de la crise.

Appels à la manifestation en faveur de Jean-Paul Kauffmann et Michel Seurat

Les confédérations syndicales, CGC, CGT et l'Union nationale des syndicats de journalistes (UNJS) ont à leur tour annoncé vendredi qu'elles s'associent à la manifestation, lundi 24 juin à Paris, pour la libération du journaliste Jean-Paul Kauffmann et du chercheur Michel Seurat.

La manifestation doit avoir lieu à 18 h 30, du métro Saint-Paul à la Bastille.

Le bureau confédéral de la CGT « soutient la direction de son syndicat des journalistes pour obtenir la libération de leur confrère arrêté au Liban ». La Confédération française de l'encadrement (CGE), s'associant à la démarche du syndicat des journalistes CGC, dénonce les atteintes à la liberté individuelle et celles portées à l'exercice de la profession de journaliste.

La CFDT annonce qu'elle s'associe à sa Fédération des travailleurs de l'information, du livre, de l'audio-visuel et de la culture, et à son union

régionale, qui avaient appelé à manifester.

L'Union nationale des syndicats de journalistes (UNJS, CFDT, CGT) appelle l'ensemble des membres de la profession à redoubler d'efforts pour obtenir la libération de leur confrère Jean-Paul Kauffmann et invite « les journalistes parisiens à participer à la manifestation ».

Enfin, la direction de l'« Evénement du jeudi » indique que, « malgré ses démarches et protestations, la Mairie de Paris a fait arracher pour la deuxième fois toutes les affiches qui avaient été placardées en faveur de Kauffmann et de ses compagnons de captivité ».

D'autre part, M. Youssef Chacour, ambassadeur de Syrie en France, a déclaré à M^{me} Joëlle Kauffmann que le gouvernement syrien était disposé à accorder son aide pour les efforts déployés en vue de la libération de son mari.

LA GUERRE DU GOLFE

L'Iran annonce une nouvelle opération-éclair au sud de l'Irak

Téhéran (AFP). — Une nouvelle opération-éclair a été menée dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 juin par les forces iraniennes au sud de l'Irak, dans la région des marais d'Al-Hawizeh, au nord-est de Bassorah, a annoncé Radio-Téhéran. Une percée a été réalisée sur deux axes permettant l'encerclement de positions irakiennes et leur destruction, selon le journaliste de la radio iranienne sur le front sud.

Cette opération a été baptisée « Victoire-4 ». Elle est présentée comme une réponse aux bombardements de villes iraniennes par l'Irak. Ce type d'actions de quelques heures a commencé dans la nuit du 6 juin, avec « Victoire-1 », également dans la même zone. « Victoire-2 » avait eu lieu dans la nuit du 8 juin, les forces iraniennes traversant pendant trois heures le Chatt El-Arab, face à Abedan et Khorramchahr, et faisant cinq cents tués et blessés, selon Téhéran. Bagdad avait démenti cette percée.

« Victoire-3 » s'était déroulée plus au nord, près de Naft-Char, dans la nuit du 9 juin.

La nuit du 14 juin, les forces iraniennes effectuaient une opération plus importante baptisée Qods (Jérusalem), toujours dans les marais au sud d'Al-Amarah, parvenant, selon les communiqués, à s'emparer de positions situées à 6 kilomètres à l'est de la route stratégique Bagdad-Bassorah et réussissant à s'y maintenir.

Une cinquième attaque a eu lieu dans la nuit du 19 juin, sur le front ouest, près de Qam-E-Chirine, au cours de laquelle, toujours selon Téhéran, deux cent cinquante soldats irakiens ont été tués ou blessés.

Selon les experts militaires de Téhéran, ces opérations-éclair visent à maintenir en alerte permanente l'ensemble des troupes irakiennes sur les 1 200 kilomètres de la frontière et à montrer que les forces iraniennes gardent l'initiative des opérations sur le front. Elles engagent des moyens limités — quelques milliers d'hommes, parfois moins — et interviennent alors que l'Irak a interrompu pour deux semaines, à compter du 15 juin, les bombardements de villes en Iran, « à condition que l'Iran n'en profite pas pour attaquer sur le front ».

Progrès dans les conversations économiques entre les deux Corées

Une nouvelle séance de pourparlers sur la coopération économique — la précédente avait eu lieu le 17 mai — s'est tenue le jeudi 20 juin entre les représentants de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, à Panmunjon, sur la ligne d'armistice entre les deux pays.

Selon l'agence United Press, les deux parties ont, chacune, soumis un projet d'accord, les deux textes présentant, semble-t-il, assez de points communs pour que les conversations puissent se poursuivre. Les délégués de Séoul ont notamment proposé un programme d'échanges selon lequel le Sud vendrait au Nord des articles métallurgiques, des textiles, des produits alimentaires et lui achèterait, notamment, de l'anthracite et du minerai de fer. Le projet prévoit également le rattachement de la ligne de chemin de fer principale entre les deux Corées et l'ouverture — un au Nord, un au Sud — de deux ports pour le commerce intercoréen.

Le projet du Nord se borne à proposer la création d'un « comité conjoint » chargé d'organiser la coopération économique entre les deux pays. Cette suggestion figurait sous une forme voisine dans le projet de Séoul, et a donc été acceptée par la délégation du Sud. Le date de la prochaine rencontre a été fixée au 18 septembre.

D'autres pourparlers sont en cours entre les deux Corées, notamment entre leurs Croix-Rouge res-

pectives, en vue de permettre des échanges de visites entre membres de familles séparées. Un accord de principe a été acquis sur ce point fin mai à Séoul et des rencontres sur le même sujet sont prévues le 15 juillet à Panmunjon et le 27 août à Pyongyang. Un premier échange de visites est envisagé à cette dernière date.

Les perspectives sont, en revanche, beaucoup moins claires en ce qui concerne un projet de rencontre entre parlementaires du Nord et du Sud. Initialement avancé par Pyongyang, ce projet a été accepté en principe par les membres de l'Assemblée nationale sud-coréenne, et le Nord a proposé récemment que des discussions préliminaires soient organisées le 9 juillet à Panmunjon. Il apparaît cependant que de sérieuses divergences séparent les deux parties au sujet de l'ordre du jour des conversations. Le Nord souhaite que celles-ci portent principalement sur la préparation d'un accord de non-agression entre les deux Corées. Le Sud suggère la mise à l'étude de la future Constitution d'une Corée unifiée.

Rappelons enfin que le président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan a réitéré, début juin, son offre — formulée pour la première fois en janvier 1981 — d'une rencontre avec son homologue nord-coréen, le maréchal Kim Il Sung.

A. J.

AU NÉPAL

Un groupe d'extrême gauche revendique les attentats

Katmandou (Reuters, AFP). — Un groupe d'extrême gauche, inconnu jusqu'à présent, a revendiqué, vendredi 21 juin, les attentats à la bombe perpétrés à Katmandou et dans trois autres villes népalaises. Des tracts, signés « Samyukta Mukti bahini » (« les « partisans-flambeaux de la libération unie »), ont été découverts dans les rues de la capitale népalaise. « Il y aura d'autres attentats, car notre lutte continuera jusqu'à ce que notre objectif soit atteint, à savoir la libération du peuple », affirme le groupe.

Les attentats à la bombe (le Monde du 22 juin), qui avaient fait sept morts jeudi, ont fait une

nouvelle victime vendredi, dans la ville de Birganj, à 280 kilomètres au sud de la capitale. Le ministre de l'Intérieur, M. Jog Mehar Shrestha, a annoncé que la police avait arrêté soixante à soixante-dix personnes, après les explosions. Des dirigeants de l'opposition au régime royal, dont le frère de l'ancien premier ministre Surya Bahadur Thapa, figuraient au nombre des personnes arrêtées.

Un porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis a démenti que deux Américains aient été tués lors de l'explosion qui a eu lieu jeudi dans le hall de l'hôtel Annapurna. Les deux étrangers tués seraient deux touristes indiens.

Manifestation contre la vie chère dans le nord de la Chine

Tianjin (AFP). — De deux mille à trois mille ouvriers-paysans ont manifesté, la semaine dernière, dans ce port du nord de la Chine, pour réclamer des augmentations de salaires. La police a dispersé les manifestants, le 16 juin, et aurait procédé à de nombreuses arrestations. La nouvelle de ces incidents exceptionnels n'a été connue que quelques jours plus tard et, vendredi 21 juin, la manifestation continuait d'alerter les conversations en ville.

La manifestation, qui a duré trois jours, jusqu'à ce que les autorités fassent reconduire, dimanche dernier, la plupart des paysans dans leur région d'origine, à Tanggu, dans la banlieue de Tianjin (120 km au sud-est de Pékin), est la troisième connue ces deux mois, après celle en avril, à Pékin, de « jeunes dévoués » et les émeutes paysannes qui, selon une source chinoise bien informée, se sont déroulées en mai, à Kian (province centrale du Shanxi).

Des témoins ont indiqué que les manifestants, pour la plupart des paysans et des pêcheurs travaillant dans cinq grandes usines de Tanggu, ont commencé à se grouper, le 13 juin, devant le siège du gouvernement, au centre de la ville, pour demander une prime de 7,5 yuans (2,6 dollars), accordée aux seuls citoyens dans le nord de la Chine depuis le mois dernier.

« Dans l'après-midi, ce jour-là, ils étaient très nombreux, certainement beaucoup plus de mille, et je pense entre deux mille et trois mille », a déclaré un vieillard qui jouait aux échecs chinois dans le parc quand sont arrivés les manifestants. Un responsable du gouvernement de Tianjin, M. Cai Quanrong, a reconnu, jeudi, que « sept cents personnes environ » avaient manifesté et que des délégations avaient négocié, sans succès, avec les autorités pour cette prime censée compenser les importantes hausses qui ont suivi la mise en œuvre, le mois dernier, d'une vaste réforme des prix.

La presse n'a toujours pas fait état, vendredi, des événements de Tianjin, et le ministère des Affaires étrangères, interrogé, s'est contenté de prendre note de la question sans commentaires. Une étudiante australienne a indiqué avoir entendu dire par un témoin que les manifestants avaient été dispersés brutalement par la police et que les heurts avaient fait plusieurs blessés. Selon d'autres rumeurs, plusieurs personnes, porte-parole des paysans, auraient été arrêtées. Toutefois, aucun témoin direct interrogé par l'AFP n'a pu confirmer ces informations. M. Cai, pour sa part, a affirmé que personne n'avait été ni arrêté ni blessé.

Pékin, le Vatican et l'astronomie

Cité du Vatican (AFP). — La mise en œuvre du premier programme de collaboration scientifique entre la Saint-Siège et la Chine vient d'être annoncée par Radio-Vatican. La collaboration, qui concerne le domaine astronomique, prévoit notamment des programmes communs de recherches astrophysiques au sein d'un Consortium international d'astrophysique relativiste (ICRA), constitué par l'observatoire du Vatican, l'université romaine La Sapienza et l'université chinoise de Hefei. Deux universités américaines et d'autres institutions internationales feront partie de l'ICRA, dont la siège a été établi à Rome.

Il s'agit du premier contact officiel entre la Saint-Siège et la Chine populaire, dont les autorités ne reconnaissent qu'une « Eglise patriarcale » catholique chinoise séparée de la papauté depuis la fin des années 50. Le Vatican et Pékin n'entretennent

pas de relations diplomatiques. L'accord de l'ICRA aura la durée de dix ans renouvelables. Il a été signé le mercredi 19 juin par le directeur de l'observatoire, le jésuite George Coyne, par le recteur de La Sapienza, le professeur Ruberti, et par le professeur Fan Li Zhi, de l'université de Hefei. L'observatoire du Vatican se trouve à Castelgandolfo, près de la résidence d'été des papes.

[L'accord qui vient d'être annoncé évoque quelques souvenirs historiques. C'est en effet grâce aux services qu'il a rendus aux empereurs de Chine dans le domaine de l'astronomie notamment que Matteo Ricci et d'autres missionnaires jésuites parvinrent à s'établir à Pékin à la fin du seizième siècle et à s'y maintenir pendant près de deux cents ans. On voit encore dans la capitale chinoise une partie des instruments hérités d'un observatoire dont la direction fut confiée, en 1645, au Père jésuite Adam Schall.]

le Monde en direct sur RTL

Etranger

Mort de Giulio Cerretti Le courant prosoviétique au sein du Parti communiste italien

Giulio Cerretti, l'un des plus vieux militants du mouvement communiste en Europe, est mort mercredi 19 juin, à 4-on apprit vendredi. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Ses obsèques ont eu lieu jeudi soir à Sesto-Florentino, près de Florence, en présence de M. Giancarlo Pajetta, membre du bureau politique du PCI.

Membre du Parti communiste italien depuis sa fondation en 1921, Giulio Cerretti avait quitté son pays en 1927 devant la montée du fascisme et avait gagné clandestinement la France. Il y poursuivit son action militante, fonda avec Henri Barbusse et Romain Rolland le Comité mondial contre la guerre et le fascisme, et fut élu en 1934 au comité central du PC français sous le nom de Pierre Allard. Il dirigea pendant la guerre d'Espagne le Comité international d'aide à la République espagnole. Arrêté lors d'une mission au Danemark en 1940, il fut libéré grâce à l'intervention de l'URSS — alors alliée de l'Allemagne — et se réfugia à Moscou. Il y travailla pendant cinq ans pour le Komintern.

Retour en Italie en 1945, il fut élu député et occupa brièvement, en 1947, le poste de haut commissaire à l'alimentation dans le gouvernement de Gaspari. Réélu à trois reprises, il devint sénateur en 1963.

L'itinéraire complexe suivi par Giulio Cerretti l'amena à jouer un rôle d'intermédiaire entre Maurice Thorez — dont il avait été le proche collaborateur dans les années 30 — et Palmiro Togliatti. Il a relaté certains aspects au moins de cette expérience dans un livre paru en 1973, *L'ombre des deux T* (Julliard).

Vers la fin des années 60, Giulio Cerretti s'était éloigné du courant principal de la direction du PCI, critique à l'égard de l'URSS, en particulier après l'intervention de cette dernière en Tchécoslovaquie. Il incarne, à partir de cette époque, le courant « prosoviétique » parmi les communistes italiens. Il était au début de la présente décennie l'un des principaux animateurs de la revue *Interstampa*, qui contestait ouvertement la stratégie suivie par Enrico Berlinguer, lui reprochant, « pour accéder au pouvoir, [de] se rapprocher des portes de l'enfer ».

Espagne

Le gouvernement annonce l'arrestation de quatorze membres de l'ETA militaire

De notre correspondant

Madrid. — C'est apparemment un beau coup de filet qui a réussi le vendredi 21 juin la Garde civile espagnole. Quatorze membres supposés de l'ETA militaire, dont cinq faisant partie d'un commando armé, ont été arrêtés dans la province de Guipuzcoa au Pays basque, où ils opéraient. L'information a été donnée par le ministre espagnol de l'Intérieur, M. José Barrionuevo, à Rome, où il participe à une réunion avec ses collègues de la Communauté.

Les personnes arrêtées sont actuellement dans la caserne de la Garde civile de Saint-Sébastien, en secret en vertu de la loi antiterroriste. Parmi elles figurent, selon M. Barrionuevo, un membre de la

Ertzaina, la police autonome basque, et la sœur de Miguel Angel Apalategui, qui fut longtemps considéré comme l'un des principaux dirigeants de l'ETA.

Cette nouvelle n'a été annoncée à Madrid à grand renfort de publicité, d'autant que le ministère de l'Intérieur semblait jusqu'ici totalement désarmé face à l'offensive de l'ETA militaire, qui a déjà fait quinze morts depuis la fin du mois d'avril. On considère dans les milieux gouvernementaux qu'après de sérieuses difficultés, dues notamment aux mesures prises contre elle au nord des Pyrénées, l'ETA a commencé à se réorganiser en ayant recours, pour ses attentats, à de nouveaux militants, non encore fichés par la police.

Th. M.

RFA

RÉUNIS EN CONGRÈS A HAGEN Les Verts sont au pied du mur

De notre correspondant

Bonn. — Les Verts sont-ils encore capables de se reprendre en main pour s'affirmer comme ce quatrième parti de la scène politique allemande qu'ils prétendent être ou ont-ils déjà amorcé le déclin irrémédiable que leur prédisent leurs adversaires ? Le congrès du mouvement, qui se tient, samedi 22 et dimanche 23 juin à Hagen, dans la Ruhr, pourrait être décisif. Après les deux sévères défaites électorales subies cette année aux élections régionales de Sarre et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie — où le parti n'a pas réussi à franchir la barre des 5 % des voix nécessaires pour obtenir une représentation au Parlement de ces Länder — personne ne peut plus prétendre que les Verts qu'à se laisser porter par le courant.

Ce congrès de Hagen ne ressemble en rien à la grande messe triomphale qu'avait été celui de Hambourg en décembre dernier. On avait alors écouté à contre-cœur les partisans d'une « professionnalisation » du parti prédir la pire si les Verts n'étaient pas capables de s'intégrer d'avantage dans le jeu politique et d'assumer des respon-

sabilités au sein de la gauche. Même s'ils avaient réussi à insinuer le doute dans les esprits et à maintenir ouverte la question d'une collaboration éventuelle avec les sociaux-démocrates, il était encore trop tôt pour convaincre la majorité que la survie du mouvement passait par des compromis pas toujours faciles à accepter.

Les leçons de la Sarre et de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont été mises à profit par les dirigeants du courant « réaliste » pour tenter d'imposer leur conviction qu'un véritable parti ne saurait se soustraire à un minimum de responsabilité. Le débat qui vient d'avoir lieu en Hesse, où le ministre-président social-démocrate, M. Holger Börner, a proposé aux Verts un ministère de l'environnement et de l'énergie dans son gouvernement, a confirmé une évolution dans les esprits. Les conditions posées à M. Börner pour accepter son offre montrent que la méfiance reste profondément ancrée, mais les Verts ont néanmoins accepté le principe d'une véritable collaboration allant jusqu'à la création d'une coalition.

HENRI DE BRESSON.

El Salvador

LA MORT DE SIX AMÉRICAINS La guérilla revendique l'attentat

San-Salvador (AFP). — L'attentat contre un restaurant de San-Salvador, qui a provoqué la mort de treize personnes, dont six Américains, mercredi 19 juin, a été revendiqué vendredi par le Parti révolutionnaire d'Amérique centrale (PRTC). Ce groupuscule est un commando urbain, issu du Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN), et qui s'oppose au dialogue avec le gouvernement.

Dans un communiqué, le commando Mardoqueo Cruz, du PRTC, a indiqué que l'opération, baptisée « Agresseur yankee au Salvador », un autre Vietnam l'attend », visait « les conseillers américains, les agents de la CIA et des individus d'autres nationalités liés au service d'espionnage servant l'impérialisme américain ». D'autre part, le communiqué

du PRTC demande à la population de s'abstenir de fréquenter les lieux où se rendent les militaires salvadoriens et étrangers. Il avertit également les propriétaires des maisons louées aux conseillers militaires américains que celles-ci « sont devenues des objectifs militaires ».

Cette revendication a eu lieu après le transfert des corps des « marines » américains dans un avion de transport militaire pour être inhumés aux États-Unis. Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Robert Lamb, venu sur place chercher les corps, a affirmé : « Cet état de guerre est le fait de lâches s'en prenant à des innocents. Il ne s'agit pas d'une guerre que nous ne pouvons pas perdre. »

ITALIE : la course au Quirinal

La succession de Sandro Pertini le bien-aimé

De notre correspondant

Rome. — Il sera difficile de succéder à M. Pertini. Le président de la République, dont le mandat s'achève le 8 juillet, avait, en effet, un atout qu'aucun de ses prédécesseurs ne pouvait lui disputer et que son successeur, quelles que soient ses qualités, aura à conquérir : la popularité. M. Pertini avait, en outre, été bien élu le 8 juillet 1978. Un peu par lassitude, un peu par hasard, certes, son nom s'était imposé après d'infructueuses tentatives pour trouver un successeur à M. Leone (élu en 1971), dont la présidence s'achevait de manière fâcheuse, éclaboussée par le scandale.

C'est, en effet, par 832 voix sur 995 votants que le collège électoral, composé des parlementaires et des députés des régions — qui se réunira lundi 24 juin pour trouver un successeur au président sortant — avait envoyé au palais du Quirinal un homme de quatre-vingt-deux ans, d'une intégrité absolue, que l'on disait candide, voire naïf — ce qui pour certains laissait penser qu'il serait facile à manœuvrer, — et qui s'avéra en fait capable de jouer habilement de ses deux traits de caractère pour redonner prestige à sa fonction, en disant ce qu'il croyait être juste, fut-ce à contretemps en regard des manœuvres politiques.

N'ayant pas honte d'être sentimental, ne craignant pas quelquefois de promettre ce qu'il ne pouvait pas tenir, et qui, outrepassait ses compétences, jouant du gros bon sens propre à l'Italie provinciale, Sandro Pertini donna à sa mission un caractère affectif non prévu par la Constitution et que résume assez bien le mot d'un enfant interrogé

à la radio : « Le président Pertini sait toujours ce que chacun de nous pense ».

Si le président de la République italienne était élu au suffrage universel, il est fort probable que Sandro Pertini serait reconduit. Un sondage de la fin

de l'année dernière indiquait en effet que 50 % des personnes interrogées jugeaient « très positive » son action, et que 40 % l'estimaient « assez positive ».



M. Teberneko, puis la grâce accordée à une jeune femme accusée de terrorisme, qu'il justifia en disant qu'« on lui avait mal expliqué de quoi il s'agissait ».

Certains ne manquent pas de relever aujourd'hui deux récents « faux pas » de M. Pertini : l'interruption de son voyage en Argentine et au Brésil pour aller assister aux funérailles de

Le PSL, dont M. Pertini est membre, ne peut guère s'opposer à cette ambition : elle s'inscrit en effet dans le cadre d'un grand marchandage entre M. Craxi et les démocrates-chrétiens. Les socialistes conservent la présidence du conseil mais, en échange, « donnent » le Quirinal à la DC.

Du point de vue tactique, les jeux paraissent faits, ou presque. Les communistes, affaiblis par leurs insuccès électoraux, ne sont pas en mesure d'avancer le nom de M. Pertini — ce qui ne pourrait d'ailleurs que desservir celui-ci — et se disent disponibles à un débat ouvert sur une « personnalité qui sache incarner l'unité nationale ». M. Pertini, qui, sans jamais avoir formellement fait acte de candidature, ne serait sans doute pas défavorable à une reconduction de son mandat, a d'ailleurs parfaitement interprété le message. Dès que la Démocratie chrétienne a officiellement revendiqué le Quirinal, il a déclaré : « Comme président, mes jours sont comptés ».

Le choix du nouveau chef de l'Etat ne sera pas simple pour autant. Il faut en effet, d'abord, que les démocrates-chrétiens se mettent d'accord entre eux sur un nom. M. Forlani, président du conseil adjoint, M. Cossiga, président du Sénat, M. Fanfani, ancien président du conseil, sont actuellement les candidats les plus en vue. Mais il y a aussi M. Andreotti, M. Colombo et M. Zaccagnini. Il convient, en outre, que le candidat démocrate-chrétien ne se heurte pas à l'opposition communiste. Secrètement, en fait, les partisans de M. Pertini espèrent que si aucun accord ne peut être trouvé, le président sortant se trouvera remis en selle. Après quatre-tours de scrutin, en effet, il n'est plus requis qu'une majorité simple.

Pourrait-il alors converger sur M. Pertini les voix des communistes, des socialistes, des républicains, et peut-être d'une partie de la Démocratie chrétienne, notamment du courant de M. Andreotti, qui a tout intérêt, étant donné la faiblesse de ses chances dans la course actuelle à la présidence, à voir se dessiner une solution de compromis. M. Pertini pourrait dès lors être reconduit sur la base d'un accord implicite aux termes duquel il serait entendu qu'il ne terminerait pas son mandat. Il est évident que la DC fera tout pour éviter une telle hypothèse. Dans cette élection présidentielle paraissent compter avant tout les jeux de pouvoirs — la personnalité du nouveau chef de l'Etat et sa popularité comme figure incarnant le pays étant subordonnée aux intérêts partisans.

Les Italiens mesureront assez vite, quelles que soient les qualités de leur nouveau président, l'ampleur de la trace qu'aura laissée dans l'histoire de leur République ce vieil impulsif, non exempt des tritons travers des gérances capricieuses, aux propos intempestifs mais réconfortants le cynisme politique, et aux fureurs verbales et aux rancunes tenaces. Il aura su les réconcilier avec une institution quelque peu galvaudée.

M. Pertini a su donner un sens à sa fonction : le chef de l'Etat ne peut certes pas orienter la politique du gouvernement, mais du moins est-il à même de rappeler de temps à autre que tout ne se résume pas aux raisons du pouvoir.

Dans un pays qui, plus que tout autre, peut-être, en est à la fois, il ne pouvait qu'apparaître comme le port-parole d'aspirations venues d'horizons les plus divers : à une dignité institutionnelle, fut-elle esquissée parfois naïvement.

Reprenant progressivement du poil de la bête, la Démocratie chrétienne n'entend pas laisser passer l'occasion de se « réapproprier » une institution en faisant valoir le principe de l'alternance.

PHILIPPE PONS.

Aparece los viernes

SUMMIT

De America Latina

Pídalo en su kiosco

Suscripciones a 6, rue Monsigny 75002 Paris
Tel. 296 10 77 Post 421-446

Cette revue, en vente en kiosque ou sur abonnement, est éditée exclusivement en espagnol.

LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT MEXICAIN

Paris et Mexico signent d'importants contrats économiques

La France et le Mexique ont signé, vendredi 21 juin, d'importants contrats économiques et établi de sérieux contacts pour l'avenir, après la visite du président Miguel de la Madrid à Paris. Le Mexique s'est prononcé pour le réajustement de sa balance commerciale avec la France en acceptant de relancer sa politique d'importation de façon à atteindre un volume de 170 millions de dollars dans les prochaines années.

Le ministre mexicain du commerce et du développement industriel, M. Hector Hernandez Cervantes, a ainsi signé un contrat de 780 millions de francs avec son homologue français, M. Edith Cresson, concernant l'importation par le Mexique de cargaisons françaises. Des intentions d'achat ont été précisées pour deux dragues d'une valeur de 400 millions de francs et, outre l'extension du métro de Mexico, le Mexique souhaite moderniser son réseau téléphonique avec la firme CIT-Alcatel.

D'autre part, une réplique de Port-Grimaud va être réalisée au Mexique en Basse-Californie par l'architecte du port français. Ce nouveau port, qui pourra accueillir trente mille habitants, sera installé sur une plage du Pacifique à Puerto-Escobedo.

La visite de M. de la Madrid a également été l'occasion de nouveaux contacts sur d'éventuelles commandes d'avions Airbus pour le renouvellement de la flotte d'Aeromexico, sur le transfert de technologie nucléaire de la France au Mexique et sur la coopération dans les domaines des industries ferroviaires et pharmaceutiques. — (AFP.)

LA FIN DE LA SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UNESCO

Le consensus obtenu autour de la motion de clôture demeure fragile

La cent vingt et unième session du conseil exécutif de l'UNESCO s'est achevée, vendredi soir 21 juin, par l'adoption d'une résolution selon la méthode dite « consensus », c'est-à-dire sans vote formel. Cette session avait été ouverte le 9 mai dernier. Elle était considérée comme exceptionnellement importante en raison de la crise très grave que traverse l'organisation, en particulier sur le plan budgétaire, depuis que les États-Unis, qui lui fournissent le quart de ses ressources, s'en sont retirés le 31 décembre 1984.

La motion adoptée ne comporte que des modifications mineures par rapport aux orientations initialement proposées par le directeur général, M. M. Bow. En particulier, le conseil n'a ni concentré le programme d'activités de l'UNESCO sur quelques grands sujets, comme le souhaitaient un certain nombre d'Occidentaux, ni suggéré de remède aux conséquences budgétaires — s'agissant en particulier des suppressions de postes au sein du personnel de l'organisation — à la crise actuelle. La conférence générale, convoquée à Sofia du 8 octobre au 12 novembre prochain, aura donc normalement à approuver les quatre grands thèmes prévus, y compris les deux qui font l'objet de

Zaire

Radio-Kinshasa confirme une nouvelle attaque de maquisards au Shaba

Radio-Kinshasa a confirmé, vendredi 21 juin, que des « éléments hostiles » ont lancé une nouvelle attaque en début de semaine, contre la ville de Moba, au nord-est de la province du Shaba, sur la rive du lac Tanganyika (le Monde du 21 juin). Les maquisards ont été « mis en déroute » après cinq heures de combats. Deux sous-officiers zairiens ont été tués, a précisé la radio. Les rebelles, « venus d'un pays voisin », auraient subi de « lourdes pertes », deux d'entre eux ayant été faits prisonniers.

Radio-Kinshasa laisse entendre que les assaillants venaient de Tanzanie (de l'autre côté du lac), indiquant que huit des douze embarcations des rebelles ont été détruites. Le président Mobutu avait réuni, lundi, le comité central du Mouvement populaire de la révolution (MPR) et les chefs des corps constitués pour les informer que l'armée contrôlait la situation, a précisé la radio. Les rebelles, indiquent-ils de source officielle, « ont profité de l'absence à Moba de deux compagnies parties patrouiller plus au nord ». — (AFP.)

A travers le monde

Belgique

ATTENTAT A LA BOMBE A BRUXELLES. — Un attentat à la bombe a été commis samedi matin 22 juin contre le bureau de la firme ouest-allemande Bayer à Bruxelles, a annoncé la radio belge. Les dégâts sont assez importants, mais il n'y a pas de victimes. L'attentat n'a pas été revendiqué. Un groupe clandestin d'extrême gauche, les Cellules communistes combattantes (CCC), a commis quinze attentats, dont l'un a fait deux morts, entre octobre 1984 et le début du mois de mai en Belgique. — (AFP.)

Ouganda

TREIZE MORTS DANS DEUX EMBUSCADES. — Treize personnes, dont cinq civils, ont été tuées au cours d'une série d'attaques lancées par des rebelles dans deux zones proches de Kampala, a-t-on appris, vendredi 21 juin, dans la capitale ougandaise. Jeudi matin, des soldats en patrouille sont tombés dans une embuscade à une quinzaine de kilomètres au nord de Kampala et, selon la quotidienne catholique *Munro*, sept militaires ont été tués. Au cours d'un deuxième accrochage, qui s'est produit à Kitumu, localité située à 18 kilomètres au sud de la capitale, un membre d'une unité spéciale de

la police et trois civils ont été abattus. Selon des témoins, l'armée a dépeché des renforts dans la région, où opèrent les maquisards de l'Armée nationale de résistance (NRA) de l'ancien ministre, M. Yoweri Museveni. — (AFP.)

République sud-africaine

TROISIÈME CONdamnATION A L'ONU. — Fait sans précédent dans l'histoire de l'ONU, un même Etat, l'Afrique du Sud, a été condamné à trois reprises en trois jours par le Conseil de sécurité sur trois affaires différentes. Les quinze membres du Conseil se sont prononcés à l'unanimité, vendredi 21 juin, en faveur d'un projet de résolution émanant des pays non alignés condamnant énergiquement l'Afrique du Sud pour son raid contre Gaborone, la capitale du Botswana, le 14 juin, et réclamant des réparations à Pretoria. Mercredi, le Conseil avait réélu des « sanctions volontaires sélectives » pour contraindre Pretoria à accorder sans délais l'indépendance à la Namibie, et, jeudi, il avait condamné les agressions de l'Afrique du Sud contre l'Angola et réitéré le départ des troupes sud-africaines de ce pays (le Monde du 22 juin). — (AFP.)

Qui va succéder au juvénile vieillard du Quirinal ?

L'élection présidentielle en Italie a lieu lundi.

Le sortant, Sandro Pertini, illustre vétéran antifasciste au cœur sur la main, célèbre pour ses foudrues, est le grand-père chéri de la péninsule. Les candidats à la relève ne se sont pas officiellement fait connaître à la veille du scrutin.

Manœuvre oblige ! Mais si l'on menace de battre le record absolu des vingt-trois tours, un recours existe. Il s'appelle Sandro Pertini, et il a quatre-vingt-neuf ans, a bon pied, bon œil.

Le chef de l'Etat en son palais baroque

Tout comme celui de l'Elysée, le mythe du Quirinal désigne plus une fonction qu'un lieu, pourtant inséparable. La Maison Blanche est une architecture, Downing Street n'est qu'une quasi-impression, le palais Hammersmith de Bonn, personne ne sait ce que c'est. L'Elysée est une métaphore pour éviter de répéter le nom de son occupant.

Dans le langage politique italien, le Quirinal fait pendant au palais Chigi, la présidence de la République, face au siège du chef du gouvernement. La « course au Quirinal », c'est la compétition pour la première charge de l'Etat, celle dont le titulaire, aux termes de la Constitution, « incarne l'unité nationale ».

Du Quirinal, à la fois colline — l'une des sept dont la confédération fit Rome — et palais, l'étranger ne connaît que la place qui le précède. « L'une des plus belles de Rome et du monde », notait Stendhal, bornée par une pente raide vers l'ouest, qui domine les fonds de la ville, le Champ de Mars, jusqu'à la coupole de Saint-Pierre.

C'est la place du Monte Cavallo, du « mont Cheval », où Tibère fit ériger le groupe de Castor et Pollux, les Dioscures maîtrisant des chevaux gigantesques. Là où ils sont à présent, là ils furent, il y a vingt siècles, à quelques mètres près, en bordure des vignes, des villas campagnardes, puis des thermes de Constantin, et complétés voilà deux siècles par un obélisque.

Rival — avant d'être allié — du Palatin et du Capitole, le Quirinal est, par destination, le centre de tout pouvoir depuis le début du dix-septième siècle. Les grands archaïsmes du baroque mirent la main à cet édifice plus adapté à la configuration du terrain qu'à un dessin fonctionnel : sa structure, massive, évoque à l'extérieur une forteresse à pic sur la ville. L'interminable enfilade, dite de la « longue marche » (la *lunga marcia*) sépare ses jardins de la cité. A l'extrémité, dans l'ancien palais du Chiffre, le chef de l'Etat a son cabinet de travail, de plain-pied sur le parc. Un décor dont le baroque est d'ailleurs plus bavarois que romain et qui fait songer parfois à Nymphenbourg plutôt qu'aux décors de la Rome du dix-huitième.

Sur cette colline, les vents d'été apportent l'illusion de la fraîcheur. Les papas choisissent à la fin de la Renaissance d'y construire une « villa » où ils fueraient les miasmes et les fièvres du palais du Vatican, trop proche des marais du Tibre. Ils finirent par en faire leur résidence permanente jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle.

C'est de là que Pie VII fut enlevé en 1809, que se tirèrent de nombreux canons, et que, le 20 septembre 1870, Pie IX, après un dernier coup de canon symbolique, s'enfuit vers le Vatican, devant la première vague de soldats italiens qui arrivaient de l'autre bout, de la rue de la Porta Pia. Le roi d'Italie s'installa aussitôt au Quirinal, cœur du pouvoir des papes, centre de la jeune nation.

Trois siècles de fantômes

Durant cinquante ans, d'une rive à l'autre de la ville, le Quirinal fut comme un défi au Vatican, et, très vite, on oublia qu'il avait été le siège de la papauté. Les souverains n'y séjourneraient guère ; ils y exerçaient leur fonc-

tion. Le dernier, Humbert II, laissa le Quirinal presque subitement, en tout cas sans guerre civile, au soir de mai 1946. Les présidents de la République prirent la suite, s'installant dans ces parages avec un peu de timidité pendant quelques années.

A la fin du concile Vatican II, le président Saragat donna, en 1965, une réception qui, avec les années, prend les dimensions de la fable : tout le monde politique italien, tous les dignitaires de l'Eglise, venus de l'univers entier, se rencontrèrent dans ces salons énormes, fastueusement décorés depuis leurs origines. Ils allèrent à la découverte de

positions internes n'en font pas le cadre adapté à une gestion gouvernementale moderne, la Constitution italienne ne le réclame pas non plus du président. Les quatre cents fonctionnaires qui travaillent autour de lui n'ont ni le rôle théorique ni l'influence de fait de leurs collègues de l'Elysée. Ils ne gèrent pas un « domaine réservé ».

Du président de la République, elle a fait un monarque élu, un symbole : il garde la loi fondamentale, il est l'Italie, il contrôle le bon fonctionnement des institutions, mais toute intervention exige un contrôle ministériel. N'empêche que les commentateurs ont, depuis quarante ans,

implicite : celle de restituer crédibilité et dignité à une charge dont l'image était assez déçue du fait de son prédécesseur ou de ce qui lui avait été attribué.

Les vingt-trois tours de M. Leone

Or, dans l'exercice même du symbole vivant qu'il devait devenir, le vif Sandro Pertini a sans doute le mieux réussi.

En effet : il fallut quatre tours pour désigner le démocrate-chrétien Gronchi en 1955, dix pour Segni en 1962, vingt et un pour Saragat en 1965, vingt-trois pour Leone en 1971, seize pour Pertini en 1978. Les étrangers en rient car les enjeux réels ne leur sont pas bien clairs.

Il s'agit moins de désigner le titulaire d'une charge plus symbolique qu'efficace que de trouver le garant d'un équilibre politique qui devra durer au-delà des élections et assurer une certaine stabilité des grands choix. En arrière-plan, c'est donc du poids relatif des démocrates-chrétiens d'une part, et des partis « laïques », ses rivaux et alliés, qu'il est question. S'y ajoutent toutes les formes possibles de combinaisons à l'intérieur des partis, entre les courants, les personnes, les vieux espoirs toujours déçus et les longues ambitions.

Porté à un très haut degré de subtilité, le jeu politique pour le Quirinal prend en compte tant de compensations et de compromis que l'élu n'est, paradoxalement, pas pris dans des engagements trop nombreux pour ne pas s'annuler. Le mécanisme, vu de près, étonne plus qu'il ne scandalise. Son vrai péril, c'est la lassitude qu'il entraîne, et un scrutin tel que celui qui força plus ou moins la main à Giovanni Leone, contre Pietro Nenni.

Encore qu'on puisse objecter qu'en dépit de son renom et de son envie d'aller au Quirinal, celui-ci, emblème vivant du socialisme, n'aurait peut-être pas fait le meilleur des présidents de la République. Et remarquer que, portée par la Démocratie chrétienne et l'extrême droite néo-fasciste, contre le bloc des gauches, la présidence de Leone ne se traduisait pas par la coupure du pays en deux camps hostiles. Le leur d'un certain consensus au-delà des partis fut respecté par tous dans les faits, jusqu'au moment où, par d'autres biais, même les soutiens du président Leone le jugèrent inadaptable.

La fonction réclame une grande force d'âme, une grande capacité de contraindre ses envies d'agir concrètement, un sens aigu des limites posées par l'esprit de la Constitution plus que par ses clauses mêmes. Avec ses impatiences, Giuseppe Saragat l'a démontré, autant que Pertini avec ses foudrues verbales.

D'où vient qu'on s'étonne qu'à certains acteurs soit attribuée une telle ambition ? Sans doute la signification historique de l'accès au Quirinal a-t-elle plus de prix pour eux que la réalité du rôle qu'ils auraient à y jouer. Est-ce trop, et trop indécemment s'avancer, d'estimer que Giulio Andreotti aujourd'hui, et Giovanni Spadolini demain, peut-être, inscrivent une telle ambition dans la longue durée de l'histoire de l'Italie ? C'est la logique, en tout cas, de leurs carrières et de leurs choix politiques.

JACQUES NOBECOURT.



Affiche de la campagne électorale du 2 juin 1946

petites pièces secrètes, plus chargées de frémissements galants que de piété en s'extasiant devant les camaïeux de la chapelle Pauline.

En dépit des complets-vestons au lieu des costumes de cour, trois siècles de fantômes se réconcilient sous l'égide du président Saragat et du cardinal secrétaire d'Etat Jean Villot, aussi conscients l'un que l'autre du sens de ces fastes démocratiques. Il est peu probable qu'une telle occasion se retrouve bientôt. Un pape polonais n'a pas de raison de sentir à présent ce que signifie le Quirinal. Une époque, alors, fut close.

Le monarque élu

Faut-il dire que le président Pertini a pacifié les couloirs de son palais ? Il s'est très naturellement adapté à la solennité, voire à la majesté des lieux, alors même qu'il chemine d'un pas vif, la pipe à la main, entre les énormes cuirassiers en blanc ou bleu nuit qui, par-delà tous les régimes, assurent l'escorte et la garde du chef de l'Etat. Mais, chaque soir, Sandro Pertini regagne son petit appartement de la place de Trevi comme Victor-Emmanuel III, l'avant-dernier roi, retournait « a casa », à la villa Savoja, devenue l'ambassade d'Egypte.

Les sept occupants du Quirinal depuis 1947 se mouleront avec dignité dans ces « grandeurs d'établissement ». Et si les dimensions du palais et ses dis-

glossés avec fièvre sur les interprétations des pouvoirs présidentiels, d'autant que MM. Saragat et Pertini ont, dans la pratique, depuis vingt ans, opéré un notable élargissement de compétences, sans susciter de véritables ou durables contestations. Ni l'un ni l'autre n'ont jamais hésité devant l'expression d'avis personnels, mesurant fort bien, d'ailleurs, en dépit des apparences, jusqu'où ils pouvaient rompre avec les convenances constitutionnelles.

Ainsi ne se sont-ils pas privés d'indiquer quelle majorité devait appeler le chef du gouvernement pressenti. M. Pertini s'est assez clairement opposé au développement de crises ministérielles qui auraient conduit à la dissolution des Chambres, alors même que la « doctrine » lui prescrivait seulement d'enregistrer, en ce cas, un état de choses.

De même, M. Saragat et lui intervinrent nettement dans les drames internes du Conseil supérieur de la magistrature, qu'ils présidaient. La notion de « messages présidentiels » a été élargie par le président Pertini au-delà de toute tradition, avec cette contrepartie que ses déclarations, interviews, « fuites » et propos à bâtons rompus cessèrent rapidement d'émouvoir le monde politique et d'interférer avec les orientations gouvernementales.

Lorsque Sandro Pertini, président de la Chambre, devint chef de l'Etat au printemps 1978, élu pour une transition, il avait une difficile mission, évidemment

Étranger

LIBAN

Le face-à-face des deux Beyrouth

Beyrouth-Ouest, en proie à l'anarchie, est devenue la capitale des prises d'otages. Les Américains du Boeing ne doivent pas faire oublier leurs sept compatriotes, les quatre Français et l'Anglais détenus par le Jihad islamique. Beyrouth-Est, la chrétienne, souffre d'un autre mal, plus pernicieux : l'angoisse du lendemain. Deux univers, deux névroses, se font face...

De notre correspondant

Beyrouth. — A l'ouest, en secteur musulman, le canon s'est tu, mais rien n'a fondamentalement changé. Amal (milice chiite), la sixième brigade (armée chiite) et PSP (milice druze) ont, de concert, éliminé les Mourabitoun (milice sunnite). Aujourd'hui, les Mourabitoun et autres laissés-pour-compte harcèlent chaque nuit Amal et la sixième brigade.

Après avoir été les fers de lance de la lutte contre l'occupation israélienne au sud, voici les combattants chiites harcelés à leur tour et subissant l'épreuve des voitures piégées dans la capitale de leur pays, comme s'ils étaient eux-mêmes les occupants de la dernière ville dont les sunnites se considéraient comme les véritables propriétaires.

Summum de l'imbricatio islamique, les « alliés stratégiques » que sont censés être Amal et le PSP sont à couteaux tirés et se sont livrés une bataille de rue en règle entre deux proclamations d'indéfectible amitié.

C'est à Beyrouth-Ouest que s'est déroulée et pourrait reprendre la guerre chiite-palestinienne des camps, implacable, meurtrière, plus de 1 300 morts et 6 000 blessés, selon les chiffres annoncés, sans doute un peu exagérés. Elle a révélé une haine mortelle et quasi raciale entre les deux groupes humains.

C'est encore ici que s'est déroulé, dans des conditions inimaginables ailleurs, le détournement de l'avion de la TWA dont les otages sont pris en charge par M. Nabih Berri, ministre de la justice, en attendant leur échange. C'était là la troisième opération de ce type en quatre jours, record absolu pour un même aéroport dans l'histoire de l'aviation civile. Un autre pirate de l'air avait, quelques jours auparavant, bénéficié de la bienveillante compréhension du ministre des transports, M. Joumblatt, qui avait même parrainé sa conférence de presse.

Les klaxons-mitraillettes

Atteindre l'aéroport ou le quitter pour rejoindre la ville est une aventure parfois dangereuse : les otages français, MM. Michel Seurat et Jean-Paul Kaufmann, entre les mains du Jihad islamique depuis un mois, en savent quelque chose. Ils ne sont pas les seuls. A Beyrouth-Ouest, on enlève à tour de bras, et plus seulement des Libanais chrétiens.

C'est Beyrouth-Ouest encore que les ambassades, à commencer par celles des pays arabes, ont fui. On y vole les voitures *manu militari*, avec une prédilection en ce moment pour celles du Comité international de la Croix-Rouge qui en a perdu six en quelques jours. Les attaques de banques y sont aussi banales que dans une bande dessinée. On y klaxonne à coups de mitraillette, on y rackette, on y occupe les appartements, et chaque immeuble un tant soit peu bourgeois s'est transformé en coffre-fort — illusoirement — protégé par de grosses grilles fermées à double tour et par des portes blindées à l'entrée de chaque domicile.

A chaque carrefour, un monticule d'ordures, une l'abandon, anarchie démesurée et galopante, que dénoncent les personnalités islamiques — seigneurs de la guerre



Beyrouth au siècle dernier (les Races humaines, Hachette, 1872).

en tête — avec un vigueur devenue routinière. Elles sont allées chercher jusqu'à Damas un remède manifestement inopérant.

A Beyrouth-Est, en secteur chrétien, tout va très bien sans. Sans, ces jours-ci, l'enlèvement des Libanais musulmans, sans les abus qui s'abattent de temps à autre, sans le drame des voitures piégées, sans l'inflation et la crise économique, sans la ligne de démarcation dont l'embarquement nocturne est un rituel...

La hantise des chrétiens

Mais les rues sont presque propres, on circule de jour et surtout de nuit sans problèmes particuliers, plages et restaurants sont bondés, la criminalité est celle d'importe quelle grande ville. En un mot : les gens n'ont pas peur les uns des autres.

Pourtant, dès que l'on traverse la ligne de démarcation, ce qui n'est pas une mince affaire actuellement, après un moment de soulagement au contact d'une ville moins agressivement hostile, c'est à Beyrouth-Est que l'on suffoque.

Même si l'on n'y promène pas, comme à Beyrouth-Ouest d'où l'on vient, un regard inquiet sur les rues désertes de la ville ne va pas se faire arnaquer, une mitraillette entre les côtes, on sent tout de suite une angoisse « existentielle ». De l'autre côté de la ville, la peur, même quand elle vous prend aux tripes, est d'un ordre différent, liée à un motif précis et, par conséquent, provisoire.

« Que va-t-il advenir ? ». Sous-entendu : « de nous ? ». En secteur chrétien, la question est sur

toutes les lèvres, dans toutes les têtes. Elle constitue la trame du dit et du non-dit. Elle ne s'applique pas aux événements en cours, si dramatiques soient-ils, mais au destin de l'individu et de la communauté.

L'aberration immobilière

Les chrétiens, ayant bâti le Liban à leur mesure, ont, certes, la plus grande part dans la Constitution du pays. Aujourd'hui, ils sont hantés par leur sort collectif. Résurgence d'un Etat libanais centralisé ? Mais quel y sera le pouvoir des chrétiens ? Cantonisation cachant pudiquement son nom ? Mais quelle sera sa viabilité ? Ecclésiologie et dérive ? Mais jusqu'à quand ? Héghémone syrienne ou israélienne ? Mais ne sera-ce pas plutôt l'une et l'autre,

l'une contrecarrant l'autre et la sabotant, ce qui constituerait sans doute la pire des situations.

Aucune réponse ne peut être donnée à ces interrogations anxiieuses, à l'incertitude et à l'angoisse qui s'alimentent l'une l'autre dans une spirale sans fin. Comment respirer à l'aise dans une telle atmosphère, même si l'on se promène en quasi-quiétude ou si l'on s'ennuie sur la pelouse bien ordonnée d'une de ces prétentieuses « marinas » qui ont défiguré un littoral jadis sublime, en lui infligeant une fausse Côte d'Azur.

A Beyrouth-Ouest, dans la ronde des miliciens et même des voyous, les habitants musulmans savent que leur avenir n'est pas en cause. Les convulsions et le chaos passeront. En tant que collectivité, ils y survivront. On discute, on palabre, on s'interroge à longueur de journée sur la guerre, mais de façon bien différente de la demi-ville d'en face. Ici crainte des dangers ambiants, là anxiété diffuse et lancinante.

Rien ne saurait être plus révélateur de la différence entre les deux « demi-villes » que les prix de l'immobilier. Que constate-t-on ? Un appartement est de 30 à 50 % plus cher, à niveau égal, à Beyrouth-Ouest qu'à Beyrouth-Est. Or, c'est là une aberration en termes de marché, alors qu'il s'en construit bien plus à l'Ouest qu'à l'Est, et qu'il existe, en secteur musulman, un parc immobilier potentiel constitué d'appartements de chrétiens qui « flanchent » et quittent le pays.

La raison de cette anomalie ? Les chrétiens investissent moins, surtout à Beyrouth, dans la pierre, où s'exprime la confiance dans le sort des générations montantes. Les musulmans, eux, investissent. On peut tricher avec tout, mais pas avec son portefeuille, surtout quand on est libanais.

LUCIEN GEORGE.

PHILIPPINES

Un bain de carte postale

Une dette hallucinante, une insurrection communiste irréductible, un régime à bout de souffle... Les Philippines traversent une mauvaise passe. Mais auprès de ces fâcheuses réalités, elles offrent au visiteur de fabuleux paysages et des « curiosités touristiques » parfois surprenantes, comme celle-ci...

De notre envoyé spécial

Puerto-Princesa. — Le « plus grand bain de monde » est presqu'un lieu de tourisme philippin. Il figure en tout cas au programme d'excursions des hôtels de Puerto-Princesa, le chef-lieu de Palawan, car les convicts fabriquent des souvenirs (bois incrusté de nacre, chapeaux de paille, meubles en rotin) à des prix défiant toute concurrence...

Si le bain de Puerto-Princesa se visite, c'est aussi parce qu'on y découvre un lieu ouvert, une colonie pénitentiaire sans murs ni clôture, en fait une vaste exploitation agricole adossée à la jungle. Le site en est ravissant : une baie aux eaux limpides, frangée de cocotiers ; des rizières à perte de vue dans la plaine ; un cirque de montagnes qui ondulent sous la forêt tropicale...

La « plus grande colonie pénale du monde en milieu ouvert » se présente comme une agréable villégiature. A l'entrée, gardée seulement par une guérite et un bataillon de cocotiers, un panneau de bienvenue accueille le visiteur : « Welcome... Vous entrez maintenant dans la prison d'Iwahig et sa colonie pénitentiaire... »

De part et d'autre de la piste, des rizières. Ici, on laboure au pas lent du carabao, le buffle local.

Là, on fait la pause sur une digue, à l'ombre d'un bouquet d'arbres. Scènes bucoliques où ne manquent que les gracieuses repiqueuses — car il n'y a pas de femmes à Iwahig, sinon quelques religieuses à la « mission ». Au cœur de l'établissement pénitentiaire, on se croirait sur un campus américain perdu au fond des keys de Floride, mais où le temps se serait arrêté il y a un demi-siècle.

Au tour d'un immense quadrilatère tout en pelouse, les bâtiments administratifs au béton mangé par la moisissure et aux toits de tôle rouillés. Le dispensaire, la bibliothèque, le bureau de poste. Au fond, l'église avec son campanile de bois et une statue en plâtre de la Vierge fraîchement repeinte. Et, au beau milieu, la maison du directeur, que l'on appelle ici le « superintendant ». Une bâtisse coloniale en bois remontant à 1922, avec, au fronton, une devise américaine : « Leadership by example ». Si l'on veut commander, il faut donner l'exemple...

Un directeur « sans problème »

Le superintendant, l'honorable Reynierio P. Gimpaya, ne semble pas avoir de problème pour imposer son autorité. Installé depuis trente ans dans la « colonie », qu'il dirige depuis six ans, il vit au rythme lent de la chaleur tropicale, dont il est protégé par une batterie de volets de bois, et que brasse au plafond un ventilateur poussif. Autour de lui, des fonctionnaires appliqués tamponnent des dossiers en silence. Comme dans les salons de western, on entre et sort par des portillons à battants mobiles. Ne manquent plus que les bottes et l'étoile du shérif...

M. Gimpaya, placide et débonnaire, se flatte de diriger un éta-

blissement « sans problème ». Il faut dire que, depuis sa création en 1904 par les Américains, le bain « ouvert » de Palawan a bégayé jusqu'à six mille détenus. Il n'en accueille plus aujourd'hui que 2 390, encadrés par 280 employés. Pendant les dix premiers mois, les convicts — qui ont tous ou presque des meurtres sur la conscience — sont détenus au « centre d'orientation ». Avec le poste de garde, qui sert de quartier de haute sécurité, le centre d'orientation est le seul lieu clos de la colonie. Le stage au centre permet de faire le tri entre les « récupérables » et les autres, qui seront renvoyés en prison.

Le détenu sacristain

Les évènements ? Il y en a chaque mois, reconnaît le superintendant. Mais on les retrouve en ville dans les trois jours. Ils cherchent tous à s'embarquer pour Manille ou leur île d'origine. C'est que Palawan, bien que relativement isolé du reste de l'archipel philippin, n'est qu'à une heure d'avion de Manille...

Pour s'assurer que tout le monde est à son poste, l'administration pénitentiaire procède à trois appels par jour. Ceux qui le demandent peuvent être conduits en ville — sous escorte — pour aller toucher un mandat ou consulter un médecin spécialiste. Le courrier est censuré mais l'entrée de la presse est libre. « Sauf pour les revues pornographiques », Un détenu modèle peut bénéficier d'une réduction de peine allant jusqu'à quatre mois par an.

Lorsque le détenu a fini son temps, il peut s'installer à son compte sur le territoire de la colonie. L'administration réserve en effet des lopins de terre aux bagnards les plus démunis (trois hectares par personne). Avant même d'avoir purgé leur peine,

certain commencent à travailler « leur » lopin, notamment en plantant des cocotiers. Cette tolérance donne un espoir de réinsertion à ceux qui n'ont ni famille ni argent. Vingt-huit lopins ont déjà été distribués à des vétérans.

Mais la plupart des détenus — 60 % ont entre vingt et un et trente-cinq ans — sont loin de cette écobécie. Il leur faut travailler la terre de l'administration (8 000 hectares cultivables, 300 vaches, et 100 buffles), récolter les noix de coco pour préparer le coprah, exploiter les ressources de la forêt (26 000 hectares) et aussi entretenir les locaux de la mission.

Aujourd'hui, un chantier est ouvert pour la réfection de l'église. Sous le regard lointain de deux gardes, à l'ombre d'un kiosque, le fusil sur les genoux, des hommes torse nu et en chapeaux de paille creusent des tranchées dans la terre rouge. D'autres s'affairent sur des échafaudages. Le chantier est supervisé par un détenu en uniforme — une salopette orange — un homme de soixante-deux ans condamné à sept ans pour vol (il en a déjà purgé trois).

Au presbytère, voici Alberto N., vingt-deux ans, condamné pour vol et homicide. Il a passé trois ans en prison à Manille et se retrouve maintenant à Palawan comme factotum, sacristain et même prédicateur du dimanche !

Voici Pablo Q., trente ans, ancien tapissier, condamné pour meurtre. En huit ans de bagnat, il est devenu *petty officer*, c'est-à-dire responsable d'un groupe de neuf détenus. Son seul souci : la nourriture. « Tout est devenu hors de prix, dit-il. On ne peut plus s'acheter du rabot. » Sa plainte est reprise par Félix D., conducteur-mécanicien de vingt-



FRANCHINI.

quatre ans, auteur d'un double homicide : « Ici, c'est difficile parce qu'on n'a pas de salaire. Seulement 3 pesos par mois, autant dire rien ».

Un ancien militaire, condamné pour avoir tué un de ses camarades de commando, et aujourd'hui « catéchiste » à la mission, offre son explication : « Les plus malheureux ici sont les gens de Manille, ceux de la ville qui ne connaissent rien à la jungle et qui sont des « lapog » (parasseux). Si on est courageux et bon conseiller de la montagne, on peut aller dans la forêt faire des paniers. » On peut aussi s'embaucher dans les ateliers d'artisanat de l'administration pénitentiaire. Les plus habiles à tourner le bois font des cannes-épées et même des matriques d'église incrustées de nacre. Sans ran-

cé, apparemment, pour les policiers qui les ont arrêtés !

Une religieuse visiteuse de prisons, Sœur Victoria, explique cette déception générale : « Cette colonie pénitentiaire est vraiment unique. Dans les autres, l'atmosphère n'est pas aussi détendue. A Davao, par exemple (le chef-lieu de Mindanao), il y a des barbelés partout. Ici, c'est ouvert. La réhabilitation des détenus est réelle. »

Comme pour confirmer ce témoignage, un journal annonçait le lendemain que deux détenus de Davao avaient été abattus par des gardes alors qu'ils tentaient de s'enfuir. A Palawan, on ne s'enfuit pas. On fait un petit tour et on revient.

ROGER CANS.

ÉTATS-UNIS

Les jeux

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

Les jeux de hasard ont toujours été populaires aux États-Unis. Mais ces derniers temps, ils ont pris une tournure particulière. Les casinos ont multiplié les machines à sous et les jeux d'argent, attirant ainsi de nombreux joueurs. Cependant, cette popularité s'accompagne de problèmes sociaux et de dépendance. Les autorités tentent de réguler ces activités pour protéger la société.

ETATS-UNIS

Les jeux du libéralisme musclé

Les jeux de société ne peuvent qu'intéresser le sociologue. Ce qui amuse les gens en dit long sur leurs intérêts ou leurs hantises. Ainsi, aux Etats-Unis, l'ère Reagan a fait fleurir les jeux du libéralisme musclé. On s'y sent fort, riche et heureux. « God bless America ! »

La société américaine se raconte tant à travers ses jeux que par ses films ou ses livres, le changement d'état d'esprit qui marque la présidence de Ronald Reagan ne pouvait manquer de se refléter dans ceux-ci. De fait, en quelques années, toute la thématique des jeux de société américains a été modifiée.

Il y a quatre ans, ils témoignaient du « mal américain » décrit par Michel Crozier : un mouvement général de découragement et une sorte de tournement pervers qui poussait les jeunes à brûler ce que leur pays avait adoré. Il en allait des jeux comme du reste : compliqués, ils offraient un message cruel et angoissant dans une vision cynique et profondément pessimiste du monde. Leurs titres étaient d'ailleurs éloquentes : « Machiavel », « Junta » (la junte), « Nuclear War » (la guerre nucléaire), « Class Struggle » (la lutte des classes), etc.

Quatre ans plus tard, temps d'une présidence, on constate exactement l'inverse. Le cynisme a fait place à l'esprit d'entreprise, le sentiment de culpabilité à la confiance retrouvée. Tradition, patriotisme et prospérité, la trilogie américaine du discours réaganien est devenue le plus grand dénominateur commun des jeux apparus pendant cette période. Certains commencent à être importés en France.

Tradition tout d'abord, avec la référence à l'histoire et la glorification de l'esprit pionnier dans « Made for Trade » (fait pour le commerce), un jeu dont le titre évoque plutôt les affaires, mais qui constitue en fait un hommage appuyé à l'Amérique des colons.

Le plateau représente, en effet, un village américain du dix-huitième siècle, avec ses magasins et ses habitations, mais aussi son école, sa prison et ses églises. Dans « Made for Trade », tout est dédié à la vertu de l'Amérique éternelle, l'irrévérence n'a pas sa place. Les joueurs évoluent paisiblement dans le village, reconstitué à partir de documents d'épo-

que, en quête d'une liste d'objets divers : chandelles, étoffes, etc. Des cartes « événements » interrompent parfois la quiétude de cette existence : « Aller à la taverne célébrer la victoire de Washington à Yorktown » ou « Vous êtes désigné comme représentant au congrès de New-York ». Autant d'occasions, on le voit, de rendre hommage aux pères fondateurs.

La guerre civile

Autre référence historique, la guerre de Sécession continue d'inspirer les créateurs de war-games. Parmi les créations les plus intéressantes, on peut citer « A House Divided » (la maison divisée), aux règles très simples, à recommander aux novices, et « The Civil War » (la guerre civile), le dernier-né en la matière et sans doute le plus complexe.

Enfin, l'épopée des chemins de fer, du fait de son rôle fédérateur dans l'histoire du pays mais aussi grâce à toutes les légendes qu'elle a suscitées, tient une place particulière avec « Oregon Trail » (la piste de l'Oregon) et surtout « Empire Builder » (le constructeur d'empire), dont le mécanisme complexe en fait un véritable jeu de stratégie, à l'instar du classique « Red Baron ».

Le patriotisme a suscité l'apparition de toute une nouvelle série de jeux de guerre ou de jeux historiques aux thèmes très révélateurs. Le plus significatif de tous est certainement « Vietnam 1965-1975 », un sujet longtemps tabou. En avril 1984, un mois après son lancement, le jeu était déjà épuisé à la grande surprise de son auteur, Nick Karp, un diplômé de l'université de Princeton.

A l'en croire, « c'est la preuve que le public américain est désormais capable de surmonter la blessure morale du Vietnam pour s'intéresser à cette guerre dans son contexte historique. Le tout était d'attendre, pour lancer le jeu, que l'Amérique soit prête ». Celui-ci est pourtant d'une complexité à décourager les amateurs avec ses quarante-huit pages de règles et ses sept cent quatre-vingt pièces à disposer sur un « terrain » alliant du Laos au Cambodge.

Désireux de fournir une simulation aussi réaliste que possible, « Vietnam » tient aussi bien compte de la situation sur le terrain que des pressions de l'opinion publique américaine ou des contradictions du haut commandement sud-vietnamien. Aussi ne

s'étonne-t-on pas que les parties, même limitées à un court scénario, durent plusieurs heures. Pour mener la campagne militaire entière, c'est une bonne semaine à temps complet qu'il faut compter.

Le choix des thèmes de trois autres jeux récemment lancés par le même éditeur est également révélateur : « Gulf Strike », « NATO » (les initiales de l'OTAN en anglais) et « Cold War » ou, si l'on préfère, le Proche-Orient, les problèmes stratégiques en Europe et la guerre souterraine, terrorisme compris.

« Gulf Strike », le plus complexe des trois, envisage l'hypothèse d'un embrasement généralisé du Golfe. Il n'a pas fallu moins de huit cent dix pièces aux concepteurs du jeu pour tenir compte des paramètres les plus importants. De l'incident de frontière au conflit généralisé avec intervention des superpuissances, les différents scénarios proposés ne manquent pas d'intérêt. Là encore, toutefois, les passionnés devront se ménager du temps libre : les parties durent, en effet, de quelques heures à plusieurs jours.

La bataille d'Europe

De « NATO », on retiendra surtout le sous-titre : « La prochaine guerre en Europe ». Tous les scénarios ne partageront peut-être pas l'opinion des auteurs pour qui le sort de la bataille se jouera dans les airs. En revanche, les joueurs français remarqueront que nos forces sont considérées comme des alliés indétectables de l'Alliance.

« Cold War », enfin, qui comme son nom ne l'indique pas, traite de la guerre secrète entre puissances mais que de la guerre froide stricto sensu, est apparu à l'automne 1984, au plus fort du débat sur la politique à adopter contre le terrorisme et l'espionnage.

Conçu par L. Glynn et J. Praden, respectivement journaliste et exécutif de la CIA, le jeu étudie le bon usage de la diplomatie, de l'espionnage, de l'aide économique, de l'intervention militaire et des actes de sabotage dans l'exploitation des vides politiques et la déstabilisation internationale.

Au-delà de son cynisme apparent et de la vision simpliste du monde qu'il fait sienne (la planète est divisée en cinq camps : Amérique du Nord, URSS, Chine, Europe... et reste du monde), « Cold War » illustre l'aspiration de certains à voir la politique étrangère des Etats-Unis abandonner une position idéologique moralisante au profit de la Realpolitik.

La prospérité est toutefois le thème principal de ces nouveaux jeux qu'on peut diviser en trois types distincts. Le premier, relevant d'un thème traditionnel depuis le « Monopoly » ou « Acquire », est fondé sur l'esprit d'entreprise, la réussite professionnelle et le profit. De « Foreign Exchange » à « Prospecting », les réalisations nouvelles ne se comptent plus : la plus originale toutefois étant « Discretion », un excellent jeu sur l'immobilier, pour deux à huit joueurs, qui oblige ses participants à des arbitrages difficiles entre les modes de financement ainsi qu'à des négociations périlleuses avec les banques.

« Arnaquer le fisc »

Second volet de ces jeux inspirés par le néo-libéralisme : la remise en cause de l'Etat-providence. Le succès de « Public Assistance » et de « Stick the IRS » (arnaquer le fisc) apporte à cet égard un témoignage sur l'évolution des mentalités.

Dans « Public Assistance », il s'agit de déployer toutes les ruses possibles pour vivre indûment aux crochets de l'Etat. Allocations bidoises, courses aux pensions de tous ordres, ce misérabilisme de grande facture est tout entier tourné vers la dérision de l'Etat.

Il en va de même dans « Stick the IRS » qui se présente comme un jeu « d'un haut intérêt pédagogique ». On s'y applique à utiliser tous les moyens d'échapper au fisc : du financement de la recherche pétrolière à... Hawaï, à la constitution d'une équipe de basket-ball en Alaska ou à la création d'une station de sports d'hiver au Texas. L'ancien adversaire

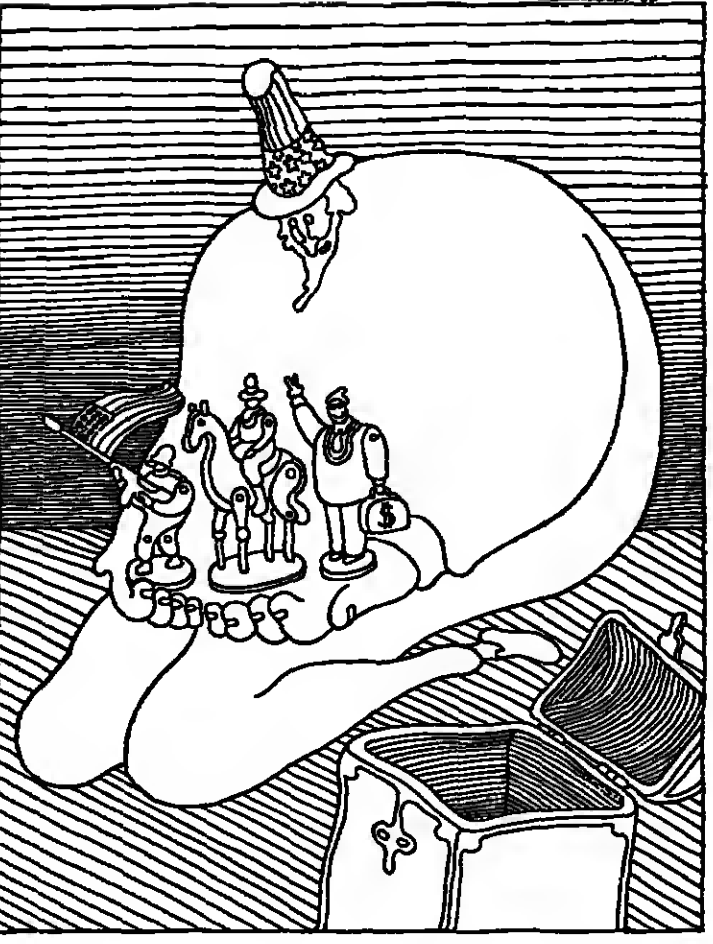
malheureux du président, Walter Mondale, peut se consoler en jouant à « Reaganomics », un jeu, mis au point par des habitants de Detroit, qui tourne en dérision les conceptions économiques de Reagan en insistant notamment sur le déficit budgétaire. Hélas pour le candidat démocrate, le jeu ne s'est vendu qu'à quelques centaines d'exemplaires...

Le coffret des snobs

Enfin, les lieux symboles du star system ont inspiré une multitude de produits. Dans « Broadway », les participants sont des producteurs de spectacles qui rivalisent pour s'assurer les affluents les plus prestigieux.

Sur fond de palmiers et de Sunset Boulevard au clair de lune, c'est en Rolls que les protagonistes de « Beverly Hills » circulent, quant à eux, pour une partie fondée sur la richesse et le statut social. Mais rien n'égale sans doute en la matière « Snob », qui, comme son nom et le coffret noir stylisé qui l'abrite le suggèrent, n'est pas le jeu de n'importe qui. Caviar ou foie gras ? « Snob » ne résout pas totalement ce lancinant problème, si ce n'est en se substituant aux deux, compte tenu de son prix, dans le budget de l'acheteur. Il n'en coûte pas moins de 40 dollars, en effet, pour se plonger dans les affres de la jet society, des soirées de gala à la Maison Blanche et des arbitrages corréliés entre couturiers et traiteurs.

Tradition, patriotisme et prospérité s'imposent donc aujourd'hui comme les nouveaux fondements de l'imaginaire ludique aux Etats-Unis. Mais si l'état d'esprit a changé, les contradictions demeurent. François Furet



SERGUIE

les a décrites : conflit entre société fermée des préteurs baptistes et monde post-moderne des yuppies, entre la gestion du welfare state et le néo-libéralisme militant, entre l'hostilité à l'augmentation des impôts et la nécessité de réduire le déficit budgétaire, entre l'ambition d'imposer un mo-

dèle au monde et la tentation isolationniste.

Des réponses qui seront apportées à ces problèmes, des changements de la mentalité du public à leur égard, dépend aussi... l'évolution des jeux de société.

BERNARD SPITZ et SOPHIE COIGNARD.

Encore plus loin

L'été dernier, Uwe Hohn de la République Démocratique Allemande s'est allé encore plus loin avec un record du monde de 104,80 mètres au lancer du javelot. Ce jet est resté inédit lors d'une saison au cours de laquelle les athlètes des pays de l'Est et de l'Ouest se sont peu rencontrés.

Cet été, les meilleurs lanceurs, coureurs, sauteurs et perchistes auront 16 occasions de se mesurer dans le cadre du Grand Prix d'Athlétisme FIAA Mobil. Parrainée par Mobil et organisée par la Fédération Internationale d'Athlétisme Amateur, cette compétition internationale sans précédent a débuté à San José en Californie le 25 mai dernier. Elle culminera lors de

la finale du Grand Prix à Rome le 7 septembre. Tout prochainement, vont se dérouler le DN-Galan le 2 juillet à Stockholm et les Jeux Mondiaux le 4 juillet à Helsinki.

Au classement du Grand Prix, les points sont attribués aux athlètes en fonction des performances ou des temps réalisés. Des points supplémentaires sont attribués pour les records du monde.

Au classement final, les premiers athlètes masculins et féminins seront récompensés ainsi que les meilleures performances dans chaque épreuve.

En créant le Grand Prix, Mobil est heureux d'aller encore plus loin dans le domaine de l'athlétisme. Mobil. Avancez avec nous.

FIAA Mobil Grand Prix

Calendrier 1985 du Grand Prix FIAA Mobil

Compétition	Lieu	Date
Bruss-Jammer's	Bruxelles	25 mai
Bud Light Classic	San José, Californie	17 juin
The Proletarian Classic	Exeter, Oregon	8 juin
Zurichsky Memorial	Moscou	22 juin
Roschky Memorial	Prague	22 juin
DN-Galan	Stockholm	2 juillet
World Games	Helsinki	4 juillet
Wells	Helsinki	16 juillet
Poupart-Tubert Games	Wells	19 juillet
Basket Games	Oslo	27 juillet
IAC	London	2 août
Budget Grand Prix	Budapest	4 août
Weltklasse	Zurich	21 août
ISTAF	Berlin-Ouest	23 août
Weltklasse	Cologne	25 août
Memorial Ivo Van Damme	Bruxelles	30 août
Finale du Grand Prix FIAA Mobil	Rome	7 septembre

© 1985 Mobil Corporation

CORRESPONDANCE

« La tentation islamiste » au Sénégal

M. Ibrahima Signate, directeur du bureau d'information de l'ambassade du Sénégal en France, nous a adressé une longue lettre dont nous extrayons les principaux passages, à propos de l'article de J.-P. Péroncel-Hugoz publié sous le titre « La tentation islamiste » (le Monde daté 2-3 juin).

Cet article tend à accréditer l'idée selon laquelle le Sénégal serait en train de tourner le dos à sa vocation laïque et démocratique, en devenant progressivement, sous l'influence d'un islam dominant, un pays intolérant. Il s'agit là d'une controverse (...). M. Péroncel-Hugoz part du point de vue exprimé par certains journaux d'opinion (Wal-Fadjri, Djamra et Etudes islamiques), pour donner du Sénégal l'image d'un pays saisi par la « tentation islamiste ». Ces journaux reflètent une sensibilité très largement minoritaire et leurs prises de position ne sauraient, en aucune manière, engager le gouvernement sénégalais.

S'agissant des « écoles arabes privées » dont la presse dakaroise annonce régulièrement l'ouverture à travers le pays, il convient de souligner qu'il s'agit souvent d'écoles franco-arabes. Le phénomène est loin d'être récent. Qu'en en juge : c'est en 1857 que fut fondée, à Saint-Louis-du-Sénégal, par l'abbé Berthe, la première « madrasa » ou école arabe (...). Il est tout à fait inexact d'écrire que certaines écoles privées arabes sont financées par la Libye et l'Iran (...).

Le Sénégal demeure une terre de profonde tolérance religieuse, de démocratie, et un haut lieu du dialogue des cultures. Il est vrai que notre volonté d'ouverture s'agit d'un projet de développement. C'est peut-être ce qui fait problème pour certains esprits ayant la nostalgie d'une époque où l'ouverture avait un peu trop la part belle. Mais il faut vivre avec son temps...

[En effet, Et nous citons les propos de ministre sénégalais de la culture allant dans le même sens que la lettre de M. Signate. Cela dit, la majorité des musulmans que nous avons rencontrés durant un séjour d'une semaine au Sénégal ne nous ont pas caché qu'ils étaient tenus par un islam « pur et dur ». D'autre part, concernant les fonds venus de certains pays islamiques, nous n'avons fait que reproduire, sans nous prononcer, une information qui est dans toutes les bouches à Dakar. - J.-P. P.-H.]

Les Almoravides en Andalousie

Dans le même article sur le Sénégal, nous évoquons les Almoravides partis au Moyen Age du fleuve du même nom pour aller bâtir un empire qui s'étendit de la Maghreb à l'Andalousie.

A cet égard, M. Jacques Huré, universitaire spécialisé dans l'histoire musulmane, nous écrit qu'il n'appellerait pas illumination certaines actions des Almoravides en Espagne telles que la déportation du roi-poète El-Moutamid, les persécutions contre les intellectuels, l'autodafé des livres d'El-Ghazali, etc., qui entraînerent le recul de la civilisation andalouse.

France

LE CONFLIT ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET LE PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M. Fabius estime que les griefs de M. Jospin Les interrogations au PS : sont sans fondement un amateur face à un « pro » ?

La réaction publique du premier ministre au débat soulevé par la lettre du premier secrétaire du Parti socialiste tient en deux adjectifs : « artificiel » et « inopportuniste ». En privé, M. Laurent Fabius, visiblement agacé, déclare qu'il ne comprend pas très bien quelle « clarification » M. Lionel Jospin juge « nécessaire ». Il a analysé mot à mot, vendredi après-midi, le contenu de cette lettre adressée par le chef du PS aux membres du comité directeur, dont un exemplaire lui avait été transmis dès la veille au soir par une collaboratrice de M. Jospin. Or ce texte comporte, à ses yeux, plus de points de convergence que de divergences avec ses propres analyses. En outre, ces divergences lui paraissent sans commune mesure avec les effets politiques négatifs du différend ainsi porté devant l'opinion.

Dans l'immédiat, M. Fabius se refuse donc à toute réplique qui ne pourrait qu'envenimer ce conflit et accorder l'idée que celui-ci traduit une véritable crise. Vendredi soir, le chef du gouvernement s'entretenait pas non plus de se rendre le 6 juillet devant le comité directeur. Pas question que le premier ministre soit mis sur la sellette et forcé de plaider sa cause, la corde au cou, contre le chef de son parti qui lui dresse un procès d'intention, disant-on en substance dans son entourage.

Officieusement, la réaction de l'hôtel Matignon peut être résumée en trois points :

1) Il est ridicule de prétendre que M. Fabius s'est rendu le 14 juin, à Marseille, dans le but d'ouvrir la campagne pour les élections législatives et d'affirmer sa volonté de condescendre à la concurrence avec M. Jospin. Quel qu'en aient dit les médias, l'objectif politique numéro un du premier ministre était de répondre à la Convention libérale de l'opposition. Quant aux thèmes que M. Fabius a développés ce soir-là — la défense des libertés, l'égalité des chances, la construction de l'Europe — ils ne seraient sérieusement étés assimilés à un programme électoral.

Ces explications de l'hôtel Matignon reprennent celles que le pro-

mier ministre exprimait lui-même à son retour de Marseille avant que n'éclate le différend. Il n'a eu de cesse de dire que les préoccupations électorales à moyen terme de M. Fabius, ce 14 juin, étaient parfaitement évidentes. Le décor installé à Marseille était le même que celui utilisé par M. Fabius lors de ses déplacements à Grenoble et à Toulouse, en mars dernier, avant les élections cantonales. L'utilisation, pour la première fois, en guise de musique d'ambiance personnalisée d'un rythme disco inspiré, dit-on, d'une composition de Seburt, témoignait d'un souci de mise en scène.

Un déplacement militant

Les modalités d'organisation de ce voyage attestent aussi qu'il ne s'agissait pas d'une visite officielle mais, effectivement, d'un déplacement militant, avec le concours de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône.

C'était bien une réunion de pré-campagne, et le discours du premier ministre mettait en garde contre les « trois graves dangers que la droite porte avec elle » : « la crise économique, la crise sociale et la crise institutionnelle » — s'adressait moins aux militants marseillais qu'aux électeurs de l'ensemble du pays. Ce même soir, à Marseille, après avoir confirmé son rôle de prendre une part active à la campagne pour les élections législatives et régionales, sans pour autant multiplier les réunions publiques, M. Fabius avait sélectionné les photos qui illustreront un livre à paraitre prochainement, dont il sera le sujet électoral central.

2) La question de la répartition des tâches dans la conduite de la majorité constitue, selon l'hôtel Matignon, une fausse question. M. Fabius adhère à la conception de M. Jospin selon laquelle il n'y a de majorité que présidentielle, puisque « c'est au sein de l'élection présidentielle que se constitue la majorité ». Il souligne volontiers qu'il lui faut, en effet, essayer de rassembler à nouveau, en 1986 et au-delà, la

majorité qui s'était dégauchée en mai 1981. Mais en vertu de quoi le premier ministre serait-il tenu de la reconquête de cette majorité, demandée-on à l'hôtel Matignon, alors qu'il est responsable au Parlement devant les députés élus par cette majorité ?

Le caractère inédit sous la V^e République du cas de figure actuel fournit certains arguments à M. Jospin quand il refuse la distinction entre chef de la majorité et chef du PS. Mais la logique du premier secrétaire conduirait à ravalier le premier ministre, auquel la Constitution confère implicitement le rôle de chef de la majorité parlementaire, au rang de simple sylvain ou, tout au plus, à celui de simple délégué du PS.

En juin 1975, rappellent certains collaborateurs de M. Fabius, M. Jacques Chirac, alors premier ministre, disait la même chose que M. Jospin pour des raisons d'opportunité analogues : « La majorité a un chef et un seul : le président de la République ». Le futur maire de Paris en concluait : « Le rôle du premier ministre, en liaison avec les principaux responsables politiques de la majorité, est un rôle de coordinateur ». Pour lui, il convenait de trouver un *modus vivendi* avec ses alliés du mouvement giscardien. M. Jospin part du même postulat mais comme il n'y a aujourd'hui aucune coalition à coordonner, le premier ministre, dans son schéma, doit se cantonner, pendant la campagne électorale, à la défense de sa politique et à la gestion des affaires courantes.

« Tout est soluble »

Cette lecture de la Constitution de 1958 n'est pas totalement, en tout cas, avec le fonctionnement traditionnel des institutions de la V^e République, car elle tend à subordonner complètement le chef du gouvernement au parti majoritaire. Si le comité directeur du PS suivait M. Jospin, M. Fabius n'aurait plus qu'à attendre l'épreuve de force en engageant la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale où les députés socialistes

seraient bien en peine de lui refuser la confiance.

3) Sur la stratégie électorale à mettre en œuvre pour reconquérir les « débris du socialisme », l'hôtel Matignon réaffirme qu'il n'existe aucune divergence entre les orientations du premier ministre et l'analyse développée par le premier secrétaire du PS. L'expression « front républicain » n'a jamais été personnellement employée par M. Fabius. Dès jeudi matin, le premier ministre avait d'ailleurs précisé, devant les anciens élèves de l'École des hautes études commerciales, que ses appels au « rassemblement » de « tous les républicains, démocrates, hommes et femmes de progrès et de tolérance », au-delà des clivages politiques, s'adressent, justement, à la majorité présidentielle de mai 1981.

On ajoute, dans l'entourage du premier ministre, qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, de faire courir au PS le risque de perdre son identité pour une poignée de suffrages centristes aléatoires mais de constater qu'au niveau où se trouve aujourd'hui le PS, l'ouverture apparaît comme un impératif majeur pour le parti lui-même. Et l'on rappelle volontiers que cette nécessité de « rassembler », soulignée par M. Fabius dans son discours d'investiture, ne fait que traduire un souci maintes fois exprimé par M. Mitterrand.

Le malentendu apparaît donc total entre M. Fabius et M. Jospin. Pour le premier ministre, les préoccupations du premier secrétaire du PS sont « sans fondement ». De là à penser que le chef du gouvernement a déjà pris son parti d'une éventuelle démission de M. Jospin il y a un pas que l'on se refuse à franchir si l'on ne s'empressait d'ajouter, dans son entourage, que « tout dans cette lettre est soluble, tout peut se négocier ».

ALAIN ROLLAT.

M. Jospin a donc franchi le Rubicon. La lettre dans laquelle il demande un véritable vote de confiance aux membres du comité directeur du PS officialise l'existence d'un conflit — de complémentarité — entre le premier secrétaire du PS et le premier ministre. Elle ouvre un processus peut-être irréversible, et certains des courants du PS soutiennent dès à présent M. Jospin.

Dans l'entourage de M. Mauroy, on retrouve dans la lettre de M. Jospin des préoccupations partagées par le maire de Lille, notamment sur la place du parti dans les institutions, son autonomie par rapport à l'exécutif, la réaffirmation de l'ancrage à gauche, même si l'on estime dommageable cette situation conflictuelle. Réaction similaire de la part de l'un des dirigeants du CERS, qui voit dans la lettre du premier secrétaire l'application, avec deux ans de retard, de la ligne du congrès de Bourg-en-Bresse (1983) : autonomie du parti et affirmation vis-à-vis du gouvernement. Ce dirigeant admet néanmoins qu'il existe pour M. Fabius un risque d'affaiblissement et, pour la majorité, de « catastrophe » si le processus n'est pas maîtrisé.

Hétérogénéité idéologique

Chez les rôtisseurs — qui peuvent choisir l'un comme l'autre, selon qu'ils privilégient le fond ou la tactique — on estime avoir intérêt à « laisser s'accroître les contradictions ». On fait donc dans l'entourage, et l'on renvoie à la contribution signée par M. Rocard ? Les dirigeants néo-rôtisseurs, très critiques depuis longtemps à l'égard de M. Jospin, ont déjà choisi M. Fabius.

Une crise jusqu'à présent inconcevable

Durant toute la V^e République, chaque campagne électorale législative s'est déroulée sur le thème du soutien ou de l'hostilité à l'action du président de la République. Bien que de Gaulle ait refusé que son nom serve de sigle, de slogan ou d'adjectif, ses partisans, en fondant l'UNR en septembre 1958, avaient en réalité créé le « parti du général » avant que celui-ci ne devienne le « parti du président ». Et c'est sur leur seule dévotion que s'est bâtie la plupart des dévotions, avant d'être évincée cette année-là, dans la vague du 30 novembre.

De Gaulle président de la République, c'est toujours à l'hôtel Matignon, mais avec l'aval et parfois même l'arbitrage de l'Elysée, que se préparaient les élections législatives, qu'étaient définies les thèmes de campagne, réparties les investitures du mouvement gauchiste. Les secrétaires généraux successifs de l'UNR et de l'UDR avaient toujours été tenus en une stricte éligence par le chef de l'Etat et par son premier ministre. Les conflits étaient toujours réglés sans publicité. L'autorité politique, morale et personnelle du général de Gaulle sur les membres de son parti permettait de faire admettre sans trop de peine celle, déléguée, du premier ministre. Ce dernier maîtrisait d'ailleurs, les comités d'investitures pour les élections où il se faisait parfois représenter par un membre de son cabinet. Ce fut le cas, par exemple, de M. Olivier Philip, aujourd'hui préfet de la région parisienne, pour les élections de 1967.

Le même processus a été suivi lorsque Georges Pompidou est devenu président de la République avec, peut-être, une préparation plus précise des investitures par le collaborateur politique du

chef de l'Etat, M. Pierre Juillet. La « grogne » et la « grogne » s'étaient parfois exprimées dans les rangs du mouvement et surtout au groupe parlementaire, d'abord contre Georges Pompidou puis contre M. Jacques Chaban-Delmas, ne se traduisant jamais dans une crise publique.

Il était de toute façon inconcevable dans le parti gauchiste que le secrétaire général s'insurgeât ouvertement contre le chef du gouvernement. Celui-ci était implicitement considéré comme chef de la majorité et explicitement comme chef réel du mouvement. L'UNR et l'UDR avaient d'ailleurs toujours — malgré quelques tentatives — refusé de se doter d'un président élu pour la raison clairement annoncée que ce poste constituerait un pouvoir face aux autres.

Ce n'est qu'en décembre 1976, à sa fondation, que le RPR a créé la fonction de président du parti, occupée depuis cette date par M. Chirac. C'est aussi pour tenter de mettre un terme aux dissensions entre l'UDR, les centristes et les républicains indépendants que M. Giscard d'Estaing, alors président de la République, avait chargé son premier ministre, M. Chirac, d'être, au début de 1976, le « coordinateur de la majorité ».

D'ailleurs, ce dernier s'était démis de ses fonctions de secrétaire général de l'UDR en mai 1975, alors qu'il y avait succédé en décembre 1974. Il s'agissait, pour le chef de l'Etat, de bien marquer que, par délégation, le premier ministre avait autorisé sur l'ensemble de la majorité parlementaire ou tout au moins qu'il avait voté son « assentiment ».

ANDRÉ PASSERON.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « Des radicaux et des socialistes s'associent », paru dans nos éditions du 22 juin, une coquille tenace nous a fait écrire plusieurs fois qu'il s'agissait de

l'association ARLIDEF. Cette association s'appelle en réalité ARMO-DEF, comme le suggère son intitulé exact : Association pour le renouveau du mouvement démocratique en France.

Reste le courant A (mitterrandiste), majoritaire dans le parti et donc au comité directeur. Le conflit Fabius-Jospin met en évidence son hétérogénéité idéologique, que soulignent à l'avenir les autres courants du PS. M. Jospin y dispose de ses propres appuis. Mais les mitterrandistes « historiques », les anciens conventionnels, ne semblent guère réjouis de la voie choisie par le premier secrétaire.

Dans ces conditions, les avis sont partagés sur les chances de chacun des deux hommes d'emporter l'adhésion du parti. Un dirigeant du CERS estime que M. Jospin n'a pas lancé l'affaire sans « quelques assurances ». Les amis de M. Mauroy ne voient pas nécessairement M. Fabius gagnant. Au contraire, un dirigeant rôtisseur estime que le vainqueur — M. Fabius — est connu responsable : mitterrandiste, qui affirme : « Fabius, c'est Rocard, avec quarante ans de moins et dix fois plus d'intelligence. On a face à face un « pro » et un amateur ».

M. Jospin a un handicap parce que son initiative a déstabilisé la gauche, ce qui lui pèse énormément. Mais il est plus proche du parti que M. Fabius, dont les orientations viennent largement à contre-pied un PS qui a moins changé dans ses profondeurs qu'on ne le croit parfois.

Un dialogue entamé jeudi dans le parc de l'hôtel Matignon, entre un membre « jospiniste » de l'appareil du PS et un député « fabiusien » résume assez bien le débat. « Si on est battu, on est dans l'opposition, et, après, on revient », disait en substance le premier. « Il faut tout faire pour empêcher que ne soit déstabilisé le parti », ajoutait le député. « L'alternance n'est pas une fin en soi, elle est un moyen », affirmait le député. « Les travailleurs-conservateurs, les conservateurs-travailleurs n'ont certainement pas ce qu'il faut souhaiter pour la France », rétorquait le second.

Il veut donc garder, pour M. Jospin, l'option de gauche et préserver, pour l'avenir, les chances de la « stratégie d'union des forces populaires ». D'où la nécessité de donner des « perspectives » aux électeurs communistes. M. Jospin est, sur ce point, beaucoup plus net qu'il y a quelques mois, lorsqu'il demandait aux socialistes de « chasser le PC de leurs foyers ».

Bras de fer

Mais bien que le drame du chômage lui semble devoir être traité plus activement qu'aujourd'hui, il ne définit pas de politique de relance, notamment économique, tant les « marges » d'action sont faibles.

Reste le jeu du troisième acteur, le président de la République. La grogne de la vieille garde mitterrandiste accablée, dans l'espèce de certains socialistes, l'idée que M. Mitterrand a déjà tranché en faveur de M. Fabius. L'hommage insistamment rendu au premier ministre, vendredi 14 juin, par M. Defferre serait une indication. Dans cette hypothèse, M. Mitterrand pourrait vouloir soit imposer M. Fabius au PS, soit, au contraire, montrer à l'opinion que son premier ministre sait résister aux pressions des socialistes.

D'autres estiment, à l'inverse, que M. Mitterrand n'a pas encore choisi entre les deux hommes.

Interrogations complémentaires : M. Jospin échappe-t-il ou non désormais au « contrôle » de l'Elysée ? L'Elysée laisse-t-il la main pour autant jusqu'au 5 juillet, date théorique de la nomination d'un nouveau président ? M. Jospin a-t-il fait, pour les élections, l'impasse sur l'option de cette partie de bas de l'Etat ?

En outre, si les effets immédiats d'un vote majoritairement défavorable à M. Jospin sont connus (le premier secrétaire pourrait démissionner), on peut s'interroger sur l'efficacité, pour dénouer la crise, d'un vote unanime de confiance en faveur de M. Jospin, hypothèse qui n'est pas à écarter.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

PROPOS ET DE

M. Barre : aux

M. Giscard d'Estaing et devoirs des

M. Toubon (RPR) : C

M. Le Pen : L

M. Mitterrand revient

le Nicaragua, etc.

A L'EXTRE

L'abbé de Nantes

danier Saint-G

sol avant

46, Bld Saint-Ge

L'ASSEMBLÉE NATIONALE AUTORISE LA RATIFICATION DE LA CONVENTION EUROPÉENNE CONTRE LA PEINE DE MORT

Le rétablissement de la peine capitale sera possible juridiquement mais politiquement difficile

L'Assemblée nationale, le vendredi 21 juin, par 355 voix (PS, PC et une partie de l'UDF) contre 125 (RPR et le reste de l'UDF) a autorisé le gouvernement français à ratifier le sixième protocole à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui proclame que la peine de mort est abolie. A l'unanimité cette fois, elle a également autorisé la ratification d'une convention des Nations unies contre la torture et les autres peines ou traitements inhumains et dégradants.

La peine de mort est abolie, en France depuis la loi du 9 octobre 1981. En Europe, aussi, depuis la signature, le 28 avril 1983, par les membres du Conseil de l'Europe d'un ajout à leur convention des droits de l'homme, l'interdisant. Vendredi, la grande majorité des députés français n'ont pas voulu ont beaucoup plus insisté sur leur refus de la coopération internationale sur un tel sujet, que sur leur volonté de rétablir en France le châtiment suprême. Le débat, calme et de haute tenue, plus juridique et constitutionnel que moral ou pénal, contrastait avec celui de septembre 1981 qui avait envoyé la guillotine au musée. L'abolition semblait, à la fin de cette discussion, être un fait acquis.

L'approbation de cet accord international ne rend pourtant pas irréversible l'abolition. Les deux ministres qui défendaient le projet ont longtemps insisté sur cet état de droit. M. Robert Badinter, garde des sceaux, a fait remarquer que le protocole lui-même pouvait être dénoncé, par simple décision du gouvernement, cinq ans après son entrée en vigueur, avec simplement un préavis de six mois. Mais, même pendant cette première période de cinq ans, il suffirait à un gouvernement de dénoncer la convention européenne des droits de l'homme, que le protocole ne fait que modifier, pour pouvoir rétablir la peine de mort. Or, cette dernière dénonciation peut, dès maintenant, être décidée. Simplement — et ce n'est pas rien, il est vrai — rejeter cette convention serait un acte politiquement délicat.

M. Maurice Couve de Murville, lors de la réunion de la commission des affaires étrangères, a reconnu que c'était difficilement imaginable.

De plus, ce protocole permet à l'Etat de prévoir la peine de mort en cas de guerre ou de danger imminent de guerre. Certes, la France, pas plus que les cinq Etats qui l'ont déjà ratifié (Danemark, Autriche, Suède, Espagne et Luxembourg) n'ont l'intention d'utiliser cette réserve. Mais ils pourraient toujours le faire. Toutes les portes restent ainsi ouvertes à une utilisation, pleine et entière, de l'article 16 de la Constitution donnant les pleins pouvoirs, en cas de crise grave, au président de la République.

M. Michel Debré n'a pas contesté cette situation juridique. Mais, en revanche pour un des pères de la Constitution, il a surtout critiqué la décision du Conseil constitutionnel, qui, à la demande du président de la République, a décidé que ce protocole n'était pas contraire à la Constitution. Certes, il a reconnu que cet accord ne comportait pas transfert de souveraineté, ce qu'interdit la loi fondamentale, mais simplement limitation de la souveraineté française, ce qui n'est possible, d'après le préambule de 1946, que si la force de la constitutionnelle, que pour l'organisation et la défense de la paix. Or, pour lui, l'abolition de la peine de mort n'a rien à voir avec cela, une mesure pénale ne pouvant entrer dans ce cadre.

Pas de recrudescence de la criminalité

Les juges de la constitutionnalité ayant paré des conditions essentielles de l'exercice de la souveraineté nationale, M. Debré a refusé cette distinction entre l'essentiel et ce qui ne le serait pas, entraînant dans son sillage la quasi-totalité de l'opposition : 147 députés RPR et UDF (M. Pierre Bes, s'est abstenu volontairement, M. Valéry Giscard d'Estaing, Georges Mesmin et Jean Rigaud n'ont pas pris part au vote) ont, en votant une exception d'irrecevabilité, décidé qu'il était contraire à la Constitution un texte que le Conseil constitutionnel avait, lui, jugé conforme.

A une telle argumentation, la réponse était facile. M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise) rapporteur

pour avis de la commission des lois, a pu faire part de son « malaise » et de sa « gêne » et rappeler que « les décisions de l'autorité suprême en matière constitutionnelle s'imposent, d'après la Constitution, à tous les pouvoirs publics, et donc au pouvoir législatif ». Quant à M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, il fit remarquer que, « chaque année, la France signe et ratifie plusieurs centaines d'accords internationaux qui comportent tous à des degrés divers des limitations de souveraineté ». Il cita ainsi en exemple la convention européenne des droits de l'homme, dont la ratification fut autorisée par une loi du 31 décembre 1973, qui limite sérieusement la souveraineté pénale de ses signataires ; de même, le pacte international des Nations unies sur les droits civils et politiques, auquel la France a adhéré en octobre 1980, interdisait la peine de mort pour les mineurs de moins de dix-huit ans, modifiant ainsi, de fait, la législation française, ce dont la garde des sceaux de l'époque, M. Alain Peyrefitte, n'avait pas rappelé M. Claude Estier (PS, Paris), président et rapporteur de la commission des affaires étrangères, avait du tenir compte.

Le possible rétablissement de la peine de mort ne fut donc ainsi pratiquement pas évoqué. M. Debré se contenta de souligner qu'en matière de terrorisme, l'UDF fut encore plus ferme, en ne donnant la parole qu'à une abolitionniste convaincue, M^{me} Françoise d'Harcourt (Hauts-de-Seine). Son discours fut un parfait réquisitoire contre ceux qui, à voix haute ou à voix basse, souhaitent un rétablissement du châtiment suprême.

« L'abolition de la peine de mort n'a entraîné aucune recrudescence de la criminalité ». Seulement, elle critiqua aussi M. Badinter, lui reprochant de ne pas avoir encore proposé un nouvel échelonnement des peines, contrairement à ce qu'il avait annoncé lors du débat d'abolition : « Du contrat de confiance que vous avez passé avec nous, abolitionnistes, vous n'avez rempli que la première partie. »

AU SÉNAT

Unanimité pour la valorisation de la forêt

Le projet de loi relatif à la gestion, la valorisation et la protection de la forêt a été adopté, dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 juin, par le Sénat, qui en avait commencé l'examen jeudi 20 juin. Seuls les élus communistes se sont abstenus, non parce qu'ils contestaient la valeur et la nécessité d'un bon « toilettage » du code forestier, mais parce que le texte ne traite pas de la filière bois. A cette lacune s'en ajoutent d'autres, selon les sénateurs, comme l'a fait observer M. Philippe François (RPR, Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des affaires économiques. Ainsi le texte n'aborde pas la lutte contre la pollution, ni le régime fiscal des propriétés en nature de bois, ni la question des charges financières des communes.

Les sénateurs ont pas remis en cause l'objectif du gouvernement qui est de réserver les aides de l'Etat aux forêts bien gérées. Au terme du débat, M. René Soucheon, ministre délégué chargé de l'agriculture et de la forêt, a estimé que les modifica-

tions apportées avaient amélioré le texte, à l'exception de celles relatives aux modalités d'élaboration des orientations régionales forestières. D'autre part, le Sénat avait examiné jeudi 20 juin les deux textes suivants :

● Réforme électorale. — La majorité sénatoriale, favorable à l'opposition nationale, a rejeté le projet de loi simple et le projet de loi organique adaptant aux territoires d'outre-mer, à la collectivité territoriale de Mayotte et à celle de Saint-Pierre-et-Miquelon le régime électoral des députés de métropole et des départements d'outre-mer (le Monde des 24 avril, 6 et 14 juin).

● Associations et valeurs mobilières. — Elle a repris l'essentiel des dispositions qu'elle avait votées en première lecture pour le projet de loi qui ouvre aux associations la possibilité d'émettre des valeurs mobilières (le Monde des 24 avril, 6 et 14 juin).

THIERRY BRÉHER.

A. Ch.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre : aux partis de décider

M. Raymond Barre estime, dans un entretien accordé à Ouest-France du 22 juin, qu'il y a « des cas où il est préférable d'avoir une liste d'union » comme dans « les petits départements, par exemple où il y a peu de sièges à répartir », mais qu'il y a d'autres situations « dans lesquelles le pluralisme des listes est non seulement utile mais nécessaire, parce que cela permet de rassembler plus large et d'éviter l'apparition de listes sauvages. Il appartient aux états-majors des partis de décider de la meilleure stratégie. Je suis en la matière fondamentalement pragmatique », a-t-il dit. L'ancien premier ministre, M. Barre souligne : « En mars 1978, nous avons gagné les législatives car la stratégie adoptée était celle du pluralisme organisé ».

M. Giscard d'Estaing : droits et devoirs des étrangers

Dans un entretien accordé à Valeurs actuelles (daté du 24 juin), M. Valéry Giscard d'Estaing, affirme que « l'identité française est menacée », et estime que la France doit continuer à intégrer les étrangers qui « souhaitent » se fonder au groupe « tout en gardant leurs traditions d'origine », mais qu'il faut « définir les droits et les devoirs » de ceux qui « ne souhaitent pas s'intégrer [et] choisissent de se placer dans une situation d'étrangers ». L'ancien président de la République propose notamment que l'on « reprenne et développe la politique du retour », que l'on « s'interroge sur les automatismes de notre code de nationalité », et que l'on « dise aussi que « le système des doubles nationalités est une anomalie ».

M. Toubon (RPR) : Gnafron et Guignol

Commentant le différend qui oppose le premier secrétaire du PS à M. Laurent Fabius, M. Jacques Toubon a déclaré, vendredi, sur TF 1 : « On dirait Gnafron et Guignol, ils sont en train de se taper dessus. C'est la plus grande confusion [...]. On dirait qu'ils font un concours pour savoir qui va perdre les élections, qui va être le chef de la déroute. »

Le secrétaire général du RPR a estimé, d'autre part, que la lettre de M. Jospin aux membres du comité directeur du PS représente une « véritable déclaration de guerre ».

M. Le Pen : il faut rêver

M. Le Pen, qui s'exprimait, vendredi soir 21 juin, à Valenciennes, a notamment déclaré : « M. Barre a dit : « Faut pas rêver, parce que ça ce qui nous attend est très dur. » [...] Moi, je pense le contraire : il faut rêver. La situation de notre pays sur le papier est désespérée, [mais] je crois que c'est Foch qui disait : « Mon centre est enfoncé, ma droite est tournée, ma gauche est attaquée, j'attaque ! » C'est exactement ce qu'incarne dans la vie publique française le Front national », a affirmé son président.

M. Mitterrand revient sur ses engagements sur le Nicaragua, estime « l'Humanité »

Sous le titre « donneur de leçons », l'Humanité, critique vivement, dans son éditorial du samedi 22 juin, les récentes déclarations de M. Mitterrand sur le Nicaragua (le Monde du 22 juin). L'ancien président de la République, explique José Fort, signataire de l'article, « est revenu sur ses engagements du début de son mandat. [...] a donné un sérieux coup de main à Ronald Reagan et pris une lourde responsabilité dans les développements que peut connaître cette région du monde (...). François Mitterrand s'érige en donneur de leçons, en distributeur de conseils (...). Il exige des agresseurs ce qu'il ne demande pas, même du bout des lèvres, à

l'agresseur. Car, enfin qui fait régner la violence aux frontières du Nicaragua ? Les sandinistes ou les contre-révolutionnaires, anciens gardes-chiourme de la dictature Somoza ? Qui a construit six bases militaires aériennes, quatre bases aéro-navales à quelques kilomètres du Nicaragua, sur le territoire hondurien ? L'Union soviétique ou les Etats-Unis (...) ?

Confronté à l'agression américaine, le peuple nicaraguayen met un grand espoir en la France et en ses gouvernants. En apprenant la teneur des dernières déclarations présidentielles, les « muchachos » découvriront la différence entre les paroles et les actes. »

A L'EXTRÊME DROITE

L'abbé de Nantes : vive la dictature !

Intégriste et royaliste, ancien défenseur de l'Algérie française, l'abbé Georges de Nantes, à soixante et un ans, n'a rien perdu de sa vigueur. Dans une conférence donnée jeudi soir 20 juin à la Mutualité, il a poursuivi, paternelle, son combat contre les réformistes de l'Eglise, « ces traîtres à la religion », et contre la démocratie. Entant terrible de l'Eglise catholique, frappé, en 1966, de « suspens d'office », c'est-à-dire de l'interdiction d'exercer les fonctions sacerdotales, y compris la célébration de la messe, il n'en continue pas moins de drainer les plus intégristes des partisans du catholicisme traditionaliste : trois cents personnes étaient venues l'écouter, dans un silence religieux.

« On ne peut rien faire, en démocratie, déclare-t-il. Nous ne nous en sauverons que par une dictature. Si notre gouvernement était monarchique et dictatorial,

on aurait pu écarter l'armée libyenne dans le désert », estime-t-il à propos de la politique socialiste à l'égard du Tchad. Quant à la Nouvelle-Calédonie il ne faut, pour la sauver, « ne compter ni sur le peuple ni sur la France : nous payons, dit-il, toutes les fautes commises depuis 1789, c'est la même chose que l'Algérie. »

L'intégration et le racisme ? « La vraie réaction, affirme l'abbé de Nantes, n'est pas de hurler contre les Maghrébins. Nous devons remonter à la source et montrer le malaise de la République. »

Pour les quelques jeunes venus l'écouter, il s'agissait, de toute évidence, « du seul discours politique et religieux capable de sauver la France », a-t-il déclaré, affirmant, Monique, dix-huit ans, c'est la mort. »

C. B.

daniel hechter
Saint Germain des Prés

soldes
avant travaux

146, Bld Saint Germain. Tél. 326.96.36

Nouvelles brèves

● M. Pesce (PS) quitte la présidence de la Commission nationale pour le développement social des quartiers. — M. Rodolphe Pesce, député socialiste et maire de Valenciennes, a quitté officiellement la présidence de la Commission nationale pour le développement social des quartiers, après un mandat d'un peu moins de deux ans. M. Pesce avait émis le souhait d'abandonner ce poste en mars dernier, au lendemain de son élection à la présidence du conseil général de la Drôme, afin de se consacrer à ses nouvelles responsabilités.

Nommé en 1983 à la tête de cette commission par M. Pierre Mauroy, M. Pesce s'est attaché, durant ces deux dernières années, à tenter de définir les modalités d'une politique de réajustement social des quartiers dégradés. Le nombre des quartiers concernés par les travaux de la Commission est passé de vingt-deux en 1983 à cent vingt aujourd'hui, tandis que, dans le même temps, la régionalisation de cette action se traduisait par la signature de dix-sept contrats Etat-région. — (Corresp.)

● Le maire de Brast porte plainte contre son ex-chef de cabinet. — M. Jacques Berthelot (RPR), maire de Brast, a annoncé, vendredi 21 juin, qu'il a déposé une plainte contre M. Christian Tripot (RPR), l'ex-chef de son secrétariat particulier, et « tous autres » pour outrage à magistrat. Le maire n'a refusé de commenter les termes « tous autres », qui pourraient s'adresser à ceux qui ont publié les révélations de M. Tripot sur les méthodes en vigueur à l'hôtel de ville (le Monde du 21 juin). M. Berthelot a indiqué que l'enquête administrative menée au sujet de l'affaire des franc-maçons confirme la réalité des faits et a fait savoir qu'il a décidé de convoquer le conseil de discipline. A propos des conseillers

municipaux dissidents, le maire a précisé qu'il avait « des munitions en réserve », en l'occurrence un dossier noir dont il garde pour l'instant le secret. — (Corresp.)

● Le Parti libéral et le Parti démocrate français erdent le « Rassemblement libéral et démocrate ». — Le Parti démocrate français, présidé par M. Guy Gennesseaux et le Parti libéral, présidé par M. Serge Dassault, ont signé « un accord d'association », appelé « Rassemblement libéral et démocrate ». Créés en 1981 « avec des objectifs communs, en particulier au niveau d'un véritable programme de gouvernement libéral et démocrate », les deux formations de l'opposition ont établi leur association « autour d'un projet politique qui devrait être présenté prochainement par M. Dassault et Gennesseaux ».

● M. Charles Scaglia (UDF-PR) élu maire de la Seyne-sur-Mer. — M. Charles Scaglia (UDF-PR) tête de la liste d'opposition qui avait recueilli 50,74 % des suffrages dès le premier tour de l'élection municipale partielle du 16 juin, a été élu vendredi 21 juin, maire de la Seyne, par trente-six voix et neuf abstentions.

M. Pierre Neumayer, seul élu du Front national, s'est retiré du conseil municipal, cédant sa place à M^{me} Lucille Martin, qui figurait en troisième position sur sa liste.

CEPES
préparation intensive
en septembre, au
CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur privé
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722.94.94 - 745.09.19

MAITRISE de L'ENERGIE

OMBRES ET LUMIÈRES SUR LE SOLAIRE
L'activité industrielle, liée à l'équipement solaire, a progressé en 1984. Un effort à poursuivre.

HAUTE MONTAGNE
Le solaire à portée de main

MARDI 25 JUIN
DANS « LE MONDE »
DATE 26

LA ROUTE BLEUE
Des millions d'automobilistes sur les routes entre juillet et septembre...
Mais attention aux bouchons
■ Un entretien avec Jean-Pierre Beltoise
■ Le point de vue de Christian Gérardou

Les expériences françaises tentent de mieux comprendre le « mal de l'espace »

Parallèlement, le rein, qui filtre ces liquides, retient le sel qu'ils contiennent et déclenche à son tour un réflexe de soif. Et ainsi de suite... Tout se passe donc, dit René Bost, comme si on tentait d'équilibrer une balance sur les plateaux de laquelle il y aurait d'un côté des poids et de l'autre un récipient percé que l'on remplirait en permanence. C'est ce que l'organisme cherche à faire et semble réussir au bout de quelques jours - de deux à cinq selon les cas - même si, dans les quarante-buit premières heures de la mission, les astronautes peuvent perdre jusqu'à

Il ne s'agit encore que de conclusions préliminaires que l'analyse devra confirmer et préciser. A terme, dépendant de ces travaux les séjours de longue durée à bord de stations permanentes en orbite autour de la Terre, mais aussi ceux que lanceront peut-être les Soviétiques et les Américains en direction de la Lune et — un jour peut-être... — de Mars.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

La coopération policière européenne va être renforcée contre la grande criminalité et le trafic de drogue

La levée des corps des quatre victimes — qui ont été citées à l'ordre de la nation, — Jacques Godefroy, trente et un ans, Raymond Gonzales, trente-deux ans, Jean-Louis Bondil, trente-deux ans, tous trois pères de deux enfants, et Patrice Grillo, vingt-quatre ans, célibataire, a eu lieu à la caserne des sapeurs-pompiers, en présence de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Le représentant du ministère public conclut à la relaxe de *Libération*

Il est vrai que *Libération* est allé au-delà des articles du *Canard enchaîné* en rapportant des témoignages qui n'accusent pas seulement l'ancien lieutenant du premier REP de torture, mais le présentent aussi comme l'auteur d'exécutions sommaires. Pour M. Bilger, cela ne devrait pas empêcher le tribunal de relaxer *Libération* pour les mêmes motifs qui entraîneront, le 18 avril dernier, la mise hors de cause de

Parallèlement, les ministres se sont engagés à adresser des instructions semblables à leurs polices respectives dans trois domaines : les manifestations sportives, les manifestations indésirables en provenance de pays extérieurs à la CEE, les manifestations « non politiquement motivées », c'est-à-dire les rassemblements sportifs ou culturels. Il s'agit à chaque fois, d'exister sur l'échec de l'information préalable. Les pays qui ont été ainsi convaincus que souvent, la réaction s'emportait sur la communication. Ainsi la Grèce n'a pas informé complètement l'Italie du récent détournement à Athènes du Boeing de la TWA, alors que l'appareil se dirigeait vers le plein-est de l'Angleterre. Les ministres ont aussi insisté sur la surveillance de ses supports lors de la finale tragique de Bruxelles, enfin, des étrangers non adhérents d'un pays de la CEE, parce qu'ils sont jugés suspects pour des raisons d'ordre public, parviennent à pénétrer sur le territoire européen par un autre pays. Une preuve supplémentaire de l'absence de coopération futuriste, à l'exemple du projet de M. Scalfaro, la coopération européenne doit d'abord apprendre le b-a-ba de la coopération policière...

EDWY PL ENEL

Que M. Georges-Paul Waguez ait passé au trebuchet, après l'audition des derniers témoins, les enquêtes de *Libération* que son client, M. Jean-Marie Le Pen estime dufusmatistes, et qu'il ait été accusé d'être le chef de contractions et qu'il ait ainsi soutenu qu'il y avait eu intention de nuire, malveillance, falsification et envoi de fautes, l'aurait-il rendu choqué ? Son côté V. V. ? M. Jean-Paul Lévy et Henri Loecherer se seraient employés à démontrer au contraire la sincérité, la rigueur dans la collecte des informations, la convergence de ces informations en faisant valoir, d'abord, la légitimité d'une telle démarche, l'état tout actuel. Mais, en second lieu, l'absence de tout lien entre cette affaire entre parties du représentant du ministère public, M. Philippe Bilger qui, dans le précédent procès, le chef de contractions avait causé, le chef de contractions avait

présence même à l'annonce de ce dernier « pesait d'un grand poids et tendait à faire d'un lieu de débats juridiques un lieu de rapports de forces ». Mais surtout, à ses yeux, l'actuel président du Front national ne peut demander la condamnation de Libération après avoir, en 1962, justifié la torture au nom d'une morale de l'efficacité pour ensuite rechercher une efficacité de la morale en niant avoir été mêlé à cette torture.

Il est vrai que *Libération* est allé au-delà des articles du *Canard enchaîné* en rapportant des témoignages qui n'accusent pas seulement l'ancien lieutenant du premier REP de torture, mais le présentent aussi comme l'auteur d'exécutions sommaires. Pour M. Bilger, cela ne devrait pas empêcher le tribunal de relaxer *Libération* pour les mêmes motifs qui entraîneront, le 18 avril dernier, la mise hors de cause de

l'insubordonné. Quelqu'un qui a approuvé le principe de la torture, disait ce jugement, ne peut se considérer atteint dans son honneur et sa conscience s'il est accusé de l'avoir pratiquée. Pour M. Bilger, c'est évident. On ne peut pas se défendre avec des arguments pratiques, mais avec des principes. C'est-à-dire la mort. C'est, en tout cas, selon lui, une question qui peut et doit se poser.

En revanche, il ne se pose aucunement la question de la *Loi de Libération*. « M. Le Pen, a-t-il dit, fait partie de cette cohorte d'hommes publics et politiques pour lesquels la presse a le droit et le devoir de rechercher qu'il n'est ou ce qu'il n'est pas. Et donc, à ce point de vue, part, qui donne à connaître de l'imprévisible dans ce monde étonnamment figé, qui peut être provocant, mais pas nécessairement perturbant. S'il s'agit du plus bel état d'esprit d'un homme, il n'y a rien de dérangeant. »

« L'enquête menée sur le passé de M. Le Pen, a dit M. Bâgé, est peut-être critiquable sur certains points mineurs. Elle présente sans doute des insuffisances, mais elle soumet aux lecteurs des situations particulières vérifiées, sans chercher à les généraliser. Le tribunal ne pourra avoir la conviction que la démarche n'a pas été sincère, alors que l'auteur de l'enquête a été le premier à reconnaître lui-même certaines erreurs... Pour paraphraser une maxime de la sagesse grecque : « Vous relaxerez l'libération pour la simple et unique raison que, en l'espèce, M. Le Pen a juridiquement tort. »

JEAN-MARC TILLOTTEYRE

Dans un appel téléphonique à l'Agence France-Presse, un correspondant anonyme qui a donné des précisions permettant d'authentifier

● **Un trafiquant de drogue arrêté dans l'Ardèche** — Joseph Antoine Restori, soixante-deux ans, évadé en 1983 d'une prison italienne, où il purgeait une peine de vingt-six ans de prison pour infraction à la législation sur les stupéfiants, vient d'être arrêté à Roche (Ardèche). Inculpé de détentions d'armes — les policiers ont trouvé dans sa villa ardéchoise une quinzaine d'armes à feu et leurs munitions — il est détenu à la prison de

guit et de deux complices, Michel Drot et Jean Guillermet, au mois de novembre 1979 à San-Remo (Italie) alors qu'il fabriquait de l'héroïne dans un laboratoire installé dans les locaux d'une fabrique d'eau ga-

● **Vingt-deux tonnes de cigarettes blanches saisies au large d'Ouessant.** — Vingt-deux tonnes de cigarettes ont été saisies par la douane, dans la soirée du jeudi 20 juin, sur un caboteur panaméen, le *Roye*, au large d'Ouessant. A bord se trouvaient

deux marins grecs, deux chiliens, un argentin et un uruguayen et deux mille deux cents cartons de tabac blond représentant une somme de 8 millions de francs — plus d'un million de paquets de cigarettes — sur le marché français. (L'Esp.)

● **Correction spéciale pour certaines épreuves du baccalauréat.** — Un barème de correction spécial sera adopté pour les épreuves de mathématiques des baccalauréats « C » et « D », dans les académies de Bordeaux, Limoges, Clermont-Ferrand, Orléans, Caen, Rennes, Nantes et Poitiers, afin de tenir compte de la difficulté excessive de certaines questions.

هكذا من الأمل

[illegible]

L'H



**COM
HOTEL**

150 من المال

LA CEE A ROME

européenne va être...
lité et le trafic de dro...

Le Sud est-il en train de changer de discours et de rêves ? La visite éclair du président de la République - deux jours, le 24 et le 25 juin, - pour parcourir cinq départements sera une nouvelle occasion de se poser la question. Le discours traditionnel de la région se nourrissait d'une nostalgie et d'une revendication : comment préserver cette « civilisation de la vigne » qui avait fait la richesse des départements côtiers mais, parallèlement, freiné l'industrialisation de la région ? On le tient encore et avec de solides arguments. En quelques années la région a connu un véritable cataclysme démographique : la proportion de sa population agricole est passée de 31 % à 11 %, et son taux de chômage est devenu un des plus élevés de France. Aujourd'hui, imperceptiblement, le ton change. Symbole de ce frémissement : le dynamisme de Montpellier, ville chantante, ville spectacle, ville universitaire de pointe, dont le rôle de capitale régionale est désormais reconnu sinon accepté de grand cœur. On s'aperçoit progressivement que ce Midi, paradis des rentiers de la vigne et du soleil, peut aussi attirer les industriels, les ingénieurs et les agriculteurs du vingt et unième siècle. C'est donc cet esprit qu'est accueillie l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, dont la seule annonce faisait il y a peu jeter, de partout, des hauts cris. Nouveaux défis plus que nouvelles épreuves pour ce pays qui, après tout, peut retrouver aux avant-postes de l'Europe méditerranéenne cette « vocation pélagre » qui fut toujours la sienne.

LE PEN PENDANT LA CEE

nant du ministre... la relaxe de l'Europe

Le Sud est-il en train de changer de discours et de rêves ? La visite éclair du président de la République - deux jours, le 24 et le 25 juin, - pour parcourir cinq départements sera une nouvelle occasion de se poser la question. Le discours traditionnel de la région se nourrissait d'une nostalgie et d'une revendication : comment préserver cette « civilisation de la vigne » qui avait fait la richesse des départements côtiers mais, parallèlement, freiné l'industrialisation de la région ? On le tient encore et avec de solides arguments. En quelques années la région a connu un véritable cataclysme démographique : la proportion de sa population agricole est passée de 31 % à 11 %, et son taux de chômage est devenu un des plus élevés de France. Aujourd'hui, imperceptiblement, le ton change. Symbole de ce frémissement : le dynamisme de Montpellier, ville chantante, ville spectacle, ville universitaire de pointe, dont le rôle de capitale régionale est désormais reconnu sinon accepté de grand cœur. On s'aperçoit progressivement que ce Midi, paradis des rentiers de la vigne et du soleil, peut aussi attirer les industriels, les ingénieurs et les agriculteurs du vingt et unième siècle. C'est donc cet esprit qu'est accueillie l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, dont la seule annonce faisait il y a peu jeter, de partout, des hauts cris. Nouveaux défis plus que nouvelles épreuves pour ce pays qui, après tout, peut retrouver aux avant-postes de l'Europe méditerranéenne cette « vocation pélagre » qui fut toujours la sienne.

La visite du président de la République en

Languedoc-Roussillon

La région change d'image

Rêves du Sud

Le Sud est-il en train de changer de discours et de rêves ? La visite éclair du président de la République - deux jours, le 24 et le 25 juin, - pour parcourir cinq départements sera une nouvelle occasion de se poser la question. Le discours traditionnel de la région se nourrissait d'une nostalgie et d'une revendication : comment préserver cette « civilisation de la vigne » qui avait fait la richesse des départements côtiers mais, parallèlement, freiné l'industrialisation de la région ? On le tient encore et avec de solides arguments. En quelques années la région a connu un véritable cataclysme démographique : la proportion de sa population agricole est passée de 31 % à 11 %, et son taux de chômage est devenu un des plus élevés de France. Aujourd'hui, imperceptiblement, le ton change. Symbole de ce frémissement : le dynamisme de Montpellier, ville chantante, ville spectacle, ville universitaire de pointe, dont le rôle de capitale régionale est désormais reconnu sinon accepté de grand cœur. On s'aperçoit progressivement que ce Midi, paradis des rentiers de la vigne et du soleil, peut aussi attirer les industriels, les ingénieurs et les agriculteurs du vingt et unième siècle. C'est donc cet esprit qu'est accueillie l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, dont la seule annonce faisait il y a peu jeter, de partout, des hauts cris. Nouveaux défis plus que nouvelles épreuves pour ce pays qui, après tout, peut retrouver aux avant-postes de l'Europe méditerranéenne cette « vocation pélagre » qui fut toujours la sienne.

PRÉSIDENT du conseil général de l'Aude depuis 1973, président du conseil régional du Languedoc-Roussillon depuis mai 1983, Robert Capdeville, soixante-six ans, membre du Parti socialiste, répond aux questions que nous lui avons posées à la veille de la visite du président de la République.

« Le Languedoc-Roussillon est une région très dispersée, dans laquelle les préoccupations des départements sont parfois divergentes sinon opposées. Comment le conseil régional agit-il pour asseoir ou renforcer l'unité régionale ?

« C'est vrai que nous sommes une région jeune. Treize ans d'expérience, c'est peu au fond, et notre unité n'est pas achevée. Comment faire quand Nîmes est

commencer par promouvoir des projets communs aux cinq départements. Le premier emprunt régional de France, d'un montant de 450 millions de francs, sera lancé en septembre prochain et destiné à drainer l'épargne populaire vers l'économie régionale. Autre réalisation régionale : le développement d'un réseau ferroviaire aux couleurs de Languedoc-Roussillon, le TLR (Trans Languedoc-Roussillon), qui irrigue quotidiennement l'ensemble de l'arrière-pays, permettant ainsi aux gens de continuer à vivre là où ils le désirent.

« Pour la formation professionnelle, passée sous la responsabilité du conseil régional, les jeunes savent maintenant que nous les dirigeons vers des formations qui leur ouvriront la porte d'un emploi.

Cela semble nous réussir. Cette politique d'information tout terrain est bien partie, si l'on en croit un sondage qui nous révélait récemment que 65 % des décideurs régionaux de Languedoc-Roussillon avaient confiance en l'avenir de leur région. Cela tend à prouver que cette idée de région existe dans leur tête et qu'ils sont prêts à s'y consacrer si on leur en donne les moyens.

« Comment souhaitez-vous, en particulier, que s'organisent les relations entre la région et la capitale, Montpellier ?

« Franchement, je crois à la complémentarité entre Montpellier et le reste de la région. Je sais que certains croient l'affrontement inévitable. Indépendamment des hommes et des idéaux, nous ne pouvons nous passer les uns des autres. Nos intérêts sont

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

attirée par Marseille, Carcassonne par Toulouse ? Ce n'est pas évident. Le courant est long à remonter.

« En fait, le problème est triple : il n'y a pas de véritable force centripète qui équilibre l'ensemble du territoire ; le déséquilibre entre l'arrière-pays et le littoral est important ; il y a huit fois plus d'habitants au kilomètre carré dans l'Hérault qu'en Lozère. Certains, enfin, amplifient le débat entre régionalisme et départementalisme.

« Cela n'aide pas, mais, malgré tout, c'est un faux débat : les deux cents ans d'expérience des départements me convainquent que la région se construira avec eux.

« Fédérer cette région, c'était lui donner des outils et des moyens financiers importants, c'était créer une territorialité et permettre l'émergence de l'économie régionale. Pour cela il fallait

« Enfin, et pour les grands axes de notre politique, j'ai toujours dit que notre région ne s'en sortirait pas si elle continuait à se regarder le nombril. Mes services ont mis sur pied une véritable politique de relation avec l'extérieur, avec la Chine, le Japon, la Tunisie, la Toscane ou la Catalogne. En corollaire, nous ouvrons la région aux jeunes. Nous enverrons cette année soixante-quatre jeunes, des ambassadeurs de Languedoc-Roussillon, « vendre » notre région à toutes les étapes que comporte la première course de l'Europe de voile. Cela n'est bien sûr qu'un exemple.

« Pour asseoir et fédérer l'unité régionale, il était essentiel de nous faire connaître. Pour cela, il a fallu construire une image régionale. J'ai donc engagé depuis mon élection une stratégie de communication qui est un axe fondamental du projet politique régional.

étroitement imbriqués, qu'on le veuille ou non. Le Languedoc-Roussillon a besoin pour exister d'une métropole-phare. Mais il est évident que la ville de Montpellier se condamnerait elle-même à l'asphyxie si elle voulait jouer sa partie seule dans son coin. Nos centres de recherche par exemple souffrent de la sclérose, voire à la catastrophe, si d'un seul coup l'ensemble de leurs travaux ne trouvaient plus d'issue dans la production industrielle régionale. Nous contribuons à ce que cette relation existe dans notre région. Ce n'est pas simple, mais cela avance.

« Nous travaillons également chaque jour à développer des relations vitales entre Montpellier et l'arrière-pays : les nouvelles technologies, télématique, imagerie, annuaire électronique, câblage, seront des éléments décisifs pour combattre des inégalités géogra-



phiques et désenclaver le territoire.

« Autre élément important : le maire de Montpellier et nous sommes des socialistes de longue date. C'est là un ciment supplémentaire.

« Quelles devraient être, selon vous, les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Por-

rugal dans le Marché commun pour la région, ses agriculteurs et ses industriels ? Comment ceux-ci devraient-ils répondre, à votre avis, au défi qui leur est ainsi lancé ?

« Cet élargissement, tous les responsables de la région en connaissent le caractère inéluctable.

(Lire la suite page 12.)

L'HÉRAULT, LA DYNAMIQUE DE L'ACTION



Le département le plus informatisé de France

Des innovations exceptionnelles comme :

- la création d'un centre départemental de prévention contre le cancer
- le Centre de recherches et la station de lagunage de MÈZE

L'aménagement de la zone industrielle-portuaire de SÈTE-FRONTIGNAN

La création d'une station touristique à l'embouchure de l'Aude

L'émergence d'une viticulture de qualité.

CONSEIL GÉNÉRAL : LA PREMIÈRE FORCE DE L'HÉRAULT

HOTEL DU DÉPARTEMENT, 34062 MONTPELLIER CEDEX - TÉL. (67) 52-88-88

150

REPORTAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
Éléments et 160 kilomètres de

EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

DERNIÈRE STATION SUR LE LITTORAL

Un nouveau tourisme autour de l'Aude

SE fera-t-elle ? Ne se fera-t-elle pas ? La septième et dernière unité touristique du littoral de Languedoc-Roussillon, dans l'embouchure de l'Aude et qui intéresse les deux départements de l'Hérault et de l'Aude, se fera-t-elle ? Prévue au programme de la mission interministérielle présidée par M. Pierre Racine, dont le rôle est actuellement terminé, réclamée par la Société d'économie mixte d'aménagement du Biterrois et de son littoral (SEBLI) et par les milieux du commerce et de l'industrie du Narbonnais, guidée par les entreprises du bâtiment et des travaux publics, elle était combattue notamment par des mouvements écologistes ou de protection de la nature.

Depuis cinq ans les conditions ont changé. En 1983, les élus du Languedoc-Roussillon, représentaient l'aménagement à leur compte et réalisaient une unité politique allant du maire de Béziers, M. Georges Fontès (modéré d'opposition) à celui de Montpellier, M. Georges Frêche, (Parti socialiste).

Trente communes en cause

Note discordante dans cet hymne à plusieurs voix, celle d'Yves Rouquette, écrivain occitan au verbe coloré : « Je ne vois pas de raison pour que s'arrête le bétonnage programmé (...). Le PC aussi s'inquiète : il dénonce les risques que feraient courir à l'agriculture le recalibrage et les élargissements du lit de la rivière et les remontées de sel qu'ils entraîneraient.

Pour répondre à ces craintes, le projet d'aménagement s'est élargi. Dans cette zone de terres basses, humides, cernées de garrigues, de vignes, parsemées d'îlots boisés, terres longtemps incultes, à la limite indécise des eaux salées, où se devine encore, légèrement au

nord de l'embouchure actuelle, l'ancien lit de l'Aude, pas question de refaire une agglomération touristique à l'image de ses sœurs aînées !

Est-il possible de concilier emploi et environnement ? Oui, répondent les élus régionaux, grâce à un aménagement intégré, prenant en compte le tourisme, certes, mais un tourisme diffus, partagé entre le littoral et l'arrière-pays, perçu comme un complément de ressources pour l'agriculteur, le commerçant, l'artisan.

Le moteur politique a été créé sous la forme d'un syndicat mixte, présidé en alternance par un élu héraultais et un élu audois. Il regroupe, de part et d'autre du fleuve, une trentaine de communes, dont deux seulement sont littorales, Fleury-d'Aude et Vendres, dans l'Hérault, couvrant environ 20 000 hectares et rassemblant quelque 22 000 habitants. Une mission d'étude a été confiée à l'agence touristique de Languedoc-Roussillon (ATLR), dirigée par un urbaniste, M. Philippe Jouvin, et à la Compagnie nationale du Bas-Rhône-Languedoc.

« Leur travail consiste, dit M. Raymond Dugrand, vice-président du conseil régional, adjoint au maire de Montpellier, et secrétaire du syndicat mixte, à dessiner un programme général sans contrainte, que l'architecte en chef, à désigner à l'automne, définira.

« Les grandes stations, ajoutait-il, — il fallait les faire, — sont plus des réponses nationales que régionales. Elles représentent un aménagement national fait dans la région. Aujourd'hui, le marché de ces stations se ferme. On ne peut plus refaire La Grande-Motte. La basse vallée de l'Aude possède un arrière-pays proche.

As lieu d'une grosse opération bétonnante, aménageons toute une zone de l'embouchure jusqu'aux Corbières et au Minervois. « Le nom de cette station figure dans le contrat de plan État-région. Mais il ne faut pas attendre sa réalisation avant la fin du neuvième plan ou le début du dixième. »

Les objectifs liés à l'agriculture (protection des terres, assainissement, drainage, irrigation, diversifi-

cation) sont confiés à l'Association interdépartementale de la basse plaine de l'Aude (AIBPA), créée depuis 1945, la plus ancienne assiette de coordination. Les autres objectifs de l'aménagement hydraulique (navigation, plans d'eau de loisirs, débouchés en mer, voies de communication, installations portuaires, zones artisanales et industrielles, etc.), relèvent d'une

vocation touristique, aquacole, artisanale et industrielle, seront gérés soit directement par le syndicat mixte, soit par un opérateur désigné.

Les présidents du conseil régional et des conseils généraux (Aude et Hérault) ont saisi l'ATLR de trois questions qui conditionnent l'ensemble de l'aménagement : la liaison entre le littoral et le canal du Midi, en utilisant par exemple le canal de la

Robine, qui traverse Narbonne, la desserte de la rive droite de l'Aude et la traversée du fleuve, les plans d'eau aménageables tant dans l'arrière-pays que sur la partie littorale.

Le président Capdeville est optimiste. « Cette dernière station du littoral, dit-il, dernière réalisation de très grande envergure régionale, révélera la conception d'un nouveau tourisme axé sur la satisfaction des besoins des villes, habitants et stations locales. Elle permettra d'assurer par le biais fluvial (Aude, Robine, canal de jonction, canal du Midi) une bonne irrigation entre le littoral et l'arrière-pays. Elle sera intégrée par un aménagement cohérent, qu'il soit rural et agricole, halieutique et aquacole, touristique, artisanal et industriel. »

Zone charnière

Gérard Soumède, président du conseil général de l'Hérault, premier président en exercice du syndicat mixte, partage cette conviction.

« Je suis persuadé, dit-il, que nous sommes en présence d'un projet très important, et sa première importance est politique. »

« La région, ajoute M. Soumède, qui participe activement à nos travaux et qui fait partie intégrante du syndicat mixte, tient là un dossier de première grandeur, qui est de nature à conforter son existence même et son rayonnement. Zone charnière, mais aussi zone fragile, l'espace Béziers-Narbonne-Minervois-Corbières constitue pour nous un enjeu capital. »

ROGER BECIAUX.

(1) Les six autres stations, centres d'unité touristique, sont La Grand-Motte, Cap-d'Agde, Gruissan, Port-Leucate, Port-Barcarès et Saint-Cyprien.

Carcassonne dans le souvenir de Victor Hugo

Si j'étais maire de Carcassonne... Victor Hugo, passant dans la cité au retour d'Espagne, avait son idée sur les initiatives artistiques à prendre. Il voit grand : remparts assésés, cours d'amour, trains spéciaux venus de l'étranger...

Pensait-elle au poète, la municipalité de 1908 qui offrait les remparts à l'art dramatique avec la volonté d'attirer des milliers de visiteurs ? Le premier programme ébauchait la Fête de Roland, du Lunellois Henri de Borrier, de l'Académie française ; mais le suivant, en 1909, ouvrait les portes aux Burgues de Victor Hugo.

Après une longue période de relâche, dans tous les sens du terme, Jean Deschamps prenait possession des lieux en 1957 avec l'ambition de rivaliser... avec Avignon.

De nouveau, quelques années plus tard, le Festival vieillit d'années en indifférence, de polémique en malentendu, de Charybde en Scylla. Jacques Echantillon, qui avait succédé à Jean Deschamps, choqué à vide les gradins. Après lui, Gilles Duret fit revenir le public sans résoudre le déficit financier. Enfin, Jean Alary, ancien collaborateur

de Deschamps, rétablit les finances, opération tout à fait méritoire mais acquise aux dépens de la programmation.

Retour aux sources : voici Jean Deschamps revenu, avec un contrat de trois ans.

Ceux qui l'ont connu à la tête du Centre dramatique régional, aux premiers jours de la création de l'établissement public régional, croient l'entendre s'adresser à ses collègues du comité économique et social, réclant, pour réclamer leur aide à la culture, en provenance, les vers mistraliens de Miréou ou de Calendau !

Pour la première année de son nouveau proconsulat, du 3 au 29 juillet, il fonde son programme sur le théâtre, la danse et la musique.

Il propose le Transsibérien, sur le poème de Blaise Cendrars, opéra « ferroviaire », avec projections cinématographiques géantes, et, pour artistes, Jane Waeles et la compagnie Maurice Béjart sur une musique d'Antoine Duhamel ; Noces de sang, de Lorca, dans une version asiatique, par la compagnie sud-coréenne Jayu ; Britannicus de Racine, en coproduction avec Vaison-le-Romaine ; et une créa-

tion, l'Arbre à soleils, à partir du recueil d'Henri Gougaud.

La danse rassemble Patrick Dupond et sa compagnie, le Ballet national de Marseille, les ballets de Roland Petit et le Ballet national de Hongrie.

Pour la musique, le Requiem de Berlioz, avec l'orchestre du Capitole de Toulouse, dirigé par Michel Plasson ; un concert George Gershwin, par l'orchestre de Lyon sous la direction d'Emmanuel Krivine, avec Yehudi Menuhin.

Jazz et variétés complètent le programme avec Touré Kunda, Count Basie, Michel Jonasz.

Enfin, des expositions seront consacrées aux toiles, pastels et dessins de Roger Montané et de Gérard Titus-Carmel.

Pour l'année du centenaire de sa mort, Victor Hugo est absent. Mais Jean Deschamps songe déjà au trentième anniversaire du Festival, qui sera célébré l'an prochain.

Il a toujours reconnu à la cité une vocation médiévale : « Trente ans après, dit-il, on se souvient de la Chanson de Roland. » Ses projets sans doute en tiendront compte.

R. B.



Montpellier la surdouée.

La beauté de Montpellier, la fougue de ses Responsables donnent envie de se surpasser. Regardez Anjoul... là, je ne suis inspiré. Ricardo BOFFI, Architecte.

Si le concours de Bagnolet m'a révélé, c'est Montpellier qui m'a lancé. Congrès, suivi, encouragé... là je prends un plaisir fou à danser. Dominique BAGUET, Directeur du Centre Chorégraphique National.

80 musiciens, un Opéra, des milliers de mélomanes... Pour moi, Montpellier est le rêve ! Le lever du public est tel que quelle traversée littéralement fantastique. Cyril DIEDERICH, Directeur de l'Orchestre Philharmonique de Montpellier-Languedoc-Roussillon.

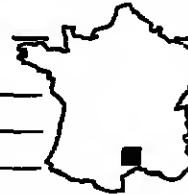
Je ne me suis jamais autant amusé que depuis mon arrivée à Montpellier. Spectacles, mises en scènes... je suis déchaîné, à l'image de cette ville qui n'arrête pas de bouger. Jérôme SAURY, Directeur du Centre Dramatique National de Languedoc-Roussillon.

Quand on m'a proposé de quitter la mission que j'avais à l'Opéra Comique de Paris pour assurer la direction de l'Opéra de Montpellier, j'ai refusé. On ne refuse pas une carte blanche à la créativité. Le programme de l'année sera superbe, je suis comblé. Henri MAIER, Directeur de l'Opéra de Montpellier.

Depuis 8 ans, sous l'impulsion de son Député-Maire Georges FRÊCHE, Montpellier a passé la vitesse supérieure et connaît un double "Bang" scientifique et culturel. Dans le creuset montpelliérain s'imaginent les technologies du futur et les spectacles de demain. Cet écosystème a déjà séduit bon nombre d'industriels désireux de trouver un cadre épanouissant. Si vous êtes tentés, apportez votre société... et votre tenue de gala car à Montpellier le spectacle est permanent et les feux de la rampe ne s'éteignent jamais.

Pour recevoir un dossier complet sur les possibilités d'implantation de votre entreprise, retournez ce coupon à :
M. le Directeur du District de Montpellier
14, rue Marcel-de-Serres - 34000 MONTPELLIER-FRANCE
Tél. : (67) 52.18.19 - Télex : 490531 F

M./Mme : _____
Société : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Fonction : _____



NI MONTPELLIER, NI BARCELONE, MAIS PERPIGNAN

Comment être catalan ?

(Suite de la première page.)

C'est cela le Roussillon : l'ombre du Canigou, une petite route de verdure entre des montagnes qui, au nord, marquent la fin du pays gavaix - l'étranger, - et, au sud, cachent une Espagne qu'il n'est pas sûr de voir.

C'est dans ce mouchoir de poche, aujourd'hui terre de vignes et de vergers, que sont passées et repassées au fil des siècles, tantôt venant d'Espagne et tantôt d'Italie, tantôt d'Afrique, tantôt de Barbarie, des peuplades entières brunes et blondes, qui se sont fixées, mêlées et enracinées. De là, des noms de lieux portent encore la marque des Celtes, des Grecs, des Romains, des Wisigoths et des Maures. Ballotté par l'histoire, depuis ce temps où, au milieu des ébous et des mammons, l'homme de l'antiquité - dont le crâne découvert depuis peu est la gloire du pays - tentait de survivre sur les versants des Corbières, le Roussillon est devenu français par le plus grand des hasards.

Au milieu de la Bidassoa, sur l'île des Faisans, le 7 novembre 1659, un Italien et un Espagnol, en signant la fameuse paix des Pyrénées, scellaient le sort de ce bout de Catalogne qui ne demandait rien à personne. Depuis, grâce à Mazarin, les Catalans du Roussillon tentent de concilier l'Espagne en eux, qui pousse un peu sa corne, avec l'irrésistible penchant bien français d'être partout en pays conquis.

Les influences contradictoires enrichissent les peuples ; elles les déchirent aussi. Ce n'est pas toujours confortable d'être assis entre deux cultures. A-t-on donné aux Roussillonnais d'autres choix que l'hybridité ou le repliement sur soi ? Cette communauté, que les siècles avaient forgée, coïncide entre le mépris du Sud et l'arrogance du Nord, s'enferme dans sa coquille. Sa langue se fit caraque, à quelques kilomètres de là, l'école de Jules Ferry passait au latinier la vieille langue occitane, elle restait impuissante devant le mur du dialecte catalan qu'elle ne pouvait pas réduire à l'état de patois puisqu'il se ressourçait à volonté de l'autre côté des Pyrénées. Les langues particulières font les peuples particuliers.

An-dela de Salces commençait donc le pays gavaix, l'Aude ; plus loin encore, cela n'a même pas de nom. Les Catalans du Roussillon, gens aimables, enjoués, sentimentaux même lorsqu'ils sont entre eux, éprouvent en général un sentiment de gêne en présence de l'autre, celui qui débarque avec ses gros sabots, venu d'ailleurs. Ils forcent leur caractère, ils en rajoutent, ils donnent d'eux une image déformée. Il n'en faut pas davantage pour faire une mauvaise réputation. Quand « l'étranger » est là, le naturel, chez eux, ne revient jamais au galop. Même dans leurs sardanes rituelles, servies en pâture aux touristes, ils ne peuvent arracher le masque.

Un éternel état d'âme

Dramatique malentendu. La situation que connaît aujourd'hui le Roussillon est le fruit vénérable d'un éternel état d'âme. Ils savent mieux que personne pourtant, ces gens-là, se retrouver les manches. Quel exemple a été, dans les années 60 et 70, leur agriculture ! Souvenez-vous de ces énormes publicités à la gloire des banyuls et rivesaltes. Elles firent le tour de France et la renommée d'un terroir qui ne devait ses bons vins qu'aux seuls rayons du soleil. Astucieux, l'agriculteur catalan a diversifié ses productions, plan-

tant ici des arbres fruitiers, là des légumes, investissant dans les serres. Une bonne année pour le rivesaltes, une récolte exceptionnelle, cela suffisait pour faire monter en flèche les ventes chez Mercedes et BMW.

Une autre manne pouvait s'abattre sur ce pays béni des dieux : le tourisme. De Port-Barcarès à Collioure, la côte roussillonnaise est devenue un gigantesque « bronze-ni », pour l'équipement duquel les élus locaux n'ont épargné ni énergie ni deniers publics. Le soleil, voilà bien l'âme de ce pays, son image de marque. On pouvait bien jeter un voile pudique sur la violence de la tramontane, les orages destructeurs, les désagréments de la « marinade », les brusques variations de température en hiver : le soleil éblouissait tout et Ricardo Bofill était bien inspiré de construire au Perthus, à l'endroit où se rejoignent les autoroutes française et espagnole, une similitude pyramide aztèque, symbole, ô combien éloquent, du culte voué à l'astre du jour.

C'est que le soleil avait aussi son alibi scientifique. Si, sur les plages, il se contentait de rougir les peaux blanches par les villes nordiques, là-haut sur la montagne, dans la merveilleuse Cordagne, il ouvrait la voie des énergies douteuses. Le professeur Félix Trombe inventait son fameux mur et apportait, avec le tour solaire d'Odeillo, une pierre précieuse à la recherche scientifique.

Il fallait une couronne à cette Cordagne qui brillait de mille feux : le président Valéry Giscard d'Estaing la lui offrit sur un plateau : elle s'appela Thémis. Aux autres le nucléaire, au Roussillon la « centrale solaire ». Cette fois, le créneau était trouvé. Au début du siècle, le Roussillon, autour de Collioure et de

Cérêt, avait failli devenir terre d'élection des maîtres de la peinture. Ceux-ci avaient finalement préféré une Côte d'Azur qu'ils jugeaient plus hospitalière et dont ils firent la renommée. On avait raté le coche une fois : cela ne se reproduirait plus ; l'avenir du Roussillon serait solaire. Des cébrités d'un côté - c'était la grande époque de Rainer à Collioure - l'université de Perpignan de l'autre : on avait tous les atouts en main.

Les vieilles haines

En bien, c'est coupé ! En 1985, le Roussillon broie du noir et ne peut qu'être saisi de vertige devant sa dégringolade. Il a bel et bien disparu le vigneron catalan des affiches qui, les yeux brillants et les joues pleines, offrait des rivesaltes pour l'apéritif. Les visages à nouveau se sont fermés. Le vin doux naturel, d'abord, on n'en vend plus. C'est comme ça. Peut-être en a-t-on trop fait, peut-être n'était-il pas toujours d'égale qualité. De toute façon, c'est la fante du consommateur : il ne sait boire que du pastis ou du whisky.

Les fruits et légumes, ce sont des cultures en sursis ; vous allez voir lorsque l'Espagne fera son entrée dans le Marché commun. D'ailleurs, on voit déjà. Les Espagnols ne se gênent pas pour envoyer dans toute l'Europe des

maintenant leurs productions. Et, en plus, leurs camions traversent sans vergogne les Pyrénées-Orientales. Alors si, de temps en temps, des chargements entiers échouent dans les fossés de l'autoroute, ils l'ont bien cherché.

Ah ! l'Espagne ! On encaisse mal, en Roussillon, son adhésion à l'Europe. Les vieilles haines ressurgissent. La discipline espagnole ? Son respect des règlements ? Personne n'y croit. La méfiance est de mise. Le même qui, à la fin de la guerre d'Espagne, accueillait les républicains espagnols entassés comme du bétail sur les plages roussillonnaises. Face au déferlement redouté des productions ibériques, le Roussillon se tasse, fait le gros dos, boude. Il ne veut pas saisir sa chance de tisser des liens étroits, exclusifs, avec la Catalogne espagnole et sa capitale, Barcelone.

Ainsi, d'autres s'engouffrent dans la place laissée vide. A commencer par Georges Frêche, le boulimique maire socialiste de Montpellier, qui multiplie les échanges avec Barcelone. Toulouse, à son tour, est saisie par le futur depuis la construction du tunnel du Cadi, qui améliore ses communications avec l'Espagne.

Que fait le Roussillon pendant ce temps ? Il fait bande à part. Ni Montpellier ni Barcelone, mais Perpignan, semblent dire ses élus. Paul Alduy, maire UDF de Perpi-

gnan, demande la création d'une région catalane. Il reproche à Montpellier, non sans raison, d'ailleurs, de tout occuper : les subventions, les usines, le cultive. Pour le Roussillon, l'avenir, c'est les autres. Même le soleil ne brille plus comme avant : la centrale Thémis est en voie d'abandon, les plages seraient parmi les plus polluées de France. Tout cela alimente une amertume toujours prête à sourdre chez ces êtres si fiers et, après tout, si vulnérables. Ils ont besoin, alors, de boucs émissaires. Cela peut être l'État, la région, l'Espagne ou bien encore ces communautés qui vivent parmi eux et sont, disons-le, sources de délinquance et d'insécurité : les gitans et les Arabes. Aux dernières élections cantonales, le Front national a recueilli 21,75 % des suffrages à Perpignan. Plus que le PS.

Où va le Roussillon ? Lecteurs inconditionnels de l'Indépendance, le journal Riera est tout étonné que le 1^{er} janvier prochain, - les Catalans du Roussillon ont raison d'être communiés dans la musique du chanteur du cru, Jordi Barre. Mais le train de l'histoire ne restera pas indéfiniment en gare de Perpignan. Quand bien même elle serait, comme l'affirme Salvador Dalí, le centre du monde !

BERNARD REVEL

LE PREMIER « PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ »

Bruxelles aide la Lozère

La Lozère est le seul département français à bénéficier d'un programme de développement intégré (PDI), opération d'urgence financée avec l'aide de la Communauté économique européenne. C'est le 14 mai 1982 après une longue bataille animée par Jacques Blanc, député PR, et chef de file de l'opposition dans la région, que la Commission des Communautés approuvait les mesures inscrites dans ce programme, dont la durée a été fixée à cinq ans.

A Bruxelles, on est parti d'un constat : habituellement, pour favoriser le développement d'une région, on multiplie de façon plus ou moins efficace les programmes d'aide. Pourquoi ne pas promouvoir un développement global intégrant à la fois les activités économiques, les équipements et la formation professionnelle ? Les responsables de la CEE ont choisi d'appliquer cette méthode dans une contrée en voie de désertification et durement touchée par l'exode. La Lozère, avec 74 000 habitants est devenue le

département le moins peuplé de France.

À un niveau communautaire, le Fonds européen d'intervention et de garantie agricole (FEOGA), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds européen de développement régional (FEDER) apportent leur contribution financière, confortée par des aides de l'État français, des subventions du conseil général de la Lozère et de la région Languedoc-Roussillon.

Dans le cadre du FEDER « sous quota », la CEE rembourse à la France des dépenses engagées sur les routes nationales inscrites au plan régional Massif Central : RN 9, 106 et 88. Ainsi, les autorisations de programmes ont quadruplé en Lozère entre 1980 et 1985.

Les crédits du FEDER « hors quota » destinés aux équipements économiques (4 139 000 francs) ont permis d'aider notamment plusieurs coopératives artisanales et de promouvoir le tourisme rural : aménagement de gîtes, installation d'un centre de vol à voile sur le causse Méjean et d'infras-

tructures d'accueil au Ventoux, en Margeride.

Les concours obtenus auprès du FSE (4 300 000 francs) ont permis d'aider des organismes socio-professionnels à organiser des stages destinés aux agriculteurs et aux artisans.

Enfin, le montant des remboursements effectués par le FEOGA et représentant 40 % des dépenses publiques allouées atteignent à la fin décembre 1984 l'importante somme de 13 468 000 francs. Il est vrai que dans le secteur agricole, les opérations sont engagées tous azimuts : travaux de drainage et d'assainissement, remise en valeur des terres en friche, améliorations pastorales et constructions de bâtiments d'élevage. Simultanément, avec l'appui de la chambre d'agriculture, des contrats technico-économiques ont été signés avec les exploitants.

Toutes ces dispositions sont accueillies avec la plus grande satisfaction par les élus lozériens, qui sont brutalement devenus des Européens convaincus.

JEAN-MARC GILLY

La SADH : rassembler les virtualités de l'Hérault

par Marcel VIDAL

N'en doutons pas. La véritable chance de l'économie mixte, aujourd'hui, est la conséquence logique du double échec que présentent les sociétés de l'époque moderne : le communisme étatique et le capitalisme sauvage. C'est parce que ces deux modes de développement sont frappés par le rejet des partenaires que l'économie mixte présente un avenir possible envisagé par tous. Par ailleurs, il faut ajouter que la décentralisation, en confiant aux communes et aux départements des prérogatives inédites mais aussi des responsabilités nouvelles, exige de la collectivité communale et départementale une attention et une participation à la vie économique inusitées. Dans ce cadre encore mal défini, l'économie mixte, en conjuguant efficacité économique et satisfaction de l'intérêt général, présente des atouts qui la servent.

Dans le département de l'Hérault, les conseillers généraux n'ont pas attendu la décentralisation issue des lois récentes pour prendre leur destin en main. Ils l'ont fait voilà déjà vingt ans. Et c'est le président BÈNE qui montra le chemin en refusant que l'État seul décide des modes d'aménagement des stations nouvelles du littoral languedocien et en créant la SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT (SADH). La décision du président BÈNE très opportune quant à l'aménagement des plages, il fallait l'enrichir en diversifiant les initiatives de la SADH en direction de l'arrière-pays de notre département. C'est ce que mes collègues, membres du conseil d'administration, et moi-même, nous nous attachons à concrétiser avec volonté et détermination. L'arrière-pays, riche de ses spécificités, souffre de la crise économique et de son relatif isolement. L'économie mixte a là une nouvelle carte, un rôle essentiel à jouer.

La SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DU DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT a donc à cœur de travailler dans tout le département, car l'espace départemental est l'espace d'une société d'économie mixte où le conseil général détient la majorité du capital. Cette mission, notre société la réa-

lise avec le concours des organismes publics, des institutions créées par le département, de la Caisse des dépôts et consignations, de la Compagnia du Bas-Rhône, etc.

Trois exemples montrent la diversité de la tâche de la SADH. Le premier concerne cette action entamée pour mettre en valeur le patrimoine de la vallée de l'Hérault, le patrimoine le plus divers, puisqu'il concerne autant les édifices architecturaux que le patrimoine plus directement lié aux traditions écrites ou orales. Cette mise en valeur du patrimoine va d'ailleurs déboucher prochainement sur une convention qui engagera à parité le ministère de la culture et le département de l'Hérault. Deuxième exemple, les logements, qui décrivent l'effort fait par la SADH pour permettre aux communes rurales de réaliser des équipements d'hébergement légers et confortables, et dont la souplesse évite de rompre les équilibres dans la vie des villages. Enfin, troisième exemple, les Logis d'or pour offrir à tous ceux qui ont quitté le département pour aller travailler dans les grandes métropoles, une fois le temps de la retraite venu, de bonnes conditions de logement. Quelle mission plus significative pour la SADH que celle de montrer aux émigrés du travail que le pays ne les a pas oubliés, que le pays engage un effort décisif pour que le moment de la retraite soit le plus agréable. Il y a là comme un exemple de la fidélité aux anciens.

Ces exemples prouvent le souci de la SADH d'affronter le présent dans les meilleures conditions, d'être sans cesse à l'écoute de ce qui vit et de ce qui est souhaité. Ainsi en est-il de notre détermination d'aller témoigner chez nos voisins de la Méditerranée (Tunisie, Italie, etc.) pour montrer ce qui nous a animés dans notre tâche d'aménagement. Ainsi en est-il de notre intention d'ouvrir avec l'Université des relations nouvelles empreintes de coopération et d'enrichissement mutuel.

Les paris sur la coopération et l'Université démontrent l'inébranlable volonté qui inspire les démarches de la société d'aménagement de notre département : ne rien négliger dans la réponse apportée aux défis du monde moderne.



DIPLOMATES A l'étr

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

Le président de la République a été reçu par le roi d'Espagne, le 23 juin 1985, à Madrid.

150 من الأمل

150 من الأسفل

ROUSSEAU

IS PERPIGNAN
lan ?

Les étrangers dans Paris...
La capitale serait bien morte, sale et provinciale, si tous les étrangers s'en retiraient...
Imaginons qu'un satrape dément bannisait soudain de la région parisienne tous les étrangers qui s'y trouvent. Pour plus d'un million et demi de personnes, ce serait l'exode, le retour au pays, une formidable diaspora vers cent trente-deux nations différentes.
Du jour au lendemain, les salons mondains et les loges de concierges, les suites des grands hôtels et les chambres de bonne auraient perdu une bonne partie de leur essence. Les ateliers de couture, les ateliers de montage automobile, les ateliers de textile, les chantiers de construction seraient stoppés. Sur les bancs des écoles et des universités, le cinquième des places serait vide et les salles de musée retourneraient à leur poussièreux silence.
Dans certains quartiers, la plupart des épiceries baisseraient leur rideau de fer, et partout des centaines de restaurants afficheraient « Fermé pour cause de départ ». Dans les appartements, dans les bureaux, sur les trottoirs, les ordures commencent à s'amonceler faute d'être enlevées.
Les « bons Français » se retrouveraient entre eux, au large. Mais leurs cités leur paraîtraient sans doute terriblement provinciales, moroses et sales. Elles seraient en tout cas à demi paralysées et même économiquement sinistrées.
Cette sociologie-fiction démontre par l'absurde à quel point le cosmopolitisme est devenu l'un des caractéristiques, l'un des éléments vitaux de la région parisienne.
Ce n'est pas un phénomène nouveau. A la Belle Époque, Paris intra muros hébergeait deux fois plus d'étrangers que Londres, Vienne ou Berlin. Après la première guerre mondiale affluèrent par vagues successives les exilés politiques, les artistes, les sans-travail attirés par la floraison des usines. Déjà un tiers des immigrants arrivaient clandestinement. Entre 1920 et 1930, la France fut, après les États-Unis, le deuxième

les aide la Loze

Les étrangers dans Paris...
La capitale serait bien morte, sale et provinciale, si tous les étrangers s'en retiraient...
Imaginons qu'un satrape dément bannisait soudain de la région parisienne tous les étrangers qui s'y trouvent. Pour plus d'un million et demi de personnes, ce serait l'exode, le retour au pays, une formidable diaspora vers cent trente-deux nations différentes.
Du jour au lendemain, les salons mondains et les loges de concierges, les suites des grands hôtels et les chambres de bonne auraient perdu une bonne partie de leur essence. Les ateliers de couture, les ateliers de montage automobile, les ateliers de textile, les chantiers de construction seraient stoppés. Sur les bancs des écoles et des universités, le cinquième des places serait vide et les salles de musée retourneraient à leur poussièreux silence.
Dans certains quartiers, la plupart des épiceries baisseraient leur rideau de fer, et partout des centaines de restaurants afficheraient « Fermé pour cause de départ ». Dans les appartements, dans les bureaux, sur les trottoirs, les ordures commencent à s'amonceler faute d'être enlevées.
Les « bons Français » se retrouveraient entre eux, au large. Mais leurs cités leur paraîtraient sans doute terriblement provinciales, moroses et sales. Elles seraient en tout cas à demi paralysées et même économiquement sinistrées.
Cette sociologie-fiction démontre par l'absurde à quel point le cosmopolitisme est devenu l'un des caractéristiques, l'un des éléments vitaux de la région parisienne.
Ce n'est pas un phénomène nouveau. A la Belle Époque, Paris intra muros hébergeait deux fois plus d'étrangers que Londres, Vienne ou Berlin. Après la première guerre mondiale affluèrent par vagues successives les exilés politiques, les artistes, les sans-travail attirés par la floraison des usines. Déjà un tiers des immigrants arrivaient clandestinement. Entre 1920 et 1930, la France fut, après les États-Unis, le deuxième

ATIONALE SUPERIEURE
CHIMIE DE MONTPELLIER

DIPLOMATES, CADRES, ÉTUDIANTS...

A l'étranger dans Paris

La capitale serait bien morte, sale et provinciale, si tous les étrangers s'en retiraient...

Imaginons qu'un satrape dément bannisait soudain de la région parisienne tous les étrangers qui s'y trouvent. Pour plus d'un million et demi de personnes, ce serait l'exode, le retour au pays, une formidable diaspora vers cent trente-deux nations différentes.

Du jour au lendemain, les salons mondains et les loges de concierges, les suites des grands hôtels et les chambres de bonne auraient perdu une bonne partie de leur essence. Les ateliers de couture, les ateliers de montage automobile, les ateliers de textile, les chantiers de construction seraient stoppés.

Dans certains quartiers, la plupart des épiceries baisseraient leur rideau de fer, et partout des centaines de restaurants afficheraient « Fermé pour cause de départ ».

Les « bons Français » se retrouveraient entre eux, au large. Mais leurs cités leur paraîtraient sans doute terriblement provinciales, moroses et sales.

Cette sociologie-fiction démontre par l'absurde à quel point le cosmopolitisme est devenu l'un des caractéristiques, l'un des éléments vitaux de la région parisienne.

Ce n'est pas un phénomène nouveau. A la Belle Époque, Paris intra muros hébergeait deux fois plus d'étrangers que Londres, Vienne ou Berlin.

peys d'accueil du monde. Avec la crise économique, puis avec la guerre, vint le reflux et une flambée de xénophobie. Mais à partir de 1950 le mouvement reprit, de nouvelles vagues d'immigrants déferlèrent, s'étendant cette fois aux communes de banlieue.

Ces arrivées massives ont coïncidé dans Paris même avec le départ des provinciaux. Résultat : alors qu'autrefois Paris et la région parisienne n'accueillaient que 20 % des étrangers présents en France, ils en hébergent à présent plus du tiers.

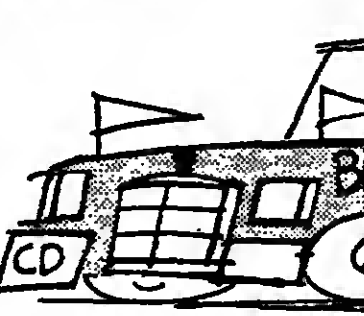
Haute main sur la haute couture

Plusieurs études récentes (1) permettent de la cerner un peu mieux. Elles s'appuient sur les recensements de 1975 et de 1982, mais, de ce fait, elles restent fort incomplètes. Les statistiques mesurent les grandes masses et ne parviennent pas à distinguer les composantes fort différentes de la présence étrangère en Ile-de-France : travailleurs immigrés, certes, mais aussi personnel du corps diplomatique, étudiants, cadres supérieurs, touristes, etc.

A-t-on réalisé, par exemple, que Paris intra muros ne compte pas seulement cent trente-trois ambassades et quatre-vingt-neuf consulats ? Chaque représentation étrangère possède des appartements de fonction, des services et des annexes de sorte que le tissu urbain est truffé de plus de deux mille mini-enclaves. Avec la flambée du terrorisme international, ce sont aujourd'hui, pour les responsables de la sécurité publique, autant de « points à risques ». Les Arméniens relèvent la tête ? Il faut aussitôt surveiller les abords des quarante-quatre immeubles parisiens occupés par des ressortissants turcs : ambassade, résidence du personnel, compagnie aérienne, associations, clubs, etc.

Pour les Parisiens, ces « points à risques » sont à la fois une assurance et une préoccupation. Dans les secteurs quadrillés, la délinquance ordinaire diminue de 50 %, mais les risques d'explosion et de mitraillage augmentent d'autant.

L'influence des créateurs, des négociants et des hommes d'affaires étrangers sur la vie parisienne est moins controversée, mais guère mieux connue. Les artisans et commerçants non français sont vingt-cinq mille en Ile-de-France. Dans les arrondissements parisiens, notamment les 11^e, 12^e, 17^e, 18^e et 20^e, trois mille boutiques, soit environ 10 % des petits commerces de la capitale, sont tenus par des étrangers. Ils emploient trois mille commis, des « pays » pour la plupart. Les épiceries « tunisiennes » sont bien connues des Parisiens qui rentrent tard, mais les statistiques ne mentionnent pas les innombrables restaurants « chinois », qui finit aussi partie de l'ordinaire.



Pessin.

A l'autre bout de l'éventail social, les étrangers occupent en force le secteur de la haute couture : 22 % des maisons de prêt-à-porter et 30 % des grands couturiers. Les uns et les autres ne sauraient se passer des mannequins. Les belles étrangères y font la loi, notamment une quarantaine d'Africaines noires groupées en association.

On connaît moins encore le monde des firmes étrangères et leurs milliers de cadres. Si aucun organisme officiel n'est en état d'en fournir un recensement, quelques sondages permettent de s'en faire une idée. Le répertoire des entreprises allemandes installées en France énumère mille deux cents marques. Plus de la moitié sont en Ile-de-France. Trois cent soixante firmes néerlandaises possèdent un établissement en région parisienne, où elles fournissent du travail à dix-sept mille salariés.

Selon la DATAR, sur les sept cents sociétés industrielles américaines implantées en France, près

de deux cents ont choisi l'Ile-de-France, où elles rémunèrent trente mille ouvriers et employés. On dénombre encore soixante-dix États-majors d'entreprises américaines. Paris se trouve ainsi, après Bruxelles et Londres, au troisième rang des métropoles européennes dans ce domaine. Le plus bel exemple est la tour Europe, où IBM a groupé, à la Défense, deux mille cinq cents administratifs. Dans cette tour de Babel, dont la majorité des occupants sont étrangers, quarante-deux nationalités sont représentées.

On se félicite de la présence à Paris de ces cadres de haut niveau qui passent chez nous de trois à cinq ans avec leur famille. Ils gagnent gros, dépensent large-

ment d'engin et les gardiens d'immeubles. Chargés de famille, souvent sans travail, habitant des logements surpeuplés, ces travailleurs immigrés vont poser d'évidents problèmes sociaux.

53 000 étudiants

La région parisienne détient un autre record : celui des étudiants étrangers. Ils sont plus de 53 000, soit 18,4 % des jeunes gens et jeunes filles qui fréquentent les treize universités de l'agglomération. A Paris-VIII, installée à Saint-Denis, au nord de Paris, quatre étudiants sur dix ne sont pas français.

On a beau déconseiller aux bacheliers étrangers de venir à

Paris en leur expliquant qu'ils auront le plus grand mal à trouver une chambre et que l'enseignement est aussi bon en province, ils ne révoquent que de la capitale. Malgré une politique systématique de répartition plus équilibrée, quatre étudiants étrangers sur dix finissent par arpenter les rues du quartier Latin.

Dans certaines sections du troisième cycle universitaire, les professeurs ont en face d'eux jusqu'à 80 % de non-Français. Cet afflux d'étrangers - dont plus de la moitié sont des Africains - permet de maintenir certains enseignements qui ne sont plus recettés chez nous. Enfin, lorsqu'on parle des étrangers à Paris, on oublie toujours les visiteurs, ceux qui échappent au recensement mais qui, à longueur d'année, peuplent les rues, les musées, les hôtels et les salles de congrès de la capitale. Grâce à ses deux cents salles offrant quatre-vingt mille fauteuils, Paris détiendrait depuis quel-

ques années le ruban bleu des réunions internationales : plus de deux cent cinquante par an. Certaines sont déjà programmées pour 1992.

Reunions d'affaires et colloques sont, pour les deux tiers, les motifs de déplacement des étrangers débarquant à Paris. Et puis il y a les touristes traditionnels, courant de la tour Eiffel à Versailles. Ceux-ci assurent 70 % des entrées dans les grands musées parisiens. Ils remplissent demain les salles du musée d'Orsay et les allées du parc scientifique de La Villette.

Les uns et les autres sont, au total, plus de cinq millions par an à fréquenter les hôtels de la capitale. L'Ile-de-France est à présent, loin devant la Côte d'Azur, la région la plus touristique de l'Hexagone. C'est avec cette clientèle-là que les hôteliers parisiens réalisent les trois quarts de leurs recettes (plus de 6 milliards de francs).

Certains jours, s'ajoutent aux étrangers travaillant à Paris plus de 100 000 visiteurs de passage. Ils monopolisent les hôtels, envahissent les quartiers pittoresques, assiegent les cafés, dévalisent les grands magasins. Ils assurent, par exemple, près du quart du chiffre d'affaires du Printemps-Hausmann. Et leurs cars - jusqu'à deux cent cinquante en même temps - encombrant les artères. Aussi les Parisiens commencent-ils à grogner. A Montmartre, à Saint-Germain, aux abords du musée d'Orsay comme aux alentours de La Villette, des associations protestent. « On sacrifie tout à l'aggrément des visiteurs étrangers. Nous ne sommes plus chez nous ».

Il faudra pourtant que les Parisiens en prennent leur parti. La capitale n'est plus une ville comme les autres. C'est un carrefour des peuples, un résumé du monde. On ne peut, au balcon de l'univers, vivre aussi tranquille que dans son village.

MARC AMBROISE-RENDU.

Société

Reunions d'affaires et colloques sont, pour les deux tiers, les motifs de déplacement des étrangers débarquant à Paris.

Reunions d'affaires et colloques sont, pour les deux tiers, les motifs de déplacement des étrangers débarquant à Paris. Et puis il y a les touristes traditionnels, courant de la tour Eiffel à Versailles. Ceux-ci assurent 70 % des entrées dans les grands musées parisiens.

Les uns et les autres sont, au total, plus de cinq millions par an à fréquenter les hôtels de la capitale. L'Ile-de-France est à présent, loin devant la Côte d'Azur, la région la plus touristique de l'Hexagone.

Certains jours, s'ajoutent aux étrangers travaillant à Paris plus de 100 000 visiteurs de passage. Ils monopolisent les hôtels, envahissent les quartiers pittoresques, assiegent les cafés, dévalisent les grands magasins.

Il faudra pourtant que les Parisiens en prennent leur parti. La capitale n'est plus une ville comme les autres. C'est un carrefour des peuples, un résumé du monde.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Atlas des Parisiens, par Daniel Noin et une équipe de l'université Paris-1, Masson, 1984. Rapport sur les mesures d'insertion des immigrés, préfecture de l'Ile-de-France, 1985. Les immigrés en Ile-de-France. Comité régional d'études démographiques sur l'Ile-de-France (COREDIF), 21, rue Molitor, 75732 Paris Cedex 15, 1985.

CONSEQUENCES D'UNE ÉPIDÉMIE

Les homosexuels dans l'effroi du SIDA

Voilà quatre ans que le SIDA, cette maladie redoutable qui se transmet par le sperme, le sang et la salive, ne cesse de se développer en France. En touchant plus particulièrement les homosexuels, il les contraint aujourd'hui, sinon à une révolution de leurs mœurs du moins à une prise de conscience et à une révision de certaines de leurs « techniques de plaisir ».

Imprévisible. Intraitable. Avec une période d'incubation de plus de trois années en moyenne, le SIDA reste une maladie sans précédent. La Direction générale de la santé avait recensé 260 cas entre mars 1982 et le 1^{er} janvier 1985. Elle en dénombre à présent, au 1^{er} juin, 343. Encore faut-il faire « parler » cette statistique. Que le SIDA soit une maladie encore « rare » n'est que peu rassurant puisque l'on sait que son rythme de « croissance » est particulièrement rapide. « Nous avons recensé deux fois plus de cas en 1984 qu'en 1983 », précise le docteur Jean-Baptiste Brunet, chargé du SIDA à la Direction générale de la santé. La moitié des 343 malades en France, depuis mars 1982, sont décédés.

Le choc de ces chiffres a profondément modifié l'appréciation de la majorité des homosexuels sur cette maladie. Ils ne sont plus qu'une poignée à la nier dans une

« espèce d'attitude magique », selon la formule de l'écrivain Renaud Camus, ancien chroniqueur du *Gal Péd* hebdo. Une poignée à demeurer fidèle à cette réaction de négation qui fut celle d'une communauté prompte à désigner, en 1982 et en 1983, le SIDA comme un bel exemple de campagne « homophobe » destinée à brimer une libéralisation à peine rodée.

Les premières colères et les premiers égarements passés, la prise en considération du SIDA et de ses effets a attendu 1984.

Une réaction encore timide : les homosexuels les plus conscients recommandent quelques dispositions simples et préventives comme l'usage de préservatifs. La presse gay publie ces informations ainsi que des associations, par voie de tracts ou de dépliants. « De façon très diffuse, j'ai l'impression que l'information commence à porter, que les gens en tiennent compte et qu'ils font relativement attention », note Hervé Liffman, ancien porte-parole du Comité d'urgence anti-répresseion homosexuelle (CUARH).

Si tous ne peuvent pas encore dire qu'ils connaissent un ami qui a le SIDA, tous savent, en revanche, que l'ami d'un ami l'a ou l'a eu, dit en substance le président de l'Association des gays pour la liberté, Yann Viossat. Et rares sont les exemples de réelle solidarité. La peur de la contamination l'emporte. « En général, la plupart des amis s'écartent. Un ou

deux restent, les autres passent un coup de fil ou deux et disparaissent. Des types complètement isolés se sont laissés mourir de faim à l'hôpital », raconte un observateur.

L'isolement, l'abandon ne sont pas inévitables. Mais ils sont suffisamment fréquents pour être redoutés. « J'ai deux amis dont l'un a découvert qu'il était contaminé (LAV +), témoigne Renaud Camus. Craignant d'être abandonné, il ne l'a pas dit pendant deux ou trois mois. Puis il a craqué. « Leur relation en est sortie plutôt consolidée », conclut l'écrivain.

Il n'empêche : l'angoisse est à ce point partagée que trois personnes contaminées par le virus, mais ne développant nullement les symptômes de la maladie, se sont suicidées à Paris, indique le docteur Jacques Leibowitch, chef de travaux à la faculté de Paris-Ouest (laboratoire d'immunologie). D'autres ont tendance à se replier sur elles-mêmes, à débarrasser leur téléphone - sorte de mise en quarantaine spontanée - à vivre en accélération ciblée si puissante et si souvent destinée aux homosexuels : « Tu mourras seul et sans enfant ».

C'est pour casser l'isolement des malades qu'un groupe de personnes, comprenant tant des homosexuels que des hétérosexuels, a fondé, il y a quelques mois, l'association Aides. « On ne prend pas en charge les homosexuels mais le SIDA, indique son président, Daniel Defert. De plus en

plus de drogués nous appellent à notre permanence téléphonique ».

Le groupe s'est résolu à fixer des objectifs : informer - le qu'il fait remarquablement par le biais de dépliants et de conférences mensuelles - et apporter une aide aux malades et aux mourants. Sept volontaires, formés rapidement par un médecin et une infirmière, accompagnent ainsi le temps nécessaire des malades afin de les soutenir psychologiquement. Une expérience novatrice en France qui s'appuie sur le *Shanté* project, sorte de guide d'aide aux mourants inspiré du bouddhisme.

« Safe sex »

Le besoin d'un tel soutien et d'une information crédible est évident, alors que le SIDA se développe et que des cas sont désormais assez couramment diagnostiqués dans les grandes villes de province. D'autant plus évident que le SIDA concerne en majeure partie des personnes qui ont entre trente et trente-neuf ans. « Des gens en pleine possession de leurs moyens », précise Didier Seux, médecin psychiatre, et qui sont parfois bien plus jeunes. Ils sont encore en train de rechercher le sens de leur existence, et pensent que l'homosexualité n'est pas un but, que c'est une identité qu'on leur colle. Or mourir du SIDA, c'est mourir avec cette identité sans pouvoir la dépasser. « D'où des réactions de rejet de soi, de culpabilisation.

Didier Seux, qui a eu de nombreux entretiens pour soutenir des malades du SIDA en accord avec le docteur Willy Rozenbaum (groupe hospitalier de la Pitié-Salpêtrière), se souvient de l'un de ses premiers patients regrettant « une sortie de trop ». « Pour lui, cela ne faisait pas de doute, il avait attrapé le SIDA au cours d'une soirée pour un instant de plaisir dont il n'avait même plus le souvenir ».

Cette « sortie de trop » est aujourd'hui une source de réflexion pour beaucoup. C'est elle, c'est la peur d'elle, qui est le moteur d'une véritable révision de leur mode de vie chez certains homosexuels. L'exemple vient des États-Unis où l'on recense quelque onze mille cas de SIDA. « Il y a là-bas une évolution radicale de la sexualité », dit Renaud Camus. Signe de cette réforme des habitudes, le groupe de musiciens gays Village People a rencontré un succès considérable en chantant l'amour par la voie de communications téléphoniques, *Sex Over the Phone*.

Pour être moins spectaculaire, moins large et par définition moins massive, l'évolution commence également à concerner la France. « La vie nocturne gay a perdu beaucoup de son lustre, remarque un homosexuel. Un type de boîte, offrant des rapports sexuels immédiats, a quasiment disparu. » A une sexualité rapide, pratiquée il y a encore quelques semaines dans des arrière-salles plongées dans l'obscurité (*back rooms*), avec des partenaires non

identifiés, s'oppose de plus en plus le *safe sex*, ou encore SSR (sexe sans risque).

Une expression qui ne désigne rien d'autre qu'une relation sexuelle sans échange de sperme et de salive. Cette évolution ne va pas de soi dans la mesure où l'ensemble du mouvement gay, depuis les années 70, a fondé son identité sur une sexualité libre, déculpabilisée, explosive. Cette révision constitue même la modification la plus déboissolante que pouvait rencontrer cette communauté.

LAURENT GRELSAMER.

Aides

L'association Aides, qui a déposé ses statuts en novembre 1984, vient de recevoir l'agrément de la Fondation de France. Ce groupe s'efforce d'informer sur le SIDA par le biais de tracts, de conférences manuelles, qui ont lieu dans le grand amphithéâtre du ministère de la santé, et par une permanence téléphonique les samedis et lundis, de 20 à 23 heures, au (1) 804-00-99 et 250-00-49. L'association s'efforce aussi de développer une aide aux malades. Elle a créé une équipe de volontaires qualifiés pour soutenir psychologiquement les mourants.

* Aides : 96, rue de l'Abbé-Groult, 75015 Paris.

Culture

POINT DE VUE

Trop de contraintes, trop de taxes, trop d'Etat : telles sont les principales critiques par lesquelles, candidats à la télévision privée et partis d'opposition ont accueilli le rapport de M. Jean-Denis Bredin. A l'inverse, le cinéma, première industrie privée de l'image et partenaire obligé des futures télévisions, approuve sans réserve les conclusions du rapport. M. Gilbert Grégoire, président du bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) explique ici la position de la profession.

J.-F. L.

Pour une redevance de 226 F par an, chacun des dix-huit millions de foyers français équipé d'un téléviseur se voit proposer par nos trois chaînes publiques plus de deux mille heures de programmes, dont quatre cent quatre-vingt-cinq films de cinéma.

Aussi la nombre annuel des entrées payantes dans les salles françaises est-il tombé de 435 millions en 1957 à 170 millions en

Le rapport Bredin et le cinéma français

par GILBERT GRÉGOIRE (*)

1976, et c'est un miracle que la courbe ne soit pas descendue plus bas : elle est même légèrement remontée à 200 millions en 1982, pour redescendre, il est vrai, à 188 millions en 1984, et peut-être à 160 millions à la fin de 1985, si la baisse de 14 % enregistrée pendant le premier trimestre se prolonge.

Ailleurs c'est pire ! Vingt fois moins d'entrées qu'autrefois en Grande-Bretagne, cinq fois moins en Italie, sept fois moins en RFA. Le cinéma français se porte mal, mais pas si mal que ses voisins parce que la télévision publique française a adopté quelques règles pour ne pas faire disparaître ses fournisseurs de programmes de fiction les plus attractifs. Elle s'interdit, en particulier, de diffuser des films de cinéma avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de leur première sortie en salle (deux ans pour les films qu'elle coproduit). Elle évite de les programmer les jours les plus favorables à la fréquentation des salles (le mercredi, jour de congé scolaire et de changement de programmes dans les salles, ainsi que du vendredi au dimanche soir). Elle s'oblige à consacrer 50 % de sa programmation cinéma à des films français (en fait 55 %) et 60 % à des films d'origine communautaire.

Ces règles, la loi du 29 juillet

1982 a prévu de les appliquer à toute entreprise de communication qui viendrait à naître. Sur ce point le Parlement a été unanime.

Le rapport Bredin concernant les télévisions hertziennes privées est fidèle à cette politique confirmée au début de cette année par le premier ministre, lorsqu'il proposa un système de concessions pour les chaînes nationales et d'autorisations pour les chaînes régionales, assorties de l'obligation d'appliquer un cahier des charges comportant les mêmes règles de diffusion des films que celles du service public. L'application de ces règles restait contrôlée par la Haute Autorité, qui exerceait ses pouvoirs avec d'autant plus d'efficacité que TDF conservait le monopole technique de la diffusion.

Il ne suffit pas de protéger l'industrie cinématographique, il faut aussi développer la production des œuvres cinématographiques et, plus généralement audiovisuelles, pour faire face à la gigantesque demande de programmes des nouveaux médias.

La modicité des prix consentis par la télévision pour acquérir les droits de diffusion des films a été dénoncée, dès 1979, par la commission de la concurrence, et l'on n'en finirait pas de citer les déclarations officielles à ce sujet.

En préconisant le relèvement du taux de la redevance, qui est l'un des moins élevés d'Europe, la réduction du taux de la TVA sur le produit de cette dernière et la prise en charge par l'Etat des exonérations, le rapport Bredin répond à la double préoccupation d'augmenter les ressources des chaînes publiques pour mieux rémunérer les œuvres diffusées et de réserver les nouveaux gisements publicitaires aux chaînes privées. Pour les mêmes raisons, il estime que Canal Plus devrait tirer l'essentiel de ses ressources du produit des abonnements, à l'exclusion des recettes publicitaires.

Développer la production, c'est aussi remettre en cause, comme le fait le rapport, le rôle de situation de prestataire de service pour les chaînes publiques dont bénéficie la

(*) Président adjoint de la Fédération nationale des distributeurs de films.

SFF au détriment des entreprises privées de production et des industries techniques du cinéma. C'est augmenter les ressources du soutien à la production et à la distribution, essentiellement financé jusqu'à maintenant par une taxe perçue sur les entrées dans les cinémas, taxe dont le produit tend à diminuer pour les raisons déjà données.

Selon les propositions du rapport, l'apport financier des télévisions, qui est actuellement d'une cinquantaine de millions de francs par an (pour un fonds de 700 millions), devrait être quintuplé, en considération de l'audience des films de cinéma diffusés à l'antenne (4 milliards de visions par an).

Par ailleurs, une taxe sur la publicité et les abonnements financerait le compte de soutien à la production d'œuvres audiovisuelles (téléfilms).

Harmonisation

Et le rapport de compléter ces excellentes suggestions en souhaitant, comme vient de l'annoncer le premier ministre, l'institution d'abris fiscaux, formule qui est à l'origine de la renaissance, entre autres, du cinéma canadien et du cinéma australien.

Le rapport Bredin s'inscrit heureusement dans la politique amorcée en France depuis une dizaine d'années pour une harmonisation des relations cinéma-télévision. Mieux encore, il propose des moyens efficaces pour développer notre production nationale afin de répondre à la demande de programmes des nouveaux médias, dont l'expansion va bouleverser le paysage de l'audiovisuel.

L'enjeu pour la France est de la plus haute importance. Sur le plan culturel, c'est le choix entre l'affirmation de notre identité nationale ou la consommation quasi exclusive d'œuvres étrangères. Sur le plan économique, c'est le choix entre le développement ou la disparition des entreprises de ce secteur. Sur le plan social, c'est le choix entre le plein emploi ou le chômage des auteurs, des acteurs, des techniciens ainsi que des cadres, employés et ouvriers, non seulement de la production, mais aussi de la distribution des films, de l'exploitation des salles et de toutes les industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel.

«COCAINE», de Paul Morrissey

La reine d'Alphabet City

Lorsque la Brésilienne Rita La Punta, perchée sur ses bottines à talons aiguilles, une grande mantille blanche flottant sur son long manteau noir, un parapluie à bec de canard à la main, parcourt les rues d'Alphabet City en compagnie de son grand fils (un peu naïf, un peu d'adultère) Thiago et de ses «pétits», les loubards à son service, on peut être sûr qu'il va y avoir du grabuge. Car Rita La Punta, celle qui ne voit pas qu'on «mélange le sang», a décidé d'arracher à Juan la Portoricaïne et à ses «danceros» le secteur où il vend de la drogue, lui faisant ainsi concurrence. Ainsi, la première promenade de Rita et sa bande se termine par une fusillade et la confiscation de la coke des Portoricaïnes.

Paul Morrissey ne s'est pas complu dans les détails sadiques. L'exploitation, la frénésie des manières de tuer, ont ici une fonction presque folklorique. La titre original, *Mixed Blood*, convenait mieux que *Cocaine* pulgosa toute cette fable est construite sur le personnage intrinsèque de Rita La Punta, star et reine des bas-fonds poubelles, défendant sa conception de l'unité familiale et de l'identité brésilienne, sur un terrain conquis, destiné à s'étendre. Chez Rita, on manipule et on vend la drogue, mais on n'en use pas. Pour elle, les drogues sont des imbecités.

Marilisa Pera, vedette du cinéma



Rita La Punta et ses enfants.

La guerre est déclarée, violente, implacable, sauvage. C'est pour ça, dent pour dent. *Mixed Blood*, produit par Alain Sarde, a été tourné en cinq semaines par Paul Morrissey dans les décors réels (rues crasseuses, maisons vouées à la démolition, crépuscules d'abris, de tunnels, de cachettes) d'Alphabet City, bas quartier est de New-York où le trafic de la cocaïne se fait réellement sur les trottoirs et le pas des portes, toléré par une police corrompue ou impuissante. Pourtant, comme on avait pu le constater lors de la présentation du film au dernier festival de Deauville, Morrissey, détaché de l'underground des années 70, n'a pas cherché le constat réaliste sur la faune de la drogue. Sa vision d'Alphabet City tient à la fois du

roman policier, de l'Opéra de quat'sous et de *West Side Story*. Paul Morrissey ne s'est pas complu dans les détails sadiques. L'exploitation, la frénésie des manières de tuer, ont ici une fonction presque folklorique. La titre original, *Mixed Blood*, convenait mieux que *Cocaine* pulgosa toute cette fable est construite sur le personnage intrinsèque de Rita La Punta, star et reine des bas-fonds poubelles, défendant sa conception de l'unité familiale et de l'identité brésilienne, sur un terrain conquis, destiné à s'étendre. Chez Rita, on manipule et on vend la drogue, mais on n'en use pas. Pour elle, les drogues sont des imbecités.

Marilisa Pera, vedette du cinéma

NUIT EN MUSIQUE

Ils ont fait la fête

A Paris, le ciel du 21 juin se sentait davantage prêt à célébrer, pour la seconde fois, le cinéma qu'à fêter, dans les rues, la musique : le vent d'ouest charriait d'inquiétants nuages, la pluie menaçait. On aurait dû se sentir plus à l'abri dans les salles obscures. Pourtant, il y a foule en début de soirée devant les podiums - improvisés ou non - éparpillés dans la capitale. A la Bastille, par exemple, où se produisent, patronnés par Radio 7, trois formations et le groupe « Marc Seberg ». Les jeunes du public le chantent sur tous les tons : « On est venu là pour s'éclater ». C'est sans doute cet appétit de réjouissances qui leur a donné le courage de franchir le rideau d'effluves échappés des étals des marchands de marguez qui encerclent la place.

Marseille : à 23 heures, on comptait au moins 4 000 mille personnes au concert de la gare Saint-Charles. Aix : trois cafés se font piano-bars. Toulouse : M. Dominique Bardin, maître UDF de la ville, prend le micro devant une place du Capitole noire de monde, et y va de sa chansonnette. Nice : gros succès malgré les réticences du maire, M. Jacques Médecin, qui lui ne chantera pas. En Ile-de-France (hors Paris), 28 620 musiciens sont recensés. Dijon : il pleut à seigner. Mais il y a deux fois plus de monde qu'en 1984. Les commerçants déploient stores et auvents pour abriter les artistes. D'autres se réfugient sous les passages couverts du palais des Ducs. Hébété par un tel succès, le délégué régional à la musique pleure d'émotion au téléphone...

Fausse notes

Quelques coups ont troublé une harmonie quasi parfaite, ce 21 juin.

A Lyon, le personnel administratif du Conservatoire national supérieur de musique (CNSM) se mettait en grève pour obtenir un statut propre et un plan de carrière pour chacun des membres de l'administration. Le CNSM de Paris était lui aussi en grève depuis le 20 juin, pour protester contre une réduction des congés.

A Flury-Mérogis, le groupe Téléphone et quelques autres jouaient devant les détenus. Aux portes de la maison d'arrêt, l'Union syndicale des personnels pénitentiaires distribuait un tract signifiant que « Téléphone et consorts devraient payer la note de la matutine du mois de mai dernier. Le ministère de la culture devrait, quant à lui, reverser la somme attribuée pour la fête de la musique au ministère de la justice ».

Il n'y a pas de programme : « On se promène au hasard. Tout à l'heure, on ira à Saint-Michel. On est venu à Paris parce que chez nous, en banlieue, c'est pas le pied ». S'ils étaient, le 15 juin, du concert de SOS-Racisme ? « Oui, mais on préfère la fête de ce soir. A la Concorde, c'était trop politique. Il y a aussi les inconditionnels. Comme ce garçon, venu exprès de Londres pour « Marc Seberg ». Et tant pis s'il pleut : moi, il y a de la pluie, moi, il y a de la joie ».

Le premier groupe à se produire, « Les Filles de joie », est « monté » de Toulouse. Et son chanteur n'est pas content : « Les groupes qui paient avant « Seberg » n'ont le droit de jouer que trois chansons, et en playback. Si j'avais su, je ne serais pas venu ».

Du côté des vedettes, on est plus détendu. Anzic, le guitariste, apprécie cette fête, qui « sensibilise les gens, permet aux groupes de s'exprimer ». Le concert sera brillant et calme, marqué seulement par les blagues habituelles : gaz lacrymogènes lancés par un farceur, etc. Quelques couples âgés fendent la foule ça et là, un rien effrayés.

Du rock et des câlins

Vers minuit, le quartier Latin est en fête. Ici, pas de marguez, on respire. La place de la Contrescarpe est transformée en salle de bal, animée par des clones d'Elvis Presley plutôt convaincants. Place de la Sorbonne, on danse un peu et on s'embrasse beaucoup. Les cafetiers font des heures supplémentaires. Sur le boulevard, des voitures passent vitres baissées, autoradios poussés à fond. Rue de la Montagne-Sainte-Genève les pions occupent la chaussée, chantant, dansant en grimpant vers le Panthéon. Trois jeunes gens fument et boivent des liqueurs à la terrasse d'un café. Ils trouvent « cette foule répugnante ». Ils sont bien allés, tout à l'heure, à un récital d'orgue, dans une église, mais « bien entendu c'était nul, les socialistes n'y connaissent rien en vraie musique ».

Lendemain de fête

Vers 1 heure, au matin du 22 juin, le ministère de la culture ressemble à une salle de fêtes. La chanteuse Sapho achève de s'égosiller dans un micro ; un appariteur imite Michael Jackson. Par terre, des mégots, des verres renversés. On a aussi lancé des confettis. Demain, ce sera la fête des balayeurs. Rue de Valenciennes, la victoire. Chaque nouvelle dépêche la rend un peu plus éclatante.

Amiens : la ville est entièrement interdite à la circulation, pour laisser le champ libre aux musiciens.

Paris. Les contributeurs seraient soulagés.

Une curieuse histoire, enfin. Cent vingt petits élèves de l'école Paul-Eluard de Vitry-sur-Seine devaient, comme l'année dernière, présenter un spectacle de danses à Paris, chez Saint-Bernard. Mais le matin même de la fête une lettre à l'adresse de la préfecture leur apprend que l'emplacement ne leur est pas attribué par les services de la mairie de Paris. Au téléphone, les-dits services nous apprennent que l'endroit « est en principe réservé aux fêtes d'automne organisées par M. Jean Tiberi » (maire du cinquième arrondissement), et qu'il « serait riche de confondre les initiatives de M. Lang et celles de la Ville de Paris ». L'Hotel de Ville a finalement entendu raison, et les enfants ont dansé.

S.D.S.

M. Maurice Fleuret, directeur de la musique et de la danse, est aux anges : « L'année dernière, environ six millions de personnes ont participé à la fête. Cette année, les dix millions seront allègrement dépassés. Il faut noter l'effort des radios locales, des entreprises privées, des musées, des gares, des trains, des bateaux et des boîtes de nuit. En province, tout particulièrement, nos espoirs sont déçus : la fête de la musique mobilise plus que le 14 juillet ».

S.DURAND-SOUFFLAND.

Athènes : la culture sans l'Europe

(Suite de la première page.)

Tandis que les invités d'élite dans l'Agora, où un service de sécurité deux fois plus nombreux qu'aux avoir investi les jardins, tandis que quelques groupes musicaux se produisaient ici et là dans la ville, Athènes, en toute indifférence, vivait une soirée ordinaire. La diffusion en direct par la télévision de l'ouverture des festivités n'avait même pas incité les Athéniens à venir flâner du côté de l'Acropole. Les Grecs ne sont pourtant pas les derniers à faire la fête. Ils se sont égarés de nuit blanches vers quelques semaines au moment de leurs élections, et ils savent, à l'occasion, décrocher la guitare et pousser la sérénade dans certaines tavernes populaires. Mais les flonflons de la Bastille ne sont décidément pas parvenus jusqu'à eux vendredi, et n'ont pas fait école.

Cela dit, cette soirée n'était que le lancement d'un programme de manifestations culturelles venues des quatre coins d'Europe et qui se dérouleront dans différentes villes du pays pendant plusieurs mois. La France y contribue largement avec, notamment, l'exposition à la pinacothèque d'Athènes d'œuvres de Rodin et de Delacroix, avec des spectacles dirigés par Antoine Vitez et Peter Brook, des expositions de peintures contemporaines et des photos de Cartier-Bresson, une diffusion du *Napoleon d'Abel Gance*. Cette capitale culturelle est ainsi avant tout le lieu d'un imposant festival européen. La construction de l'Europe, dans le domaine culturel comme dans les autres, c'est d'abord et surtout l'intensification des échanges, et c'est déjà beaucoup.

CLAIRE TRÉAN.

NOTES

LA SAISON 1985-1986

L'Odéon Théâtre de l'Europe

Le programme du Théâtre de l'Europe - encore inachevé - comprend la reprise du spectacle de Giorgio Strehler (1), l'illusion (18 octobre - 1 décembre), la Pucelle d'Orléans, de Schiller, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, en coproduction avec la Comédie-Française (14 janvier - 14 février). Sont également prévus un travail sur Robert Musil par Jean Axel et une production anglaise à déterminer.

Pour l'Odéon, dirigé par François Beracchi, la saison sera écourtée à cause des travaux de rénovation et comportera deux spectacles, les Justes de Carius par Jean-Pierre Miquel et le Jaune Théâtre national (en coproduction avec la Domaine théâtral), en Question de géographie, de Nella Blaisky et John Berger, mise en scène de Marcel Maréchal, avec la Théâtre national du Maracalla (18 avril - 22 mai).

Malgré les travaux, la petite salle restera ouverte pendant toute la saison, pour les spectacles de 18 h 30, le Salon de lectures (18-22 mars) et la Semaine des auteurs (3-7 juin).

(1) Giorgio Strehler, directeur du Piccolo Teatro di Milan et du Théâtre de l'Europe, qui, accusé de dévotion à la cocaïne, avait été assigné à résidence, est en liberté provisoire. Il remercie « tous ceux et toutes celles qui lui ont apporté leur soutien pendant la période confuse qu'il vient de vivre ». Des personnalités du spectacle avaient publié un appel (le Monde du 3 juin) auquel se sont joints de très nombreuses signatures venues de tous les pays d'Europe.

RÉTROSPECTIVE LÉON GISCHIA

Une peinture souveraine

Difficile de n'être pas ébloui par les toutes dernières toiles de Léon Gischia, par ce défilé de compositions où chaque aplet met en valeur ses voisins et dont le rigoureux assemblage pousse les rouges, par exemple, à leur point d'extrême incandescence. Et, si l'on s'arrête entre autres, devant l'immense triptyque, *Forza introspectiva*, ce n'est pas seulement à cause d'un titre exactement adapté à sa nécessité intérieure, c'est aussi parce qu'il est daté 1985.

Où, à quatre-vingt-deux ans, Gischia continue à peindre. Avec le même bonheur, en plein bonheur. C'est peut-être plus captivant de parcourir son long itinéraire à reculons, de voir ses formes éclatantes et magnifiquement équilibrées abolir peu à peu les motifs plastiques d'où elles sont issues - un coq, des instruments de musique - stylisés au point que leurs référents deviennent insignifiants. Alors, plus loin dans le passé, ils représentent figure (s) humaines (s) - Nu accoudé, Nu sur fond jaune - ou

permettent d'identifier paysages ou somptueuses natures mortes - *Service à thé, Au clair de la lune* - Rien n'est négligeable dans cette rétrospective qui débordait largement les années quarante où, après tant de passages par le cubisme, la fauvisme, voire la facture plus juteuse de portraits qui font penser à Roussot, Gischia a trouvé son propre langage, contaminé axé sur le réel, puisque le couleur exprime sa seule réalité.

En tous ses états, cette peinture souveraine témoigne selon Pierre Francastel, d'une volonté de réorganisation du champ figuratif, étalée sur plus d'un demi-siècle. Elle a pu être éclipée aux yeux du public, par l'autre face de l'immense talent de Gischia, qui fut pendant vingt ans, selon Jeanne Laurent le « compagnon de route de Jean Vilier », étroitement mêlé à l'aventure du TNP au palais de Chaillot comme à Avignon.

JEAN-MARIE DUNOYER.
* Paris Art Center, 36, rue Falguère. Jusqu'au 6 juillet.

théâ

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SPECTACLES NOUVEAUX

1550

Samedi 22 juin

Le Centre de calcul du CNRS à Strasbourg-Kronembourg ouvre ses portes aux chefs d'entreprise. Son idée : multiplier les prestations de services de son matériel informatique, et notamment un gros ordinateur IBM compatible avec le matériel des grandes banques et entreprises régionales.

Le directeur, M. Claude Gaillard, prévoit même la mise en place d'un réseau de terminaux pour irriguer les utilisateurs du Centre de calcul qui pourront être interconnectés avec l'ensemble du volume informatique du CNRS.

Dimanche 23 juin

Le conseil général du Morbihan a donné son accord pour l'implantation d'un parc de sculptures à l'intérieur du domaine de Kerguelennec-Bigman, au cœur du Morbihan insulaire. Ce sera une opération unique en France, puisque l'on ne trouve d'équivalence en Europe qu'au musée de Kroller-Müller, près d'Amsterdam.

Dans ce parc qui, depuis le dix-neuvième siècle, présente une variété exceptionnelle d'arbres exotiques, et où est érigé un château surnommé le « Versailles breton », la direction régionale des affaires culturelles a décidé d'organiser cette opération-pilote, qui correspond à la volonté du ministère de la culture de lier création contemporaine et patrimoine.

Les œuvres des artistes retenus devront tenir compte du rapport entre l'œuvre et son environnement ; des œuvres achetées par le Fonds régional d'art contemporain viendront s'y ajouter. Pour couvrir ces acquisitions, un budget de 3,5 millions de francs sera déboursé.

Le Centre de calcul du CNRS à Strasbourg-Kronembourg ouvre ses portes aux chefs d'entreprise. Son idée : multiplier les prestations de services de son matériel informatique, et notamment un gros ordinateur IBM compatible avec le matériel des grandes banques et entreprises régionales.

Le directeur, M. Claude Gaillard, prévoit même la mise en place d'un réseau de terminaux pour irriguer les utilisateurs du Centre de calcul qui pourront être interconnectés avec l'ensemble du volume informatique du CNRS.

ASSEUR 21h - Sports et culture
ASIO
SPECIALE VACANCES

ALSACE

STRASBOURG : le CNRS ouvre son ordinateur

Le Centre de calcul du CNRS à Strasbourg-Kronembourg ouvre ses portes aux chefs d'entreprise. Son idée : multiplier les prestations de services de son matériel informatique, et notamment un gros ordinateur IBM compatible avec le matériel des grandes banques et entreprises régionales.

Le directeur, M. Claude Gaillard, prévoit même la mise en place d'un réseau de terminaux pour irriguer les utilisateurs du Centre de calcul qui pourront être interconnectés avec l'ensemble du volume informatique du CNRS.

BRETAGNE

VANNES : sculpture en plein air

Le conseil général du Morbihan a donné son accord pour l'implantation d'un parc de sculptures à l'intérieur du domaine de Kerguelennec-Bigman, au cœur du Morbihan insulaire. Ce sera une opération unique en France, puisque l'on ne trouve d'équivalence en Europe qu'au musée de Kroller-Müller, près d'Amsterdam.

Dans ce parc qui, depuis le dix-neuvième siècle, présente une variété exceptionnelle d'arbres exotiques, et où est érigé un château surnommé le « Versailles breton », la direction régionale des affaires culturelles a décidé d'organiser cette opération-pilote, qui correspond à la volonté du ministère de la culture de lier création contemporaine et patrimoine.

Les œuvres des artistes retenus devront tenir compte du rapport entre l'œuvre et son environnement ; des œuvres achetées par le Fonds régional d'art contemporain viendront s'y ajouter. Pour couvrir ces acquisitions, un budget de 3,5 millions de francs sera déboursé.

CENTRE

ORLÉANS : un nouveau centre

Après l'aménagement du perron de la cathédrale, Orléans se lance dans une nouvelle opération d'urbanisme : la construction d'un centre urbain qui va être édifié entre la gare et le débouché nord de

la rue de la République, la principale artère de la ville.

Trois promoteurs (la SEGECE, Espace expansion et la SCC), sélectionnés par le conseil municipal, exposent en ce moment cinq projets à l'hôtel de ville d'Orléans. En septembre 1985, le projet définitif sera adopté et les travaux devraient commencer début 1986.

ORLÉANS. — Le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) étudie en ce moment l'aménagement d'un musée de plein air, un géodrome, consacré aux sciences de la Terre, qui serait installé sur l'antennaire A10 (Aquitaine), sur l'aire de stationnement de Gidy, à 15 kilomètres au nord d'Orléans. On y trouverait un « jardin de pierre » permettant au public de faire une promenade à travers la France géologique ; une carrière de démonstration, une reconstitution d'une mine ancienne, des salles d'exposition couvertes.

L'investissement serait de l'ordre de 12 millions à 14 millions de francs ; une décision définitive sera prise à l'automne prochain. L'ouverture au public pourrait intervenir dans le courant de l'année 1989.

TOURS. — Nucléaire et art roman même combat. Les habitants d'Anjou, de Touraine et de Poitou viennent de se voir proposer un circuit insolite chaque samedi jusqu'à la mi-septembre. Il part de la centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire) pour aboutir quelques kilomètres plus loin à l'abbaye de Fontevraud (Maine-et-Loire), siège du Centre culturel de l'Ouest. Pour le président de la Fédération des sociétés savantes de Maine-et-Loire, on ne peut pas faire autrement que de rapprocher ces deux « cathédrales ».

CORSE

Hôtels en Minutél

A partir d'une banque de données, les chambres de commerce et d'industrie de Bastia-Corte-Balagne et d'Ajaccio-Sartène viennent de créer la centrale de demandes de réservations hôtelières appelée « kal-hôtel ». Grâce à un Minutél, les professionnels du tourisme et leurs clients peuvent désormais communiquer rapidement et efficacement pour connaître l'état des hébergements disponibles et des possibilités de séjours dans l'établissement choisi. Chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio-Sartène, Quai de l'Hermine, 20000 Ajaccio. Tél. (95) 21-34-65.

PROPOSITIONS

POUR SAUVER LA NATURE

A chaque commune son inventaire

Pierre Raynaud, inspecteur général de l'équipement et qui fut jusqu'à l'année dernière directeur du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, est actuellement président de l'Union régionale du Sud-Est pour la sauvegarde de la vie, de la nature et de l'environnement. A ce titre, il propose que, dans le cadre des lois de décentralisation, les communes dressent l'inventaire systématique de leur patrimoine naturel.

A loi de décentralisation du 7 janvier 1983 affirme dans son article 35 : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de sa compétence ».

En droit français, un gestionnaire a deux obligations :

- 1) Il doit avoir une connaissance certaine du bien qui lui est confié et en faire l'inventaire ;
- 2) Il doit rendre compte annuellement de sa gestion.

Un inventaire des ressources naturelles devrait permettre aux communes de mieux connaître la diversité, la richesse et la fragilité de la partie du territoire national dont elles sont responsables. Certes, chaque maire et chaque conseil municipal connaît son territoire, mais par intuition et globalement. L'analyse quantitative de la répartition des surfaces urbanisées, cultivées, naturelles, et surtout la mesure qualitative des différents secteurs du point de vue biologique (variété de la faune et de la flore) et sur le plan des paysages, seraient un grand progrès et la condition indispensable pour suivre l'évolution. Ce serait, en outre, l'occasion de faire le relevé des sources de pollution de l'air, de l'eau et du sol

et d'examiner les dangers recensés (établissements dangereux et insalubres) et non recensés (décharges clandestines, canalisations mal placées ou mal entretenues).

Un compte rendu annuel en séance publique serait l'occasion d'ouvrir le débat sur l'évolution de la nature dans la commune et sur les mesures concrètes à prendre.

Les associations de protection de la nature pourraient aider à l'élaboration des inventaires et animer le débat lors d'un compte rendu annuel.

Ces propositions que je fais au nom de l'URVN (Union régionale vénéto-normande) pour le Sud-Est ne sont pas utopiques. Elles s'appuient sur un précédent qui semble avoir été efficace. Lorsque le législateur a voulu que toutes les entreprises prennent conscience de la nécessité de mener une politique de progrès social, il a imposé aux chefs d'entreprise de présenter un « bilan social » annuel au conseil d'entreprise. Il serait donc normal de demander aux maires un « bilan écologique » annuel sur l'état du patrimoine naturel dont ils ont la charge. L'enjeu pour l'avenir de la nation est vital, dans l'un et l'autre cas.

Le Monde

REGIONS

GENÈVE - GRENOBLE

La route des cerveaux

A présence de deux puissants pôles de recherche à moins de 120 kilomètres de distance, le Centre européen de recherche nucléaire (CERN) et ses quatre mille cinq cents chercheurs, installé sur la frontière franco-suisse, et le complexe scientifique grenoblois, formé notamment du Centre d'études nucléaires et de son prestigieux laboratoire d'électronique et de technologie de l'information (LETI), mais également du réacteur de l'Institut Laue-Langevin, font déjà de l'axe Grenoble-Genève l'un des lieux d'Europe les mieux armés scientifiquement pour le développement des technologies nouvelles.

Le synchrotron, qui devrait être construit dans les toutes prochaines années, viendra encore renforcer cette vocation et accroître l'importance du site de Grenoble où travaillent déjà dans la recherche près de dix mille personnes.

Entre les deux grands sites de recherche le « courant » doit passer et les échanges se multiplier, estime le député de la Savoie Louis Besson (PS), auteur du projet ANASTA (axe nord-alpin savoyard de technologie avancée).

« Nous souhaitons, dit-il, créer entre les deux villes un couloir de haute technologie. »

La plus grande communauté de recherche fondamentale sur la physique des particules, le CERN, constitue un moteur exceptionnel pour le développement d'activités industrielles de pointe.

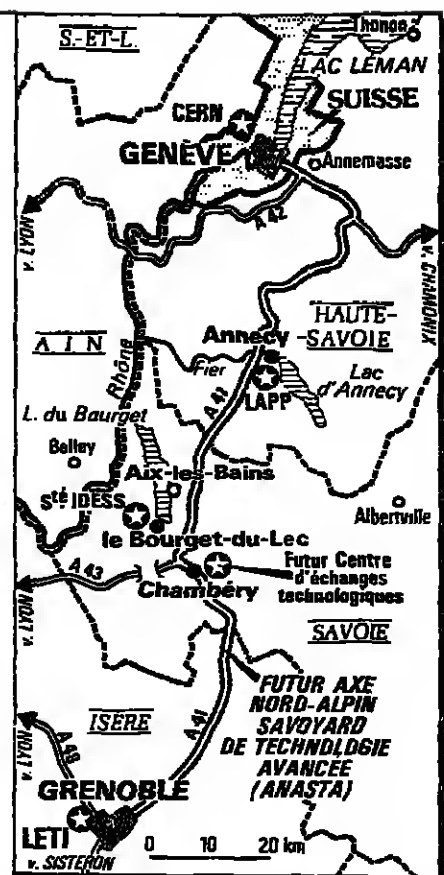
La couronne française de Genève en a déjà partiellement profité, notamment à Annecy où sont venus s'installer le laboratoire de physique des particules (LAPP) et plusieurs en-

treprises développant des technologies nouvelles, comme Digital.

En Savoie, la base aérienne de Chambéry, qui sera abandonnée par l'armée le 1^{er} août prochain, libérera un espace de 100 hectares. Sur celui-ci, M. Besson tente de créer un « centre européen d'échanges technologiques » à vocation industrielle et universitaire. Il aura comme principale ambition d'utiliser le formidable potentiel scientifique de l'axe nord-alpin et de transférer les connaissances dans les multiples domaines touchés à la haute technologie. Une cellule du Commissariat à l'énergie atomique devrait ainsi s'installer au Bourget-du-Lac pour s'occuper des liaisons entre le CERN, le CENG et le synchrotron ; une équipe du CNRS y serait également détachée, mais surtout l'université scientifique de Savoie sera transférée dans les anciens bâtiments militaires.

La « technopole » du Bourget-du-Lac verra le jour dans quelques mois, avec l'installation de la société IDESS née d'un accord entre la région Rhône-Alpes et la japonaise Stanley, mais qui recherche aujourd'hui de nouveaux partenaires. L'entreprise développera des systèmes d'affichage plat à cristaux liquides. D'autres sociétés sont sur les rangs pour prendre place sur le nouveau site savoyard de recherche-développement de formation et de production.

L'ensemble qui prend ainsi forme devrait constituer l'un des noyaux essentiels du futur axe nord-alpin de technologie avancée, qui va puiser à Genève et à Grenoble les éléments de son développement.



« Les deux capitales scientifiques peuvent et doivent générer des projets. Nous serons là pour les accueillir, mais aussi pour les susciter », indique M. Louis Besson, qui ajoute : « Le projet ANASTA a un aspect précurseur en la matière, puisqu'il sollicite l'action des communautés européennes et la coordination d'efforts scientifiques et industriels européens pour être conduit à ses fins. » « La France, ajoute-t-il, trouvera avec le projet ANASTA une précieuse concrétisation des vœux nationaux et européens qu'elle formule dans le domaine de la coopération scientifique. »

CLAUDE FRANÇILLON.

PROVENCE-ALPES- COTE D'AZUR

MARSEILLE : le loto, c'est un poème.

La compagnie théâtrale marseillaise Jean-Claude Nieto a mis au point un jeu-spectacle poétique qui s'inspire du loto traditionnel provençal encore très vivace au moment de Noël. Il se joue avec 24 cartons divisés en 27 cases dont 15 sont numérotées. On tire au hasard l'une après l'autre les 90 pions numérotés et l'on gagne à « quinze » (une rangée horizontale) ou à « carton plein ».

Les comédiens ont remplacé les numéros traditionnels par des extraits de poèmes imprimés dans les cases libres du carton et ils tirent au hasard ces mêmes extraits. On gagne à « poème entier » ou au carton rempli, après que les comédiens ont lu chacun des extraits. On gagne quoi ? Un poème, à écouter « en égoïste », (un poème érotique, en général) que l'on écoute « au casque » ou bien des recueils de poésie.

La compagnie a mis au point plusieurs thèmes de jeu : avec les poètes de la Pléiade, avec les surréalistes, etc., et une variante avec des chansons d'amour.

Le but : faire passer à l'auditoire (Maisons de quartiers, foyers, etc.) deux heures dans un « bain » de poésie. Et faire réviser à la salle les grands classiques que tout le monde récite en écho.

★ Pour jouer avec la compagnie Jean-Claude Nieto : Aelgaibus, Les Centres de Fontblanche, 13127 Vitrolles. Tél. : (42) 75-12-91.

GARDANNE. — Quatorze associations de défense de l'environnement de la région d'Aix-en-Provence et la municipalité de cette ville partent à nouveau en guerre contre le Groupe V de 600 mégawatts de Gardanne-Meyreuil (Bouches-du-Rhône) et sa fameuse cheminée de 300 mètres. Sous le titre « La désulfuration de la centrale de Gardanne : un cas non exemplaire », elles ont publié un rapport qui remet en cause le procédé de désulfuration adopté par la Direction des Houillères de Provence.

AVIGNON. — C'est dans une carrière, la carrière Callet, située sur le Rhône à 13 kilomètres d'Avignon, que, lors du prochain festival, Peter Brook donnera, du 7 au 31 juillet, le Mahabharata, un cycle de trois pièces qui, trois soirs durant, données bout à bout, retiendront le spectateur de 19 heures à l'aube. Les spectateurs venant d'Avignon pourront gagner le lieu du spectacle en bateau.

RHONE-ALPES

CHAMBERY : SOS pour les stations

Les maires de la vallée de la Tarentaise et du massif de la Vanoise, en Savoie, réclament que soient améliorées les dessertes de cette zone touristique exceptionnelle.

La circulation, disent-ils, devient impossible dans cette vallée de 250 000 habitants où sont concentrés plus de la moitié des lits touristiques de classe internationale des stations de ski françaises, telles que Val-d'Isère, Tignes, Les Arcs, La Plagne, Courchevel, Méribel, Les Menuires, Val-Thorens, Valmorel.

Les maires de ces stations demandent à l'Etat de prendre à sa charge les améliorations suivantes : prolongement de l'autoroute de Montmélian jusqu'en amont d'Albertville, élargissement de la route à quatre voies jusqu'en amont de Moutiers et à trois voies jusqu'à Bourg-Saint-Maurice (coût de ces travaux routiers : 1 milliard de francs) ; électrification de la voie ferrée de la vallée de la Tarentaise (coût : 200 millions de francs) ; aménagement de trois aéroports ou aéroports accessibles par tout temps (coût : 60 millions de francs).

GRENOBLE. — Le maire de Grenoble, M. Alain Carignon (RPR), aidé par quatre établissements bancaires de sa ville — Crédit lyonnais, BNP, banque Nicolas Lafanecière et de l'Isère, Banque populaire région dauphinoise, — apportera son concours financier aux travaux d'aménagement, de rénovation et d'équipement de leurs magasins.

Les commerçants obtiendront des cartes bancaires des prêts à un taux ne dépassant pas 13,5 % ; de son côté, la ville versera, par l'intermédiaire de la chambre de commerce et d'industrie, à ceux qui auront reçu des prêts, une bonification de 3 % l'an sur les intérêts qui seront ainsi ramenés à 10,5 %.

RECTIFICATIF. — Une malencontreuse coquille nous a fait dater dans « Le Monde régions » du 16-17 juin la bataille d'Hastings de 1086 alors que celle-ci s'est déroulée en 1066.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Jean-Louis Bemer, Alexis Bodaert, Jean Contrucci, Jacques Fortier, Régis Guyotat, Jean-René Lore, Michel Loret, Jacqueline Meillon.

France/services

Hausse de 10 centimes du prix des timbres-poste le 1^{er} août

Le prix des timbres-poste augmentera le 1^{er} août de 10 centimes, apprend-on de bonne source. L'affranchissement du pli urgent passera de 2,10 F à 2,20 F, soit une augmentation de 4,8 %. L'affranchissement du pli normal passera de 1,70 F à 1,80 F, soit une augmentation de 5,9 %. Ces hausses sont proches du rythme de l'inflation. Les dernières majorations du prix des timbres étaient intervenues au 1^{er} juillet 1984.

Création d'une « cité internationale du vin » à Bordeaux

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Du 17 au 21 juin, la Semaine mondiale du vin et des spiritueux a réuni à Bordeaux plus de vingt-deux mille professionnels de la viti-culture. Cette manifestation unique au monde, largement ouverte sur l'étranger, associait pour la troisième fois deux expositions : l'une consacrée aux vins (Vineopol), l'autre aux nouveaux matériels de vinification (Vintech), inaugurée par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, elle a été marquée par l'annonce officielle faite par M. Jacques Chaban-Delmas de la création dans la ville d'une « cité internationale du vin ».

L'objectif est à la fois simple et ambitieux : faire du quartier historique des Chartrons à Bordeaux la véritable « Mecque du vin » de l'an 2000. Grâce aux Hollandais d'abord, aux Anglais ensuite, le quartier des Chartrons a monopolisé durant près de cinq siècles une bonne partie du commerce national du vin et des alcools. Depuis une dizaine d'années, pourtant, le quartier des Chartrons a vu ses maisons de négoce quitter ce Bercy bordelais, le plus souvent pour des raisons techniques. Restait un quartier en voie de dégradation et de paupérisation. C'est pour s'op-

poser à ce mouvement que fut lancée l'opération « cité internationale du vin », à l'initiative de la ville, de la communauté urbaine, de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux. Une opération réalisée par la Société bordelaise de réhabilitation urbaine, grâce à des investissements privés.

La façade des immeubles, implantés depuis le dix-huitième siècle en bordure de la Garonne, ne sera pas touchée. L'opération portera en arrière de ces immeubles, sur une superficie de près de deux hectares, « Notre idée », explique M. Michel Pétauud-Létang, architecte, est de réaliser un centre d'échanges et de confrontations, sur le vin, en accueillant producteurs, négociants et amoureux du vin. Les quais seront aménagés, et le fleuve pourra accueillir des bateaux de tourisme. L'hôtellerie et la restauration seront associées à notre opération. La première tranche de cette « cité » verra, dès la fin de l'année, s'installer dans de nouveaux locaux la fédération régionale des coopératives agricoles d'Aquitaine, ainsi que la chambre d'agriculture.

JEAN-YVES NAU.

CARNET

Naissances

— Florent a la joie d'annoncer la naissance de son petit frère. **Thibault**, à Paris, le 4 mai 1985. **Thibault**, à Paris, le 4 mai 1985. **Thibault**, à Paris, le 4 mai 1985. **Thibault**, à Paris, le 4 mai 1985. **Thibault**, à Paris, le 4 mai 1985.

Décès

— M. et Mme Claude Serfati, Ariette et Hélène Serfati, ses enfants. **M. et Mme Claude Serfati**, Ariette et Hélène Serfati, ses enfants. **M. et Mme Claude Serfati**, Ariette et Hélène Serfati, ses enfants.

Remerciements

— M. Jean BAZIN, remercie toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil. **M. Jean BAZIN**, remercie toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil. **M. Jean BAZIN**, remercie toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Anniversaires

— Les familles Dayan et Bénichou demandent à tous ceux qui ont connu et aimé **Simone DAYAN**, née Bénichou, d'évoquer son souvenir pour ce vingt-deuxième anniversaire de sa mort.

Avis de messes

— Le 25 juin 1985, à 9 h 45, en l'église Saint-Pierre du Petit-Montrouge (métro Alésia), une messe sera dite à la mémoire de **Pierre MOISY**, qui nous quittait voici dix ans.

Communications diverses

— Le comité français Terre d'Israël, révisé et réactualisé le mardi 25 juin, à 18 h 30, une visite spéciale de l'exposition : « De la Bible à nos jours, trois cents ans d'art », pour les adhérents de l'unité judéo-chrétienne de France. La visite sera suivie d'une conférence du professeur Laperroux sur : « L'établissement esméen de Qumran et les manuscrits de la mer Morte ». Rendez-vous à 18 h 30, en haut de l'escalier de l'entrée principale. Prix d'entrée 45 F. On pourra prendre un casse-croûte.

Soutenances de thèses

— Université Paris-X Nanterre, mardi 25 juin à 9 h 30, salle des Actes, M. Mohamed Radwan : « Les principes généraux de droit - fondement technique et source du droit des gens : étude théorique juridique ». — Université Paris-III, mardi 25 juin à 14 heures, salle L. Liard, M. Jacques Durin : « Le mal dans l'œuvre d'Emile Zola ».

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-X Nanterre, mardi 25 juin à 9 h 30, salle des Actes, M. Mohamed Radwan : « Les principes généraux de droit - fondement technique et source du droit des gens : étude théorique juridique ». — Université Paris-III, mardi 25 juin à 14 heures, salle L. Liard, M. Jacques Durin : « Le mal dans l'œuvre d'Emile Zola ».

MÉTÉOROLOGIE



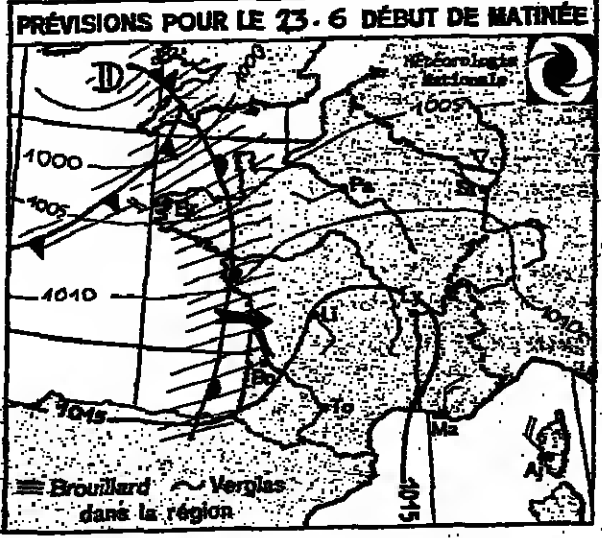
Evolution probable du temps en France entre le samedi 22 juin à 0 heure et le dimanche 23 juin 1985 à midi.

Le régime d'ouest perturbé se maintient avec le passage d'une nouvelle zone de mauvais temps.

Dimanche, dès le matin, le temps sera couvert et pluvieux sur les régions de l'Ouest, de l'Aquitaine à la Bretagne et à la Normandie. Ailleurs, des éclaircies mais un temps frais, avant l'arrivée de la zone de mauvais temps qui se décalant vers l'est, traversera l'ensemble de la France, au cours de la journée. Avec ce mauvais temps, au cours de l'après-midi et en soirée, des orages se développeront des Pyrénées aux régions méditerranéennes, aux Alpes et aux Vosges.

L'anticyclone par l'ouest sera relative, puisque le ciel variable donnera des nuages l'après-midi sur les régions de la moitié nord-ouest.

Avec un vent de nord-ouest modéré à assez fort, les températures seront



encore basses pour la saison. Les minimales étant de l'ordre de 9 à 14 degrés, tandis que les maximales atteindront de 16 à 25 degrés du nord au sud.

Pression atmosphérique à Paris : 1 008,5 millibars, soit 756,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 juin ; le second, le minimum dans la nuit du 21 au 22 juin) : Aljocia, 23 et 12 degrés; Biarritz, 25 et 13; Bordeaux, 22 et 13; Bourges, 21 et 12; Brest, 15 et 10; Caen, 19 et 11; Cherbourg, 17 et 11; Clermont-Ferrand, 20 et 10; Dijon, 21 et 11; Grenoble-St-Martin, 26 et 14; Grenoble-St-Georges, 23 et 13; Lille, 16 et 11; Lyon, 23 et 14; Marseille-Marganne, 25 et 16; Nancy, 21 et 13; Nantes, 19 et 12; Nice Côte d'Azur, 23 et 16; Paris-Montsouris, 19 et 13; Paris-Orly, 20 et 12; Pau, 26 et 13; Perpignan, 23 et 14; Rennes, 19 et 12; Strasbourg, 22 et 14; Toulon, 19 et 12; Toulouse, 28 et 14; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 17; Amsterdam, 19 et 12; Athènes, 29 et 20; Berlin, 16 et 11; Bonn, 21 et 13; Bruxelles, 18 et 12; Le Caire 24 (min); Les Canaries, 26 et 20; Coppenhague, 22 et 12; Dakar, 27 et 23; Djibouti, 29 et 20; Genève, 21 et 13; Istanbul, 27 et 18; Jérusalem, 17 et 17; Lisbonne, 22 et 14; Londres, 15 et 12; Luxembourg, 19 et 12; Madrid, 32 et 15; Montréal, 23 et 12; Moscou, 22 et 15; Nairobi, 20 et 9; New-York, 25 et 16; Palma-de-Majorque, 26 et 14; Rio-de-Janeiro, 28 et 20; Rome, 25 et 14; Stockholm, 23 et 12; Téhéran, 34 et 26; Tunis, 28 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3993
HORIZONTALEMENT

I. Travaille dans le secteur du charbon. Le petit coin. — II. Fleuve. Se fait avec un certain détachement ou une certaine ferveur. Cité. — III. Mot les « étres » en éternelle communication. Soas... chef. — IV. Peut faire un succès avec un avènement un four. — V. Brune naturelle. Trés vieux. — VI. Architecte espagnol mort en 1534. Titre de religion ou titre de noblesse. Une pièce pour des pièces. — VII. Le coin de l'assiette. Son emploi est toujours lié à une succession de rochers. Belle voix. — VIII. Avec elle, paraît-il, on ne faisait pas de folies. Pays de rêve encore mieux que le Péron. — IX. N'est donc pas sans taupes. Parfumé éventuellement une glace. Ce peut être un coude avec lequel il ne vaut mieux pas baisser les bras. — X. Vis un grand pied. Partie de boules. — XI. Se voit à Tokyo ou à Kyoto. — XII. Une vérité pour Stahl, un mystère pour Lamarine. Sans doute. — XIII. Dépôt en liasse. Encourage donc à se mettre à table. — XIV. Préposition. En Arménie jadis, en Turquie de nos jours. Pour vivre à l'heure anglaise. Où la « culotte » peut être posée sans choquer les regards. — XV. Courir très vite. Alla donc au-devant de difficultés. — XVI. Refait donc la vaisselle. Famille de peintres japonais. Carré. — XVII. A toujours les dents blanches. S'exprime avec gravité.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
II														
III														
IV														
V														
VI														
VII														
VIII														
IX														
X														
XI														
XII														
XIII														
XIV														
XV														

verticalement

1. Huit-vertes. — 2. Orpailleur. — 3. Nasse. Ayant. — 4. Nô. Stérile. — 5. Étiquettes. — 6. Têtu. Et. — 7. Eau. Régir. — 8. Ta. Inai. Acc. — 9. Est. Énergie.

SPORTS

FOOTBALL

LES SANCTIONS DE L'UEFA

- Liverpool fait appel
- Bordeaux condamné

Les dirigeants du Football Club de Liverpool ont décidé à l'unanimité, vendredi 21 juin, de faire appel de la sanction prise la veille (le Monde du 22 juin) par l'Union européenne des associations de Football (UEFA), qui a suspendu le club de toute compétition européenne pour trois années. Ces trois ans s'ajoutent à la suspension à durée encore indéterminée décidée à l'encontre de tous les clubs anglais après la tragédie du Heysel. Le président de la Juventus de Turin a, de son côté, indiqué que son club ferait « probablement appel » pour les deux matches à disputer à huis clos. En revanche, la Fédération belge de football, qui ne pourra pas organiser de finale de la Coupe des clubs champions ou de la Coupe des clubs vainqueurs de coupe pendant dix ans, ne fera pas appel.

La commission de sanction et de discipline de l'UEFA, réunit le 21 juin à Zurich, a d'autre part, condamné les Girondins de Bordeaux à 56 000 francs suisses (91 000 francs français) d'amende pour avoir « compromis le bon déroulement » de la rencontre des quarts de finale de la coupe d'Europe des clubs champions contre Dniepropetrovsk, à Rivnot Rog (Ukraine). Les Girondins devront aussi payer 30 000 francs suisses (110 000 francs français) pour les fous rages par leurs supporters lors de la demi-finale contre la Juventus de Turin, et les joueurs bordelais ont une amende de 1 000 francs suisses (3 650 francs français) pour leur « comportement incorrect » lors de la même rencontre.

AUTOMOBILISME. — La firme alimentaire américaine Beatrice Food, qui doit commander en 1986 une équipe de formule 1, pourrait équiper ses monoplaces d'un nouveau moteur six cylindres en V turbo-compressé mis au point conjointement par la société Corvair Engineering, qui produisait les anciens moteurs atmosphériques, et les spécialistes de l'électronique de Ford.

PARIS EN VISITES

LUNDI 24 JUIN

« Cont' chef-d'œuvre de la sculpture funéraire », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade); « Versailles : les bosquets des jardins du château de Versailles », 14 h 30, passage Nord conduisant aux jardins d'Autonville, 171; « Portraits d'ingrès », 12 h 15, Louvre, pavillon de Flore; « Peintures françaises du XIX^e », Louvre 2^e étage, 14 h 30 (G. Camet); « Le vieux village de Charonne », 15 heures, métro Bastille, sortie rue Saint-Antoine (C.A. Masson); « La Bonne en activité », 11 h 15, métro Bastille; « Les salons de l'Hôtel de Ville », d'Henri Matisse à la Contamine, 14 h 15, place de l'Hôtel-de-Ville devant la poste (P.Y. Jastot); « Le quartier de l'Hôtel Saint-Paul », 14 h 30, rue du Fignier (Arces); « L'île de la Cité laconne », Métro-Dauphine et les églises de cathédrales, 15 heures, métro Cité (sortie Marché aux fleurs) (M. Ragnemont); « Les hôtels de l'île Saint-Louis, Vieux, La Fontaine », 15 heures, métro Saint-Louis; « Une église musée : Saint-Roch », 15 heures devant portail; « Les mystères de la rue Montferrand », 15 heures, 141, rue Montferrand.

MARDI 25 JUIN

« De Vallée à Blanc », souvenirs de la Commune de Paris, 14 h 45, sortie escalier métro, métro Père-Lachaise (V. de Langlade); « Promenade dans le quartier Saint-Antoine », 14 h 30, métro Saint-Antoine; « Le faubourg Saint-Antoine, au XVII^e siècle », 14 h 30, métro Ledru-Rollin, sortie rue de Charonne (M. Leblanc); « Ruelles du village de Passy, de l'Hôtel de Lamballe à la maison des Dames », 15 heures, métro Ledru-Rollin; « Les plus beaux quartiers de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto-fuel); « Grotte de la Vierge », 14 heures, métro Saint-Louis; « Les plus beaux jardins de Paris à l'époque Napoléon III », 15 heures, métro Monnaie; « Hôtels et curiosités du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, ou 14 h 30 (église et rue); « Hôtels du quartier du Temple », 15 heures, métro Temple (G. Botta); « Le vieux Montmartre », 14 h 30, métro Consuelo; « Daubenton », 14 h 30, rue d'Arcole (Paris auto

150 من المال

Economie

REPÈRE

Chômage : la baisse continue en Europe

Dans les pays de la Communauté européenne (moins la Grèce), le chômage a continué de diminuer (de 2,2 %) en mai. Malgré une baisse continue depuis février dernier, le taux de chômage — 10,9 % par rapport à la population active — reste encore supérieur de 3,9 points à celui de mai 1984. La hausse sur cinq ans a été forte, surtout en Italie (+ 8,3 %), et en Grande-Bretagne (+ 5,1 %), faible en RFA (+ 2,9 %) et au Luxembourg (+ 1,7 %), et le nombre de demandeurs d'emploi a baissé de 9,7 % aux Pays-Bas, de 7,4 % au Danemark et de 4,3 % en Belgique. Aujourd'hui, le taux de chômage est de 17,3 % en Irlande, de 12,9 % en Italie et aux Pays-Bas, de 12,8 % en Belgique, de 12,3 % en Grande-Bretagne, de 9,9 % en France, de 8,6 % au Danemark, de 8,1 % en RFA et de 1,7 % au Luxembourg.

LES DÉVELOPPEMENTS DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE

La COGEMA fait une percée sur le marché américain

La Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique, a vu son bénéfice atteindre 154 millions de francs pour 10,45 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1984. Quant à la marge brute d'autofinancement, elle est de 2 milliards de francs. Et cela malgré une réduction des ventes. Les comptes consolidés dégagent un bénéfice de plus de 300 millions de francs pour 17 milliards de chiffre d'affaires.

Outre la confirmation que le gisement d'uranium découvert par la société à Waterbury Lake, au Canada, a une teneur, exceptionnelle dans le monde, de 12 % et une estimation de réserves de 110 000 tonnes, l'année 1984 a été caractérisée par le développement de la présence internationale de la COGEMA et par un choix technique important pour les nouveaux procédés à mettre en œuvre à la fin du siècle.

Dans le domaine international, la COGEMA, qui commercialise la production d'uranium enrichi (EURODIF), a signé des nouveaux contrats pour une valeur de 5,5 milliards de francs, la livraison allant de 1987 au milieu de la prochaine décennie. Ceux-ci se répartissent entre les Etats-Unis (42 %), l'Asie

(16 %) et l'Europe (42 %). La COGEMA est ainsi le premier exportateur français au Japon.

Mais le plus spectaculaire est sans doute la percée sur le marché très concurrentiel des Etats-Unis où les premières livraisons, au début de 1984, à un électricien américain étaient particulièrement mal vues par le département américain de l'énergie (DOE). Désormais la firme française approvisionne 112 réacteurs dans le monde, représentant une capacité de 85 gigawatts (les réacteurs en fonctionnement ont totalisé 190 gigawatts électriques en 1984) (1).

Le choix de l'enrichissement par laser, annoncé le 29 mai à Tokyo, permettrait sans doute à la COGEMA de maintenir sa place sur ce marché au-delà de la fin de la prochaine décennie (le *Monde* du 8 juin). Huit jours plus tard, en effet, les Etats-Unis annonçaient une décision similaire. Voilà qui montre le bien-fondé du choix français et qui devrait stimuler la division d'études de séparation isotopique et de chimie physique du CEA, chargée de ce développement, qui consacrera 250 millions de francs à ce procédé. Plus économique en énergie et en matière première que la diffusion gazeuse actuellement utilisée par EURODIF, le procédé d'enrichissement par laser SILVA devrait permettre de réduire de plus de moitié les coûts de production vers le milieu des années 90.

(1) 1 Gigawatt = 1 milliard de watts.

MATRA ET NORSK DATA SE LANÇENT DANS LE PROGRAMME EURÉKA

Matra et la firme norvégienne Norsk Data, aumônier européen de la mini-informatique scientifique, viennent de signer un accord pour élaborer en commun un gros calculateur travaillant à vitesse rapide d'architecture dite « vectorielle » (nos dernières éditions datées du 21 juin). Les deux sociétés espèrent inscrire cette collaboration dans le cadre du programme Euréka, en cours d'élaboration. M. Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, était présent en Norvège lors de la signature de l'accord.

Cette alliance vise à développer une famille d'ordinateurs compacts répondant aux applications scientifiques afin d'équiper les laboratoires européens sans dépendre des fournisseurs américains. Matra distribue en France les mini-ordinateurs scientifiques de l'actuelle génération, de Norsk Data.

● Formation en alternance : bilan « ridicule », selon M. Delebarre. — Le bilan de la formation en alternance est « ridicule », moins de vingt mille stages ou contrats signés à ce jour, alors que le CNPF en avait promis trois cent mille entre février 1985 et février 1986, a déclaré M. Michel Delebarre, ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, vendredi 21 juin au cours d'un voyage en Picardie. « Si la situation ne s'améliore pas, il ne sera plus question d'agréer les organismes collecteurs de fonds patronaux en 1986, a-t-il ajouté. Il n'est pas sûr que cela constitue un bon moyen de faire. La formation en alternance est comme un démarrage difficile par suite de désaccords entre le patronat et le gouvernement (le *Monde* du 8 février). M. Delebarre a signé samedi 22 juin une convention avec l'industrie hôtelière, prévoyant une formation en alternance pour quatre mille six cents jeunes en 1985 et 1986.

LE GOUVERNEMENT

DEVRAIT AUGMENTER

LE SMIC DE 1,9 %

AU 1^{er} JUILLET

Conformément à la législation en vigueur, le gouvernement doit fixer par décret, en conseil des ministres, le nouveau taux du SMIC au 1^{er} juillet. La décision du gouvernement sera arrêtée au conseil des ministres du 3 juillet et après consultation et avis motivé de la commission nationale de la négociation collective, composée des partenaires sociaux, qui se réunit le 27 juin. Pour la revalorisation annuelle du 1^{er} juillet, l'article L141-5 du code du travail dispose que « en aucun cas l'accroissement annuel du pouvoir d'achat du salaire minimum de croissance ne peut être inférieur à la moitié du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens enregistrés par l'enquête trimestrielle du ministère du travail ».

Or le pouvoir d'achat des salaires horaires moyens, loin d'augmenter, a diminué. L'impératif de l'article L141-5 devient dès lors sans objet cette année. Par ailleurs, la loi prévoit aussi un relèvement automatique du SMIC dès l'instant où le glissement automatique des prix atteint au moins 2 %. Depuis le dernier relèvement automatique du SMIC au 1^{er} avril (une autre augmentation au 1^{er} mai ayant permis de mettre fin au « double SMIC » consécutif à la réduction de temps de travail à 39 heures), les prix ont augmenté en glissement de 0,7 % en mars, 0,7 % en avril. Ainsi si l'indice de mai augmente de 0,6 %, le relèvement automatique du SMIC de 2 % joue. Mais si l'indice provisoire (+0,5 %) est confirmé, la progression des prix pour les trois derniers mois n'aura été que de 1,9 %. Théoriquement, le gouvernement pourrait donc attendre le 1^{er} août pour augmenter le SMIC.

Il semble toutefois que les pouvoirs publics soient décidés à mettre les pendules à l'heure au 1^{er} juillet en augmentant le SMIC de 1,9 % (soit 26,03 F de l'heure au lieu de 25,54 F depuis le 1^{er} mai, ce qui aboutirait à un SMIC mensuel de 4 399,07 F contre 4 316, 26 F actuellement).

LA CONFÉRENCE DE TOKYO

Non à une réforme du système monétaire international

La première conférence internationale, réunie à la suite de la volonté affichée par M. Mitterrand, au sommet de Versailles, en juin 1982, d'entamer un processus de réforme du système monétaire international, s'est terminée sur un non-lien ou peu s'en faut. Le communiqué publié à la suite de la session ministérielle tenue à Tokyo par le groupe des Dix (1) affirme que le régime actuel des échanges flottants « demeure valable et n'appelle pas de changements institutionnels majeurs ». Le texte précise qu'« il ne serait pas réaliste d'en revenir à un système généralisé de parités fixes à l'heure actuelle ».

Plus significatif encore est le fait que la version très édulcorée d'un retour à un tel système, à savoir la proposition faite par la France, à Tokyo, de déterminer en commun de larges bandes de fluctuation pour le dollar sur les grandes places européennes et sur le marché des changes de Tokyo, a été repoussée par la plupart des participants : « La majorité d'entre nous, dit le communiqué, considère que l'adoption de zones-objectifs n'apporterait pas en pratique de progrès dans les circonstances actuelles ». Le contenu de cette proposition avait été élaboré à la hâte à Paris au printemps de 1984 pour donner quelque substance à la proposition présidentielle de conférence sur la réforme monétaire internationale.

Le projet français de « zones-cibles » en matière de taux de change reposait sur l'idée, formulée dans une note interne de l'administration au gouvernement, que « les autorités monétaires sont capables, avec un degré d'approximation suffisant, d'identifier les taux de change d'équilibre fondamentaux ».

La lecture de ce document montre cependant qu'aucun élément nouveau d'analyse n'était apporté pour résoudre un problème en réalité très difficile. Si l'on imagine un taux d'équilibre qui soit autre que celui du marché, il faut nécessairement éliminer l'influence, jugée déstabilisatrice, de tel ou tel facteur : dire par exemple que le taux serait en équilibre si on ne tenait compte que de l'évolution des prix dans les pays considérés, abstraction faite des mouvements de capitaux. Mais, dans le monde, réel, d'énormes masses de capitaux se déplacent. La

note française estimait que le taux d'équilibre pouvait se déterminer en prenant en considération l'ensemble des facteurs. Le « taux de change réel fondamental » une fois déterminé, les autorités monétaires feraient savoir au marché qu'elles ne toléreraient plus de variations de change qu'à l'intérieur d'une bande de 5 % à 10 % de large autour de ce taux.

Cependant, tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles pour les ministres du groupe des Dix. Leur communiqué de Tokyo reconnaît que le régime des changes flottants « a aussi montré ses faiblesses » et qu'il « est nécessaire de l'améliorer ». M. Pierre Bérégovoy a pas été le seul à souligner les conséquences négatives de l'instabilité (à long terme) et de la variabilité (au jour le jour) des changes sur le commerce, l'investissement et, d'une façon plus générale, sur l'activité

économique. Dans son exposé, le secrétaire américain au Trésor, M. James A. Baker a parlé de l'« épreuve pénible infligée au secteur industriel américain par le niveau élevé du dollar ».

Pour le ministre français de l'économie et des finances, « il reste beaucoup à faire et beaucoup de résistances à vaincre pour améliorer le système monétaire international », mais, a-t-il ajouté en s'entretenant avec les journalistes à la suite de la conférence, « pour beaucoup d'intervenants, les résolutions adoptées vendredi sont une base de départ et non un point d'arrivée ».

PAUL FABRA.

(1) Le groupe des Dix comprend en réalité onze pays, depuis l'adhésion récente de la Suisse ; les autres membres sont les Etats-Unis, la RFA, la Grande-Bretagne, la France, le Japon, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et le Canada.

EN GRANDE-BRETAGNE

La croissance a été de 3,5 % au premier trimestre

Le produit intérieur brut britannique s'est accru au premier trimestre 1985 de 3,5 % par rapport à la période correspondante de 1984, selon les dernières estimations de l'Office national de la statistique. Ce taux, obtenu après élimination des distorsions causées par la grève des mineurs, est conforme à l'objectif du gouvernement pour l'année tout entière.

La progression, qui a été de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, résulte surtout d'une reprise des investissements (+ 3,5 % par rap-

port au premier trimestre 1984), toutefois partiellement annulée par une réapparition du déstockage (lequel s'était interrompu au trimestre précédent pour la première fois depuis 1983).

La consommation des ménages est retombée à cause principalement d'une diminution de la demande de biens durables et de produits alimentaires, que n'a compensé qu'en partie un accroissement de celle d'énergie. Par rapport au premier trimestre 1984, son augmentation a été inférieure à 1,5 %. — (AFP.)

(Publicité)

AVIS AU PUBLIC

Ligne à deux circuits 400 kw Gâtinais-Cirolliers et raccordement de la ligne à 400 kw Tabarderie-Villejust au poste de Cirolliers (traversement du département du Loiret)

Il est porté à la connaissance du public qu'une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ELECTRICITE DE FRANCE, en vue d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne visée ci-dessus.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ELECTRICITE DE FRANCE comporte une étude d'impact.

Du lundi 1^{er} juillet 1985 au lundi 4 novembre 1985 inclus, les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- à la préfecture d'Orléans : Direction des relations avec les collectivités territoriales, bureau des opérations immobilières et de l'urbanisme, 3^e étage :
 - du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 18 h 30 ;
 - le vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30 ;
 - et les samedis 6 et 26 octobre 1985, de 9 h à 12 h ;
- à la sous-préfecture de Pithiviers :
 - du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h ;
 - le vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h ;
 - le samedi, de 8 h 30 à 12 h ;
- à la mairie de Beaune-le-Rolande :
 - du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
- à la mairie de Pithiviers :
 - du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h ;
 - le vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h ;
 - le samedi, de 8 h à 12 h ;
- à la mairie de Meauville :
 - du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 à 17 h ;
 - le samedi, de 8 h à 12 h ;
- à la mairie de Pithiviers :
 - du lundi au jeudi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h ;
 - le vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h ;
- à la mairie d'Auvers-le-Rivier :
 - le mardi et le vendredi, de 18 h à 20 h ;
- à la mairie de Batilly-en-Gâtinais :
 - le jeudi et le vendredi, du 17 h à 19 h 30 ;
 - à partir de septembre : le mardi et le vendredi, de 17 h 45 à 19 h ;
- à la mairie de Bony :
 - du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h ;
 - le samedi, de 8 h à 10 h ;
- à la mairie de Givry :
 - le jeudi, de 11 h à 12 h ;
- à la mairie de La Neuville-sur-Èsne :
 - jusqu'au 18 juillet 1985 inclus : le mardi et le vendredi, de 18 h à 19 h 30 ;
 - du 21 juillet au 18 août 1985 inclus : le mardi, de 18 h à 19 h 30 ;
 - à partir du 18 août 1985 : le mardi et le vendredi, de 18 h à 19 h 30 ;
- à la mairie du Manchoeur :
 - jusqu'au 10 juillet 1985 : le mardi et le vendredi, de 18 h à 18 h 30 ;
 - du 11 juillet au 10 août 1985 : le mardi sur rendez-vous à la mairie ;
 - à partir du 11 août 1985 : le mardi et le vendredi, de 18 h à 19 h 30 ;
- à la mairie de Nangerville :
 - le mardi, de 18 h à 18 h 30. En cas de fermeture, la mairie recevra à son domicile ;
- à la mairie d'Orveau-Bellavance :
 - le mardi et le vendredi, de 18 h à 18 h 30. En cas de fermeture, la mairie recevra à son domicile ;
- à la mairie de Yèvre-la-Ville :
 - en juillet, septembre et octobre : le lundi et le jeudi, de 18 h à 18 h ;
 - le samedi, de 8 h à 11 h ;
 - en août : le lundi et le jeudi, de 10 h à 12 h ;
- à la mairie de Coude :
 - en juillet, septembre et octobre : le mardi et le vendredi, de 18 h à 18 h 30 ;
 - en août : le mardi, de 18 h à 18 h 30 ;
- à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche - Région Centre, 18, rue Adèle-Lanson-Chenault (division énergie, 4^e étage), 45066 Saint-Jean-le-Blanc Cedex :
 - du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

En outre, les personnes intéressées pourront en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-dessus.

Un registre sera également déposé avec chaque dossier afin que les personnes intéressées puissent y consigner leurs observations.

ORLÉANS, le 10 juin 1985.

LE PRÉFET
commissaire de la République.

LES TITRES PARTICIPATIFS DE GAZ DE FRANCE

L'art d'amender la loi

Qualité de texte « four-tout » ou de « voiture-béni », le projet de loi gouvernemental portant sur diverses dispositions d'ordre économique et financier (DOOF) mérite bien son nom. Jeudi 20 juin, tard dans la soirée, les membres de l'Assemblée nationale qui examinent en seconde lecture les dispositions n'ayant pu faire l'objet d'un accord en commission mixte paritaire (Assemblée/Sénat) ont vu se glisser subitement un amendement gouvernemental concernant, en fait, les intentions de Gaz de France d'émettre des titres participatifs pour un montant de 6,8 milliards de francs (*Le Monde* du 22 juin).

On sait que cette information (la décision officielle n'a pas encore été prise en conseil d'administration) a suscité de vives réactions, y compris chez les syndicats, prompts à voir dans cette démarche une amorce de « dénationalisation rampante ». M. Philippe Harzog, au nom du Parti communiste, et M. François Duteil, pour le CGT, ont, chacun de leur côté, élevé une protestation en ce sens. Au-delà du problème politique soulevé, la question était également d'ordre juridique : aux termes de la loi « Delors » du 3 janvier 1983, qui a permis la création de ces titres participatifs, un établissement public de l'Etat — c'est le statut de Gaz de France — peut-il émettre cette nouvelle catégorie de valeurs mobilières cotées en Bourse ?

Oui, répondent les pouvoirs publics en faisant état du « vice juridique » de la loi et de l'extension progressive de cette disposi-

tion (initialement limitée aux seules entreprises nationalisées et aux coopératives constituées en sociétés anonymes) aux banques mutualistes et coopératives, voire aux coopératives agricoles (*Le Monde* du 6 juin) et aux associations. Pas si sûr, assurent certains spécialistes, forts du principe selon lequel tout ce qui n'est pas interdit, n'est pas nécessairement autorisé.

Pour couper court à toute polémique, le gouvernement a donc fait adopter au Palais Bourbon un article additionnel rédigé ainsi : « Les établissements publics de l'Etat à caractère industriel et commercial peuvent émettre des titres participatifs dans les conditions prévues aux articles de 283-6 et 283-7 de la loi du 24 juillet 1966 (sur les sociétés NDLR). Un décret fixe en tant que de besoin les conditions d'application du présent article. »

A cette occasion, on a assisté dans l'hémicycle à quelques échanges de propos savoureux :

● M. le secrétaire d'Etat (Henri Emmanuelli). — La loi du 3 janvier, reprenant les articles 283-6 et 283-7 de la loi du 24 juillet 1966, n'exclut pas la possibilité d'émission de titres participatifs pour les entreprises publiques sous forme d'établissements industriels et commerciaux, dans la mesure où leur régime n'y faisait pas obstacle. L'amendement 34 du gouvernement tend à lever toute ambiguïté sur ce point.

● M. le rapporteur général (Christian Piretti). — La lecture du Monde est toujours intéres-

sante : j'y ai appris ce soir que le gouvernement déposait cet amendement, dont je me félicite d'ailleurs. Il permettra en effet à Gaz de France d'améliorer sa situation financière.

● M. Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine). — M. le ministre, M. le rapporteur général, ce que vous faites n'est pas du bon travail parlementaire. N'ayant pas lu la presse du soir, je n'avais pas connaissance de cet amendement important qui aurait dû être examiné par la commission des finances.

● M. Goux, président de la commission des finances. — Il l'a été !

● M. Tranchant. — Vous avez réuni la commission juste avant la séance alors que peu de parlementaires étaient présents.

● M. Piretti. — Il y en avait !

● M. Tranchant. — Mais qui pouvait imaginer que le gouvernement déposerait un tel amendement ? Sans doute serais-je venu plus tôt si j'avais lu le Monde...

● La procédure n'est pas bonne et sur le fond plusieurs questions se posent. Conclure d'établissements à caractère industriel et commercial pour émettre des titres participatifs ? Nous aimerions en avoir la liste. Où est Gaz de France sur le problème du gaz algérien, que nous surpayons au point d'avoir dû rajouter 2 milliards 300 millions au budget ? Enfin, quel est à l'heure actuelle le montant de l'endettement de cette entreprise ?

Finalement, l'amendement 34, mis aux voix, est adopté.

S. M.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

AU vu de la purge sévère que s'était imposée la Bourse de Paris la semaine précédente (les cours des valeurs françaises avaient chuté de 4 % en moyenne), on pouvait se demander si le bilan du mois de juin allait être finalement positif. Mais le redressement de la cote que nous escomptions dans ces colonnes s'est effectivement produit et, à l'issue de cette phase de correction technique, les actions ont repris de la hauteur. Jeudi 20 juin, jour de la liquidation mensuelle, le marché affichait une hausse de 0,40 % pour la séance et de 1,50 % depuis le début de l'année. Mieux encore, vendredi, premier jour du mois de juillet — et accessoirement de l'été, la cote faisait monter de 0,25 % la température au Palais Brongniart, portant à 1,70 % la hausse globale de ces cinq semaines.

D'un mois sur l'autre — et pour la sixième fois consécutive depuis janvier 1985 — la Bourse de Paris a ainsi franchi le stade d'obstacles. En sera-t-elle de même d'ici à la fin de l'année, ce qui devrait permettre à notre place de caracoler au top niveau des marchés mondiaux ? La question reste posée, et si certains observateurs, dont nous sommes, n'excluent pas une correction en baisse (qui pourrait attendre 5 % au dernier trimestre 1985, l'avis général est que la bonne tenue du marché devrait se poursuivre durant toute la période estivale.

A l'appui de cette analyse, on doit admettre que, par le seul jeu de l'argent disponible sur le marché, celui-ci doit nécessairement trouver des moyens d'investir ses liquidités. Y compris en frisant le domaine de l'hydratation comme un télescope, quasiment chaque jour à présent, la rue sur les sociétés introduites au second marché de Paris et des places de province. Grosso modo, le montant des divers coupons et dividendes qui tombent en ce moment dans l'escarcelle des investisseurs représente une vingtaine de milliards de francs. Auxquels il convient d'ajouter les sommes croissantes déposées sur les SICAV court terme (qui rendent de plus en plus urgente la mise en place du futur marché à terme d'instruments financiers) et le flux financier en provenance des côtes britanniques et américaines.

Sur ce dernier point — l'action des investisseurs transatlantiques sur notre marché — on remarquera que le seul fait d'accroître d'un point le volume de leurs placements hors de leurs frontières représente, pour les seules caisses

Et de six...

de retraite américaines — les fameux pension funds — une force de frappe supplémentaire de 10 milliards de dollars, soit l'équivalent de 95 milliards de francs. Or la politique de ces grands « zinzins » qui n'est placée que 0,5 % de leurs actifs en Europe, pour l'instant, consiste actuellement à diversifier leurs investissements. Au profit des places japonaises et de la City en priorité, c'est vrai, mais également en faveur des marchés continentaux, comme l'a démontré en fin de semaine la vague d'achats américains qui s'est abattue à Francfort et à Dusseldorf sur les grandes valeurs industrielles ouest-allemandes.

A Paris, le flot n'est pas tari, et on constate ces derniers temps qu'il n'hésite pas à descendre en cascade des grandes valeurs de la cote vers des actions de second rang (distribution, holdings financiers) dont on pensait — sans doute à tort — que les Américains ignoraient jusqu'à l'existence. Les efforts entrepris par la communauté financière pour « vendre » ses produits hors de l'Hexagone commencent à porter ses fruits. Dans le même temps, on ne peut nier que la conduite des acheteurs — et des vendeurs bien sûr — est de plus en plus dictée par des considérations liées aux résultats financiers et aux prévisions annoncées par les dirigeants de tel ou tel groupe en cette période marquée par une kyrielle d'assemblées d'actionnaires.

Michelin se regonfle

A cette occasion, on a vu tout récemment certaines valeurs tirées de l'ornière, telles Bis et Ecco, deux sociétés représentatives d'un secteur (l'intérieur) en crise pendant près de trois ans et qui reviennent au goût du jour, aidé en cela par une politique gouvernementale convertie à la « mobilité de l'emploi ». Ainsi Bis, qui figure en tête des plus fortes hausses de la semaine avec une avance de près de 25 %, prévoit-elle pour l'exercice 1985 un bénéfice consolidé de 50 à 55 millions de francs, pratiquement triplé par rapport à celui de l'année précédente. De même Ecco, à son plus haut niveau de l'année à Paris où elle a progressé de 16 %, fait-elle un « tabac » à Lyon où elle tente d'introduire sa filiale travail temporaire (voir le « Bloc-notes »).

Bloc notes

● 18 juin. — L'introduction des actions de la société Broche Pasquier sur le second marché de la bourse de Nantes n'a pu avoir lieu en raison de l'abondance des ordres d'achat : 3,45 millions d'actions face à vingt-cinq mille titres offerts au public. L'opération avait été reportée au 21 juin sous forme d'offre publique de vente à 260 F (contre 230 F lors de l'offre initiale). Le 21 juin, le titre Broche Pasquier a été effectivement coté à ce cours de 260 F, le demandeur représentant encore 2,3 millions de titres, l'opération étant conduite par le Crédit industriel de l'Ouest, la Banque nationale de Paris et la charge d'agents de change nantaise de Chaillé de Portzamparc.

● 19 juin. — Faute d'avoir pu satisfaire la demande (8,99 millions d'actions face à 45 436 titres offerts), l'introduction au second marché de Paris de la société de services informatiques Dataid sous l'égide du Crédit commercial de France, de l'Européenne de banque et de la charge Rondeloux Oudart, a été reportée au lundi 24 juin. Une tentative sera alors effectuée sous forme d'offre publique de vente au prix de 275 F par action (contre 200 F initialement).

● 20 juin. — L'admission à la cote officielle du marché de Paris de l'action japonaise Honda Motor s'est effectuée au cours de 52,40 F par voie d'arbitrage (conversion en monnaie nationale, via la devise-titre, du cours coté par le valeur sur sa place d'origine).

● 21 juin. — Prévue sur le second marché de la Bourse de Lyon au prix de 450 F, l'introduction d'Ecco Travail Temporaire a suscité 11,7 millions d'actions demandées face à 80 000 titres offerts. Devant ce déséquilibre, l'opération, menée par le Crédit lyonnais, la Société lyonnaise de banque et la charge lyonnaise Girardet, a été reportée au jeudi 27 juin sous forme d'offre publique de vente et au prix de 625 F.

● 28 juin. — Introduction, au second marché de Lyon de la Société française de signalisation, à l'initiative du Crédit lyonnais et de la charge d'agents de change locale Richard. L'opération portera sur 30 000 actions, au prix de 180 F, soit 10 % de cette entreprise (ex-société G-rod), spécialisée dans les panneaux de signalisation routière et qui a réalisé au cours du dernier exercice un bénéfice de 6,6 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 86 millions.

● 8 juillet. — Procédure d'admission des établissements Binet au second marché de la Bourse de Lyon sous la forme de 12 000 actions au prix de 185 F, à l'initiative de la banque Neufville, Schlumberger-Mallet et de la charge lyonnaise Wolff-Gorand. Cette société est spécialisée dans la fabrication de feutres pour l'industrie textile.

Matériel électrique services publics

	21-6-85	Diff.
Alstom-Atlantique	312	- 1,10
CTI-Alcatel	1 250	- 65
Crouzet	240	- 32
Général des Eaux	691	- 11
IBM	1 169	- 21
Interchimie	2 650	+ 185
ITT	303	- 72
Legrand	2 300	+ 70
Lyonnais des Eaux	890	- 70
Matra	1 790	- 85
Merlin-Gérin	2 080	+ 110
Moteurs Leroy-Somer	662	+ 21
Moulinex	91,50	+ 3,70
Philips	172,50	- 5,30
PM Labinal	529	+ 34
Radio-technique	328	+ 13,5
SEB (1)	1 380	- 1,50
Signaux	601	+ 34
Télécom. Electricité	2 705	+ 255
Thomson-CSF	525	+ 5
Schlumberger	350	- 10,9
Siemens	1 880	+ 50

(1) Compte tenu d'un coupon de 16 F.

Mines, coutchouc, outre-mer

	21-6-85	Diff.
Charter	23	+ 0,85
Géophysique	720	- 30
Indust. Min.	196,80	- 1,20
INCO	123,28	- 5
Michelin	1 028	+ 14
Min. Pénaroya	98	+ 2
RZT	72	+ 0,40
KCI	1,81	- 0,82

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
Or fin (100 en barre)	96 300	94 500
— 800 en barre	96 050	94 250
Pièces françaises (100 F)	411	416
Pièces suisses (100 F)	882	880
Pièces belges (100 F)	846	840
Pièces suisses (100 F)	846	840
Souverain	680	680
Souverain Elizabeth II	687	680
Dons de 20 dollars	4 050	3 920
— 10 dollars	2 110	2 130
— 5 dollars	1 055	1 075
— 20 francs	3 320	3 320
— 10 francs	871	874
— 5 francs	420	428

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Codis	162 701	130 160 800
Lafarge-Coppée	154 575	85 286 727
Carrefour	32 326	69 413 350
Pengout	169 339	68 451 990
EIF-Aquitaine	280 975	59 351 996
Thomson-CSF	111 017	57 676 368
L'Air Liquide	86 339	57 376 409
Mote-Hemmer	24 000	46 940 894
4 1/2 % 1973	28 005	45 006 376
IBM	37 182	43 224 195

(*) Du 14 au 20 juin.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	17 juin	18 juin	19 juin	20 juin	21 juin
RM	411 187	527 270	543 085	641 799	N.P.
Comptant	2 790 134	2 543 353	2 104 834	2 197 131	N.P.
R. et obl.	86 546	100 787	127 411	86 298	N.P.
Total	3 287 867	3 171 410	2 675 330	2 925 228	N.P.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

	120,2	120	120,6	121,1	-
Franc	120,2	120	120,6	121,1	-
Etrang.	104,3	102,6	103,6	102,4	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

	125,7	125,6	125,6	126,1	127,2
Tendance	125,7	125,6	125,6	126,1	127,2

(base 100, 31 décembre 1981)

	224,9	223,2	223,3	224,1	225,6
Indice gén.	224,9	223,2	223,3	224,1	225,6

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	21 juin	14 juin	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	115	115,7	- 0,6	117,9	99,7

Banques, assurances sociétés d'investissement

	21-6-85	Diff.
Bail Equipement (1)	341	- 19,50
Banque (Cie)	630	- 16
Cetelem	600	+ 30
Chargers SA	641	+ 55
CFI	870	- 8
CEI	305	- 6
Eurafrance	1 520	+ 40
Edin (La)	470	- 5
Imam. Pl.-Monceau	463	+ 10
Loafrance (2)	468	+ 15
Locidina	865	+ 28
Midland Bank	2 640	+ 75
Midland	1 213	+ 12
OFF	251	+ 13
Paribas de rétic.	1 039	+ 19
Prêtalab	1 228	+ 5
Schneider	217	+ 8,30
UCB	320	- 4

(1) Compte tenu d'un coupon de 17,50 F.

(2) Compte tenu d'un coupon de 17 F.

Bâtiment, travaux publics

	21-6-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	960	+ 15
Bouygues (1)	830	+ 49
Ciments Français	351,90	- 4,10
Dumez	650	- 23
DTM	282,50	- 1,50
Lafarge	556	+ 3
Maisons Pécia	247	+ 2
Poliet et Chausson	645	+ 15
SORIS	137,50	- 10,4
SOS-SE	60,50	- 2,50

(1) Compte tenu d'un coupon de 19 F.

Filatures, textiles, magasins

	21-6-85	Diff.
André Rouiller	280	- 12
FF Agache-Wiloot	N.C.	N.C.
BHV	315	+ 45
CFAO	1 089	+ 57
Dunant-Servipont	1 920	- 180
Dary	1 480	+ 124
DMC (1)	270,50	+ 13
Galeries Lafayette	655	+ 101
La Redoute	1 450	+ 39
Nevelles Galeries	1 650	- 4,5
Printemps	292	+ 10
SCOA	100,00	+ 3,00

(1) Compte tenu d'un droit de 28,50 F.

Pétroles

	21-6-85	Diff.
Elf-Aquitaine	214	+ 2,90
Esso	530	- 3
Exxon	583	- 5
Finesse	317	+ 7
Totofina	876	- 16
Pétroles R.P.	112	+ 8
Primagaz	365	+ 23
Raffinage	81	+ 5,10
Marine Waudin	54	+ 13
Sogehap	445	+ 13

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	21-6-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 611	- 18
7 % 1973	8 278	- 8
10 3/4 % 1975	97,75	- 0,15
PMI 10,6 % 1976	96,40	- 0,20
8,80 % 1977	124,45	+ 0,65
8,05 % 1978	98,25	+ 0,25
9,80 % 1978	96,30	- 0,20
8,80 % 1978	97,65	+ 0,35
9 % 1979	94,01	- 0,84
10,80 % 1979	100	- 0,65
12,5 % 1980	100,65	- 0,16
13,80 % 1980	106	- 0,31
16,75 % 1981	111,54	- 0,36
16,20 % 1982	117,80	- 0,16
16,90 % 1982	118,47	- 0,38
15,75 % 1982	115,25	- 0,32
15 % 1985	4 245	- 8
CNB 6 % 0 000 F	102,30	- 0,30
CNB Parisien	102,30	- 0,30
5 000 F	102,30	- 0,30
CNB 5 000 F	102,30	- 0,30
CNT 5 000 F	102,30	- 0,30

(*) Du 14 au 20 juin.

Saint-Gobain revient en Bourse

Nationalisé en 1982, réintroduit à la cote officielle par la petite porte des titres participatifs, la société Saint-Gobain revient légalement à la Bourse en y introduisant, le 25 juin, au second marché, 15 % du capital d'une de ses filiales les plus présentes, la Saint-Gobain Emballage. Déjà, au préalable, de cette « bête à chagrin » que sont les Verreries de Saint-Gobain, consacrées à la fabrication des gobelets... et aux déchets, et que la maison mère a récupérées, Saint-Gobain Emballage réalise près de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires et figure au premier rang européen dans sa spécialité sur un marché dont la croissance est qualifiée de modérée, mais assurée à moyen terme. La société est chef de file pour le conditionnement des vins fins, du champagne et des alcools, devenues BSN, et, par sa filiale Saint-Gobain Desjor-

Alimentation

	21-6-85	Diff.
Beghin-Sey	281	+ 10
Bongrain	1 950	+ 11
BSN G-Dunoe	2 555	+ 54
Carrefour	2 181	+ 54
Casins (1)	908	- 44,40
CEA	750	- 50
Eurocristal (2)	1 160	+ 45,50
Guyonne et Gasc.	307	- 2
Leclerc	600	- 30
Martell	1 778	+ 35
Molt-Hennery	1 947	- 12
Nestlé	24 130	+ 420
Océanide (Cie)	702	- 24
Shell	2 350	- 1,5
Pernod-Richard	766	+ 11
Prunod	1 440	+ 38
Source Perrier	558	+ 26
St-Louis-Bouillon	299	- 10
S.S. Soufflet	550	+ 2
S. Perrier	598	+ 26
Veuve Clicquot	2 895	+ 90

(1) Compte tenu d'un droit de 86,40 F.

(2) Compte tenu d'un droit de 35,90 F.

Produits chimiques

	21-6-85	Diff.
BASF	710	+ 19
Bayer (1)	715	+ 16
Hoechst	728	+ 19
Imp. Chimical	96,90	- 0,90
Indust. Mécan.	1 720	- 12
Laboratoire Boileau	1 146	+ 16
Norsk Hydro	109,50	- 3
Romel-Uclaf	1 560	- 40

(1) Compte tenu d'un coupon de 21 F.

Métallurgie

construction mécanique

	21-6-85	Diff.
Alpi	1 470	- 5,20
Avions Dassault-B.	1 375	- 55
Châssis-Clairon	54	+ 4,40
De Dietrich	580	- 19
FACOM	1 237	+ 22
Fives-Lille	405	- 0,50
Fontaine (Général)	60,20	+ 2,60
Indust. Mécan.	230	- 20
Pengout	830	- 10
Pouget SA	405	+ 4
Podiat	63,90	- 2,20
Pompey	212	- 12
Sagat	1 821	+ 116
Valéo	220	+ 14
Vallourec	114,50	+ 1,50

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Tendances récapitulées

La forte reprise enregistrée, vendredi, lorsque l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a gagné plus de 20 points, a permis au marché de regagner, et au-delà, le terrain perdu en début de semaine. De ce fait, le Dow Jones a clos les cinq séances à 1 220,67, en hausse de 23,20 points sur le vendredi précédent. La baisse du prime rate, revenu à son plus bas niveau depuis 1978 et celle, parallèlement, des fonds fédéraux, a permis à la cote de progresser. Mais l'Europe s'est effondrée, après la publication des estimations relatives à la croissance du PIB américain pour le second trimestre 1985, qui font connaître un resserrement de la politique du « Fed ».

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
Alcoa	32 1/4	35 5/8
AT&T	23 5/8	24 1/2
Borg	54	43 1/2
Cham. Man. Bank	58 1/4	59 3/4
Du Pont de Nemours	57 1/2	67 3/4
Eastman Kodak	43 5/8	43 7/8
IBM	55	58
Ford	45 5/8	48 1/8
General Electric	59 3/4	60 3/8
General Foods	42	41 1/8
General Motors	72 1/4	72 3/8
Goodyear	28 1/4	30
IBM	55	58
ITT	32	32 5/8
Mobil Oil	30 3/8	30 7/8
Philips	47 1/8	49 3/8
Schlumberger	37	37 3/4
Texas	37 5/8	37 3/8
UAI Inc.	44 5/8	45 1/4
Union Carbide	42 3/4	43 7/8
US Steel	27	27 1/4
Westinghouse	32 1/2	33 1/4
Xerox Corp.	48 1/8	49 3/8

LONDRES

Mauvaise

La tendance est demeurée mauvaise cette semaine sur le London Stock Exchange après une flambée d'activité provoquée par le grand succès de l'émission publique de la société d'assurance Abbey Life.

1550

17 au 21 juin 1985

BOURSE
ÉTRANGÈRE

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euro-marché

Spectaculaire essor des émissions

Le premier semestre n'est pas encore totalement achevé, mais déjà l'on observe une confirmation statistique de l'explosion récente du volume des nouvelles transactions sur le marché euro-obligataire. Avec près de 63,5 milliards de dollars à la fin de la semaine passée, la confirmation est éclatante : ce montant représente presque le double de celui des six premiers mois de 1984 et plus des quatre cinquièmes de celui de l'année dernière entière, qui, elle-même, était une année record.

La seule exception de celui de l'euroflorin, en repli - qui n'est pas vraiment un euro-marché parce qu'il concerne des emprunts non cotés, - tous les secteurs ont participé à l'évolution générale, même s'ils l'ont fait à des degrés divers. Le dollar a assuré sa supériorité de façon magistrale avec 50 milliards de dollars, soit le double environ du chiffre correspondant de la mi-1984, dans un mouvement provoqué par la vigoureuse expansion des émissions à taux flottant. Avec l'équivalent de 3,57 milliards de dollars, le mark ouest-allemand revigoré par les récentes mesures de libéralisation prises par la Bundesbank, défend sa seconde place, que l'ECU tend à lui ravir.

Des émissions libellées dans la devise européenne ont été lancées pour l'équivalent de 3,1 milliards de dollars, contre 1,5 milliard au premier semestre de 1984. Le livre sterling suit timidement à distance, avec environ 2,2 milliards de dollars, menacé par la forte montée du yen (1,88 milliard de dollars) et celle du dollar canadien (1,7 milliard de dollars des États-Unis).

La compilation est aussi l'occasion de saluer le retour de l'euro-franc français dont la modestie est illustrée par le fait que le volume de ses six émissions environ 340 millions de dollars est pratiquement rejoint par celui du secteur néo-zélandais. C'est aussi l'occasion d'évaluer le poids d'un nouveau venu, l'eurosecteur de la couronne danoise, qui, avec l'équivalent d'environ 150 millions de dollars, est, avec la couronne norvégienne, un des plus faibles.

Les chiffres illustrent les mouvements du niveau de l'intérêt. Ils suggèrent l'affinement des techniques d'emprunt et l'ouverture du marché à de nouveaux participants.

De telles préoccupations, il n'en est pas question en Chine, où l'on s'affaire bien plutôt à accroître la dette publique extérieure sur la base d'un niveau officiellement évalué à 3,755 milliards de dollars au 30 septembre 1984. Le chiffre, bien sûr, ne se rapporte qu'aux trente-cinq dernières années puisque le gouvernement chinois et ses organisations ne reconnaissent et n'assument aucune responsabilité pour toute dette extérieure survenue du fait de gouvernements chinois antérieurs au 1^{er} octobre 1949, date de la fondation de la République populaire de Chine.

La position est clairement établie dans le mémorandum d'information publié à l'occasion de la récente première prise de contact entre une entité chinoise et le marché euro-obligataire.

Cela rend peu probable, pour l'instant, une transaction en dollars, et, out par là même, que le second euro-succès chinois sera fait comme le premier à Francfort. Il sera de droit ouest-allemand. Comme il s'agit, pour le moment, de se montrer discret pour ne pas ternir le succès des premiers pas de Zhongguo Yinhang, mieux connue sous le nom de Bank of China, la plus grande partie de l'été pourrait s'écouler avant qu'une autre entreprise étatique, China International Trust and Investment Corporation (CITIC), ne se présente à son tour sur le marché de l'euro-marché.

Sur le marché de l'eurofranc, la Suède, sous la direction de la BNP, est venue aux conditions prévues et a bénéficié du succès attendu. D'un montant de 500 millions, il est lancé au pair pour une durée de quinze ans. Son coupon est de 11 %. Deux, et peut-être trois euro-emprunts en francs français sont attendus pour juillet si se réalise, comme on le prévoit, une émission convertible.

L'attention se tourne vers l'opération préalable de 1 milliard de francs que la Banque mondiale s'apprête à lancer sur le marché intérieur sous la direction de Paribas, de la Société générale et de la Caisse des dépôts et consignations. La Banque mondiale sera le premier emprunteur à bénéficier du même privilège fiscal que l'Etat. Elle pourrait être suivie par d'autres organisations supranationales.

Sur le « marché gris », la bonne réception se marquant par des prix à l'intérieur de cette dernière commission. Le fait est d'autant plus encourageant que, de par la structure même du groupe de direction de l'emprunt, plus nombreux que celui de la BNP, qui ne compte que quatre participants, le placement est destiné à prendre quelque temps. C'est à l'annonce d'une nouvelle émission de dette française par la fermière des marchés du Proche-Orient, actuellement clos en raison du Ramadan.

Ce dont il convient de se féliciter autant que du succès et de l'ingéniosité des emprunteurs et des arrangeurs, c'est de la souplesse dont a fait preuve le Trésor en autorisant à un moment propice une abondance de dettes françaises. Ces dernières émissions ont été lancées dans la foulée de celles toutes récentes de la Banque française du commerce extérieur, d'Indosuez et de la BNP elle-même. La présence de cette dernière pour la seconde fois en deux semaines sur le marché international des capitaux correspond au souci hautement louable de réaménager sa dette à des conditions les meilleures possibles.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Un dollar bien agité

Les cours du dollar ont assez fortement fluctué cette semaine, commençant par deschis très sensibles à l'annonce d'une nouvelle diminution du taux de base des banques américaines pour rebondir non moins vivement sur la nouvelle d'une progression du PNB des États-Unis plus forte que prévu pour le second trimestre.

Quant au franc français, encore très ferme la semaine dernière, il commence à donner lieu à quelques appréciations moins favorables, mais cela semble encore très circonstanciel.

Stable au début de la période hebdomadaire sous-vent, la devise américaine se met à glisser dès mardi, en liaison avec l'annonce d'une nouvelle décade des taux outre-atlantique : une petite banque, la Southwest de Saint-Louis, avait, la veille, ramené son taux de base de 10 % à 9 1/2 %.

Le lendemain, l'ensemble des banques américaines prenait la même décision, le taux de base revenant en dessous de 10 % pour la première fois depuis le 13 octobre 1978. Du coup, le dollar « plongea » brutalement, revenant de 9,29 F à 9,17 F et même 9,13 F, et tombant, un moment, un peu en dessous du seuil fatidique des 3 DM, au plus bas depuis le 23 avril dernier.

Les milieux financiers internationaux attendaient, avec une certaine appréhension, les premières estimations anticipées sur la croissance du produit national brut américain pour le second trimestre. Les pronostics portaient sur un chiffre guère supérieur à 1,5 %, et même moins : en ce cas, la Réserve fédérale se verrait contrainte d'abaisser à nouveau son taux d'escompte, déjà ramené de 8 % à 7,5 % le 17 mai dernier : une décision de nature à affaiblir encore le dollar.

Le jeudi, patatras ! Les estimations en question indiquaient une croissance de 3,1 % de l'économie américaine pour le second trimestre (sur une base annuelle), donc bien plus forte que prévu. La situation se renversait complètement, d'autant que, selon toute probabilité, la Réserve fédérale ne se sentait plus obligée d'abaisser son taux d'escompte. Les taux d'intérêt remontaient outre-atlantique (8 % à la veille du week-end sur l'eurodollar à six mois contre près de 7 1/2 % au début de la semaine) et les cours du dollar bondissaient, de 9,26 F à plus de 9,40 F et de 3,04 DM à près de 3,09 DM, avant de fléchir un peu vendredi à 9,35 F et 3,06 DM.

Après ces réactions plutôt brutales et ces écarts sensibles, épreuves pour les nerfs des opérateurs, le moment de la réflexion semble venu. Les farouches estimations anticipées « sont sujettes à caution... et à révision : celles pour le PNB du premier trimestre étaient de 2,7 % au départ, pour revenir ensuite à 1,3 %, puis à 0,7 %, et, enfin, dernier chiffre révisé le 19 juin, à 0,3 % seulement.

En tout cas, pris à contrepied, les opérateurs sont de plus en plus prudents et ne prennent plus aucun engagement : on travaille à vue. Tout au plus, distingue-t-on un seuil de résistance à 3 DM pour le dollar. Mais les seuils sont faits pour être enfoncés.

A Paris, quelques touches légères ont été observées sur le mark, qui a remonté un peu au-dessus de 3,05 DM. A l'étranger, comme nous

le signalions la semaine dernière, on commence un peu à scruter l'horizon au-delà de mars 1986. A cette occasion, la Rue de Rivoli a éprouvé le besoin de relever avec sévérité les déclarations de M. Alain Juppé, l'un des principaux conseillers de M. Chirac, faites en début de semaine devant un groupe de journalistes anglo-saxons, et reprises par le Wall Street Journal : en substance, si l'opposition remporte les élections en mars 1986, le RPR cherchera à obtenir un réajustement des parités au sein du système monétaire européen, opération « nécessaire », selon M. Juppé. On remarquera que c'est également le pronostic de l'OFCE, organisme semi-public, qui évoque une hausse de 6,6 % du mark au second semestre 1986 (le Monde du 16-17 juin 1985).

En tout cas, on relève, de maintes manières, quelques modifications dans l'échancier des placements étrangers sur le marché des eurofrancs, où les opérateurs se préoccupent de raccourcir les échéances (habituellement 7, 6 et 12 mois). Si le problème du couple mark-franc et de ses relations orageuses depuis treize ans est toujours posé, il est une monnaie qui se dégrade lentement du fait d'une inflation encore bien plus forte qu'ailleurs en Europe, c'est la lire italienne. Pour elle aussi, un réajustement devra se produire.

FRANÇOIS RENARD.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

21 juin 1985

DM (ALLEMAGNE)
Lit (LITUANIE)
Sfr (SUISSE)
P (PORTUGAL)
A (AUTRICHE)
I (ITALIE)
Gr (GRÈCE)
F (FRANCE)
E (ESPAGNE)
Ir (IRLANDE)
Pb (PAYS-BAS)
Dn (DANEMARK)
Su (SUEDE)
N (NORVÈGE)
Fk (FINLANDE)

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 JUIN AU 21 JUIN
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.M.E.	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira
London	1,2785	16,0890	39,0816	37,4521	1,4195	26,9280	0,2590	20,3600
New-York	1,2770	16,0457	38,8349	37,4770	1,4215	26,9487	0,2572	20,3600
Paris	11,9980	9,3625	365,15	364,77	15,1252	276,44	4,7095	4,7095
Bruxelles	11,9980	9,3625	365,15	364,77	15,1252	276,44	4,7095	4,7095
Zurich	3,2771	2,5468	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958
Frankfurt	3,2771	2,5468	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958
Berlin	3,2771	2,5468	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958
Amsterdam	3,2771	2,5468	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958
Milan	3,2771	2,5468	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958
Tokyo	3,2771	2,5468	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958	27,3958

Les matières premières

Baisse du sucre et du café

Baisse des prix du pétrole, sautes d'humeur du dollar se répercutant de façon éphémère sur les cours des métaux précieux, perspectives économiques incertaines, tous ces facteurs ont exercé une influence sensible sur les différents marchés. Des prévisions d'abondantes récoltes (café et sucre notamment) ont eu leur effet déprimant habituel.

MÉTALUX. - Le cuivre s'est maintenu pratiquement à ses niveaux précédents ou Metal Exchange de Londres. L'effet de surprise provoqué par une diminution des stocks britanniques de métal a poussé à 107 350 tonnes (2625 tonnes), contrairement aux prévisions des négociants, n'a pratiquement pas eu d'influence sur le marché. Il faut s'attendre pour l'année en cours à une légère diminution de l'utilisation mondiale de métal qui s'était accrue de 10 % en 1984 par rapport à 1983.

Le plomb a consolidé son avance précédente au-dessus de 300 livres la tonne à Londres.

consolidé leur récente avance. La Chine devrait maintenir cette année ses achats de sucre en Malaisie à leur niveau de 1984, soit à 115 000 tonnes environ. Mais ce pays aurait accru surtout ses achats en Thaïlande depuis le commencement de l'année.

DENRÉES. - Nouveau plongeon des cours du sucre sur la plupart des marchés, déprimés par la surabondance de l'offre mondiale. En effet le département américain de l'Agriculture prévoit que les stocks mondiaux en fin de campagne atteindront 43,5 millions de tonnes, en augmentation de 3,5 millions de tonnes sur ceux de 1983-1984. Ils sont supérieurs de 30 % à leur niveau normal. La production mondiale de sucre, la campagne 1985-1986 se maintiendra à 99,6 millions de tonnes, soit 200 000 tonnes de plus que la précédente, en dépit de prix très loin d'être rémunérateurs pour les producteurs. Quant à

la consommation mondiale, elle vorifiera peu ou s'attardera de 90 millions de tonnes.

Le café reperdu sa petite hausse de la semaine précédente. La prochaine récolte mondiale se placera sous le signe de l'abondance, étant évaluée par le département américain de l'Agriculture au niveau le plus élevé jamais enregistré, soit à 99,1 millions de sacs. Elle dépassera de 10 % le record antérieur en 1981-1982 (98,1 millions de sacs).

CÉRÉALES. - Les cours du blé sont restés soutenus sur le marché aux grains de Chicago. La concurrence s'exacerbe sur le marché mondial, car les grands exportateurs s'efforcent de contrer les efforts déployés par les États-Unis pour acquiescer des parts de marché. L'Asie et le Japon de la Chine qui portera à 1 million de tonnes les ventes effectuées à ce pays depuis le commencement de l'année.

LES COURS DU 21 JUIN 1985
(Les cours sont par tonnes sauf ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 116 (1 120,50) ; à trois mois, 1 131 (1 135,50) ; étain comptant, 9 690 (9 695) ; à trois mois, 9 480 (9 540) ; plomb, 313 (308) ; zinc, 375 (362) ; aluminium, 800 (807) ; nickel, 4 350 (4 370) ; argent (en once par once troy), 478,50 (489).

New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 60,30 (60,55) ; argent (en dollars par once), 61,2 (61,9) ; platine (en dollars par once), 263,50 (263,50). Pennac (en francs par kilo), 29,60 (29,40).

TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, juillet, 61,88 (62,33) ; octobre, 61,15 (61,60).

Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (poignée à sec), août, 533 (537) ; Roubaix (en francs par kilo), laine, juillet, 55,20 (55,30).

CAOUTCHOUC. - Singapour (en cents par kilo) (comptant) : 180-181 (181,50-182,50).

DENRÉES. - New-York (en cents par lb) : café, juillet, inch. (2 035) ; septembre, 2 022 (2 005) ; sucre, juil-

Marché monétaire et obligataire

Paris en panne

Rien ne va plus sur le marché obligataire de Paris, où la morosité et même la « colle » ont envahi l'atmosphère. Pour l'instant, la belle mécanique de baisse des taux est en panne, et, signe clinique qui ne trompe pas, les rendements remontent sur le marché secondaire : 10,88 % contre 10,69 % il y a trois semaines pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 10,69 % contre 10,49 % pour ceux à moins de sept ans et 12,10 % contre 11,91 % pour les emprunts du secteur public, selon les indices Paribas.

Le résultat n'est pas très bon. Certes, on voit encore des émissions, de petit montant, comme le 300 millions à 12 ans et 12 % de FINEXTEL, recueillir un excellent accueil. De même, les certificats d'investissement de Pechiney sont très appréciés, et on a relevé une demande qualifiée de « très forte » sur les obligations convertibles en actions émises par Thomson-CSF, dans l'espoir, justifié, d'une amélioration sensible des résultats en 1985.

Par ailleurs, les liquidités restent abondantes. Mais le marché ne s'en est pas moins retourné pour des raisons faciles à comprendre. Les taux à long terme sont venus buter sur des taux à court terme actuellement « figés » : la Banque de France continue imperturbablement à alimenter le marché à 10 1/8 %, et le seul de 10 % est pour l'instant infranchissable. C'est compréhensible : la désinflation marque un palier, avant, probablement, de marquer de nouveaux points à l'autome. Le dérapage (le Monde du 21 juin) de la masse monétaire préoccupe les pouvoirs publics, et notamment celui des crédits bancaires, en forte expansion, destinés au financement des PME et du logement.

La Banque de France observe donc une certaine prudence, soucieuse de ne pas stimuler davantage la création monétaire opérée par les banques en abaissant à nouveau le coût du crédit. On pourrait, toutefois, « débloquer » la situation et les taux à long terme, en réduisant les rémunérations accordées à l'épargne liquide (caisses d'épargne notamment), ce qui favoriserait son transfert vers l'épargne longue. Une décision en ce sens (un demi-point, dit-on) pourrait être prise d'ici la fin du mois.

Dans ce climat, le placement de l'emprunt d'Etat de 20 milliards de francs a donné lieu à quelques mécomptes. Les premières cotations ont été peu satisfaisantes (en dessous du taux d'émission). Les chefs de file de l'émission, notamment Indosuez, ont dû intervenir sur le marché et « ravalement » du papier. En outre, pour la première fois depuis longtemps, il a fallu faire jouer la garantie auprès de certains établissements. Conséquence : le marché obligataire a été « mis à la diète », et les émissions prévues pour la semaine prochaine, les SDR et EDF, ont été renvoyées.

Quelques espoirs peuvent être entrevus du côté de l'Allemagne, où, après la baisse du taux américain, le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, prévoit la poursuite de la détente, sous des formes plus discrètes, il est vrai. Des mesures spectaculaires comme les variations du taux d'escompte et de taux d'avance sur titres (Lombard) deviendraient de plus en plus rares, au profit de techniques de contrôle de la masse monétaire plus significatives et plus souples.

Ainsi, cette semaine, la Bundesbank a alimenté le marché en liquidités au taux de 5,1 % contre 5,3 % précédemment, et les bons du Trésor ont été émis à 4,8 % contre 5 %. Cette politique est facilitée par l'évolution des cours du dollar, revenus aux alentours de 3 DM : « On peut maintenant vivre avec », a estimé M. Poehl.

F. R.

M. FRANÇOIS MICHELIN CONFIRME LE REDRESSEMENT DE SA SOCIÉTÉ

Sans changement brutal de conjoncture, le fabricant de pneumatiques Michelin devrait retrouver une situation proche de l'équilibre en 1985, après des pertes de 2,24 milliards de francs en 1984 et de 2,14 milliards de francs en 1983, a annoncé M. François Michelin, le 21 juin, lors de l'assemblée générale des actionnaires.

Le PDG de la société de Clermont-Ferrand a précisé que la restructuration de Kleber permettra de consolider dorénavant cette filiale. Se félicitant de ce que « le premier semestre devrait être en avance sur les prévisions et se clôturer avec un résultat sensiblement positif », M. Michelin a ajouté que l'ensemble des filiales industrielles dégagerait à la fin avril 1985 des profits, sauf Michelin Tire Corp aux États-Unis et la manufacture française. Il restera prudent « du fait de l'essoufflement de la conjoncture américaine et des conséquences de la restructuration en cours en Grande-Bretagne (2600 suppressions d'emplois).

Les déclarations - attendues - du PDG à l'assemblée confirment que le groupe se rapproche de l'équilibre, mais elles ne permettent toujours pas de dire si le résultat de la société sera effectivement en dessus ou en dessous de zéro.

UN JOUR DANS LE MONDE

DATES
2. Il y a trente-cinq ans, la Corée du Nord attaque le Sud.
ÉTRANGER
3. L'affaire des otages américains à Beyrouth.
FRANCE
8. Le conflit entre M. Jospin et M. Fabius.
9. A l'Assemblée nationale.
SOCIÉTÉ
10. SCIENCES: les expériences françaises sur le « mal de l'espace ».
11. POLICE: réunion des ministres de la CEE à Rome.

CFM
de 19 heures à 19 h 30
Allo « le Monde »
à Paris (89 MHz)
720-62-97 et 232-14-14
à Bordeaux (101,2 MHz)
(56) 46-88-55
LUNDI 24 JUIN
**Catastrophes naturelles
et périodes estivales**
avec M. HAROUN TAZIEFF
secrétaire d'État
auprès du premier ministre
chargé de la prévention
des risques naturels
et technologiques majeurs.
Débat conduit
par FRANÇOIS KOCH

SUPPLÉMENT
11 à 14. La visite du président de la République en Languedoc-Roussillon.
CULTURE
16. POINT DE VUE: « Le rapport Brelin et la cinéma français », par Gilbert Grégoire.
ÉCONOMIE
21. La réunion ministérielle de Tokyo.
22. Revenus des valeurs.
23. Crédits, changes et grands marchés.
RADIO-TÉLÉVISION (18)
Carnet (20); Mots croisés (20); Météo (20); Programmes des spectacles (17 et 18).

SELON UN RAPPORT REMIS AU GOUVERNEMENT

Les résultats des tests de dépistage du SIDA doivent être communiqués aux donneurs de sang

Le rapport, intitulé « SIDA et transfusion sanguine », remis au gouvernement le 30 mai par la société nationale de transfusion sanguine, ne laisse planer aucun doute : face à l'extension de l'épidémie de SIDA, « des décisions d'urgence ».

Deux éléments inquiètent en particulier les trente-quatre cosignataires de ce rapport : d'une part la crainte d'une sous-évaluation de l'importance du SIDA, du fait de l'incubation prolongée de la maladie et de l'absence d'une recherche systématique, et à grande échelle de contamination chez les receveurs de sang ; d'autre part, le fait que, selon certaines études, plus de 90 % des hémophiles seraient séropositifs anti-LAV. Autrement dit, l'analyse de leur sang montre que, sans être forcément atteints du SIDA, ils ont été en contact avec le virus.

D'emblée se trouve donc posé le problème de l'utilisation thérapeutique des produits sanguins. Et tout d'abord, que faut-il faire des stocks de plasma constitués avant l'application du dépistage systématique ? « Il est souhaitable, indique le rapport, que la préparation de ces stocks soit dès maintenant freinée (...). En second lieu, il est souhaitable de bloquer les produits restant en stock à cette date, en attendant la vérification de l'absence d'anti-LAV sur un échantillon de chaque pool. » D'autre part, les auteurs du rapport rappellent que certains porteurs de virus ont une sérologie négative, et que certains tests peuvent donner des résultats faussement négatifs. En conséquence de quoi ils proposent que les dérivés plasmatiques fassent l'objet d'un traitement d'inactivation du virus LAV (en particulier par chauffage du plasma). « Il s'agit là, insistent les rapporteurs, d'un objectif prioritaire à atteindre dans les délais les plus courts. »

Mis à part la nécessité d'un dépistage systématique du SIDA chez les donneurs de sang (1), les auteurs du rapport se prononcent en faveur de l'information la plus complète possible des donneurs. Avec un préalable : « Les individus reconnus comme appartenant aux groupes risquant de transmettre le virus (NDLR : principalement les hémophiles et les toxicomanes utilisateurs de drogue injectée par voie intraveineuse) doivent être exclus du don de sang à usage thérapeutique ». A cet égard, « l'objectif d'autoexclusion volontaire doit être recherché en informant les donneurs potentiels avant qu'ils ne se présentent à la collecte ». Les rapporteurs ont d'ailleurs préparé certains documents d'information qui seront diffusés par la Fédération française des donneurs de sang bénévoles. Un interrogatoire médical avant le don de sang vérifiera la non-appartenance à un groupe à risque de SIDA. Mais, précise le rapport, si un donneur déclarant appartenir à un groupe à risque se présente sur les lieux de collecte, il peut, sur sa demande, faire tester son sang et bénéficier en cas de positivité d'une prise en charge médicale. La meilleure technique de dépistage, actuellement disponible, est, selon le rapport, la technique immunoenzymatique (ELISA).

D'autre part, on attendait avec beaucoup d'intérêt l'avis de ces experts sur l'attitude qu'il convenait d'avoir à l'égard des donneurs séropositifs : « Il appartient au centre de transfusion sanguine ayant collecté le sang d'avertir le donneur de l'existence d'une anomalie biologique (sans en préciser la nature) décelée à l'occasion du don : en l'invitant soit à se rendre à la visite médicale de l'établissement de transfusion sanguine (ETS), soit à s'adresser à un médecin de son choix, dont il devra communiquer les coordonnées à l'ETS. » Lors de la consultation qui s'ensuivra, le médecin devra révéler au donneur la nature de l'anomalie biologique décelée, sans cas particuliers laissés à son appréciation.

Selon les rapporteurs, « il est indispensable que les donneurs séropositifs, dans leur intérêt et dans celui de leurs proches, soient mis au courant de leur statut de porteurs de virus par une structure de consultation (...). Il est non moins indispensable que les informations issues de ce suivi soient centralisées ». Cela permettra, en particulier, de connaître a priori les cas qui évolueront vers la maladie et ceux qui resteront des porteurs « sains ». Les auteurs du rapport insistent beaucoup sur la nécessité du respect absolu de la confidentialité des résultats des tests et jugent inopportune la constitution d'un fichier nominatif des donneurs positifs. Enfin — et ce n'est pas le moindre intérêt de ce rapport (2) — les auteurs ont tenu à rappeler les conseils pratiques que les médecins doivent prodiguer aux donneurs positifs. Cela va de la conduite à tenir après un accident ayant provoqué un saignement, jusqu'aux informations les plus simples : « La positivité du test n'est pas synonyme de SIDA (...). La séropositivité est une présomption de contagiosité et non une preuve. »

De telles mesures nécessitent, bien sûr, la mise en place de structures de consultation ouvertes au public. Selon le rapport, « la prise en charge médicale des donneurs séropositifs et de leurs éventuels partenaires sexuels représente une dimension préventive et épidémiologique nationale. Elle nécessite, de la part des pouvoirs publics, la définition de la prise en charge des structures de dispensaires ou de consultations hospitalières, à activités coordonnées, soumises à un minimum de centralisation... ».

Un cas particulier, celui des polytransfusés et des hémophiles : le pourcentage de séropositivité LAV étant très élevé dans ces deux groupes, les auteurs du rapport recommandent chez ces personnes un dépistage systématique du SIDA.

A l'égard des donneurs séropositifs, on peut dire, il n'en reste pas moins vrai que la communication des résultats des tests de dépistage aux donneurs constitue, dès lors qu'il s'agit d'une maladie mortelle pour laquelle actuellement on ne dispose pas de traitement dont l'efficacité ait été rigoureusement démontrée, un cas-à-cas éthique hors du commun. Néanmoins, en tout cas, que ces recommandations soient très vite mises en application.

FRANCK NOUHL

- (1) Diagnostic Pasteur, filiale de Sanofi et de l'Institut Pasteur, a reçu, vendredi 21 juin, l'autorisation de vendre son test Elavia de dépistage des sujets porteurs d'anticorps dirigés contre le virus du SIDA. Au secrétariat d'État à la santé, on indique que le dépistage systématique des dons de sang sera réalisable, sur tout le territoire français, à la fin de l'été.
- (2) Ce rapport a été rédigé sous la direction du docteur B. Habihi (Centre national de la transfusion sanguine). Son intérêt est tel qu'il sera l'occasion de le diffuser largement au corps médical et non aux seuls directeurs de centre de transfusion sanguine.

LIRE PAGE 15
L'article de
LAURENT CREILSAMER
« Les homosexuels
dans l'effroi du SIDA »

● **Noiweles inondations au Bangladesh** — Plus de cent mille personnes étaient isolées, vendredi 21 juin, dans le nord et l'est du Bangladesh à la suite d'inondations causées par les pluies. Il y aurait treize mille sans-abri. Dans l'Etat indien voisin de l'Assam, plus de 1,4 million de personnes ont dû quitter leur foyer à la suite des crues du Brahmapoutre et cinquante mille sont sans-abri, selon les agences de presse indiennes. — (Reuters-AP).

● **Prochaine réunion du club de Rome** — Le club de Rome, présidé par M. Alexander King, tiendra sa prochaine conférence à Santander (Espagne) les 27 et 28 juin. La réunion sera consacrée au thème « gouvernabilité d'un monde en transition ». Citons parmi les participants : M. P. Fintasilga, ancien premier ministre du Portugal, MM. Cleveland, président de l'Institut Humphrey, Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'OUA, Bruno Kreisky, ancien chancelier d'Autriche, le prince Hassan de Jordanie, M. Kirby, sénateur du Canada, le professeur E. Iglesias, ministre des affaires étrangères de l'Uruguay.

● **M. Reagan part en guerre contre les pates européennes** — Le président Ronald Reagan a décidé, le 20 juin, d'augmenter les droits de douane sur les importations de pâtes alimentaires en provenance de la CEE afin de compenser le préjudice subi sur le marché européen par les exportateurs américains d'agrumes, a-t-on indiqué le 20 juin à la Maison Blanche.

Ce préjudice résulte, selon Washington, du traitement préférentiel accordé par la CEE aux importations d'agrumes en provenance de certains pays méditerranéens.

L'Italie est pratiquement le seul exportateur de pâtes alimentaires vers les Etats-Unis. — (AFP.)

Le Monde Infos Spectacles
sur Minitel
615.91.77 + 1 SLM

Premier détournement d'avion en Norvège

LE PIRATE AVAIT TROP SOIF

La Norvège a été victime d'un détournement d'avion, pour la première fois de son histoire, ce vendredi 21 juin, et ce du fait d'un de ses propres ressortissants. Le pirate de l'air, un repris de justice âgé de trente-cinq ans, a agi pour des motifs purement personnels, il s'agissait de se faire passer pour la société et la justice de son pays. Après avoir menacé une hôtesses de l'air avec un pistolet à air comprimé, le pirate a détourné l'avion sur l'aéroport d'Oslo.

Il a demandé à s'entretenir avec le ministre de la justice ou avec le premier ministre. La soif a cependant raison de ses exigences. Déjà sous l'effet de l'alcool au moment du détournement, le pirate, après avoir relâché les passagers par groupes, s'est rendu au bout de quatre heures, contre la promesse de recevoir six canettes de bière.

Le premier ministre norvégien a déclaré qu'il faudrait revoir les mesures de sécurité à l'égard des vols intérieurs, quasiment inexistants jusqu'à présent. — (AFP, AP, Reuters.)

Le numéro du « Monde »
daté 22 juin 1985
a été tiré à 445 135 exemplaires

TOUTES PRÉPAS
sciences-po
2 centres : Neuilly et Quartier latin
CEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tel. : 745.03.19

LE MYSTÈRE MENGELE SEMBLE DÉFINITIVEMENT ÉCLAIRCI

Le prérapport d'enquête confirme la thèse de la mort du bourreau nazi au Brésil en 1979

La présentation à la presse, vendredi 21 juin à Sao-Paulo, du prérapport d'enquête sur l'identification du corps présumé de Josef Mengele a confirmé la thèse de la mort du médecin nazi en 1979 au Brésil.

A Washington, les enquêteurs américains « partagent la conclusion » des policiers brésiliens et pensent que les restes exhumés récemment sont bien ceux de Josef Mengele, a déclaré, vendredi, l'avocat général (ministre de la justice), M. Edwin Meese.

A Los Angeles, des responsables du Centre Simon Wiesenthal de recherches sur l'holocauste se sont déclarés assurés « à 99 % » de la mort du médecin nazi. « Il demeure un certain nombre de questions, mais nous sommes pour l'essentiel prêts à accepter qu'il y ait une très forte probabilité qu'il s'agisse bien de Mengele », a déclaré le rabbin Marvin Hier.

En Allemagne de l'Ouest, le parquet de Francfort, chargé du dossier Mengele, a réagi prudemment aux conclusions de la police brésilienne, en soulignant que « la probabilité de sa mort s'était renforcée », mais que des recoupements et des compléments d'enquête « prendront au moins quinze jours » avant une conclusion définitive. Les médias allemands sont restés très discrets, les radios et télévisions ne mentionnant que très rapidement l'information provenant du Brésil.

A Jérusalem, le ministère de la justice israélien a déclaré qu'il attendait la communication des résultats de l'autopsie pour décider s'il s'agit ou non du criminel nazi. Un porte-parole du ministère a indiqué que, en attendant, « les autorités israéliennes maintiennent leurs doutes » sur l'identification du cadavre. — (AFP, UPI.)

De notre correspondant.

Rio-de-Janeiro. — Le mystère Mengele semble définitivement éclairci. Policiers et experts sont pratiquement d'accord sur l'identité du cadavre exhumé le 8 juin dernier dans la cinquième d'Embu, près de Sao-Paulo. Le chef de la police de cette ville a fait état de ses certitudes, la vendredi 21 juin, devant les journalistes : « Les ossements sont bien ceux de Josef Mengele », a dit le commissaire Romeu Tuma, à l'issue de deux semaines d'enquêtes. Les experts ont déclaré à peu près la même chose, dans le langage circonstancié qui sied à leur profession.

Pour les Brésiliens, il est « hautement probable » que les ossements sont ceux du criminel nazi. Pour les spécialistes étrangers (américains et australiens) venus sur les lieux, il serait « hautement improbable » qu'ils ne le soient pas.

Le rapport définitif n'a pas encore été rédigé. Il le sera sans doute avant la fin du mois. Mais c'est une sorte de prérapport qui a été présenté vendredi à la presse par le policier qui a dirigé l'enquête et quelques-uns des onze experts qui ont travaillé sur les ossements, les photos et les objets personnels de l'ancien médecin-chef du camp d'Auschwitz.

Il manque encore au spécialiste le groupe sanguin de l'homme enterré à Embu ; ils s'efforceront de l'établir dans les prochains jours, en analysant les cheveux trouvés avec la squelette. On sait déjà qu'ils sont du même type que ceux qu'on a découverts dans la maison des Bossert à l'intérieur d'un étui à lunettes ayant appartenu à Mengele-Gerhardt. Une autre recherche sera faite pour voir s'il n'y a pas des micro-organismes marqués sur le squelette, prouve que l'homme enterré serait bien celui qui s'est noyé le 7 février 1979 sur le littoral pauliste.

En tout cas, il y a désormais suffisamment d'indices pour convaincre les spécialistes du Centre Simon-Wiesenthal qui ont participé aux travaux. Ceux-ci étaient au départ assez réticents devant la « trouvaille » brésilienne. Mais ils ont reconnu vendredi soir, au cours d'une conférence de presse, tenue avec leurs collègues américains, qu'il y avait décidément beaucoup de preuves en faveur de la mort de Mengele.

Les conclusions techniques et scientifiques s'ajoutent à la vingtaine de témoignages — concordants — qui ont été recueillis en deux heures par les enquêteurs. Témoignages qui ont montré que Mengele avait vécu les dix-huit dernières années de sa vie au Brésil, dans l'Etat de Sao-Paulo, protégé non par un puissant réseau, du genre Odessa, mais par de modestes sympathisants de la cause hitlérienne. Changement plusieurs fois d'identité, et conservant la habitude d'être découvert. Dans l'une des fermes où il s'était réfugié, il avait fait construire une tour, du haut de laquelle il examinait les environs à la jumelle.

A côté de descriptions précises qui montrent un homme autoritaire et irritable, fier de lui, dépourvu de tout sentiment de culpabilité, il y des déclarations pittoresques sur le gentleman-farmer qui aimait les animaux et la nature et avait la lame facile. L'un des derniers témoins interrogés, une religieuse de quatre-vingt-deux ans, Georgette Brodynsky, d'origine hongroise, n'a pas beaucoup apprécié les questions des journalistes. Devant eux, elle a défendu Mengele, qu'elle a connu pendant cinq mois, en 1970, dans un établissement pour enfants, où le nazi était jardinier : « C'était un homme honnête, bon et travailleur », a-t-elle dit. Que le gentil jardinier ait été l'ange de la mort, elle ne veut pas le savoir.

CHARLES VANHECKE.

En Espagne

Le téléphone s'ouvre aux capitaux étrangers

De notre correspondant

Madrid. — La Telefonica, la puissante compagnie espagnole des téléphones, part à l'assaut des marchés financiers étrangers. Elle s'apprête en effet à introduire, entre le 25 et le 28 juin, un paquet de 47 millions d'actions, d'une valeur totale de 28 milliards de pesetas (1,5 milliard de francs), sur les Bourses de Paris, Londres et Francfort. Cette opération aura lieu le 27 juin à Paris. Il s'agit d'un nouveau venu de taille : le capital social de la Telefonica (360 milliards de pesetas, soit 19,5 milliards de francs), comme le soulignent avec une pointe de fierté ses dirigeants, est plus élevé que celui de l'importante entreprise française cotée à la Bourse de Paris (1).

Il s'agit d'une nouvelle décision spectaculaire de cette compagnie qui, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, est en train de devenir la « locomotive » de la modernisation technologique espagnole (le Monde du 26 février). Depuis deux ans en effet, la Telefonica a multiplié les contrats avec les compagnies étrangères qui maîtrisent les techniques d'avant-garde dans les domaines de l'informatique, des télécommunications et de l'électronique.

Cette politique ambitieuse suppose toutefois des ressources financières de plus en plus importantes. « Le marché des capitaux nationaux est devenu trop étroit pour nous, affirme M. Luis Solana, président de la Telefonica. On ne peut demander aux investisseurs espagnols de financer à eux seuls le développement technologique du pays. Il faut impérativement nous ouvrir au capital étranger. » Dans un premier

temps, la compagnie avait surtout eu recours aux crédits extérieurs. Il s'agit désormais, affirme M. Solana, de « remplacer progressivement les créanciers par des actionnaires ».

La Telefonica ne compte pas toutefois procéder pour le moment à une augmentation de capital : ce ne sont pas de nouvelles actions mais des titres déjà existants, qui seront introduits sur les Bourses étrangères. Les « contacts préalables » établis par la direction de la compagnie lui permettent cependant d'assurer que leurs titulaires actuels sont disposés à se défaire rapidement de ces titres au profit d'acquéreurs étrangers. A l'issue de l'opération, les actionnaires étrangers détendront 13 % du total du capital, contre 7 % aujourd'hui (le « pilefold » étant légalement fixé à 25 %).

Il s'agit en fait d'une stratégie en deux temps. « Nous voulons d'abord, avec cette première opération, faire connaître à l'extérieur l'image de la Telefonica, ce qui nous permettra ensuite de trouver sans difficulté des acquéreurs étrangers lorsque nous procéderons dans le futur à des augmentations de capital », explique M. Solana. Le moment semble à cet égard bien choisi, puisque la Telefonica a obtenu durant l'exercice 1984 un bénéfice net de 32,6 milliards de pesetas (1,7 milliard de francs).

THIERRY MALINIAK.

(1) 47,1 % du capital de la Telefonica est détenu par le secteur public, le solde étant réparti entre sept cent mille actionnaires privés (38 % du capital sont aux mains de petits porteurs de moins de cent actions).

150 من 300

Le Monde AUJOURD'HUI

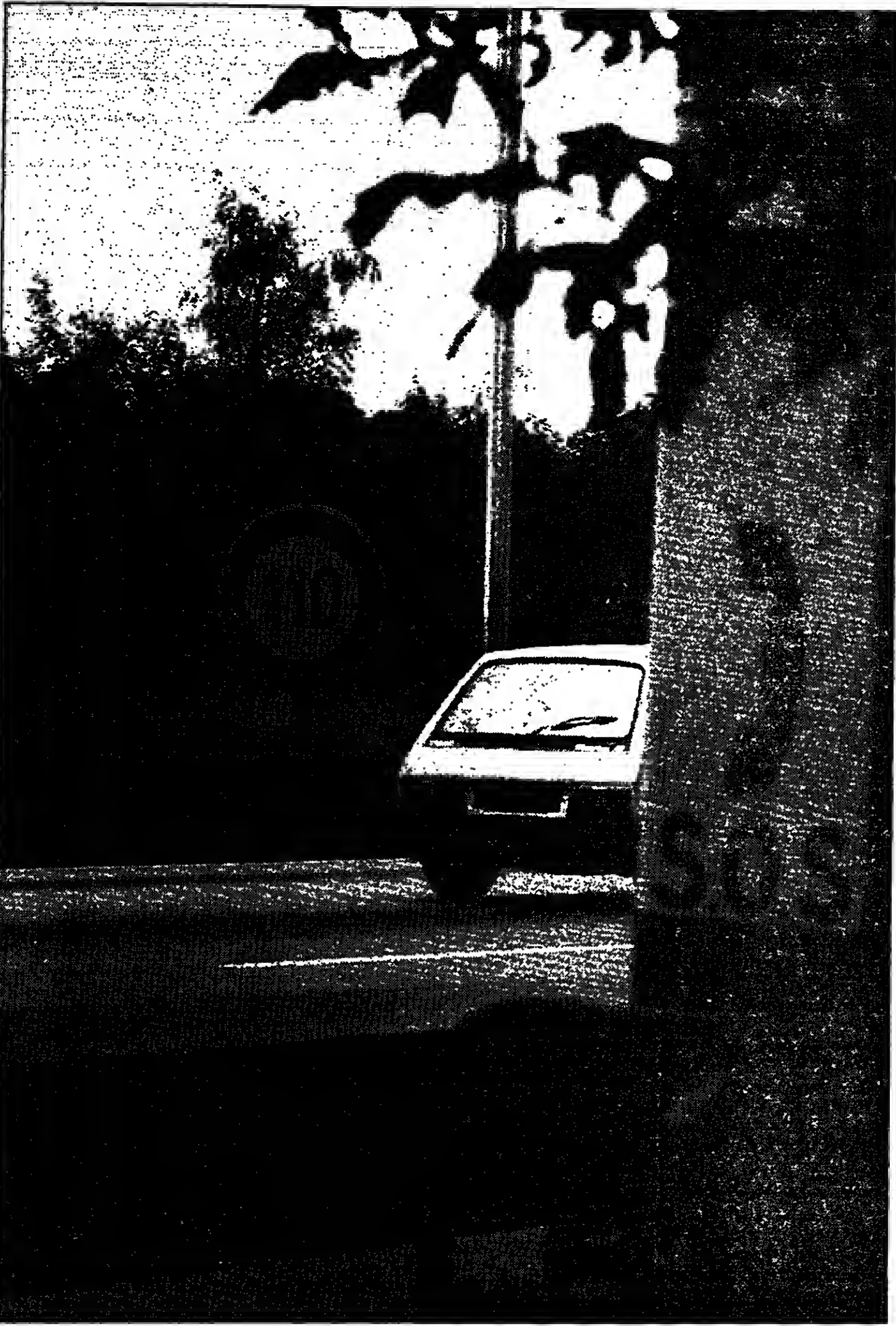
Le transport d'enquête continue de la mort du bourgeois tzigane

La police judiciaire a poursuivi son enquête sur la mort du bourgeois tzigane, qui a été tué le 10 juin 1985, dans le quartier de la Gare à Paris. Les enquêteurs ont interrogé plusieurs témoins et ont analysé les traces laissées sur le corps de la victime. Les résultats de ces analyses sont attendus avec impatience.

Les enquêteurs ont également interrogé les personnes qui se trouvaient dans le quartier à l'époque des faits. Ils ont cherché à reconstituer les événements qui ont précédé la mort de la victime. Les résultats de ces interrogatoires sont également attendus avec impatience.

La police judiciaire a également analysé les traces laissées sur le corps de la victime. Les résultats de ces analyses sont attendus avec impatience.

Les enquêteurs ont également interrogé les personnes qui se trouvaient dans le quartier à l'époque des faits. Ils ont cherché à reconstituer les événements qui ont précédé la mort de la victime. Les résultats de ces interrogatoires sont également attendus avec impatience.



AUTOMOBILE ET VITESSE

Entretien avec le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports. La prudence à pleins tubes (page III).

Adversaires et partisans de la limitation (page IV).

Chiffres et statistiques en vraie grandeur. Pollueurs-foncteurs (page V).

Les grosses cylindrées dans la bataille européenne. Soixante-dix miles, pas plus (page VI).

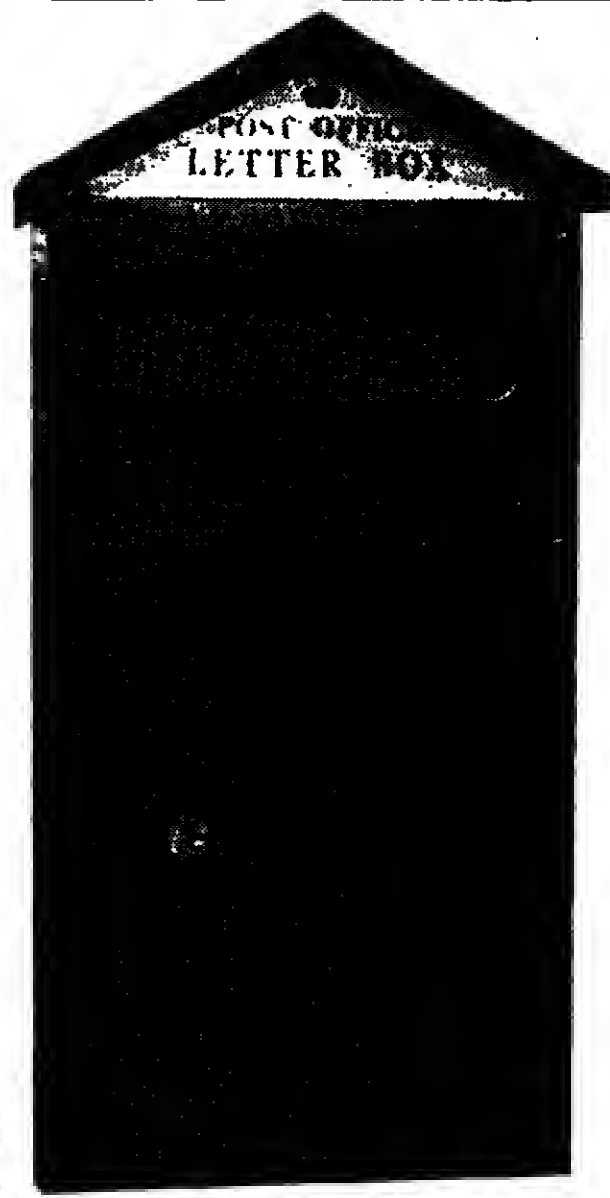
Violence, ralentir (page VII).

Les routiers par temps de fraude. Constats des assureurs (page VIII).

LES CHEVAUX DE COUSTOU REGAGNENT MARLY

Peintre et sculpteur, Michel Bourbon a coulé dans un matériau dont il garde le secret les répliques exactes des Chevaux de Marly, chef-d'œuvre de Coustou, qui seront abrités dans les nouveaux aménagements du Grand Louvre. En novembre 1984, deux premiers moulages ont été installés aux Champs-Élysées. Le dimanche 23 juin, Marly-le-Roi fêtera le retour de deux autres répliques à leur emplacement originel. C'est l'occasion de redécouvrir l'ancien domaine royal livré à la démolition puis à l'oubli après la Révolution et de visiter le très original musée-promenade construit à l'orée du parc.





LES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Les Français expatriés (1 500 000) se sentent insuffisamment représentés par les 137 députés du Conseil supérieur des Français de l'étranger, chargés d'être leurs 12 sénateurs. Leur réclamation ne met nullement en cause la bonne volonté de ces derniers. Cependant nos compatriotes d'ailleurs regrettent, malgré la distance, de ne pouvoir agir davantage sur la vie politique et économique française. Avoir facilité leur participation aux scrutins nationaux ne les a pas convaincus de l'intérêt que prétendent leur porter et le gouvernement et les partis politiques. Ils savent qu'on ne les consulte qu'en période électorale. Leur déception, explique, sans doute, leur faible participation aux différents scrutins, notamment celui du 10 mai dernier (537 000 inscrits, 116 347 votants).

La loi votée le 24 février 1982 a mis en place un système complexe et arbitraire : les 137 députés sont élus, certes, au suffrage universel mais à la proportionnelle, avec un quotient au plus fort rasta. Une plus juste représentation serait obtenue en évitant les zones géographiques artificielles, en supprimant le scrutin proportionnel dans les circonscriptions où il n'y a que deux postes de députés à pourvoir, en permettant le vote par procuration que les distances imposent, en assurant les frais de voyages et de séjours pour les députés dans l'exercice de leur

mission. Cette dernière mesure démocratiserait la fonction de député, réservée actuellement, par nécessité, aux plus aisés de nos compatriotes expatriés.

Les Français de l'étranger devraient aussi être représentés à l'Assemblée nationale par leurs propres députés. Leur nombre de 20 semble être le minimum, compte tenu des secteurs géographiques (4 pour l'Europe, 4 pour l'Afrique, 4 pour les États-Unis et le Canada, 3 pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 1 pour le Levant, 4 pour l'Asie et le Pacifique). Ces 20 parlementaires seraient désignés selon un mode de scrutin aligné sur celui de la métropole. Le vote s'effectuerait dans les consulats, par procuration et par correspondance.

Ainsi les Français établis ou résidents à l'étranger, se sentant, pour la première fois, véritablement concernés, s'inscriraient nombreux sur les listes électorales. Une condition préalable, néanmoins : leur assurer un accueil convenable dans nos ambassades et nos consulats. Ils sont légion à se plaindre d'être mal reçus, mal orientés, mal renseignés. Nous exportons aussi des bureaucrates arrogants et sûrs d'eux-mêmes, des fonctionnaires pédants et agressifs (...).

JEAN-LOUIS FEURE,
secrétaire général de l'Association
« La main en la main »
(coopération entre la France
et les pays d'Amérique latine).

MODERNISER NOS CADRES DIRIGEANTS

On parle beaucoup ces derniers temps de concurrence internationale, de nouvelles technologies, des efforts indispensables pour moderniser notre pays et donc de la nécessité d'investir, de former nos ouvriers, notre main-d'œuvre, nos cadres.

On parle fort peu de la modernisation de nos élites, de l'adaptation nécessaire des méthodes de formation, des règles d'évaluation, des modalités de nomination des cadres dirigeants de nos grandes entreprises.

Quels cadres dirigeants pour une économie de crise ? Sujet tabou ? Nos jeunes technocrates issus des grands corps avec leur manque d'expérience du terrain, leur bâton de maréchal assuré, leurs cortèges, leur sans de la carrière, constituent-ils assurément l'unique solution ?

L'expérience préalable de l'administration ou l'objectif n'est pas d'innover mais d'administrer en

fonction de règles préétablies, où la gestion des hommes se limite au respect des statuts, est-elle forcément la meilleure école ?

Est-il d'autre part souhaitable que nos cadres dirigeants, ayant une formation et une origine sociale homogène, des salaires et revenus indirects (jetons de présence, doubles salaires, grâce notamment à des présidences de conseils etc.) nettement différenciés, se considèrent comme appartenant à une élite « naturelle » qui n'a guère besoin de concertation avec les « techniciens » des niveaux inférieurs ? Une élite trop homogène ne risque-t-elle pas enfin d'avoir un processus de décision appauvri faute d'une diversité suffisante des points de vue représentés ?

Alors, là aussi, modernisons ! Diversifions d'abord les formations initiales, mêlons le littéraire au juridique, le technique au scientifique.

Comprenons ensuite qu'une bonne formation n'est rien si elle n'est pas complétée par une expérience du terrain, dans la vente ou en atelier.

Attaquons-nous ensuite aux règles d'évaluation et aux modalités de nomination. Ayons des critères clairs connus de tous avec, parmi les normes de référence, outre les ratios financiers classiques, des indices sociaux tels que le turn-over ou l'absentéisme. N'hésitons pas à enrichir le jugement de la voie hiérarchique par des enquêtes d'opinion auprès du personnel, telles que celles pratiquées par IBM.

Pour nous résumer, les critères d'évaluation devront être clairs, explicites et cohérents avec le projet d'entreprise ; l'évaluation devra être riche dans son contenu et ses origines, et surtout, courageuse.

Enfin, dernier sacrifice, apportons plus de clarté, plus de concertation, aux modalités de nomination. Les procédures actuelles,

profondément ancrées dans notre modèle culturel, se résument généralement au fait du prince, avec un nombre très limité de candidatures, et des manœuvres souterraines des différents groupes de pression, la fidélité antérieure lors des luttes d'influence entre barons, suffisant souvent à emporter la décision. Élargissons alors le choix, procédons à un minimum de consultations, demandons au conseil d'administration de s'assurer que la procédure de sélection soit suffisamment claire et impartiale.

En conclusion, pour remporter la bataille économique, il faut avant tout des entrepreneurs courageux et imaginatifs, non des apparatchiks subtils et prudents, et, là aussi, de douloureuses remises en cause s'imposent.

JEAN-CLAUDE REGAL
Collectif de réflexion
de cadres de l'industrie
(Paris).

JAZZ MANOUCHE

Bravo pour l'article du Père Bernard sur les Tziganes paru dans le Monde Aujourd'hui des 9 et 10 juin 1985. Le Père Bernard, qui est en France un da ceux qui connaît le mieux la communauté tzigane, a bien montré la double ambition de ces « gens de la route » : l'adaptation à la communauté française tout en préservant leur culture.

Pour illustrer cette volonté, je vous informe que les Tziganes seront pendant tout l'été au centre d'une grande manifestation culturelle qui aura pour cadre le sud-est de la France.

La Compagnie musicale régionale tzigane de Grasse lancera en effet, les 28 et 29 juin une série de cinquante gales qui auront lieu dans une trentaine de villes (les deux premiers à Grasse, bien sûr) et notamment à Villeneuve-lès-Avignon, en pleine période du Festival, du 10 au 14 juillet, mais aussi à Hyères, Sète, Bédiers, La Grande-Motte, Fréjus, Cassis, Marseille, etc.

Cette ambitieuse manifestation n'a pu voir la jour qu'avec la concours de plusieurs ministres, dont celui de la culture, mais aussi

les conseils régional et général et la ville de Grasse, qui ont accepté de financer cette tournée dans le cadre d'un projet FIC (Fonds d'intervention culturelle).

Avec un budget de 5 millions de francs, le Comité des traditions tziganes et la troupe d'une vingtaine d'artistes ont pu acheter un chapiteau de 1 300 places, nécessaire à cette tournée patronnée par l'État-Monté-Carlo.

Flamenco gitan, jazz manouche et violons tziganes résonneront dans les chères méditerranéennes ; sans oublier, bien sûr, les longues nuits douces qui suivront les spectacles, égayées par des fêtes traditionnelles autour des feux, des roulettes et des dégustations de spécialités culinaires.

Pour tous renseignements concernant cette tournée, téléphoner au Comité des traditions tziganes : (93) 09-09-09 ou à l'Association des amis des gens de la route : (93) 80-88-51.

JEAN-LOUIS GAIE,
directeur de l'Association
des amis des gens de la route.
(Nice).

LE LIBERO EN QUESTION

Dans son article « Les métaphores du libéral » (le Monde Aujourd'hui daté 16-17 juin 1985), Claude Leroy mentionne la critique du sport, où, dit-il, « il s'agit de démonter et dénoncer la mythologie mystificatrice qui, pour le plus grand bénéfice du grand capital, s'y travestissent en jeux du cirque ». L'emploi du présent est-il si juste dans la mesure où la critique radicale conduite par le courant Quel Corps ? et son « fer de lance », Jean-Marie Brohm, n'a pas démenti face à la « coalition des riches et des médias » (Jankélévitch).

Bien au contraire, l'analyse de « l'antipode » se confirme chaque jour davantage, et l'armée des laudateurs du sport doit battre en retraite et modifier sa stratégie. A l'étape de la dénégation pure et simple (« vous caricaturez, ce n'est pas vrai ») a succédé l'étape du « oui mais » (oui, il y a un peu de dopage mais ce sont des braves sportifs, etc.). Puis celle du « si » (« si l'on n'abolit pas le dopage ») et, enfin, la pire de toutes, l'étape du « mais oui » (oui, il y a de la violence, des tricheries, du dopage, et alors ? Il y en a ailleurs).

La critique radicale prouve que l'institution sportive remplit des fonctions idéologiques, politiques, économiques et mythologiques. Ce qui fait mal dans cette « critique à la

racine », c'est qu'elle a dégauché le noyau essentiel de la vérité du sport : l'institution sportive (et non pas les pratiques diversifiées) est centralisée par l'appareil d'État, alimentée par l'idéologie bourgeoise et déterminée par les rapports de production qu'elle contribue à reproduire. La critique radicale détruit les discours idéalistes et humanistes sur les vertus du sport, en démontrant que le progrès du sport est le progrès de sa négativité.

Qui répondra un jour aux questions suivantes : le procès sportif (le schéma compétition-rendement-record) est-il le reflet du processus de production ? Oui ou non, les « écarts » du sport sont-ils des conséquences inévitables du développement du sport comme institution ? A quel niveau de compétition faut-il intervenir pour éviter les « abus » ? Le sport est-il un sous-produit du système capitaliste ; quelles sont ses lois de fonctionnement, la nature de sa logique ? Personne n'a encore voulu réellement débattre sur ces points.

MICHEL CAILLAT,
Rédacteur de la revue Quel Corps ?,
coauteur de L'Empire football
(EDT, 1982)
et des Dessous de l'olympisme
(La Découverte, 1984)
(Olivet, Loiret).

Chronique

VALEURS FRANÇAISES

Ce sont les deux stars de l'air du temps. Rien d'autre ne réunit que les hasards de l'actualité, qui à l'art des rapprochements incongrus. Elles voisinent sur les « unes » des magazines. Tantôt Chantal à la vedette, tantôt c'est Christine. Mais aucune sensibilité ne se passe sans qu'on nous tienne précisément informés de l'état d'avancement de leurs combats, de leurs états d'âme et de santé, des infirmités possibles de leurs destins.

Elles résistent toutes les deux. Chantal Nobel, l'héroïne de Châteauneuf, le feuilleton télévisé le plus français de l'année, résiste à la déchéance physique. Elle fait l'admiration de la France entière. Nous sommes tous de cœur avec elle. Elle s'en sortira, c'est sûr. Christine Villamin aussi résiste. A la pression de la rumeur publique, de plus en plus insistante ; à celle de la machine judiciaire, qui visiblement cherche à la coloniser.

Il y a un an, leurs visages et leurs noms ne disaient rien à personne, ou presque. Et voici qu'elles résonnent, par delà même la réalité de leur être ou l'exaltation préparée de ce qu'on dit de leurs actes, deux visages de la femme actuelle. Deux images de la mère, bonne assurément dans un cas, mauvaise peut-être dans l'autre. Deux visions de la féminité d'aujourd'hui : combative et non plus soumise. Deux limites aussi : combative et non plus soumise. Deux limites aussi : émancipées de la France anonyme, elles lui ressemblent, en positif et en négatif.

Le destin de Chantal Nobel, sa lutte pour la survie, c'est une sorte de tragédie domestique : l'acci-

dent de la route, ça s'arrive pas qu'à eux autres. Le drame de Christine Villamin, sa lutte pour rester libre, c'est une version dédoublée d'un drame antique, Racine revu et corrigé dans les décors d'une maison Phéacis. Combats opposés, forcément admirables dans un cas, supposé infernal dans l'autre, mais combats balaisants pour des passions françaises.

La dictée est à la mode. Christine Villamin, précédemment, a dû en subir encore une cette semaine. Ce symbole de la rétro-pédagogie est devenu, avec l'affaire Grégory, un élément-clé dans la recherche de la vérité. Mais, qu'il s'agisse d'enseignement ou de justice, la méthode chère aux instituteurs du temps jadis est toujours contestée dans son efficacité, sa légitimité. Valeur scientifique ? Douteuse : les experts en écriture se chipoteraient toujours. Valeur pédagogique ? Discutée : les experts dissenteraient longtemps à son sujet.

Mais elle a ses fanatiques, la dictée. Et même, depuis cette année, son championnat de France ! C'est au début du mois d'octobre qu'on connaît le champion de France de l'orthographe, le plus méticuleux transcritteur de mots incoïtable national. Organisée.

Bernard Fivet, la revue L'Esprit, RMC et le Crédit agricole, la compétition a révisé que l'orthographe est un sport de masse : près de 5 200 candidats viennent de participer aux demi-finales.

Quelques dizaines d'entre eux, athlètes de haut niveau grammatical, se retrouveront pour la finale. Ils ont franchi sans trop de fautes

une épreuve évidemment semée d'embûches. Qu'on juge de la difficulté par l'extrait suivant du texte qui leur fut dicté : « Tout, en effet, s'en allait à vent-tou : en l'occurrence, le décor en carton-pâte, les roches arénacées, mar-noireuses, les aérons, tous pour l'occasion, le carreau d'un sa-tyre boiteux qui, dans cette scène, eût dû souffrir le martyre, le sceptre ébarné du héros et le perru-que au lieu de sa dulcinée. Em-portés par les eaux torrentielles, des couvre-chefs drolatiques, des costumes rouge-brun, jaune doré ou feuille-morte, des tentures fri-pées imitant de vieux brocards à romages, une kyrielle d'objets hétéroclites rivalaient dans les égouts ».

Il y en a comme cela un feuilleton serré. Un seul candidat n'a fait aucune faute : il s'agit d'un professeur... d'anglais, ce qui prouve que la défense de la langue française suit parfois des chemins tortueux.

Si la dictée est un des symboles les plus résistants de l'identité nationale, il en va de même du baccalauréat, dont des dizaines de milliers de jeunes Français auront, cette semaine, connu les affres et les délices. Ce n'est pas M. Chevrement qui déboulonnera cette institution, lui qui vient de décider la création de nouvelles sections du bachelot. L'élitisme républicain de notre Jules Ferry césarien le fait apparemment rêver à une France de bacheliers. Mais que vaudra le bac quand tout le monde pourra l'avoir ? Pas plus sans doute que le BEPC aujourd'hui ou le certificat d'études hier. Pas triptote.

Les hommes de gauche s'ont pas toujours été des partisans de l'école pour tous. On se fait bien des idées au sujet du siècle des lumières et de ces philosophes nationaux qui préparaient la Révolution. Côté enseignement, ils n'étaient pas nets !

Dans son livre La bataille de l'école, Gérard Leclerc cite quelques formules à faire frémir la laïque : « Je vous remercie, écrit Voltaire, de proscrire l'étude des laborieux. Moi qui cultive la terre, je vous présente requête pour avoir des manouvriers et non des clercs tonnares. Envoyez-moi surtout des frères ignorants pour conduire mes charriots ou pour les y atteler. » Rousseau creuse le même sillon que le patriarcat de Ferry quand il écrit : « Ceux qui sont destinés à vivre dans la simplicité champêtre n'ont pas besoin pour être heureux du développement de leurs facultés, et leurs talents enfouis sont comme les mines d'or du Valais que le bien public ne permet pas qu'on exploite. N'instruisez pas l'enfant du village car il ne lui convient pas d'être instruit. » Le dix-huitième siècle, c'est comme la France, on s'en fait toujours une certaine idée, mais pas forcément une idée certaine.

Dans la catégorie Arts et traditions populaires, maintien et protection du patrimoine, un prix d'excellence doit être décerné à l'astronome français Patrick Baudry. Avant d'embarquer à bord de la navette Discovery, il s'est présenté, sur la coupée, affublé d'un béret. Super-Dupont dans l'es-

paco ! Cette initiative a beaucoup plu aux Américains, dont chacun sait que, pour eux, le Français se résume à ses quatre accessoires favoris : la baguette, le liton, le cembert et le béret. Fallait-il contredire cette image, démentir ce cliché ? Non, Patrick Baudry — on veut croire par ironie — a voulu le souligner et prendre ainsi l'Amérique dans le sens des mythes. Le drame est qu'en France le béret se vend de plus en plus mal. Viendra peut-être le temps où, lorsqu'on croiserait dans la rue un quidam au chef orné d'un béret, on pourra se dire : « tiens ! un astronaute ! ».

Les clichés ont la vie dure. Ils sont la paresse de la pensée, ce qui explique leur succès. Les journalistes en mal de titres connaissent bien ces détournements de formules qui à force d'être originaux finissent par devenir des clichés, des automatismes. Les exemples ne manquent pas : Q'est-ce qui fait courir Machin ? Vous avez dit bizarre ? (Vous avez dit socialisme, commerce extérieur, football, Afghanistan, chagrin ?). Les beaux mots, les mensurations (plus béréal, plus reaganien, catho, homo, stalinien, etc.).

La dernière formule à multiples usages, c'est évidemment le « Touche pas à mon pote » de SOS-Racisme. Le Pen a lancé « Touche pas à mon peuple », un « élique s'est écrit « Touche pas à mon concile », un fabricant de portes blindées a fait une campagne « Touche pas à ma porte », les retraités s'inquiètent sur le thème du « Touche pas à ma retraite ». Ces facilités se surajou-

par Bruno Frappat

tent les unes aux autres, se mélangent parfois dans un simulacre d'inventivité qui ne fait que traduire l'indolence de l'expression.

L'esprit français s'est pas mort, heureusement. Deux experts dans le maniement des mots, deux provocateurs, deux virtuoses de la formule-choc viennent d'unir leurs talents. Jean Dutourd (qui est de l'Académie française) et Jean-Edmond Hallier (qui voudrait bien en être) publient aux éditions Orban un ouvrage intitulé le savoir Esprit. Il s'agit de la transcription de conversations échangées entre ces deux esprits souvent piquants, parfois piqués.

C'est confondant de profondeur. Exemple : Hallier : « Les hommes d'État ne sourient pas, sauf Lacaze ». Dutourd : « Qui n'est d'ailleurs pas un homme d'État ». Hallier : « Et sans Mitterrand au Panthéon, qui a eu un sourire immobile d'au moins une demi-heure. Son lifting s'était bloqué ».

C'est étonnant de sincérité, et d'authenticité comme on eût dit naguère. Exemple : Hallier : « A mon avis, le paradis n'est supportable que si on l'invente à mesure ». Dutourd : « Vous n'avez pas honte de me servir cette métaphysique de Platon, ces radiotages d'athée gâteux ? ». Hallier : « Vieille gargarisme académique dont il ne sort que de l'eau bénite ! ». Dutourd : « Belzébuth de patronage qui veut emboîter le curé ! ». Hallier : « Hallie ! Allez-nous l'un l'autre ». Qu'est-ce qu'on s'amusé à la Cicerone du commerce !

50 من الألف

AUTOMOBILE ET VITESSE

Insidieusement, le débat sur la limitation de vitesse est en train de refaire surface en France. Non que les usagers d'un pays où l'on continue de battre des records d'accidents au kilomètre parcouru se rebellent contre la législation en vigueur, mais plutôt en raison d'un climat général. Les automobiles n'ont jamais été aussi rapides, les constructeurs n'ont jamais poussé aussi loin leurs recherches dans le domaine de la performance et les exploits sportifs motorisés n'ont jamais pris un tour aussi passionnel. Il semble enfin à la majorité des conducteurs que le laxisme prévaut actuellement dans le contrôle des règles de la sécurité routière et que, si rouler vite est encore une infraction, ce n'est certainement plus une faute. Malheureusement, les chiffres sont encore et toujours là pour nous prouver à nous, pays civilisés, le scandaleux état de notre indiscipline, de notre désinvolture. Jusqu'à quand la tuerie ?



PAUL QUILÈS : « ON SE CALME ! »

Entretien avec le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports

PAR saint De Dion-Bouton, quel formidable engin que l'engin automobile ! L'homme, qui, avec raison, avait longtemps hérité à admettre l'idée de la roue, s'était soudain déchaîné dans la mise au point du moteur à explosion, comme éclairé par des conseils divins qui lui faisaient inventer l'objet par lequel il allait maîtriser son ennemi de toujours, la distance. Il y avait désormais l'humanité d'avant la quatre-temps et celle d'après. Celle d'après, c'est nous.

Très vite, on s'était aperçu qu'il nous faudrait payer ce luxe inouï qui nous donnait les moyens de voyager d'un point à un autre sans avoir à supporter les privations aléatoires qu'avait

ni tant érigée en maître à tout résoudre. Economiquement, c'est l'arrivée sur le marché des grosses et des petites bondissantes sans l'élaboration desquelles un pays à vocation de constructeur n'eût pas de cartes dans sa manche pour faire bonne figure dans la compétition. C'est la lutte à mort pour le record du quatre cents mètres départ arrêté ; la guerre pour le vitesse de pointe.

Tout un nouvel alphabet a fait son apparition avec lequel le fabricant joue pour donner une identité à l'automobiliste qui n'aurait pu se singulariser par l'achat de la limousine haut de gamme. On est estampillé XR, GTX, GTS, SX, GTI, ZX, GL,

« Pourquoi en est-on venu, en France, à limiter les vitesses maximales à 90 kilomètres-heure sur les routes ordinaires et à 130 kilomètres-heure sur les autoroutes ? Ces limitations ont été imposées en 1973 pour les routes et en 1974 pour les autoroutes, à l'occasion de la crise pétrolière mondiale. Les Français les ont acceptées par civisme. Ils n'ont pas tout de suite compris que ces mesures étaient prises aussi dans le but de réduire les accidents de la route, dont je rappelle qu'ils avaient, en 1972, provoqué la mort de quelque 17 000 personnes. En 1984, nous nous sommes rapprochés du chiffre de 11 000.

Les mentalités ont changé. Lorsque, à l'automne 1984, nous avons, dans un sondage réalisé à l'échelle nationale, demandé si la limitation de vitesse représentait une entrave intolérable à la liberté individuelle, il s'est trouvé 71,3 % des personnes interrogées pour se déclarer « pas d'accord » avec cette opinion.

LA PRUDENCE A PLEINS TUBES

connus les vadrouilleurs du passé. Les premières victimes de la route étaient mises en bière, drapées dans des discours d'adieu que la nation réservait aux aventuriers qui ont su étalonner de nouvelles formes d'existence.

La vitesse de déplacement, qui était encore un jeu pour privilégiés, deviendrait bientôt un objet de consommation courante en même temps qu'elle offrirait à chacun la liberté supérieure de pouvoir disposer de sa guise de son plaisir et de sa vie. L'hécatombe était en marche.

Il est plus difficile que tout de pénaliser la fatalité du confort. La justice befouille devant le bien-être et ses services rendus. Pourtant, un beau matin, le décision est prise de mettre sous des arceaux cette joyeuse manière de s'entretenir et d'en tirer gloire. On limite, on censure, on réprime.

Les résultats sont appréciables chez nous au volant : depuis 1973, date de l'entrée en vigueur de la loi anti-Fangio, le nombre des tués est passé de 15 636 à 11 685 en 1984.

« On se calme, on se calme », assure l'effacement des hommes du ministère des transports s'apprêtant à coller dans l'œil des motorisés de l'été. On se calme... Jamais pourtant la vitesse n'a été aussi démonstrativement infiltrée dans l'organe sanguin du conducteur

GLS. C'est du siècle-miracle, du gr-gr pour avaler l'autre, un code que l'on prend les plus grands risques à transgresser. La GLS devra se coucher devant la GTI qui s'inclinera elle-même sous les assauts de la LX. Ou le contraire.

Un seul arbitre à cet affrontement, la vitesse. Côté sportif, la fantasmagorie atteint à son comble. Voilà que la préoccupation aujourd'hui est de faire rouler à tombeau ouvert des engins dont on parle sur le sobriété. Moins vite, Prost, plus vite, Prost, attention, Prost, Bettu, Prost. Misère, tout ça pour notre bien, pour nous faire galoper un jour jusqu'aux limites du point de décrochage - d'envol - en consommation douce.

Et pourtant, près de 70 % des Français réclament, implorent, des contrôles renforcés sur les routes et les autoroutes. Ne nous laissez pas nous tuer, protégez-nous.

La brigade Christophe est dépeçée. Je contrôle, je contrôle, je contrevient, je contrevient, je punis sévère, mais les contrariétés de l'époque me laissent impuissant. Je ne suis qu'un kèpi qui pense, un pauvre homme aux mains d'une société qui hésite sur les justes itinéraires de la démocratie.

Alors, l'événir ? On devrait pouvoir s'en faire une philosophie en lisant les pages qui suivent.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

conduite d'appartient-elle pas à ce mouvement de fond hostile à trop de règlements et à trop d'Etat ?

**ON N'EST PAS
AUX PIÈCES !**

CONDUISEZ
VACANCES

Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports. Sécurité Routière.

M. Paul Quilès :
« La sensibilisation peut se faire dans la joie. »

bien formés, en bonne santé physique et possédant une excellente auto pour piloter à 160 kilomètres-heure sans problèmes. Il faut pourtant qu'ils coexistent sur l'espace public routier avec des usagers souhaitant moins de vitesse parce qu'ils sont âgés, ou sont fatigués, ou qu'ils ont moins d'expérience de la conduite. L'Etat est obligé de réglementer pour éviter que la loi de la jungle ne prévaille.

L'opinion publique comprend tout à fait la nécessité d'une société automobile policée : 77,3 % des personnes interrogées estiment que les limitations de vitesse sont indispensables pour réduire le nombre et la gravité des accidents de la route.

Pas d'exceptions pour les « bons » conducteurs ?

Certains sont allés jusqu'à demander des règlements particuliers pour ces hommes qui ont généralement un niveau de vie très au-dessus de la moyenne, qui sont

à faire passer son plaisir avant le respect de la vie.

Pas d'exceptions sur les « bonnes » routes ?

La vitesse est un facteur aggravant en cas d'accident. Sans exception. A 90 kilomètres-heure, 79 % des passagers portant la ceinture à bord d'un véhicule sortent indemnes d'une collision. A 110 kilomètres-heure, les personnes saines et sauvées ne sont plus que 53 %.

L'expérience de la République fédérale d'Allemagne, où la vitesse maximale conseillée de 130 kilomètres-heure n'est pas obligatoire, ne contredit-elle pas vos propos ?

Le comportement social des Allemands est différent de celui des Français. Leur sens de la discipline fait que les vitesses effectives enregistrées restent dans les limites du raisonnable.

En revanche, les Français violent, allègrement et impunément, les limitations obligatoires de vitesse. Evidemment on pense qu'il n'y a jamais assez de contrôles... pour les autres. Outre le fait que les forces de l'ordre ne peuvent être entièrement affectées à la circulation routière, le peur du gendarme ne suffit pas. Elle est, certes, un moyen, mais à utiliser quand les autres ont échoué.

Quelle prévention mettez-vous en place ?

Avant les grandes migrations estivales, nous allons avoir recours aux médias pour persuader les conducteurs de « lever le pied ».

Il nous en coûtera 6 millions de francs pour dire aux jeunes à partir du 22 juin à la télévision et au cinéma : « Vous pouvez être branchés sans risquer votre vie. » Le 21 juin, c'est FR 3 qui programmera la première d'une série de vingt émissions. « Quelques mots pour le dire ».

Propos recueillis par
par ALAIN FAUJAS
(Lire la suite page 11.)

AUTOMOBILE
ET VITESSE

CHIFFRES-VERDICT

par le professeur Claude Got *

De sérieux, les chiffres ne manquent pas. Il y a pourtant chiffres et chiffres, interprétations et interprétations. Le professeur Claude Got, de l'hôpital de Garches, tente de remettre les statistiques à leur place et de recentrer quelques idées reçues qui coûtent cher à la communauté.

Ceux qui aiment la voiture pour la vitesse sont des passionnés honteux. N'osant dire que la vitesse est leur plaisir et qu'elle vaut bien quelques milliers de morts, ils déplacent le problème en affirmant qu'elle n'est pas dangereuse, avec la complicité active des constructeurs pour lesquels, en période de crise, tous les arguments de vente sont bons et la complicité passive des pouvoirs publics, qui assistent sans réagir à l'augmentation régulière des vitesses maximales.

Pour étudier le risque lié à la vitesse, il est nécessaire de préciser le sens des mots. Un automobiliste aborde à 90 km/h une intersection, il s'agit d'une vitesse de circulation, celle que les limitations de vitesse tentent de contrôler. Un autre véhicule croise sa route, freine et le heurte à 50 km/h, il s'agit alors d'une vitesse à l'impact, qui sera à son tour réduite, par exemple, à 20 km/h pendant la période de déformation des véhicules. La différence entre 50 et 20 km/h est la variation de vitesse des accidentologues, qui peuvent la déterminer en examinant le véhicule après l'accident : 20 km/h est la vitesse résiduelle, qui peut être ouïe après un choc contre un arbre, ou proche de la vitesse à l'impact pour le poids lourd qui heurte un véhicule léger.

Toutes les études précisant la variation de vitesse au cours des déformations subies par un véhicule et le risque de blessure ou de mort pour ses occupants ont vérifié que ce risque augmentait avec la variation de vitesse. Ce lien est observé sur des séries, il est bien entendu possible d'être légè-

ment blessé en ayant subi une variation de vitesse élevée et d'être tué après une variation de vitesse faible.

A partir de ces constatations, la relation entre la vitesse de circulation et la variation de vitesse (et donc le risque de blessure) peut apparaître comme une notion de bon sens, mais il faut préciser que cette relation sera différente suivant l'environnement dans lequel se déplace l'automobiliste (route bordée d'arbres, autoroute, agglomération...) et que nous ne disposons pas de statistiques établies à partir d'accidents réels indiquant les variations de vitesse subies pour une vitesse de circulation et un environnement donnés.

La RFA au secours
des simplistes

Nous devons utiliser d'autres études pour relier le risque à la vitesse de circulation, leurs valeurs étant inégales.

Comparer le nombre de tués par kilomètre parcouru en fonction de la vitesse limite autorisée est une méthode imprécise, car nous ne connaissons pas la vitesse moyenne réelle de circulation, et d'autres facteurs peuvent intervenir (type de véhicules, densité de la circulation...). Cependant, ces comparaisons donnent des indications intéressantes. La mortalité au kilomètre parcouru sur les autoroutes des Etats-Unis est inférieure de 40 % à celle des autoroutes françaises, les vitesses limites étant respectivement d'environ 95 km/h et 130 km/h.

En France, la mortalité sur les autoroutes de déviation est

inférieure de 57 % à celle des autoroutes de liaison, la densité de circulation et la limitation de vitesse à 110 km/h contribuant à abaisser les vitesses de circulation sur les premières. Quand la vitesse maximale sur autoroute a été abaissée à 120 km/h en décembre 1973, le nombre de tués au kilomètre parcouru a diminué de 41 %, puis il a réaugmenté quand la vitesse passa à 140 km/h et diminué de nouveau avec la diminution à 130 km/h.

Le sens de la variation a une valeur plus sûre que les comparaisons entre des pays qui ont des limitations de vitesse différentes. Les partisans d'une vitesse libre sur autoroute ont fréquemment utilisé des statistiques de la RFA en oubliant d'indiquer que ce pays ne faisait pas de différence entre les autoroutes de déviation et celles de liaison (absence de péage) et que la géographie humaine de ce pays, avec l'urbanisation de la vallée du Rhin et une circulation autoroutière dense dans cette zone, interdisait toute comparaison se reposant pas sur les vitesses réelles pratiquées.

Des études plus précises ont comparé les vitesses moyennes réelles et le risque quand la régle-

mentation était modifiée. La plus récente a été faite en Suisse lors d'un abaissement de 60 à 50 km/h de la vitesse maximale dans certaines agglomérations : la vitesse réelle moyenne était inférieure de 7 km/h dans les villes à 50 par rapport aux villes à 60 et les accidents corporels ont été réduits de 23 %.

Il y a plus de dix ans, une étude suédoise avait recherché la vitesse de circulation de plus de 28 000 véhicules accidentés en interrogeant les impliqués. L'étude était indépendante de l'enquête de police, et les personnes interrogées n'avaient pas intérêt à minimiser leur vitesse, une assurance du constructeur indemnisait leur dommage indépendamment de toute responsabilité. Les courbes de risque en fonction de la vitesse de circulation étaient des exponentielles d'une parfaite régularité, indiquant un doublement du risque de blessure pour une augmentation de vitesse d'environ 28 km/h.

Les résultats des compagnies d'assurances et le classement des véhicules en fonction de leur puissance sont également de bons indicateurs chiffrés. Le risque de

provoquer un accident avec dommage corporel est plus que doublé entre le groupe des petites cylindrées (1 à 4) et le groupe 8 alors que l'augmentation du kilométrage parcouru n'est que de 25 %.

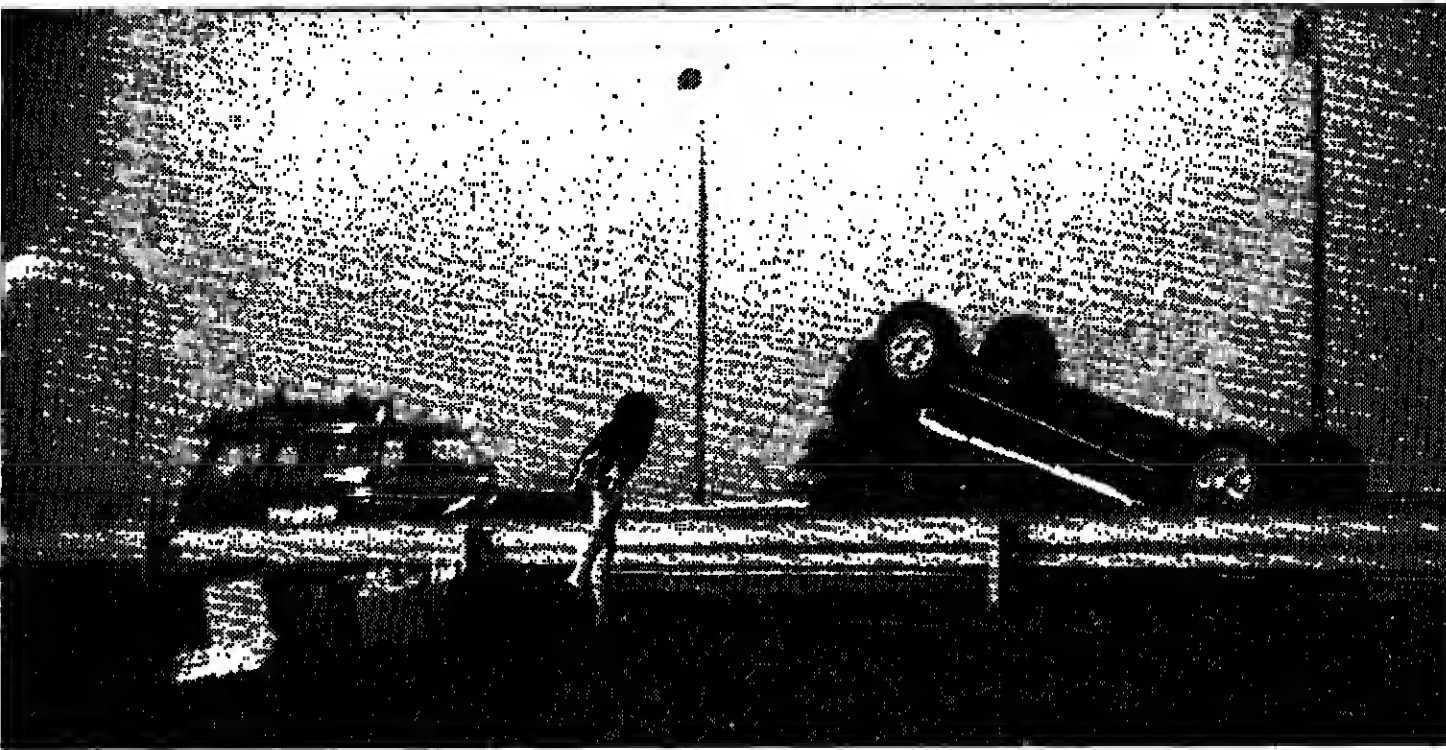
Progrès techniques
et risques supplémentaires

La constatation la plus difficile à faire admettre aux passionnés de la vitesse est l'effet paradoxal de certaines « améliorations ». La notion de reprise, c'est-à-dire l'accélération qui permet de dépasser rapidement, est présente comme un facteur de sécurité alors qu'un temps de dépassement plus court rend l'erreur d'appréciation plus lourde de conséquences. Le conducteur s'adapte aux possibilités de son véhicule et, si celles-ci sont grandes, il a plus de chances de se retrouver en situation de risque. A la limite les conducteurs de formule 1 qui ont une compétence maximale et des voitures dont tenue de route, freinage et accélérations sortent de l'ordinaire sont ceux qui ont le taux de mortalité le plus élevé sur des circuits pourtant très protégés.

Autre exemple, un dispositif antiblocage de roues au freinage est un progrès technique, mais si le conducteur dont le véhicule est équipé augmente sa vitesse par temps de pluie, le gain peut être supprimé, pis, un risque supplémentaire peut apparaître du fait de la présence sur la route de véhicules dont les distances d'arrêt seront différentes. Souvenons-nous de l'accident des Vingt-Quatre Heures du Mans de 1955, qui avait fait quatre-vingts morts parce que la Jaguar de Hawthorn freinait mieux que la MG de Macklin.

Ces constatations ne condamnent pas le progrès technique, elles mettent en évidence le danger des raisonnements simplistes. La condition de la sécurité, c'est malheureusement l'uniformité. Des véhicules aux possibilités identiques se déplaçant à des vitesses proches les uns des autres, suffisamment lentement pour s'adapter aux possibilités des moins performants d'entre eux, car nous vivons en société et nous avons qu'un réseau routier.

* Chef du service d'anatomie pathologique de l'hôpital de Garches (Yvelines).



POLLUEURS-FONCEURS

par Roger Cans

Il y a peu, on mettait le déperissement des forêts au compte des cheminées d'usines. Voici maintenant qu'on incrimine la circulation automobile, et tout particulièrement la circulation à grande vitesse. Qui le dit ? Les Allemands eux-mêmes, pourtant officiellement hostiles aux limitations de vitesse dans les instances européennes.

L'Agence fédérale de l'environnement reconnaît par exemple que dans le smog - l'alerte fut chaude au janvier dernier dans la Ruhr - la circulation automobile entre pour une part essentielle : 45 % des oxydes d'azote et 67 % du monoxyde de carbone. Selon la professeur Höpfer, venu à Strasbourg le 7 juin pour la conférence internationale sur le déperissement des forêts, « plus un moteur est chaud, plus il produit d'oxyde d'azote ».

Or l'oxyde d'azote est l'agent numéro un des pollutions dangereuses pour la couverte végétale. Le dioxyde de soufre produit par les cheminées d'usines et les chaudières est certes l'élément clé de ce qu'on appelle les « pluies acides », mais on se rend compte maintenant que l'acidité n'entre que pour une part dans le waldsterben, le déperissement des forêts. Lors-

que les rayons ultraviolets du soleil rencontrent l'oxyde d'azote en suspension dans l'atmosphère, ils produisent de l'ozone et d'autres composés dits « photo-oxydants ». Or les forestiers ont acquis la conviction que ce phénomène de photo-oxydation déclenche le processus de déperissement de l'arbre. « Les photo-oxydants attaquent le cuticule des feuilles ou des aiguilles », explique Pierre Bazire, ingénieur général des eaux et forêts et coordonnateur des problèmes phytosanitaires à la direction des forêts. « Cette attaque permet à l'acidité de l'air de s'introduire dans les aiguilles par les stomates léés, puis de perturber la fonction chlorophyllienne. » Autrement dit, les oxydes d'azote, dont 50 % à 60 % proviennent de la circulation automobile, ouvrent la porte aux acides nitrique et sulfurique produits par l'industrie et les chaudières des ménages.

Des études menées en France ont montré que, de 1973 à 1983, les émissions d'oxyde d'azote sont restées à peu près constantes en volume (l'équivalent de 100 kilos par personne et par an). Mais, dans ce volume total, la part de la circulation routière est passée de la moitié aux deux tiers, car on a

obligé les industriels à filtrer leurs fumées, et pas les automobiles.

On s'est aperçu aussi que la production d'oxyde d'azote d'un même véhicule pouvait être de 2 grammes au kilomètre en ville, mais de 5 grammes sur route. Et c'est là que l'on retrouve la responsabilité de la vitesse. Au ralenti, en effet, une voiture dégage beaucoup de dioxyde de carbone et d'hydrocarbures imbrûlés. Les oxydes d'azote n'apparaissent qu'à haut régime et deviennent abondants au-delà de 120 kilomètres-heure pour un véhicule de moyenne cylindrée. Des chercheurs anglais, graphiques à l'appui, ont montré que c'est entre 80 et 90 kilomètres-heure que le moteur produit le minimum d'émissions polluantes, avec peu d'oxyde d'azote et en même temps peu de monoxyde de carbone et d'hydrocarbures imbrûlés.

Les Allemands et la forêt

Tout concorde donc, dans l'état actuel des connaissances : les voitures qui roulent vite dégagent des gaz particulièrement nocifs pour la forêt, par le jeu de la pollution atmosphérique sur grandes distances. Si l'on veut remédier au déperissement végétal, il faut donc à la fois filtrer les

fumées d'usine qui acidifient l'air et filtrer les gaz d'échappement qui favorisent cette acidification. Redoutable défi !

Les Allemands, obsédés par leur forêt symbole de vie, ont décidé de ne pas attendre 1989 pour équiper leur parc automobile de pots catalytiques. Par des incitations fiscales à l'achat de voitures neuves, ils vont, dès le 1^{er} juillet prochain, encourager le véhicule propre. Mais pas question de limiter la vitesse, comme le réclament à cor et à cri les Grünen (« Verts »). A la conférence de Strasbourg, les Verts allemands ont suggéré une limitation uniforme pour l'Europe : 100 kilomètres-heure sur autoroute, 80 kilomètres-heure sur route... et 30 kilomètres-heure en ville. Mais les autorités allemandes ne veulent pas en entendre parler.

Que tel Land ou telle collectivité, localement, limite la vitesse sur un tronçon de route, c'est leur affaire. Mais on ne va pas brimer les conducteurs de Porsche, de BMW ou de Mercedes ! Qu'ils s'équipent de pots catalytiques et le problème sera réglé ! On trouve donc en Allemagne, de-ci de-là, des panneaux de limitation de vitesse, comme par exemple ce tronçon de l'autoroute Duisburg-Dortmund qui traverse la Ruhr. Mais les autorités alle-

mènes n'y croient guère : « On avait déjà fait des essais de limitation à 100 kilomètres-heure après le premier choc pétrolier en 1973, explique un fonctionnaire de la Ruhrgebiet. Cela avait peut-être économisé du pétrole, mais on n'avait constaté aucun progrès en matière de sécurité routière. Alors, on a supprimé les limitations. On recommence maintenant pour la pollution, mais seulement à titre d'essai. »

En France, le gouvernement n'apprécie guère cette attitude. Le ministre de l'environnement, M^{me} Huguette Boucherdeau, répète chaque fois que les Allemands devraient commencer par imposer des limitations de vitesse, comme dans le reste de l'Europe, puisque celle-ci économise l'énergie, des vies humaines et euei le fameux forêt. Le 12 juin, à l'Assemblée nationale, elle a encore enfoncé le clou en soulignant que l'industrie et les chaudières « sont responsables des deux tiers de l'acidification atmosphérique » et que, par conséquent, en réduisant de moitié le rejet de soufre entre 1980 et 1990, la France « se place au premier rang européen ». Sous-entendu : la pollution automobile est marginale, notamment en France où roulent surtout de petites voitures économes d'essence. Ainsi, des essais en Allemagne l'ont montré, la 2 CV

lançait à son maximum (il ne produit que 2,5 grammes d'oxyde d'azote au kilomètre...)

D'autre voix, cependant, s'élève en France contre cette position. Les protecteurs de la nature viennent de faire savoir au gouvernement qu'ils jugent tout à fait insuffisante la taxation des polluants prévue par la nouvelle « mutuelle de l'air ». La taxe, en effet, ne frappe que les émissions de soufre des installations classées (industrie lourde), et pas du tout les émissions d'azote induites par la circulation routière. Quant à Pierre Bazire, à la direction des forêts, il estime que le ministre de l'environnement est « sous le coupe des constructeurs automobiles », puisqu'il ménage l'industrie responsable de l'agent polluant numéro un. Mais il regrette en même temps que les Allemands ne réduisent pas leur vitesse, « car cela réduit aussitôt la pollution, et sans frais ».

Nul doute que le 25 juin, au conseil des ministres de l'environnement réuni à Luxembourg, la question des limitations de vitesse sera une fois de plus escamotée. Les Allemands vont demander des pots catalytiques. Les Français vont répondre que c'est trop cher pour des petites voitures. Et l'on se contentera d'un calendrier et de normes. Et tant pis si les arbres crèvent !

سكنا من الزمان

AUTOMOBILE ET VITESSE

VIOLENCE, RALENTIR

un entretien avec Paul Virilio

De la vitesse comme violence active. Les exemples ne manquent pas de sa participation dans les grandes stratégies conquérantes. Pour nous objet, jouet et arme, elle fait partie de notre vie et le choix que nous en faisons en dit quelquefois long sur notre caractère. Vite, plus vite mais jusqu'où et pourquoi ?

URBANISTE de formation, enseignant à l'École spéciale d'architecture de Paris, Paul Virilio a consacré au problème de la vitesse et de la communication une œuvre abondante où se mêlent la science et la philosophie, la stratégie et le cinéma, la sociologie et l'architecture (1). Cet esprit éclectique et vagabond est fasciné par l'évolution des sociétés et par l'impact des révolutions technologiques sur les mentalités et les organisations. Il a inventé une discipline, la « dromologie » (étude de la vitesse), qui se propose d'analyser les sociétés « dromocratiques » (gouvernées par la vitesse).

« Vous dites, dans *Vitesse et Politique*, que dès sa prise de pouvoir le gouvernement nazi a offert la route et la voiture (la Volkswagen) au prolétariat allemand. La vitesse aurait ainsi été le « cadeau » de Hitler au peuple pour acheter son adhésion au nouveau régime ?

« Il s'agissait moins d'un cadeau que d'un entraînement à la mobilisation de la nation allemande. L'objectif du III^e Reich était la motorisation de l'armée. Les véhicules privés faisaient partie du parc des armées. Tout Allemand qui achetait une Volkswagen savait que sa voiture serait réquisitionnée. Il fallait s'entraîner à la guerre de la vitesse, c'est-à-dire à une guerre motorisée.

« Il y avait alors toute une propagande sur le « peuple en marche » — qui n'est plus un peuple qui marche, mais un peuple qui roule — et sur le surhomme, c'est-à-dire l'homme énergique, le conducteur, le pilote, le fûter... En même temps, l'équipement de l'Allemagne en automobile correspondait à une militarisation du territoire, à la mise au point de moyens logistiques pour déplacer les troupes.

« Le développement de l'automobile est pourtant antérieur et n'a pas d'abord répondu à des impératifs stratégiques.

« Oui, mais dans le domaine de la vitesse l'armée est toujours un facteur déterminant. Cela a toujours été vrai, que ce soit pour la cavalerie, la flotte, les panzers...

« Par la suite, toute l'industrie s'est trouvée transformée par cette motorisation générale.

« De ce point de vue, on ne peut pas séparer la deuxième guerre mondiale de la première. Si la victoire de 70 avait été la victoire du chemin de fer sur la cavalerie, la victoire de 14 a été celle du camion sur le chemin de fer. La guerre de 14 a marqué le début de l'économie de guerre en temps de paix. La vitesse est toujours un élément moteur de la puissance militaire et de la puissance tout court. Toute société est une « dromocratie » (2).

« Qu'entendez-vous par « dromocratie » ?

« Toute société est structurée sur la richesse, mais celle-ci a une face cachée qui est la vitesse. La richesse — individuelle ou collective — produit de la vitesse et il existe des classes de vitesse correspondant aux classes de richesse.

« Cela était déjà vrai dans la société antique où il existait une hiérarchie entre le triararque qui pouvait affréter une trière — le véhicule le plus puissant de l'époque — puis les cavaliers, puis les hoplites qui pouvaient s'affréter eux-mêmes comme lanceurs de projectiles et enfin les esclaves

qui ramaient au fond des galères. Cette hiérarchie — dromocratique — on la retrouve dans la société romaine, la société féodale et, bien sûr, dans la nôtre. Cela montre que la vitesse n'est pas seulement un phénomène physique, mais un rapport, une relation entre phénomènes physiques. C'est la relativité même.

« De César à Napoléon, l'écart est minime. On ne pouvait produire que très peu de vitesse. Avec la vapeur et le moteur à explosion, tout a changé. La révolution industrielle et la révolution des transports sont intimement liées.

L'apesantement du voyage permanent

« Dans la société contemporaine, comment s'organisent ces « classes de vitesse » ?

« Il y a bien sûr la « jet society » des hommes d'affaires qui vivent dans l'apesantement du voyage permanent. Mais le pouvoir « dromocratique » est surtout lié, aux télé, à l'audiovisuel, à tous ces moyens de télécommunication de plus en plus performants.

« N'y a-t-il pas une contradiction entre l'exaltation de la vitesse qui a marqué les dernières décennies et la nécessité de la ralentir, de la limiter pour des raisons d'économie et de sécurité ?

« On a distribué de la vitesse en pleine société de consommation alors qu'on distribuait tout, en même temps qu'on offrait de la richesse à de nouvelles catégories sociales. Mais on s'aperçoit maintenant que c'était un énorme gaspillage et qu'il faut procéder à une réorganisation. Il faut réarticuler la société et donc les rapports de vitesse.

« Notre attitude à l'égard de l'automobile et de la vitesse n'est-elle pas évoluée depuis quelques années ?

« La voiture n'est plus autant un objet de standing. Elle a perdu de son sublime. Elle s'est banalisée. On cesse de l'entretenir, de la briquer. On ne la répare même plus lorsqu'elle est légèrement accidentée. Les voitures des Français deviennent aussi sales que celles des Américains dans les années 60.

« Nous vivons dans une société d'incertitudes, de « no future ». Il n'y a pas besoin d'être un bouillan pour ressentir cela. L'automobile est un moyen de transport qu'un moyen de « s'envoyer en l'air », comme avec la drogue. On achète moins une nouvelle voiture pour épater son voisin que pour faire un écart — comme lorsqu'on prend un whisky de trop. D'une certaine façon, c'est suicidaire. C'est comme quelqu'un qui achète un gros revolver pour ne jamais s'en servir...

Même des crimes

« C'est la réserve de puissance qui intéresse...

« C'est une réserve qui est une forme d'agressivité. La vitesse est une violence non sanctionnée. Les gens qui roulent vite n'ont pas conscience d'exercer une violence, et pourtant elle peut aller très loin. Il y a même des crimes en automobiles, des gens qu'on traîne, qu'on écrase, qu'on coince contre un mur...

« Peut-on imaginer que la route devienne un lieu d'affrontement social ou politique,

comme l'a montré l'affaire des routiers ?

« L'histoire des routiers a en effet été une révélation. Elle a montré que dans une société conçue pour la vitesse le territoire tout entier devient un complexe véhiculaire avec les routes, les ponts, les tunnels... Avec des moyens suffisants, on peut s'emparer de ces espaces stratégiques.

« Des groupes déterminés pourraient les utiliser comme moyens de pression ?

« On voit déjà apparaître des pirates qui rançonnent sur les autoroutes...

« C'est un retour à une vieille tradition...

« Oui, mais avec les moyens actuels, cela peut aller loin. Il est inévitable que ces lieux stratégiques soient des lieux d'affrontements. D'ailleurs il y a longtemps que le cinéma a envisagé tout cela. Voyez *Mad Max*, *Killing Car*, *Convoy*... Il y a tout un imaginaire qui travaille cette question.

« La possibilité d'améliorer constamment les performances en matière de vitesse n'a-t-elle pas des conséquences sur le psychisme de l'homme moderne ?

« Il y a la vitesse métabolique, qui est celle de l'être vivant, et la vitesse technologique, de l'auto ou de la télévision. Entre les deux se fait un couplage. Quand un individu qui a sa propre temporalité, selon sa personnalité, son âge, sa culture, entre dans une automobile, sa vitesse propre et celle du véhicule sont couplées. Par exemple, plus la voiture va vite, plus l'accommodation oculaire se fait loin. Le phénomène de la perception de la vitesse modifie la perception physiologique. La vitesse est une manière de voir. Traverser le monde à la vitesse du TGV ou de Concorde, c'est le voir autrement. Chaque véhicule permet d'observer la réalité de façon différente.

Comme un bambin dans un berceau

« Il y a un autre effet second de la vitesse qui est qu'elle produit toute une population d'infirmités, d'handicapés. Elle est source d'exclusion, de marginalité.

« En fait, le handicap commence lorsque l'individu entre dans une auto ou un avion. Il est

sanglé, figé, comme un bambin dans un berceau. Il est déjà un infirme, un handicapé moteur. Il perd ses moyens propres et il est complété par des prothèses. Et plus le véhicule va vite, plus il est paralysé.

« Il fait don de sa propre vitesse physique à une vitesse abstraite...

« Avant d'être immobilisé définitivement s'il y a un accident. Il se retrouve alors dans la situation qui était la sienne en entrant dans son véhicule.

« Il passe de sa voiture à la « petite voiture »...

« Il y a un personnage métaphorique qui illustre bien ce paradoxe : c'est Howard Hughes, l'homme vitesse par excellence, le prophète de l'aviation, du cinéma, des technologies de pointe, qui finit grabataire dans une tour et meurt dans l'avion qui l'emmena à l'hôpital...

« La vitesse est destructrice et meurtrière.

« Oui, mais il y a une question qui se pose et n'a pas de réponse : pourquoi et pour qui meurent ou sont handicapés les accidentés de la route ? Il n'y a jamais de morts pour rien. Même à la guerre, même au Liban actuellement, les victimes sont toujours utilisées dans un décompte des morts. Or les nombreux morts, blessés ou handicapés de la route ne sont comptabilisés nulle part...

« Vous expliquez dans *L'Espace critique* que l'automobile est devenue une sorte de résidence secondaire.

« L'automobile est une petite maison. Elle a des portes, des fenêtres, des cheminées, le téléphone, la musique. C'est une pièce détachée de la résidence principale qui permet la résidence secondaire. De même que l'avion de Howard Hughes lui permettait d'avoir des résidences secondaires dans le monde entier. Le véhicule provoque le dédoublement de la demeure.

Des lieux inquiétants

« Il crée aussi les espaces nouveaux, intermédiaires, que sont les garages ou les parkings.

« Les parkings sont en fait des terrains vagues. Des lieux inquiétants, avec possibilité d'exactions, d'interdits. Des lieux morts qui traduisent le déclin de l'espace au profit du temps. Quand on est dans un véhicule, l'espace perd de sa valeur. Plus on va vite, plus les abords sont discrédités. Dans le

parking, ce discrédit est manifeste.

« Ce discrédit ne gagne-t-il pas le logement lui-même ?

« Effectivement, et cela apparaît dans le taux de rotation des locataires. Dans les années 60, il était de cinq à dix ans. Maintenant, il se situe entre deux et cinq ans. Or en dessous de deux ans, il y a déprédation parce qu'il n'y a plus appropriation. D'où la violence. Quand on ne respecte plus les lieux, on ne respecte plus les gens qui y sont. Les appartements deviennent des garages. On y reste de moins en moins.

« Mais ces mouvements sont liés à la mobilité professionnelle, encouragée par le développement économique.

« Effectivement. Mais les nouvelles technologies de la télématique — avec le télé-travail, la télé-conférence — vont dans le sens d'une organisation différente. La vitesse se déplace des communications aux télécommunications. On peut supposer que cette haute mobilité automobile va se restreindre, dans son effet de masse, pour être remplacée par une hypervitesse dans les moyens de télécommunication.

« Cette limitation de la mobilité coïnciderait avec le désir d'enracinement local qui semble demeurer si fort dans les sociétés européennes et en particulier en France — contrairement aux Etats-Unis qui ont toujours été un pays de migrants, de nomades.

« J'espère en effet qu'on va cesser de disqualifier l'espace et qu'on va prendre enfin en compte la violence d'une vitesse excessive. On ne peut pas continuer à perdre de l'espace en Europe, sous peine d'affrontements graves.

« Il faut retrouver une appréciation qualitative et pas seulement quantitative de la vitesse. On peut faire du 300 ou du 400 kilomètres à l'heure aux Vingt-Quatre Heures du Mans — et pourquoi pas du 4 000... à condition de se dire que marcher au pas sur une plage le matin, ce n'est pas mal non plus.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Voir notamment *L'insécurité du territoire* (Stock, 1976), *Vitesse et politique* (Gallée, 1977), *Esthétique de la disparition* (Balland, 1980), *L'Espace critique* (Christian Bourgois, 1984), *Guerre et Cinéma* (Ed. de l'Éclat, 1984), *L'Horizon négatif* (Gallée, 1985).

(2) Du grec « dromos » : courses et « cratin » : gouverner.



Une scène du film « Duel ».

LES GROSSIERS ET LES POLIS

UN certain M. Baudry de Seunier publie chez Flammarion, en 1933, un petit livre intitulé *L'Art de bien conduire*. Les automobiles n'étaient pas encore très nombreuses et ne ressemblaient guère à celles d'aujourd'hui ; cependant, ce véritable « chevalier du volant » avait si bien vu le problème qu'il le présentait d'une manière qui, cinquante-deux ans après, semble à peine démodée. Ecoutez-le :

« Aujourd'hui, toute personne qui possède même le minimum des qualités physiques et psychiques indispensables, toute personne normale dans ces deux chefs est apte à diriger une automobile. Il n'en était pas de même il y a une trentaine d'années. J'ai connu vers 1900 une dame âgée, mais d'esprit jeune et ardent, qui avait fait cette quasi-folie, au jugement de son entourage, d'acheter une automobile. Elle avait pris à son service, à cette époque où le conducteur d'un tel engin était tenu de jouer constamment des manettes d'air, d'admission et d'allumage, un « chauffeur » qui passait pour avoir, par un don singulier et rarissime, une des meilleures carbu-

rations de Paris. Comme certains violonistes ou pianistes ont une sonorité bien meilleure que celle de leurs émules. A cet être exceptionnel, elle donnait, naturellement, des mensualités exceptionnelles... Actuellement, c'est la quantité de conducteurs de qualité moyenne, il en est bien peu d'excellents. Par cette expression de conducteurs, nous entendons, tout au long de cet ouvrage, si on le veut bien, l'homme ou la femme qui est au volant, tout simplement. »

Voilà ce qui s'appelle un démarrage en douceur. Une fois lancé, notre fin volant poursuit : « La vitesse est la majeure raison d'être de l'automobile, sa dominante fondamentale. Elle est au fond la seule commune mesure des automobiles entre elles. Mais il y a la vitesse grossière et la vitesse de qualité. Bien conduire, c'est n'employer jamais que la vitesse de qualité. »

La qualité de la vitesse ! En fait beaucoup d'autres pour obtenir celle-là : la conscience, l'horreur instinctive de l'a-peu-près, le sens de l'effort, le goût de la responsabilité. En particulier, si l'on recherche la vitesse (de qualité,

de qualité !), il faut être patient. Mais bien d'autres qualités sont encore nécessaires : la dignité, la finesse, la psychologie et la philosophie. Mais, décidément, le pelme d'or doit aller à la politesse. Attention ! La vraie politesse n'est pas toujours là où l'on croit : « Un homme fort poli sur une chaise de salon demeure-t-il toujours, sur le coussin d'une automobile, un homme fort poli ? Il y a certainement du piquant, peut-être du profit, à en discuter. » Il en discute et argumente, le gentleman-chauffeur : « On rencontre des chauffeurs de taxis beaucoup plus patients, beaucoup plus maîtres d'eux-mêmes et de leurs expressions, que certains hommes du monde. » Aujourd'hui, notre auteur aurait plus de mal à trouver de l'une et de l'autre de ces deux catégories, mais bref !

Il y a aussi les défauts qui condamnent impropriablement le conducteur-postulant. Notre automobiliste humaniste distingue, avec lucidité : le petit muflé, le grand muflé, le matcheur, le punisseur, l'hypocrite, le soumoïse et le frôleur. Il n'y avait pas, en 1933, d'« embouteilleur », ou alors, dans son exquise délicatesse, le philosophe de la torpé-

jette un voile pudique là-dessus. Il dit pourtant : « L'automobiliste est à la fois l'être le plus encombrant, le plus tapageur et le plus dangereux qu'on rencontre de nos jours en terrain civilisé. »

On pourrait croire, à voir ce qu'il en est aujourd'hui, que cet homme de bonne volonté prêcha dans le désert. Pas du tout. C'était son second livre sur le sujet. Le premier, également chez Flammarion, l'*Examen pour le permis de conduire*, avait été tiré à 370 000 exemplaires. Manifestement, la tactique de la politesse n'e pas eu les efforts escomptés. La tactique inverse, largement essayée quelques décennies plus tard, celle des injures, n'y rien donné non plus. Que faire ?

Peut-être redonner une seconde chance à la première.

Notre homme, idéaliste mais réaliste, ne se faisait pas d'illusions sur les difficultés à vaincre, puisqu'il terminait sur ces mots, d'une brûlante actualité : « Ayons l'entêtement de la politesse. En automobile aujourd'hui, elle constitue le seul moyen de nous singulariser. »

JEAN-PAUL LE GOFF.

55 من الأسفل

NOUVELLE

POUSSIÈRE DE TEMPS, POUSSIÈRE D'OS

par Jean-Claude Dunyach

L n'y a personne dans la salle des visites. Je ne peux m'empêcher de le regretter. J'y retrouve, d'habitude, des journalistes ou des photographes qui me connaissent et demandent des nouvelles de ma santé. Aujourd'hui, le choc du bout ferré de ma canne sur le carrelage glacé réveille des chocs qui mériteraient d'appartenir à des tombes. Il manque à ce décor trop net, aux arêtes de chrome et de verre, le désordre des pantins de chair assis de travers sur les fauteuils, un magazine froissé en guise de masque chirurgical.

Ma visite est prévue depuis plus d'une semaine, mon arrivée est sans doute consignée dans un gros registre ou dans les mémoires de l'ordinateur de l'hôpital, pourtant personne n'est là pour m'accueillir. Le ronron des machines temporelles semble s'être interrompu. En dix-sept mois, c'est la première fois qu'une telle chose se produit.

J'en parlai à Laure dès son réveil ; en attendant, je suppose qu'il vaut mieux appeler un infirmier. Mon doigt tremble sur la sonnette, je dois m'y reprendre à deux fois avant d'appuyer sur le bouton qui saillit comme un kyste du mur blanc. Peut-être devrais-je profiter de ma visite pour demander un médicament contre ces crises qui me secouent de plus en plus souvent. Mon médecin refuse de me fournir ce dont j'ai besoin. J'en touchai un mot au spécialiste qui s'occupe de Laure, mais je crains que les gens de mon âge n'échappent à sa compétence.

Je sonne deux fois et je vais m'asseoir. Sur la table basse, les magazines entassés ne semblent pas avoir changé depuis le mois dernier. Je prends le premier de la pile et l'ouvre au hasard. Les caractères trop petits blessent mes yeux fatigués. Je le repose sur mes genoux, après avoir passé en revue les quelques photos qu'il contenait. Je crois bien l'avoir déjà lu.

Je tends l'oreille en direction du couloir. Un bruit de pas pressé se fait entendre, mêlé à des grincements difficiles à identifier. Combien de temps s'est-il écoulé depuis mon arrivée ici ? Je n'ai plus de montre depuis des années. Les cristaux liquides des cadrans modernes n'impressionnent plus mes rétines affaiblies et j'ai cessé de porter à mon poignet cet œil blanc au regard mort. Je mesure l'écoulement des heures au rythme de mon souffle, de ma fatigue, de mon ennui, indicateurs fidèles de la seule durée qui ait encore une signification, celle de ma propre vie.

Une jeune femme surgit du couloir en poussant une chaise roulante. Elle oblique dans ma direction et je me redresse sur mon siège avec soulagement.

« Bonjour, monsieur Scotti, je suis venue vous chercher. Le docteur Daniel vous attend. »

« Le docteur ? Vous devez vous tromper, mademoiselle. Je suis ici pour voir... »

« Votre fille, Laure, je sais. Ne vous inquiétez pas, le docteur désire juste vous parler quelques instants. »

Elle a disposé devant moi le fauteuil aux roues caoutchoutées, en tapotant son dossier d'un geste d'invite. Je n'aime pas trop être transporté de cette façon, je ne suis pas infirme, mais les couloirs de l'hôpital Garichankar sont interminables et l'hiver m'a fatigué. Je songe un instant à expliquer cela à la jeune fille mais me ravise. Il vaut mieux que je ne lui dise rien. Elle croira que j'ai ac-

cepté son offre pour lui faire plaisir.

« Vous êtes bien installé ? Je m'occupe de votre canne. »

Elle m'enlève le magazine des mains et le repose sur la table.

Les couloirs sont déserts. A la porte de chaque salle d'opération, des rangées de chariots à malade attendent en silence, pareils à des taxis guettant les voyageurs à la sortie d'une gare. Les derniers de la file semblent couverts d'une impalpable poussière, couleur de poudre d'os. Ceux qui sont chargés du nettoyage ne sont guère soigneux. J'en fait la remarque à haute voix, mais la jeune fille ne prend pas la peine de me répondre.

« Est-ce encore loin ? »

« Nous arrivons. Un peu de patience. »

Je passe les doigts sur les accoudoirs de mon fauteuil, d'un geste machinal. La surface de plastique est lisse, neutre. D'autres mains que les miennes les ont polis durant de semblables voyages. Il suffirait de les presser comme des fruits pour en extraire les filets de sueur laissés par les paumes moites des patients précédents.

Nous bifurquons sans cesse. Au passage, j'essaie de reconnaître la chambre de Laure, mais le décor ne m'est pas familier. Garichankar est un labyrinthe d'une surface considérable, presque aussi complexe que l'esprit des malades qui y résident. Qui y résident physiquement, la correction s'impose d'elle-même à mes pensées. Où s'en va Laure après chacune de mes visites, lorsque les horloges de son corps ralentissent et la libèrent de son mal ? Je l'imagine parcourant les plages de sa mémoire, ramassant les coquillages rejetés par les vagues de la douleur. Je ne peux qu'imaginer, elle ne me raconte jamais rien.

Mon accompagnatrice garde le silence. Curieux. Je croyais que les infirmières étaient censées bavarder avec les messieurs d'un certain âge, lors de leur passage dans les hôpitaux. Encore une idée que je me faisais de la jeunesse qui s'écroule. On ne me parle pas plus à présent qu'il y a vingt ans, et ce que l'on daigne me dire m'intéresse de moins en moins. Lors de ma dernière visite,

Laure a à peine ouvert la bouche. Pourtant, quelques phrases banales sur n'importe quel sujet me feraient du bien en ce moment. Il n'y a rien de plus lugubre qu'un couloir désert dans une aile médicale, avec des néons qui clignotent et le carrelage neutre qui résonne au passage de mon fauteuil. J'ai-merais mieux marcher, afin que ce bruit cesse, mais ne m'en sens pas le courage.

« Est-ce encore loin ? »

« Nous y sommes. »

L A porte vitrée s'ouvre sur un bureau aux étagères vides. Des cartons remplis de livres s'empilent dans un coin. Le bureau est nu, immaculé. Affalé sur sa chaise, le docteur Daniel est plongé dans une revue médicale qu'il feuillette d'un air distrait. Notre arrivée lui fait lever la tête.

« Ah, monsieur Scotti. Je vous attendais. Asseyez-vous. »

« Je suis déjà assis, merci. »

« Exact, exact. J'espère que vous êtes bien installé. Merci, mademoiselle, vous pouvez nous laisser. »

Un silence.

« Monsieur Scotti, je crains d'avoir à vous annoncer de mauvaises nouvelles. »

« Laure est morte ? »

« Non, rassurez-vous, encore qu'en ce qui vous concerne le résultat puisse être considéré comme identique. »

Il jette le magazine sur la pile de cartons, d'un geste désinvolte.

« Conneries ! Vous intéressez-vous à l'actualité médicale, monsieur Scotti ? »

« Pas du tout, je ne connais rien dans ce domaine. »

« Ne le regrettez pas. L'interminable litane des articles et des thèses ressemble à un mauvais feuilleton dont les héros seraient les auteurs eux-mêmes. »

« Quel rapport avec Laure, au moi ? »

« Rien, sinon que vous êtes vous aussi des personnages de ce feuilleton. Votre fille, en particulier, joue un rôle essentiel dans nos recherches. Je devrais dire j'avais, puisque les circonstances ont malheureusement changé. »

« Voyez-vous, monsieur Scotti, Garichankar occupait jusqu'à ces

derniers mois un rôle de premier plan dans ce que nous avons nommé les traitements chronolytiques. Je crois que le terme vous est familier. Il recouvre toutes les expériences sur le temps subjectif, les temps parallèles, ce que les journalistes ont appelé l'éternité de la micro-seconde. »

« Tous ces mots ne me disent rien. D'ailleurs... »

« Mais si, vous les avez déjà entendus, dans cette même pièce. Souvenez-vous : lorsque vous nous avez amené votre fille qui se mourait d'un cancer au stade terminal, vous n'espériez rien d'autre qu'un miracle qui retarderait votre séparation définitive. Elle était le seul être qui vous restait de votre famille et vous aviez perdu tout espoir de guérison. Lorsque nous vous avons proposé non pas de la soigner, nous n'en sommes toujours pas capables, mais de la faire durer, vous avez accepté. »

« Les drogues chronolytiques que nous expérimentons ici ont pour effet de modifier la perception du temps. Le présent de celui qui en prend s'étire dans toutes les directions. Nous avons transformé les heures de vie qui restaient à votre fille en années. C'était il y a dix-sept mois. »

« Ne croyez pas que je l'aublie, docteur. Vous m'avez demandé d'espacer mes visites, mais je me souviens de chacune d'entre elles, et je vous en suis reconnaissant. »

« Merci. Ainsi, il me sera plus facile de vous dire le reste... »

« Pendant que son corps restait en animation suspendue, Laure a vécu l'équivalent de plusieurs vies, dans un univers que nous ne pouvions imaginer, faute de descriptions précises. Durant cette période, elle a fini par vous oublier. »

« Oui, elle vous a oublié. C'était déjà flagrant durant vos premières visites, lorsqu'elle ne trouvait rien à vous répondre. Nous avons prétexté sa faiblesse pour écarter vos entretiens et lui permettre de n'y jouer qu'un rôle passif. Vous n'en demandiez pas plus. »

« Je ne comprends pas. Vous vous maintenez inutilement cruel. Laure a toujours cherché à communiquer avec moi et je me sou-

viens encore de chaque mot qu'elle a prononcé. »

« Votre mémoire n'est sans doute pas aussi fidèle que ce que vous croyez, ou alors vos souvenirs se sont embellis avec le temps. Laure n'avait rien à vous raconter. Les péripéties de sa nouvelle existence ne signifiaient rien pour vous. »

« Pourquoi acceptait-elle mes visites, dans ce cas ? »

« Parce que nous l'y obligeons. Nous interrompons le traitement durant une période suffisante pour qu'elle puisse reprendre pied dans notre réalité, à seule fin de vous accueillir et de vous écouter vous plaignant de vos maux imaginaires. Ne protestez pas, nous avons enregistré vos entretiens. Ensuite, nous la laissons repartir jusqu'à la fois suivante. Entre-temps, des années s'étaient écoulées pour elle, et l'événement s'était effacé de sa mémoire. Nous devions tout lui réapprendre depuis le début. »

« Je ne comprends pas. Pour quelle raison vous êtes-vous montré si cruel avec elle et avec moi ? »

« Le problème, monsieur Scotti, c'est que votre fille et vous êtes devenus des héros de la presse. Et je ne parle pas uniquement des informations destinées au public. Votre photo et celle de Laure figurent dans les annales médicales des cinq continents, en de multiples versions. Nous avons peut-être un peu forcé la note, mais votre cas s'y prêtait à un point qui nous a surpris nous-mêmes. L'hôpital vous est redevable d'une fraction importante de ses subventions de l'année dernière, pour ne rien dire des dons que nous avons reçus. De ce point de vue-là, chacune de vos visites était une bénédiction pour nous. »

« Malheureusement, nos recherches ont piétiné. Nous n'avons fait aucun progrès notable depuis plus d'un an, en partie d'ailleurs parce que vos retrouvailles perpétuelles avec Laure nous faisaient perdre un temps précieux. D'autres centres de recherche nous ont supplantés. Ce sont eux qui prendront en charge les patients sous chronolyse, et en particulier votre fille. Mon service est dissous, je ne vois plus de raison de continuer cette comédie. De toute façon, la vérité n'aurait pas tardé à éclater. »

« Mais pourquoi ne m'avez-vous pas expliqué tout cela depuis le début ? Je l'aurais compris. Savoir que Laure continuait à exister, à sa façon, m'aurait suffi. »

« Oh, ce n'est pas vrai, monsieur Scotti. Vous ne nous l'auriez pas laissée si cela avait signifié être séparé d'elle à tout jamais. Vous ne vouliez pas vous retrouver seul, c'est tout. D'ailleurs, rappelez-vous. Nous vous avons proposé de partager son sort, mais vous avez refusé. »

« Vous n'allez pas me le reprocher ? Je ne suis pas mourant, moi, bien que ma santé soit précaire. J'ai le droit de vivre normalement le peu d'années qu'il me reste. »

« Sans doute, mais, ce faisant, vous avez perdu Laure. »

L Il se lève et empoigne mon fauteuil avant que je puisse songer à protester.

« Je vous amène près d'elle une dernière fois. Elle ne sera pas réveillée, bien sûr, je ne suis pas senti le courage de lui imposer de jouer, une fois encore, ce rôle absurde dans une réalité qui n'est plus la sienne. Ne m'en veuillez pas. Vous comprendrez mieux en la voyant. »

Je serre les accoudoirs, en sentant sous mes paumes le plastique devenu humide. Les roues caoutchoutées font un bruit de suction qui évoque une succession de baisers d'adieu. Un instant, je songe à descendre du fauteuil et à m'en aller, je sais que le docteur ne me retiendrait pas. Mais je suis trop bouleversé, et l'infirmière a pris ma canne.

Un ascenseur, puis à nouveau un couloir. Nous faisons un écart pour éviter deux ouvriers qui déplacent les éléments d'une machinerie complexe, puis nous nous engouffrons dans une vaste salle qui contient une douzaine de lits.

« Votre fille est ici. Parez-vous, nous allons la ramener, nous allons regrouper tous ceux qui sont plongés dans la transe chronolytique, en attendant leur transfert définitif. »

Il tourne le fauteuil, de façon à me faire longer les corps allongés sous le dais du goute-à-goutte. Sur chaque visage un sourire flotte, incompréhensible. La dernière de la rangée est Laure. Ses formes amaigrissées sont cachées par le drap. Je la trouve encore plus pâle que la dernière fois, pourtant son expression est d'une quiétude singulière. Ses traits détendus respirent la paix, avec quelque chose de plus, elle paraît encore plus jeune qu'avant la maladie qui nous a séparés. Ce n'est pas juste.

« Regardez-la. Durant ces derniers mois, nous l'avons arrachée à cela lors de chacune de vos visites, afin que vous puissiez raconter les détails de votre morne existence. Nous n'aurions jamais dû. Elle ne le méritait pas. »

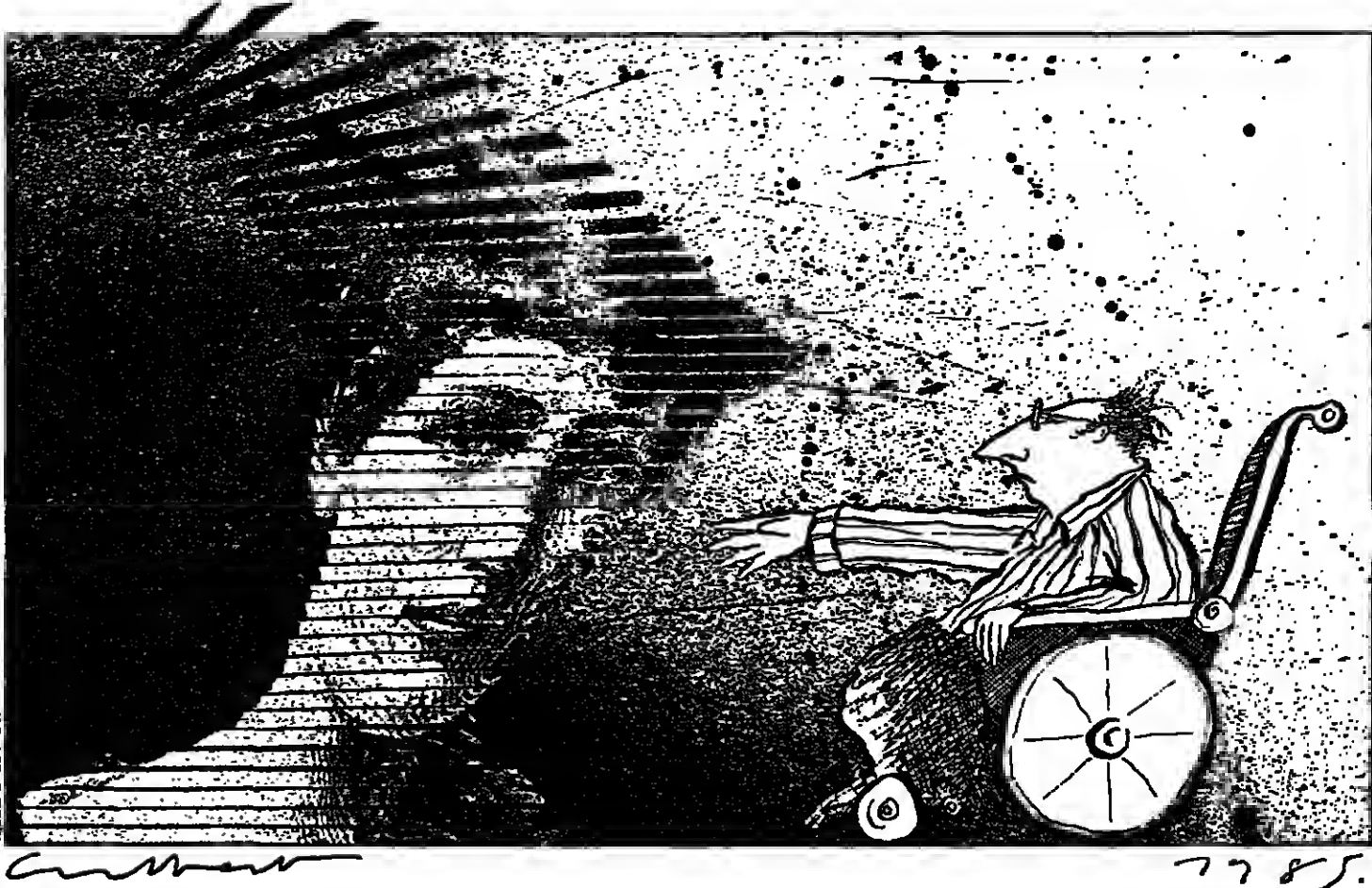
Je me redresse avec peine et me lève. Je n'ose pas m'approcher du lit.

« Laissez-moi la rejoindre. Vous me devez bien ça. »

Il sort de sa poche un miroir rond et l'incline dans ma direction. L'image de Laure et la mienne s'y reflètent un instant, avant de se brouiller à jamais.

« C'est trop tard, monsieur Scotti. Dans son univers, il n'y a plus de place pour ceux de votre espèce. »

« Né en 1958, Jean-Claude Dunyach est journaliste à l'Aéropresse. Une nouvelle de lui a été publiée dans le Monde Aujourd'hui daté 4-5 novembre 1984. Il a obtenu en 1984 le Grand Prix de la science-fiction catégorie nouvelle. »



PLAGES A LA DÉRIVE

par Roland Paskoff *

Les quinze millions de touristes qui vont fréquenter les plages françaises sont moins dangereux pour elles qu'un mal qui les ronge : l'érosion. Partout, les plages s'amenuisent. En raison des grandes tempêtes, de l'élévation du niveau de la mer mais aussi des travaux des hommes.

ALORS que l'été qui va commencer verra quelque quinze millions de personnes visiter les 2 000 kilomètres de plages de notre pays et que le gouvernement prépare une loi sur le littoral, il semble opportun d'attirer l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs politiques, déjà largement avertis des dangers de la pollution, sur un autre mal, plus insidieux, qui ronge les rivages sableux et les menace de disparaître : l'érosion.

Un peu partout en France, les plages démeublées et battent en retraite. Sur la côte des Landes, le recul se manifeste depuis longtemps, mais, aujourd'hui, il est devenu dramatique puisqu'il se chiffre de 1 à 3 mètres par an suivant les endroits. Sur celle du Languedoc, on retrouve des valeurs comparables : 1,5 à 4 mètres par an. Il s'agit là de vitesses moyennes. De fait, ce sont les grandes tempêtes, celles qui se manifestent une fois tous les dix ou vingt ans, qui sont particulièrement destructives. Plusieurs années peuvent ensuite s'écouler sans dommages apparents, et la réalité du danger tend alors à s'effacer dans la mémoire collective, facilement oublieuse.

Une idée largement admise par le public est que les plages peuvent être défendues efficacement contre l'érosion. Un sondage a montré que 50 % des Français pensent que les rivages marins sont insuffisamment protégés et que 85 % sont d'avis que cette protection représente une tâche importante. Or des études menées depuis une quinzaine d'années font apparaître que le recul des plages est un phénomène mondial, affectant au moins bien des littoraux déserts que des côtes très peuplées, et que les moyens employés jusqu'ici pour le contenir ne sont probablement pas toujours les mieux adaptés à la sauvegarde de ce capital naturel d'une valeur inestimable que représentent les rivages sabbiques.

Il faut d'abord savoir que les plages ont été façonnées pour l'essentiel au cours des derniers millénaires. Elles sont constituées de sables et de galets que les agents de dénudation du relief avaient accumulés sur la plate-forme continentale, largement émergée pendant la dernière époque de refroidissement de la Terre, et que la mer a remontées, lors de la déglaciation, jusqu'à son niveau actuel, atteint, il y a environ cent mille ans. Une fois ce stock sédimentaire mis en place, la pénurie a succédé à l'abondance, l'apport en matériaux frais étant désormais limité au débit solide des fleuves et aux produits de l'attaque des falaises par les vagues. Il est donc important de réaliser que les plages représentent en grande partie un héritage d'un passé géologique récent plus favorable à leur existence que la période actuelle.

La conjoncture est encore aggravée par la légère élévation contemporaine du niveau de la mer, de l'ordre de 1,2 à 1,5 mm/an, que l'on pense liée à une restitution d'eau par la calotte glaciaire de l'Antarctide occidentale. La déstabilisation de cette calotte serait due au réchauffement actuel des températures de la basse atmosphère, lui-même en relation avec

l'augmentation de la teneur en CO₂ de l'air provoquée par le recours croissant de l'homme aux combustibles fossiles. Or il est établi qu'un relèvement du niveau de la mer déclenche un démaigrissement et un recul sur une plage en état d'équilibre.

A ces causes naturelles qui expliquent à elles seules la précarité des plages s'ajoutent les effets perturbateurs de l'emprise humaine sur les rivages marins. On les mentionnera brièvement, car ils sont mieux connus. Les extractions exagérées de sables et de galets sur les plages et les avant-plages, s'ajoutant à la diminution de la charge des fleuves due à la construction de barrages et à des prélèvement de matériaux dans leur lit, aggrave considérablement le déficit sédimentaire côtier.

Des travaux portuaires modifient le transit sableux littoral. Si des atterrissements se produisent contre les jetées qui arrêtent la dérive côtière, des érosions se manifestent au-delà par suite de l'interruption des apports sédimentaires.

L'urbanisation dense a des conséquences particulièrement néfastes pour la conservation des plages. Trop d'aménagements ont empiété sur le domaine strictement côtier. Des villas, des immeubles, des promenades en front de mer ont été construits en bordure même du rivage, là où généralement une dune borde une plage du côté de la terre. Or cette dune est étroitement solidaire de la plage et elle joue un rôle essentiel dans l'équilibre du système en constituant une réserve de sable mobilisable au moment des tempêtes. Sa disparition entraîne un démantèlement et un recul rapides du rivage.

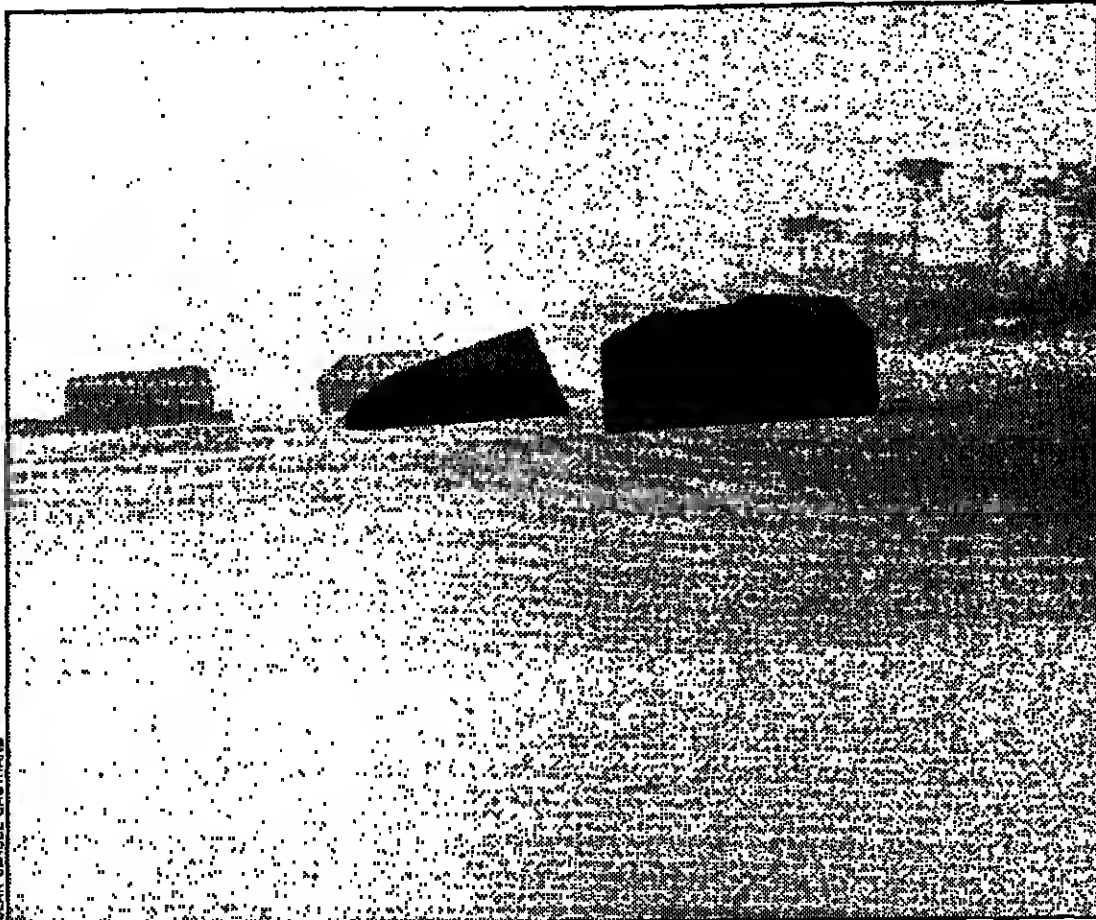
Epis et brise-lames

Les effluents des grandes agglomérations, en polluant les eaux côtières provoquent une dégradation des berbers infralittoraux, tels ceux de Posidonie en Méditerranée, qui contribuent, lorsqu'ils sont bien développés, au maintien des plages par un freinage des vagues et un piégeage des sédiments.

Des pompes exagérées d'eau phréatique pour les besoins urbains sont parfois à l'origine d'affaissements de la topographie qui renforcent l'effet érosif du relèvement contemporain du niveau de la mer.

La réponse traditionnelle des ingénieurs à l'érosion des plages réside dans la mise en place d'ouvrages de protection qui appartiennent à trois types principaux. Les épis sont des constructions perpendiculaires au rivage qui freinent la dérive littorale pour la contraindre à déposer une partie de sa charge. Les brise-lames affaiblissent l'énergie de la houle avant que les vagues n'atteignent les plages, mises ainsi à l'abri de l'impact direct du déferlement lors des tempêtes. Les murs de haut de plage ont pour but de protéger de l'attaque frontale de la mer des aménagements imprudemment implantés trop près du trait de côte.

Ces ouvrages de défense ont été et sont encore largement utilisés. Pourtant, il apparaît clairement qu'ils ne représentent pas la solu-



tion la plus appropriée au problème de l'érosion des rivages sa bleux. Certes, il faut reconnaître qu'ils peuvent donner localement des résultats satisfaisants. Il est vrai que des épis arrivent à en gras siser une plage et que des brise-lames arrêtent le recul d'une côte. Mais, le plus souvent, le problème est seulement déplacé, et parfois aggravé, dans les secteurs adjacents. De même, des murs réussissent à protéger des aménage ments menacés; cependant, en s'opposant aux échanges indispensables entre la zone bordière et la plage, ils accélèrent fréquemment l'érosion de cette dernière.

Ainsi, les ouvrages traditionnels de défense ont une efficacité limitée qui tient à leur inadéquation à la conjoncture. Ils ne s'attaquent pas à la racine du mal, qui est un déficit sédimentaire côtier. En stabilisant une ligne de rivages sur une position, ils entravent un recul qui est un phénomène naturel puisque le niveau de la mer est en cours d'élévation. En contraignant une évolution, on accroît le déséquilibre, d'où l'appel à de nouveaux ouvrages de défense qui, en donnant une fallacieuse impression de sécurité, encouragent l'extension des aménagements.

L'urgence d'une cartographie des gisements

Parce qu'une défense statique peut à la rigueur donner un sursis mais non assurer la survie de plages dynamiques par nature, il importe de chercher d'autres voies pour essayer de les sauver.

Il ne fait pas de doute que les extractions dans le domaine litté-

nal de sables, de graviers et de galets causant d'énormes dommages aux plages. Il est donc essentiel de leur interdire et de faire strictement respecter cette prohibition. Mais, compte tenu des besoins élevés en matériaux de construction, une telle mesure de défense, si on veut réellement la rendre applicable, doit être accompagnée d'une autorisation pour des prélèvements de substitution dans d'autres espaces moins sensibles. Des dragages pourraient avoir lieu à plus de 20 mètres de profondeur et à plus de 2.500 mètres du trait de côte sans mettre, semble-t-il, en péril la stabilité des plages voisines. Mais le mieux serait d'avoir recours à des gisements continentaux de sable (dunes mortes) ou de galets (terrasses fluviales anciennes). Une cartographie systématique de tels gisements s'impose d'urgence.

A cette mesure conservatoire doivent s'ajouter des essais de réhabilitation, quand ils ont été effacés, ou de renforcement, quand ils sont affaiblis, des phénomènes naturels qui concourent à l'exis-

naturels qui concourent à l'exis-

A high-contrast, black and white photograph showing a dense, textured surface, possibly a wall or a large crowd, with a bright, irregular white shape in the lower-left corner. The image is heavily grainy and has a high level of contrast, with the white shape standing out prominently against the dark, textured background.

tence de plages stables. De telles méthodes peuvent être qualifiées de douces.

Ainsi, il faut essayer de procéder, partout où cela est encore possible, à la restauration des dunes bordières trop souvent dégradées par des piétinements répétés qui détruisent leur végétation fixatrice, ou par des extractions de sable. Des plantations d'oyats, la mise en place d'écrans, l'épandage de branchages, facilitent la reconstitution de ces dunes, capables alors de jouer leur rôle de pièce maîtresse dans l'équilibre des plages. Des tels travaux sont en cours actuellement, par exemple, partout sur les côtes de France. Mais il importe de convaincre le public de respecter ces accumulations de sable et de ne les traverser que par des sentiers autorisés.

Corriger le déficit sédimentaire

L'alimentation artificielle des plaques représente aussi un progrès dans la lutte pour les murens. Son but est de corriger le déficit alimentaire en renforçant la chaîne solide apportée par la dérive littorale. On contrebalance le démaigrissement et le recul sans perturber le jeu naturel des processus littoraux en action. L'opération ne se heurte pas à de grosses difficultés, la principale étant de trouver à proximité du matériel adéquat sans nuire à l'environnement. Dans les pays développés, elle est souvent pratiquée. Mais, elle pose un problème de coût puisqu'un rechargement revient à environ 6 000 francs par mètre linéaire et qu'il doit être recommencé périodiquement. On retrouve ici la question de la rentabilité déjà soulevée à propos des ouvrages de défense.

A la vérité, une nouvelle approche du problème de l'érosion des plages s'impose. Elle doit se fonder sur la constatation que, dans beaucoup de cas, le démaigrissement et le recul des rivages sableux sont des événements inévitables. Dans ces conditions, il y aura moins de déboires à essayer de s'adapter à cette évolution qu'à s'efforcer de la contrarier, il faut aussi savoir et c'est là un point

aussi savoir, et c'est ne lui point imputer, qu'un plébe peut reculer sans pour autant disparaître. L'érosion ne devient véritablement un problème que lorsque des constructions existent à proximité de la mer. Si l'on considère que, dans le cas, les ouvrages de défenses, et les biens immobiliers, sont placés, c'est vers un changement total d'orientation que qu'il faut s'orienter. En admettant qu'il vait mieux conserver un littoral sableux plutôt que des maisons, il apparaît plus rentable, dans certains cas, tant au point de vue du coût que de la conservation de l'environnement, de renoncer aux travaux de protection et de procéder à des indemnisations.

Sur les côtes où l'emprise de l'homme est encore faible, il conviendrait d'interdire tout aménagement à moins d'une distance du trait de côte équivalant à cinquante fois la vitesse moyenne annuelle de son recul, étant entendu qu'au bout de cinq décennies les constructions édifiées immédiatement en arrière de la « ligne rouge » de l'époque devraient être rasées.

Cette façon de voir les choses va évidemment à l'encontre de la mode actuelle des installations au bord même de la mer. Elle implique que des changements profonds dans la mentalité des usagers, des planificateurs et des décideurs. La mutation des esprits sera longue, mais c'est dans ce sens qu'il faut décidément s'orienter si l'on veut que les générations futures continuent à profiter de ces espaces de récréation privilégiés que sont les plages. ■

Président de la commission sur l'environnement, objet de l'Union géographique internationale, auteur du livre *Les Littoraux, impact des aménagements*.

LES SIX C

Emotion à Marly. Après l'absence, les cheveux sont identiques à celles qui ont été en novembre 1984 plantées à Paris, des répliques exactes du chef-d'œuvre d'un moment désormais l'éternité la curiosité envers l'artiste livrée à l'oubli après la fin de l'inauguration le dimanche 2

Il faut en voir, passants, quelques, importés vers le ciel, se rallier en bataille, dans les arènes mentales. Il faut une levée en masse des créatures, unifier le mouvement accompagné attentif par l'effort, pour que les sirènes qui tentent de séduire

[illegible]

A soixante-trois ans, Colette est survecu quelques années à l'instinctivement de son mari, devenu, avant sa consécration, le plus grand, et le dernier de ses élèves, montre que la spiritualité dans les périodes les plus troubles de l'histoire de France, et la plus ignorée. Aux premiers temps de leur tirée pendant la guerre, un charpentier du village de Marly prend sur lui de coiffer de ses amis pour les protéger de la

C'est la Convention qui, par les
insurrections du peintre David, s'op-
posera en 1794, de l'annexion des
savants à Paris, pour les amener à
l'entrée des Champs-Élysées, au
place de la Révolution.

Commentaires des arts et des
sciences à la vicissitude des temps
à l'insulte des passions, nous
qui n'ont pas peur de l'oubli,
l'orgueil !... Les enfants de l'insurrec-
tion, les prototypes de Coustou
s'inscrivent par leur œuvre sur
l'hommage d'une statue, l'honneur
de Coustou les très bons pour
leur gloire, et non pour leur
peu digne des hommes illustres
qui ont forcé l'histoire à commé-
morer son nom.

L'enthousiasme du chef de brigade d'artillerie Grobert, directeur de l'arsenal de Meulan, qui conçoit un charroi spécial et est responsable du transport à Paris des statues (en cinq heures par la route) n'a pas de bornes. Réagissant les coups de feu tirés par des « Français vengés », il assure que « le génie des arts le débarrasse de leur ancienne, les batteurs glorieux sur la consécration des choses, et la perfection de l'ouvrage sert à la conservation ».

Les mêmes motifs - s'adressant à la fragilité des portes-blaire - qui avaient rendu longue et difficile (mais honnête) au travail pendant deux ans et demi dans la cour des pouspes dans la taillé des Carrare d'un bloc de marbre, avaient rendu périlleux le transport de l'ouvrage par bateau en 1795 de la Concordie au port de Saint- et hasardeuse sa traversée dans la capitale au point de pouvoir faire ébranler la statue à quelques mois, lors de l'installation des statues dans la

1950 من الأول

PATRIMOINE

LES SIX CHEVAUX DE MARLY

par Michèle Champenois

Emotion à Marly. Après bientôt deux siècles d'absence, les chevaux sont de retour. Identiques à celles qui ont été installées en novembre 1984 place de la Concorde à Paris, des répliques extrêmement fidèles du chef-d'œuvre de Coustou ornent désormais l'abreuvoir et réveillent la curiosité envers l'ancien domaine royal livré à l'oubli après la Révolution. Inauguration le dimanche 23 juin.

Il faut les voir, puissants, fongueux, emportés vers le ciel, les pattes en bataille, défiant les arbres alentour. Il faut voir l'envolée lyrique des crinières marines, le mouvement accompagné, accentué par l'effort gracieux du garçon qui tente de le maîtriser.

Il faut voir ces « chevaux échappés retenus par des hommes-palefreniers », tels que les décrivait leur créateur Guillaume Coustou dans son livre de comptes, insistant sur les soins apportés à « conserver la bride dans son entier », sur le temps passé aux études « d'après le naturel », à la confection des modèles en charpente animés par une mécanique complexe, détaillant aussi les nombreux « percements » exigés par ce cheval qui « a les crins du col hérissés et tout en l'air par sa grande agitation » et dont « la queue n'a pas coûté moins de soins pour la rendre flottante et légère comme il paraît ».

A soixante-trois ans, Coustou, qui survécut quelques mois à l'achèvement de son chef-d'œuvre, avait conscience d'être le plus grand, et le destin de ses chevaux montre que la postérité, même dans les périodes les plus troublées de l'histoire de France, ne l'a pas ignoré. Aux premiers coups de feu tirés pendant la Terreur, un charpentier du village de Marly prend sur lui de construire des abris pour les protéger de la furie populaire.

C'est la Convention qui, sur les instances du peintre David, décidera en 1794, de ramener les chevaux à Paris pour les installer à l'entrée des Champs-Élysées, place de la Révolution. « Les monuments des arts qui échappèrent à la vicissitude des temps et à l'insulte des passions sont ceux qui n'ont pas payé de tribut à l'orgueil (...). Enfants de l'imagination, les groupes de Coustou n'avaient pas leur auteur par l'honneur d'une flatterie insensée. Coustou les créa pour lui, pour sa gloire, et non pour ce roi si peu digne des hommes illustres qui ont forcé l'histoire à conserver son nom ».

L'enthousiasme du chef de brigade d'artillerie Grobert, directeur de l'arsenal de Meulan, qui conçut un chariot spécial et fut responsable du transport à Paris des statues (en cinq heures par la route) n'a pas de bornes. Rappelant les coups de feu tirés par des « Français égarés », il assure que « le génie des arts le déroba à leur atteinte : les balles glissèrent sur la convexité des chairs, et la perfection de l'ouvrage servit à sa conservation ».

Les mêmes motifs — audace et fragilité des porte-à-faux — qui avaient rendu longue et difficile (huit hommes au travail pendant deux ans et demi dans la cour Carrée du Louvre) la taille des groupes dans un bloc de marbre de Carrare d'un seul tenant, qui avaient rendu périlleux le transport de l'ouvrage par bateau en 1745, de la Concorde au port de Marly, et hasardeuse sa « translation » dans la capitale en 1794, pouvaient faire craindre le pire il y a quelques mois, lors de l'habillage des statues dans des enve-

loppes de résine synthétique, du loulage et du démoulage, opérations dont la réussite permet aujourd'hui de voir des chevaux de Marly à la Concorde et à Marly.

Ce sont des répliques exactes, en effet, des copies moulées, coulées dans un matériau composé de poudres de pierre et de marbre liées par une résine dont l'inventeur, Michel Bourbon, peintre et sculpteur, garde le secret. Le succès de l'entreprise permet de la renouveler en ce moment même, sur les autres groupes placés à l'entrée des Tuileries, ceux de Coysevox, oncle de Guillaume Coustou, dont le *Mercur* et la *Renommée* chevauchant des animaux ailés avaient occupé les premiers l'emplacement de l'abreuvoir de Marly.

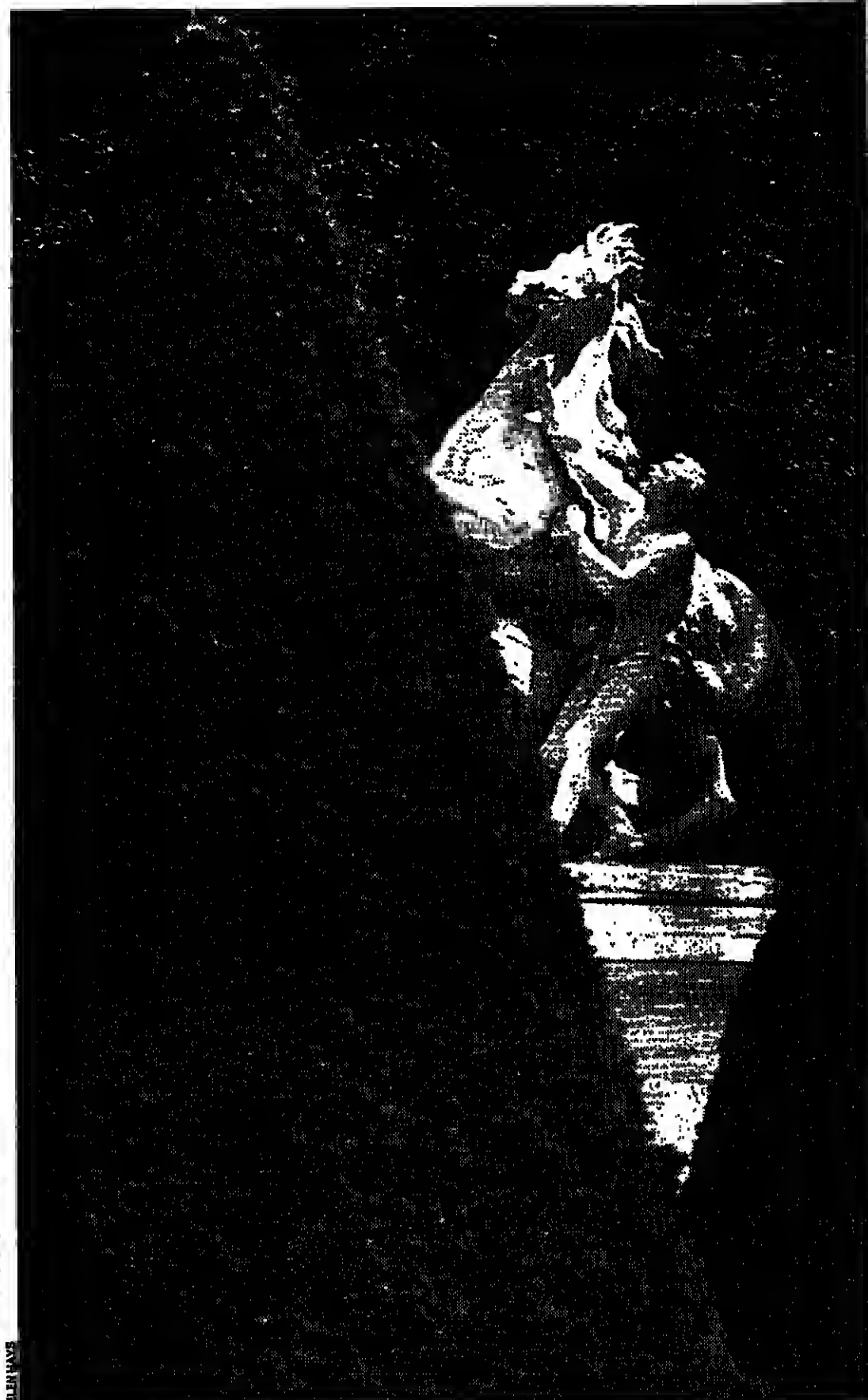
Curieuse histoire

Curieuse histoire. Commandés par Louis XIV en 1702, les chevaux de Coysevox furent rapportés à Paris en 1719 sous Louis XV, ainsi que de nombreuses statues du parc de Marly, pour animer sans perdre de temps les Tuileries où s'installait le pouvoir délaissant Versailles. La Pompadour redécouvrait les charmes de Marly, Louis XV y retournera plus tard volontiers et ordonnera divers travaux dont les fameux chevaux de Coustou.

Après cette cavalcade incessante et ces allers et retours périlleux, l'heure est venue de rentrer tout ce beau monde dans les saintes écuries du Grand Louvre. L'affaire du « retour » à Marly se plaide depuis des années. Démarches, échanges de lettres entre les autorités locales et les administrations; diverses personnalités demandaient un rapatriement, sans plus y croire que la Grèce quand elle s'adresse au British Museum ou l'Égypte au Louvre. L'accentuation de la pollution aidant, c'est curieusement la menace d'extermination totale pesant sur les statues qui a créé l'occasion de satisfaire des vœux jusqu'ici parfaitement inconciliables : le retour à Marly et la maintien sur les Champs-Élysées, où leur rôle architectural dans la formation du site n'est pas négligeable.

Placées au cœur de la circulation automobile, soumises aux affronts conjugués du gel, de la pluie, des émanations acides qui attaquent le marbre et des trépidations du sol qui le fissurent, les statues de plein air craignent plus que tout l'outrage des temps. « On allait vers l'effacement », selon l'élégante formule de Guy Nicot, architecte des bâtiments civils et palais nationaux, chargé de l'Elysée et des résidences présidentielles, dont fait partie Marly, domaine qu'il a en charge de 1967 à 1980 avant de le confier à son confrère Macel, responsable des travaux actuels.

« Le maintien in situ est toujours préférable, et c'est la solution que nous avons retenue pour la statue du portail de Chartres », indique Guy Nicot, plutôt que de transformer l'intérieur de la cathédrale en musée lapidaire. Mais elle n'est pas toujours pos-



Coustou a retrouvé Marly

sible. A Chartres sans doute. Mais, à Paris, on a constaté que les travaux de consolidation exécutés à partir de 1980, les « pansements » au silicone réalisés à la Concorde, ne résisteraient pas plus que quelques années. On renonça ensuite à enfermer les statues dans des cages transparentes, et le ministère de la culture décida en juin 1982 de mettre les originaux à l'abri et de les remplacer par des moulages.

Le procédé mis au point par Michel Bourbon est extraordinairement précis et fidèle. Enduite d'une fine couche de protection, la surface des statues a été cloisonnée par des joints en plastiline, divisant ainsi deux moules superposés (l'un en silicone souple, le second en fibre de verre) en une trentaine de pièces plus petites qui sont reboutonnées ensemble dans l'atelier de Villeneuve-le-Roi où s'opère le moulage des nouveaux ensembles.

La finesse et la précision de cette technique, qui fait penser à une combinaison de plâtrage sous-marine, permet de reproduire les marques du temps. Le matériau composite (poudre de marbre de Carrare, de marbre bleu turquin des Pyrénées, quartz jaune du Finistère, sable de Seine, mêlés à une résine de synthèse) doit réagir aux pluies, vieillir comme un marbre et résister aux agressions

polluantes comme un matériau artificiel. Le talent et la passion de l'artiste, qui a séjourné plusieurs années à Rome et qui parle de création à propos de son travail, ne sont sans doute pas étrangers à une réussite dont les autorités se plaisent à souligner le coût, nettement inférieur à celui d'une copie, solution qui fut autrefois retenue pour *la Donse* de Carpeaux, confiée à Paul Belmondo.

L'ensemble de l'opération de sauvetage et la fabrication des moules étant pris en charge par l'établissement public du Grand Louvre, la facture s'établit pour Marly à 620 000 francs, somme dans laquelle la fourniture des moules pèse moins lourd (180 000 francs) que la construction de leur piédestal (238 000 francs). Le conseil général avait promis, à la demande d'un de ses membres, M. Pierre Lequiller, maire adjoint (PR) de Conveciennes, 250 000 francs qu'il a fournis; l'Etat avait parlé d'y aller un peu de sa poche, ce qu'il n'a pas fait, sinon en nature, en ne facturant pas le moule lui-même dont l'estampage et la fabrication ont coûté 700 000 francs. La commune de Marly-le-Roi finance donc le reste de cet embellissement, auquel la municipalité, dirigée par Jean Béranger, sénateur (Rad. de gauche) des Yvelines,

tenait beaucoup et qu'elle fêtera en fanfare le dimanche 23 juin.

Du danger des doublons

Multiplier les répliques d'une œuvre originale et les disposer ici ou là, est-ce bien raisonnable? Ne doit-on pas craindre la confusion, un léger vertige à rencontrer à moins de vingt kilomètres de distance une œuvre qu'après maints voyages l'histoire frappe du don d'ubiquité? Le désir de réinstaller les chevaux à l'emplacement pour lequel ils furent dessinés était légitime, mais on ne pouvait pas pour autant déshabiller la Concorde, estimant, incertains, et notamment Marie-Amyntbe Denis, conservateur du délicieux musée-promenade construit à l'orée du parc et ouvert en automne 1982 (45 000 visiteurs), qui s'attache à rassembler les témoignages d'une splendeur oubliée.

Autant les chevaux « de Marly » paraissent solennels et victorieux à l'entrée des Champs-Élysées, autant ils reprennent une silhouette plus naturelle, plus sensuelle, plus vive encore dans le dévalant ordonné de Marly. De l'escalier d'eau, supprimé sous Louis XV par mesure d'économie, et dont une forte pente herbeuse indique aujourd'hui l'emplacement jusqu'à l'abreuvoir où les flots faisaient miroiter la

lumière sur des milliers de coquillages piqués dans le mur de soutènement, vallonement naturel a été souligné. Il est guidé par une succession de plans d'eau que les frondaisons serrent de plus ou moins près, accentuant le caractère intime, féminin même, de ce lieu voulu par Louis XIV, à mi-chemin de Saint-Germain, où il naquit, et de Versailles, où il établit son pouvoir, comme un ermitage de plaisirs et de fêtes. « Marly, Sire », soufflait-on au monarque comme ultime requête.

Placés où il l'ont été, les chevaux sont, dans le contrebas, comme le verrou joyeux de cette résidence gracieuse et fastueuse et reprennent un peu de la liberté que Coustou leur avait accordée, à l'écart de la mythologie guindée et des symboles convenus. La Convention avait inscrit sur le socle parisien : « Chevaux numides retenus par un Africain », et le sculpteur lui-même avait indiqué : que l'un des hommes était « ceint d'une légère draperie autour de la taille dans le goût d'un esclave indien ». On y a donc vu l'Amérique et l'Afrique, continents jeunes et vigoureux. Pourquoi pas? Mais la symbolique de l'œuvre est suffisamment souple et universelle pour passer le cap des modes et séduire toutes les époques.

On peut donc applaudir au surprenant « retour » tout en souhaitant dans le même temps qu'il ne soit pas le signal d'un repeuplement à tout va de ce mystérieux domaine où seuls deux Méléagre chassent encore. Ce qui reste de la statuaire de Marly, abondante et significative, est au Louvre et sera présenté dans une des cours sous verrière que le départ du ministère des finances permettra d'aménager à partir de 1987.

Pour l'architecture, le visiteur est livré à une rêverie nourrie, s'il le souhaite, de gravures et de maquettes parfaitement présentées dans le musée. On a peine à croire en effet que Marly ait pu être pendant plus d'un siècle le domaine de la couleur et du raffinement : le pavillon royal inspiré de la villa Rotonda de Palladio et les douze pavillons des invités, rangés en un palen hommage au Soleil, étaient reliés par des charmaillies et des parterres, et leur façade, rehaussée de trumpe-l'œil, de fresques et de faux marbres.

Vendu en 1698 au citoyen Sagniel qui le transforma en filature, puis, après que Napoléon I^{er} eut refusé une offre de revente, en carrière de pierres déjà taillées, ornées et sculptées, le domaine réintégra la maison royale en 1816, vide, dépeccé et dévasté. Aujourd'hui, les bosquets hésitent entre les volontés du vieux Le Nôtre, qui avait fait là son chef-d'œuvre à l'italienne, et le retour à l'état de nature. Mais les roseaux du grand bassin ne brident pas l'imagination, et le relief restauré dans ses grandes masses depuis les années 30 esquisse parfaitement, à qui veut le lire, ce que furent les bosquets, chambres vertes et appartements d'extérieur.

Parc en pointillé, parc en filigrane, idée d'un parc avant qu'il naisse. Marly offre une merveilleuse et libérale confrontation entre les intentions de ses créateurs et un lieu rendu au romantisme le plus pur.

Le musée-promenade de Marly-le-Roi est ouvert du mercredi au dimanche, de 14 heures à 18 heures. Tél. : (3) 969-06-22.

Bouquins - Dossiers par milliers

Rayonnages
Bibliothèques

au prix de fabrication
du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement
bureaux, magasins, etc.
25 années d'expérience
Une visite s'impose
208, avenue du Maine, Paris (14^e)
640-67-40 - M^{me} Aïda

RENCONTRE

LE VOYAGE CHINOIS DE ZAO WOU-KI

par Claude Hudelot *

Naturalisé français en 1964, le peintre Zao Wou-ki s'est rendu récemment en Chine, à Hangzhou, où l'attendaient des professeurs et des étudiants venus de toute la Chine pour suivre les leçons du grand maître abstrait. Une équipe vidéo de la Maison de la culture de La Rochelle filmait ces rencontres qui donneront lieu à une émission de télévision à la rentrée.

SURPRENANTE image : dans un atelier perché sous les toits de l'Académie des beaux-arts de Hangzhou, un Chinois aux cheveux blancs, à l'allure aristocratique, vêtu d'un costume prince-de-galles et d'un pull de cachemire jaune, passe entre les chevalets. Il s'arrête, élève des yeux, observe la toile qu'un étudiant est en train de peindre, jette un regard vers le modèle — une grande et belle femme nue au profil fin, à la peau claire — et commence par féliciter chaudement l'exécutant. Puis lentement, doucement, Zao Wou-ki va donner des indications précises qui vont remettre en cause la démarche de tous les artistes présents, les uns après les autres.

De l'étudiant de quatrième année au professeur de cinquantenaire, Zao Wou-ki ne dit rien de la Chine du Nord-Est — l'ancienne Mandchourie — pour transformer sa peinture, et, nous assurera-t-il plus tard, pour se transformer lui-même. Et Zao Wou-ki de pester gentiment, à la chinoise, contre les méfaits de l'influence soviétique et du réalisme socialiste en général. Pour effacer le mal, l'artiste dépense une belle énergie, saisit les pinceaux, broie les couleurs et vient marquer de sa patte les tableaux à l'état d'ébauches. Et le miracle se produit : l'art renaît au fil des coups de pinceau, tandis que Zao Wou-ki continue de prodiguer des conseils. Atmosphère d'intense concentration, comme renforcée par la présence du modèle. Certains des élèves n'osent plus reprendre leur travail après le passage du maître !

Le corps du Grand Vide

Image surprenante, car Zao Wou-ki, peintre abstrait de renommée mondiale, devenu aujourd'hui français — Wou-ki pour les intimes — travaille d'après modèle et donne des cours de peinture à l'huile figurative. Comme au début des années 40, lorsque le très jeune et très brillant professeur Zao enseignait au bord du lac de l'Ouest, après avoir lui-même, dès l'âge de quatorze ans, suivi les cours de l'Ecole des beaux-arts.

A vrai dire, il faut remonter beaucoup plus haut dans le temps si l'on veut comprendre l'ampleur de l'événement. A la dynastie Song (960-1279), qui voit Hangzhou devenir un instant la capitale d'un Empire du Milieu mutilé (1127-1279), qui voit l'ouverture concomitante de la célèbre Académie royale de peinture au bord du lac de l'Ouest et l'existence d'un prince, frère de l'empereur, anéanti en droite ligne d'un certain Zao Wou-ki... mais sur ce point l'artiste restera remarquablement discret.

Peut-être même vaudrait-il mieux remonter jusqu'aux sources de la grande peinture chinoise, au temps où les grands lettrés comme Zong Ping (375-443), Wang Wei (415-443), dissertent sur la peinture. Le premier n'écrit-il pas : « Quand le principe interne des choses s'introduit au cœur des images, il devient possible de les dépeindre avec subtilité et de donner du sujet une représentation parfaitement vraie. » Et Wang Wei ajoute, à propos du

paysage : « Ce que les anciens ont demandé à la peinture n'est pas d'établir le tracé des enceintes et des frontières, de délimiter les montagnes et les collines, de figurer les lacs et les cours d'eau. Ce qui est essentiel à la forme, c'est le souffle qui, par son mouvement, l'informe, et ce qui, de par son dynamisme spirituel, met en branle la mutation, c'est l'esprit. »

Mille six cents ans plus tard, Zao Wou-ki ne dit rien d'autre en demandant à ses élèves d'oublier l'apparence des lignes qui enferment le modèle. Il ne fait rien d'autre quand, avant de commencer une des grandes toiles dont il a le secret, il prend son souffle (qi), quand, « à l'aide du seul pinceau [il] peut évoquer le corps même du Grand Vide — le Tao » (Wang Wei).

Au demeurant, l'artiste reconnaît volontiers l'inspiration taoïste qui marque son œuvre, tout en insistant sur l'importance des influences occidentales, de Cézanne — grâce auquel, dit-il, il a compris la peinture chinoise — à Mies van der Rohe, qui le découvre dès 1950 en passant par Klee et ses amis devenus aujourd'hui célèbres.

« Le Tao de la peinture, c'est l'univers tenu dans la main. » Cette réflexion millénaire, l'artiste contemporain la prend à son compte comme nombre de données argumentées par les peintres lettrés depuis notre nuit des temps. Sait-on, par exemple, que les recherches autour du vide et du plein mènent très tôt certains artistes au bord de l'abstraction, que l'un d'entre eux, un certain Wang Mo, invente, dès l'époque Tang (618-907) le « Body art » et le célèbre « dripping », cher à Pollock, puisque « il projetait l'encre sur la soie, il la travaillait ensuite avec son pinceau, ses mains et ses pieds. Parfois, il plongeait ses cheveux dans l'encre, puis les jetait sur la soie. Légères ici, épaisses là, ces taches d'encre formaient des bosselures, et de ces bosselures surgissaient des montagnes ou des pierres, faillissaient des nuages ou de l'eau. »

Pas question de comparer Wang Mo et Zao Wou-ki — celui-ci est tout sauf un peintre gestuel, — mais de mettre en évidence l'extraordinaire foisonnement de la peinture chinoise, sa richesse théorique et artistique au moment où l'Occident sort à peine de l'ombre. Cette richesse, Zao Wou-ki la connaît bien. Il l'a intériorisée. Mais alors, pourquoi enseigne-t-il aujourd'hui la peinture à l'huile figurative ? Tout d'abord, il faut se souvenir que lui-même avait choisi d'apprendre la peinture à l'occidentale, et ce dès les années 30. Grand amateur de peinture traditionnelle chinoise, il juge celle-ci en constante décadence depuis l'époque Song, à quelques exceptions près. Dès lors, il préfère vivre la grande aventure de l'art contemporain à Paris, où il s'installe en 1948. L'autre raison tient à l'Académie des beaux-arts de Hangzhou : on y enseigne aujourd'hui le paysage chinois, l'estampe, la calligraphie, la sculpture et la peinture à l'huile figurative, ces dernières selon les

canons utilisés à Moscou ou dans d'autres pays de l'Est.

Il suffit de visiter les ateliers où œuvrent consciencieusement les artistes pour comprendre le « retard » accumulé par la Chine en matière d'art depuis la libération de 1949, retard encore accentué par la grande censure de la révolution culturelle pendant laquelle toute activité artistique s'arrête. Un comble ! A ce propos, notre professeur de Mandchourie se souvient des sévices qu'il a dû supporter, lui qui était accusé d'être là-bas le « chef des contre-révolutionnaires ». On lui faisait « faire l'avion », nous raconte-t-il en plaçant ses bras derrière son dos. Et il ajoute que sa belle-mère en est morte.

La visite du département de sculpture est particulièrement édifiante. Ce ne sont que bustes de héros, parmi lesquels on reconnaît Mao Zedong, Zhou Enlai, le maréchal Chen Yi et, surtout, le grand écrivain révolutionnaire Lu Xun, mort en 1936. D'autres sculptures plus surprenantes et aux allures parfois franchement

« Première semaine. Après une série de tableaux dont l'homogénéité n'a d'égal que l'académisme, Wou-ki insiste longuement sur l'absence totale de personnalité de ces essais et note que tous ces nus pourraient être signés par une seule et même personne... »

kitsch sortent en ce moment même de l'atelier. Qu'il s'agisse d'une œuvre monumentale représentant trois femmes de « minorités nationales » destinée à une gare du Xinjiang ou d'un hétérophile aux formes avantageuses.

Le travail de Zao Wou-ki paraît d'autant plus ardu. Lui-même doute des retombées de son enseignement. Pourtant les signes encourageants ne manquent pas.

Première semaine. Après une série de tableaux dont l'homogénéité n'a d'égal que l'académisme, Wou-ki insiste longuement sur l'absence totale de personnalité de ces essais et note que tous ces nus pourraient être signés par une seule et même personne, à l'exception d'une tentative surréaliste au demeurant très peu convaincante.

La seconde semaine permet à chacun de se dégager de l'uniformité ambiante. Les critiques et l'aide de Zao Wou-ki y sont pour beaucoup. Et il sait mettre en confiance. Celui-ci a peint à la Bonnard ? Pourquoi pas ? Celui-

ci cache son savoir-faire traditionnel ? Qu'il l'exprime au contraire.

Et tous de vouloir comprendre ce que le maître souhaite lorsqu'il estompe les contours du sujet pour mieux l'intégrer à l'ensemble, lorsqu'il parvient à la « méthode soviétique » faite à coups de petites touches accolées. Wou-ki rappelle que la peinture traditionnelle chinoise comme l'art contemporain se moquent de ces techniques désuètes. Déjà Guo Hi (1020-1090) affirmait que « le peintre doit rester maître de son pinceau et non pas de l'inverse s'en faire l'esclave... ». Inlassablement, Zao Wou-ki demande de transcender les apparences. Comme le vieillard qui s'adresse à un jeune peintre dans un célèbre dialogue du dixième siècle, le *Pifa qi*, il pourrait dire : « Chercher la ressemblance, c'est saisir l'aspect extérieur et laisser échapper le souffle. »

Chaque matin, à 7 h 45 très précises, le maître et les élèves reprennent leur ouvrage. Les uns viennent d'avalier le riz blanc en bouillie qui tient lieu en Chine de

tenement de peinture, Zheng Sheng-tian, a récemment séjourné deux ans aux Etats-Unis. Grâce aussi à une documentation plus fournie. On construit actuellement une vaste bibliothèque, qui sera la plus belle fleur de l'Académie.

Le directeur des beaux-arts de Wuhan, une « petite » ville de six millions d'habitants, venu tout spécialement prendre les leçons du maître, pense que le chemin sera long. L'art abstrait en Chine ? L'art contemporain ? Oui, peut-être, dans une génération. Le temps pour les élèves de Zao Wou-ki de multiplier les petits pas d'une vraie révolution culturelle.

* Directeur de la Maison de la culture de La Rochelle et du Centre-Ouest.

● Trois livres : Pierre Ryckmans, *Shi Tao : les Propos sur la peinture du moine Citrouille amère*, Hermann.

● François Cheng, *Le Vide et le Plein dans la peinture chinoise*, Le Seuil.

● Nicole Vanier-Nicolas, *Esthétique et peinture de paysage en Chine*, Klincksieck.



petit déjeuner. Lui est arrivé dans une limousine bleue conduite par une jeune femme aux gants immaculés. Il vient de longer le lac de l'Ouest couvert d'une légère brume. Il a vu les fleurs et les formes sombres des montagnes au flanc desquelles poisse le meilleur thé de Chine. Il a déjà croisé des milliers de cyclistes partant au travail.

La rencontre unique

La fin de matinée est fertile en conversations de groupe, enregistrées et commentées le soir religieusement. L'après-midi est consacré au fusain. Technique difficile, même problématique. Chaque jour, Zao Wou-ki craint surtout de perdre le précieux modèle qui pose sous les yeux de ses vingt-six élèves. Il semble, en effet, très difficile de recruter des volontaires, malgré le prix payé, qui correspond au salaire de cinq ou six ouvriers. Question de pécuniaire, peut-être.

Mais que pensent les étudiants et les professeurs de l'enseignement de Zao Wou-ki ? Ils sont à l'évidence très conscients du décalage dans l'art entre la Chine et l'Occident, et très désireux de le rattraper. Ils savent aussi que cette rencontre unique. Jamais un dialogue aussi direct, aussi profond, ne pourra être établi. En outre, tous connaissent l'œuvre du peintre, qui a exposé à Pékin et à Hangzhou, en 1983. Tous en perçoivent la valeur. Sauront-ils combler le « retard » ? Certains en doutent. D'autres sont persuadés que la vieille civilisation pourra facilement surmonter son handicap grâce à son génie créatif et à des échanges plus fréquents avec l'étranger — ce n'est probablement pas un hasard si le directeur du département de peinture, Zheng Sheng-tian, a récemment séjourné deux ans aux Etats-Unis. Grâce aussi à une documentation plus fournie. On construit actuellement une vaste bibliothèque, qui sera la plus belle fleur de l'Académie.

Le directeur des beaux-arts de Wuhan, une « petite » ville de six millions d'habitants, venu tout spécialement prendre les leçons du maître, pense que le chemin sera long. L'art abstrait en Chine ? L'art contemporain ? Oui, peut-être, dans une génération. Le temps pour les élèves de Zao Wou-ki de multiplier les petits pas d'une vraie révolution culturelle.

* Directeur de la Maison de la culture de La Rochelle et du Centre-Ouest.

● Trois livres : Pierre Ryckmans, *Shi Tao : les Propos sur la peinture du moine Citrouille amère*, Hermann.

● François Cheng, *Le Vide et le Plein dans la peinture chinoise*, Le Seuil.

● Nicole Vanier-Nicolas, *Esthétique et peinture de paysage en Chine*, Klincksieck.

La catastrophe L'impératif de sécurité

Jamais le Boeing 747, qui a exploré en 1968 le ciel au-dessus de l'océan, n'avait dû recevoir l'autorisation de voler sur les lignes aériennes européennes. Le spécialiste entraîner les bagages contenus dans les soutes, et les effets manifestés la plus évidente en flammes à l'arrière de l'appareil, ont été constatés. L'incident a été qualifié de « catastrophe aérienne ». L'incident, même si jamais confirmé officiellement, l'interdiction de la ligne aérienne des pays d'Europe, a été imposée. Les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires, et les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires, et les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires.

Le territoire des frontières aériennes est l'un des plus sensibles. Les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires, et les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires, et les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires.

Ces exigences ne sont pas nouvelles. Les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires, et les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires, et les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires.

Le défi qui doit être relevé est de garantir la sécurité des vols, et les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires, et les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires, et les compagnies aériennes ont été contraintes de modifier leurs itinéraires.